

Impérialisme et résistance

John Rees

(traduit de l'anglais par JM Guerlin)

Sommaire

Introduction.....	3
1 Les armes et l'Amérique.....	9
2 La puissance économique américaine à l'heure de la mondialisation.....	25
3 Le pétrole et l'empire.....	43
4 Mondialisation et inégalité.....	57
5 Leur démocratie et la nôtre.....	76
6 Guerre et idéologie.....	117
7 Résister à l'impérialisme.....	129
Notes.....	140

Introduction

J'étais à Berlin en novembre 1989. Pendant les trois jours qui ont précédé la chute du Mur, je passais d'un côté à l'autre, par *Checkpoint Charlie*, pour participer aux manifestations à Berlin-Est et interviewer ceux qui les organisaient. Chaque soir, je retournais à l'Ouest en cachant les cassettes des entretiens dans mon sac, ou bien je les confiais à d'autres pour qu'ils les fassent passer plus tard. Lorsque je suis allé à Berlin-Est le jour d'avant la Chute du Mur, l'officier de la Stasi qui était de service à la barrière a trouvé des journaux révolutionnaires en fouillant mon sac. Il a appelé son supérieur, qui s'est mis à lire les reportages sur les manifestations en Allemagne de l'Est avec une grande concentration. Ce dernier a appelé à son tour son supérieur hiérarchique, qui a fait de même, puis m'a fait signe de passer. Je pense que c'est à ce moment-là que j'ai su que le vieil ordre était sur le point de quitter la scène.

J'ai donc le sentiment que, d'une certaine façon, j'étais présent lorsque la Guerre Froide s'est terminée et que le nouvel impérialisme a fait ses débuts dans le monde. Les gens avec lesquels je parlais à l'Eglise Gethsémani, un des centres organisateurs du mouvement, ou clandestinement dans leurs appartements, voulaient la démocratie. Mais ils ne voulaient pas être simplement intégrés à l'Ouest. Ils voulaient la sécurité de l'emploi et la protection sociale, qu'ils avaient, et les droits démocratiques, qu'ils n'avaient pas. Mais ça ne c'est pas passé comme ça. A Berlin, j'ai vu se dérouler un schéma qui s'est souvent répété depuis – l'espoir en la démocratie bientôt assombri par la 'thérapie de choc' néolibérale.

Près de dix ans plus tard, dans un pays très différent, j'ai pu voir à l'œuvre un processus politique étonnamment similaire. En 1998, je couvrais le mouvement qui avait renversé la dictature de Suharto en Indonésie. Alors que je parlais en défilant avec les étudiants qui étaient le cœur de cette révolution, le même paradoxe se présenta. Nous nous rencontrions en secret et nous manifestions sous les canons des fusils de l'armée indonésienne, notoirement brutale. Le désir de démocratie était très vif, et facile à comprendre. Mais, comme les Allemands de l'Est à la fin de la décennie précédente, ils espéraient aussi que la démocratie ne signifierait pas seulement que les vieilles élites continueraient à présider à la même pauvreté et à la même inégalité.

Aujourd'hui, je me trouve à nouveau dans un pays confronté au défi auquel les Allemands de l'Est et les Indonésiens ont fait face en 1989 et en 1998. Des parties de ce livre ont été écrites au Caire. Il y a un vieil adage qui dit que le monde n'est pas le même selon qu'on le regarde du château ou de la chaumière. Il est clair que le monde est très différent, vu du Caire, de ce qu'il est vu de Londres. Et le regard sur le Caire ne révèle pas un gouvernement égyptien loyalement allié à l'Occident dans une noble 'guerre contre le terrorisme', mais un autoritarisme brutal qui fusille, emprisonne et torture ses opposants. En 2002, je protestais, devant l'ambassade du Qatar au Caire, contre le déploiement des troupes US préalable à l'invasion de l'Irak. Nous étions au maximum 1.000. Nous regardions les canons d'une paire d'autos blindées, entourés par des policiers en armes qui étaient, de loin, bien plus nombreux que les manifestants. Pourtant, au mois de mars suivant, le jour de l'invasion de l'Irak, les manifestants remplirent pendant deux jours la Place Tahrir, au Caire, pour la plus grande manifestation que l'Egypte ait connue depuis une génération. A nouveau, les gens s'organisent contre la tyrannie. Et une fois de plus, ils veulent davantage que le droit de vote. Le résultat de leur lutte est toujours en équilibre instable.

Au cours de ces expériences, j'ai vu se dérouler la double spirale de l'âge moderne. L'économie néolibérale et la stratégie militaire néoconservatrice sont entrelacées. La Chute du Mur de Berlin a simultanément ouvert l'Est aux marchés occidentaux et permis à la puissance militaire des Etats-Unis et de leurs alliés de se poser en gardien de sa sécurité. Mais partout, y compris au

cœur des pays occidentaux, il y a eu un renouveau de la résistance à ce virus. De gigantesques mouvements, sur tous les continents, se sont levés pour s'opposer à la privatisation, à la dérégulation et à la globalisation. Leur échelle a été magnifiée lorsqu'ils se sont également opposés au nouveau projet impérial initié par les néoconservateurs américains.

A elle seule, l'expérience directe, aussi nécessaire soit-elle, ne suffit pas. Elle est toujours individuelle et doit par conséquent toujours être testée en la comparant à l'expérience générale. Et cela ne peut être le résultat de l'analyse sociale et de l'investigation historique. Dans ce livre, j'ai essayé de prendre en compte l'aiguillon de l'expérience et d'en tirer une vision globale du nouvel impérialisme.

Les trois titans du monde moderne

Il y a dans le monde moderne trois grandes forces. Il y a la puissance des Etats-nations, celle de l'économie internationale, et puis celle des gens qui travaillent et dont tous les Etats, armées et grandes compagnies, en dernière analyse, sont dépendants. La plupart des événements les plus importants du monde moderne se produisent au point d'intersection où ces trois forces entrent en collision.

Ces trois forces sont apparues au même moment historique, lorsque les méthodes féodales de gouvernement et de production ont laissé la place à l'Etat-nation centralisé moderne, à l'économie de marché et au travail 'libre' sur lequel cette dernière repose. En Grande Bretagne et en Hollande, ce moment historique remonte au 17^{ème} siècle. En France, en Italie, en Allemagne et aux Etats-Unis, en partie comme conséquence de la concurrence et de l'exemple, la fin du 18^{ème} siècle et le 19^{ème} ont été la période critique de la guerre et de la révolution.

Cette transformation globale a créé (1) un système international d'Etats-nations en compétition, dont chacun possède le monopole de la violence à l'intérieur de ses frontières géographiques, (2) un marché mondial dans lequel à la fois les firmes privées et les Etats-nations luttent pour la domination commerciale, et (3) dans chaque pays, bien qu'à des degrés différents, une main d'œuvre qui dépend pour son emploi salarié des nouveaux seigneurs du marché intérieur et international.

Les premières concrétisations malhabiles de ce système dans les marges de l'Europe du 17^{ème} siècle ont été depuis longtemps dépassées. Et, à chaque génération, ces trois titans ont grandi en force. Les Etats-nations du monde moderne font, à tous égards, ressembler leurs prédécesseurs à des nains. Ces Etats étaient au début des minorités, avec de petites armées professionnelles. Aujourd'hui, tout Etat constitue un appareil centralisé, bureaucratique, avec une capacité militaire énorme. Les individus employés par l'Etat sont innombrables comparés à leurs semblables de la période des débuts.

A un degré important, la croissance de l'Etat est le résultat de la croissance du système économique. Les premiers Etats étaient à la fois des produits de ce système et les instruments de son développement. Le monde des Compagnies des Indes Orientales hollandaise et britannique, de la conquête de l'Inde et du 'Nouveau Monde' était un prototype archaïque du marché mondial. Cela dit, son commerce était insignifiant face à une seule journée de transactions sur les marchés internationaux du monde contemporain. La Compagnie des Indes Orientales, avec toute sa longue histoire, n'est guère plus qu'un étal de marché comparée à une seule année de commerce d'une multinationale moderne.

Moins remarquable, mais non moins réelle, est la croissance du troisième titan. Les quantités de travail aspirées par les filatures et les ateliers de Londres, Manchester et les cités industrielles du Nord à la fin du 18^{ème} siècle et au début du 19^{ème} furent les premières de leur genre dans un monde

qui était encore dominé par le labeur agricole accompli par des paysans. Aujourd'hui, dans toutes les parties du monde, des milliards d'êtres humains ont hérité de leur sort.

L'interaction de ces titans, de même que leur croissance, est ce qui nous occupe ici. Non seulement ils sont liés comme trois aspects d'un même processus, trois facettes d'un même objet, mais ils existent dans une relation fondamentalement instable. Et c'est cette instabilité, répétée sous d'autres formes à chaque génération mais jamais éliminée, qui détermine comment le monde déroule son histoire. C'est dans cette lutte ternaire que fermentent les guerres et les révolutions.

Nos titans luttent pour la même raison que les scorpions piquent – c'est leur nature. Examinons ces natures et les conflits qui les opposent.

L'Etat est, par nature, géographiquement limité. Il dispose, comme nous l'affirme la plus ancienne définition sociologique, du monopole de la violence physique dans une zone géographique déterminée. Il est, en bref, une entité nationale.

La concurrence entre les grandes sociétés est par nature géographiquement illimitée. La quête des marchés, des matières premières et de la main d'œuvre est par essence internationale. Certaines firmes sont nées et restent basées dans des nations particulières. Mais elles fonctionnent souvent internationalement et, même lorsque ce n'est pas le cas, elles sont assujetties à la fixation des prix des marchandises sur le plan international. Plus le système est ancien, et plus c'est le cas. La mondialisation-globalisation est simplement la dernière étape de ce processus.

Depuis l'aurore de ce système, l'Etat limité au plan national et le marché sans frontières se sont croisés dans toute une série de rapports instables. Chaque Etat-nation, avec son monopole de la force armée, a essayé de s'enrichir, lui-même et les sociétés industrielles et commerciales qui lui sont étroitement associées, au détriment d'autres Etats et de leurs compagnies associées. Les firmes ont, de leur côté, cherché à engager la puissance militaire de l'Etat dans la conquête d'avantages commerciaux, jouant souvent un Etat contre d'autres. Les Etats cherchent à utiliser leur seul actif, la force armée, pour faire évoluer les rapports de puissance économique à leur avantage. Les multinationales tentent d'user de leur pouvoir économique pour modeler l'Etat à leur convenance.

Aucun ne peut se dégager de cette étreinte glacée. L'Etat a besoin de la puissance économique, et les sociétés ont besoin de la force militaire. Pourtant la nature internationale de la concurrence sur le marché porte l'Etat hors de ses frontières, le mettant en conflit avec d'autres Etats qui sont, eux aussi, contraints de déborder de leurs marques. Rester derrière ses frontières équivaut à accepter la défaite dans la compétition. Les franchir intensifie la concurrence économique et, dans la durée, rend inévitable un conflit militaire entre Etats. La montée des premiers empires coloniaux, les conflits entre eux, l'escalade de ces affrontements impériaux jusqu'à la guerre mondiale, à deux reprises dans le siècle passé, ne sont que les résultats les plus destructifs de ce processus.

Les gens qui travaillent, notre troisième titan, sont dans une relation contradictoire aux sociétés et à l'Etat. Nécessaires pour les deux, ils ne sont chez eux nulle part. Pour les firmes, les travailleurs sont considérés comme un coût de production qui doit être le plus bas possible, afin de maximiser le profit. La période, historiquement brève, du capitalisme protecteur des 30 années consécutives à la Deuxième Guerre mondiale a depuis longtemps cédé la place à une période qui ressemble davantage aux années 1920 et 1930 dans la célébration des forces débridées du marché par les dirigeants économiques du système. L'Etat lui-même est, de façon crue et évidente, au service des priorités des milieux d'affaires, tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Les salariés dépendent d'un emploi et doivent s'accommoder du système, mais ils partagent rarement ses valeurs. Et souvent, les convulsions du système économique et la rivalité entre Etats amènent les travailleurs à relever un défi qui les fait basculer d'une passivité politique relative à une intervention active dans la société.

Ce dernier point mérite d'être élaboré dans la mesure où il bénéficie rarement de l'attention minutieuse apportée d'ordinaire aux faits et gestes des Etats et des grandes firmes. L'histoire du siècle passé ne serait pas compréhensible si nous ne prenions pas en compte les effets de ces moments dans lesquels les gens ordinaires ont transformé l'histoire par le levier de l'action collective. Parmi les plus importantes révolutions qui ont transformé l'Etat, nous pouvons citer celles du Mexique et de la Russie avant la Première Guerre mondiale, et celles de la Russie, de l'Allemagne et de la Hongrie pendant et immédiatement après cette Première Guerre. En Chine dans les années 1920, et en Espagne dans les années 1930, le cours entier de l'histoire de ces nations a été altéré par la révolution. Après la Deuxième Guerre mondiale, les mouvements de libération nationale ont profondément modifié le système étatique global en mettant fin à l'ère du pouvoir colonial direct. Le véritable commencement de la fin de la Guerre froide bipolaire a été inauguré par la naissance de Solidarnosc en Pologne au début des années 1980, et son trépas final a été la conclusion des révolutions d'Europe de l'Est de 1989. Plus récemment encore, les régimes dictatoriaux d'Afrique du Sud, d'Indonésie et de Serbie sont tombés sous la poussée de mouvements populaires.

L'impérialisme moderne est défini par le conflit entre ces trois titans. Ils sont liés ensemble comme les trois facettes d'une totalité contradictoire unique. Sans la dynamique compétitive entre les unités économiques individuelles du système, elles ne se trouveraient pas constamment dressées contre d'autres dans une bataille pour la survie. Sans les Etats et leurs arsenaux, cette concurrence économique ne comporterait pas également une compétition militaire. Sans expansion économique compétitive, la classe ouvrière ne croîtrait pas. Elle ne trouverait pas non plus ses moyens de subsistance sous la pression économique et politique qui est l'aiguillon initial de la résistance.

Le développement de l'impérialisme moderne est l'histoire de la façon dont cette lutte ternaire a été remodelée au fur et à mesure de l'expansion du système. Bien sûr, il y avait des empires avant l'arrivée du capitalisme et de l'Etat-nation moderne. La Rome antique et l'Empire Ottoman en sont deux exemples évidents. Mais les empires pré-modernes n'avaient pas la même dynamique économique concurrentielle, ils reposaient sur une base productive beaucoup plus limitée et ne concentraient pas la force politique et militaire dans des machines étatiques aussi puissantes. Les révolutions sociales transformatrices de la société n'étaient pas davantage l'alter ego omniprésent du système.

Dans sa forme infantile première, l'impérialisme est apparu en Angleterre et en Hollande, au 17^{ème} siècle, comme le partenaire de naissance du capitalisme moderne. En grandissant, le nouveau système entra en conflit avec des empires plus anciens, comme l'empire espagnol. Selon un processus combiné de concurrence et d'émulation, les vieilles sociétés d'Europe avaient le choix entre ressembler aux nouvelles puissances ou entrer en déclin. C'est alors, au cours de leur transformation, que le premier système colonial de compétition impérialiste se forma. Le système colonial des puissances européennes du 19^{ème} siècle entra dans une crise globale lorsque la première guerre totale industrialisée éclata en 1914. La redéfinition des rapports de force entre les grandes puissances dura de la Première Guerre mondiale à la fin de la Deuxième. Le règlement de ce conflit fut institutionnalisé dans un nouveau schéma de rivalité entre grandes puissances, la Guerre Froide. Les déplacements dans la puissance économique pendant la période de la Guerre Froide finirent par saper la structure étatique internationale. Les révolutions de 1989 furent les accoucheuses de la nouvelle ère. Nous vivons maintenant dans un âge où l'accumulation économique, les Etats-nations, et les populations laborieuses dont ils dépendent, sont à nouveaux aux prises pour donner à notre monde sa forme future.

Voilà nos trois titans : l'Etat, l'économie mondiale et la force de travail internationale qu'elle a créée. La lutte entre eux est l'histoire de notre époque.

Ce livre est une tentative d'expliquer comment ces trois titans entrent en conflit et comment l'issue de leurs batailles modèle notre monde. Dans le premier chapitre, 'Les armes et l'Amérique', je trace le profil impérial des Etats-Unis de la Guerre Froide à l'invasion de l'Irak. L'argument est que la capacité militaire des Américains par rapport à ses rivaux est plus grande aujourd'hui qu'à aucun moment de son histoire. Ce chapitre examine la montée des néoconservateurs et la grande stratégie qu'ils ont articulée pour la classe dominante US dans le monde d'après-Guerre Froide. Le chapitre deux, au contraire, se penche sur le déclin relatif du poids économique des Etats-Unis dans l'économie mondiale et évalue les forces et les faiblesses de ses concurrents. C'est dans ce couple – la puissance militaire relative américaine et son déclin économique – que réside l'essentiel de l'instabilité de l'ordre international contemporain.

'Pétrole et empire', le chapitre trois, analyse les raisons pour lesquelles le Moyen-Orient est devenu une arène aussi cruciale pour le déroulement de cette nouvelle rivalité impériale. Il examine l'importance du pétrole pour l'économie du monde en général et des Etats-Unis en particulier. C'est dans ce chapitre que nous rencontrons pour la première fois la réponse du troisième titan, la résistance populaire à l'ordre économique et impérial dominant. Il y est fait état de la longue histoire de résistance à l'impérialisme qui est celle du Moyen-Orient, de l'apparition du nationalisme arabe à la résurgence de l'Islam.

Le chapitre quatre 'Mondialisation et inégalité', examine la relation entre les Etats-nations et les sociétés multinationales, entre le nouvel impérialisme et la politique économique néolibérale. L'inégalité entre les nations riches et pauvres, et entre les riches et les pauvres à l'intérieur des nations, est l'une des premières conséquences de la mondialisation-globalisation. C'est le cadre à la fois du développements d'Etats 'en situation d'échec' et de l'écart croissant entre l'élite politique et la masse des travailleurs dans les économies avancées. Ce chapitre cherche donc à mettre en évidence la cause commune des attaques économiques et politiques sur les pays pauvres au plan international et sur les pauvres gens au plan intérieur. Il montre que le nouvel Etat impérial est une menace pour la démocratie, à l'intérieur et à l'extérieur, parce qu'il agit dans le sens du renforcement des inégalités créées et entretenues par le marché mondial dérégulé.

L'une des justifications centrales des guerres modernes est qu'elles sont livrées pour la cause de la démocratie. Le chapitre cinq porte sur l'apparition de la démocratie en Grande Bretagne, en Amérique et en France dans les révolutions des 17^{ème} et 18^{ème} siècles. Mais il examine ces expériences historiques de telle sorte que nous puissions faire la comparaison entre ce qui était possible alors et ce qui pourrait l'être dans les conditions beaucoup plus avancées des révolutions démocratiques modernes. L'analyse porte sur la façon dont les forces de classe et les directions politiques des révolutions interagissent. Et elle compare les révolutions des temps modernes en Europe de l'Est, en Afrique du Sud et en Indonésie avec celles qui les ont précédées en Europe et en Russie. Elle examine aussi comment les puissances impériales cherchent à intervenir dans ces processus populaire pour favoriser les solutions qu'elles préfèrent. Ces révolutions se révèlent comme les moments centraux où les titans économique et impérial se trouvent face à face avec la résistance populaire dans sa forme la plus dynamique.

Les chapitres six et sept, 'Guerre et idéologie' et 'La résistance à l'impérialisme', font l'inventaire des idées relatives à la résistance à l'impérialisme et au néolibéralisme et des stratégies qui pourraient être les plus efficaces dans ce domaine. Ils se penchent sur l'histoire des mouvements altermondialiste et antiguerre à l'échelle mondiale pour envisager une orientation qui puisse nous sortir à la fois de l'insécurité économique continue et de la menace de guerre.

J'espère que l'analyse contenue dans ce livre pourra contribuer à notre compréhension du nouvel âge impérial. Mais chaque ensemble d'idées contient une invitation à l'action. C'est particulièrement vrai d'une analyse qui décrit un système social instable et contradictoire, dans la mesure où ces contradictions ne peuvent être résolues que par l'action politique. Le véritable but

d'*Impérialisme et résistance*, en fait, c'est de contribuer à ce que ces contradictions soient résolues par et pour la masse du peuple, et non dans l'intérêt des maîtres de la guerre.

1 Les armes et l'Amérique

L'ébranlement du système étatique international provoqué par l'effondrement du Bloc de l'Est en 1989 est une des causes de base de l'instabilité, désormais endémique, dans la politique mondiale. L'architecture bipolaire du monde de la Guerre Froide a maintenu en place tous les rapports de puissance de la deuxième Guerre mondiale jusqu'aux révolutions d'Europe de l'Est. Les Etats-Unis tentent aujourd'hui de créer un nouvel ordre impérial, mais le processus est controversé et semé d'embûches.

Il s'agit d'une véritable mutation sismique dans le paysage de la politique mondiale. Si nous recherchions des parallèles historiques, seuls seraient appropriés, par leur échelle et leurs conséquences, la montée du colonialisme européen jusqu'à la Première Guerre mondiale ou la fermeture du Rideau de Fer à travers l'Europe après la Deuxième Guerre. Pour saisir pleinement cette démesure, il nous faut passer en revue la rivalité impériale de la Guerre Froide.

La Guerre Froide

Les Etats-Unis ont émergé de la Deuxième Guerre mondiale comme la seule grande puissance dont l'économie civile s'était développée en même temps que son économie militaire. Chez toutes les autres nations combattantes, alliées ou de l'Axe, l'économie civile avait été ravagée par la priorité donnée à la guerre. La pénétration américaine du marché mondial s'est opérée partout, de l'Extrême Orient au cœur du capitalisme européen, au détriment de ses ennemis comme de ses alliés. En même temps que l'administration coloniale européenne directe se repliait face à la vague des luttes de libération nationale et à l'émergence d'Etats indépendants dans le tiers monde, des alliances militaires, des Etats clients subordonnés aux USA et sous leur domination économique les remplacèrent dans de nombreuses parties du monde.

L'exception, et c'était une exception de taille, était la Russie elle-même et les régions de l'Europe de l'Est dont les nazis avaient été rejetés par les armes russes. A Yalta et aux conférences suivantes, cette réalité militaire se transforma en division négociée de l'Europe entre les grandes puissances. Après la révolution de 1949, la Chine se mit hors de portée des armées et des firmes européennes.

Pendant toute la période de la Guerre Froide, le mode de conflit entre grandes puissances qui avait donné au 20^{ème} siècle deux guerres mondiales se transforma en un autre genre de bataille pour la suprématie. Dans un premier temps, les superpuissances tentèrent de régler la question par des guerres chaudes dans tous les coins du tiers monde. De l'Asie du Sud-Est au Chili, en passant par l'Afrique et Cuba, toutes les batailles étaient livrées sous les drapeaux de l'Ouest et de l'Est, du capitalisme et du communisme.

La forme essentielle du conflit direct entre les superpuissances russe et américaine était la course aux armements. Celle-ci ne se limitait pas à la simple capacité militaire des forces armées en présence. Elle concernait aussi le potentiel économique. Dans une course aux armes nucléaires, dans une compétition militaire qui était aussi une course à l'espace, dans une poursuite où la supériorité des armes signifiait la supériorité technologique, l'échelle et la sophistication des *économies* en opposition était le facteur décisif.

Il s'établit entre les superpuissances une égalité militaire approximative, qui dissuadait chaque camp de s'engager dans une guerre conventionnelle en Europe. Cela dit, il n'y eut jamais

parité sur le plan économique. La Russie s'était industrialisée plus tard et son économie fut toujours inférieure en taille à celle des Etats-Unis. La Russie, ainsi que certaines économies d'Europe de l'Est, avaient connu pendant une longue période une croissance plus rapide que celle de la plupart de leurs concurrents occidentaux. Le contrôle étatique les isolait des divagations du marché mondial et leur permettait de concentrer leurs ressources sur la construction ou la reconstruction de leur capacité industrielle. Sur le long terme, malgré tout, la reconstitution du marché mondial et la pression de la course aux armements sapait la viabilité des économies d'Europe de l'Est contrôlées par l'Etat.

Lorsque dans les années 1980 Ronald Reagan s'engagea dans le projet *Star Wars*, l'objectif explicite était tout autant d'exercer une pression économique sur la Russie que de développer une arme que les Russes ne pourraient égaler. Les ressources économiques affectées à la recherche et à la fabrication étaient aussi décisives que l'efficacité des armes produites.

La course aux armements fut également coûteuse pour l'économie américaine. Le prix de la victoire dans la compétition fut supporté de façon massive par les Etats-Unis, cependant ses effets positifs ne se sont pas limités à l'Amérique, mais ont été ressentis par toutes les économies occidentales qui ont connu la longue prospérité économique d'après-guerre (les 'trente glorieuses') soutenue par les dépenses militaires. Au sommet du *boom* résultant des dépenses militaires de Reagan, les Etats-Unis dépensaient 7% de leur PIB en armements alors que les autres pays de l'OTAN n'y consacraient que la moitié de ce pourcentage.¹ Cette disparité, constante pendant toute la Guerre Froide, aboutit à ce que les capitaux allemand et japonais, par exemple, agrandirent leur part du marché mondial aux dépens des USA.

De plus, en même temps que l'échelle de l'économie mondiale s'élevait, celle des dépenses militaires nécessaires pour soutenir le boom dut également grandir. Les Etats-Unis atteignaient la limite de ce qu'ils pouvaient se permettre de dépenser en armements, non pas seulement par rapport à leurs concurrents, mais aussi par rapport au montant total nécessaire pour soutenir la croissance globale. Ces fissures apparurent dans le système mondial à partir des années 70, lorsque les taux de croissance globaux commencèrent à tomber à la moitié de ce qu'ils avaient été au zénith de la prospérité d'après-guerre. A partir de ce moment, les cycles de prospérité et de récession furent plus accentués qu'à aucun moment dans les années d'après-guerre.

A la fin de la Guerre Froide, les Etats-Unis avaient sérieusement ébranlé, par la course aux armements, la structure économique de l'Europe de l'Est, mais la dimension des dépenses militaires nécessaires avait également entamé leur avantage économique sur leurs rivaux occidentaux.

Au commencement du 21^{ème} siècle, les Etats-Unis restent évidemment l'économie la plus puissante du monde, mais ils ne dépassent plus leurs rivaux au point de pouvoir déterminer le cours des événements par leur seul poids économique, comme ils l'avaient fait avec le Plan Marshall à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Des institutions économiques multilatérales comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC bénéficient désormais d'un intérêt, de la part des Etats-Unis, que leurs équivalents politiques et militaires ne suscitent plus. Ce n'est pas parce que les USA seraient devenus plus coopératifs dans le champ économique, mais simplement parce que le déclin relatif de leur économie les y contraint.

Il n'y a pas un déclin comparable dans la puissance militaire relative des Etats-Unis. En fait, c'est plutôt le contraire : leur capacité guerrière a émergé de la Guerre Froide plus colossale, à l'échelle mondiale, qu'elle ne l'avait jamais été.

C'est dans ce couple contradictoire – déclin économique relatif et supériorité militaire absolue – qu'il faut chercher la signification essentielle de la stratégie américaine au 21^{ème} siècle.

Les Etats-Unis et le monde de l'après-Guerre Froide

La fin de la Guerre Froide était censée annoncer un nouvel ordre mondial fait de paix et de prospérité. Le fondement logique du niveau élevé des dépenses militaires, le face à face nucléaire entre les superpuissances avait vécu. Il y eut véritablement une chute dans la part de la richesse nationale consacrée aux armements.

La proportion mondiale du Produit Intérieur Brut (PIB) dépensée en armes passa de 5,2% en 1985 à 2,8% en 1995. Dans la même décennie, la part du PIB consacrée par les Etats-Unis aux armements tomba de 6,1% à 3,8%. Au cours de la même période, les pays de l'Otan réduisirent leurs dépenses militaires de 3,5% à 2,4%. En Grande-Bretagne, le chiffre passa de 5,1% à 3%.² Mais l'affaire ne se résume pas à une chute de la part du PIB consacrée aux armements.

La réduction des dépenses militaires américaines ne fut pas aussi brusque que dans d'autres pays. Ainsi, la part des Etats-Unis dans le total des dépenses d'armement des nations s'accrut fortement à la fin de la Guerre Froide.

Le résultat fut que l'équilibre des forces militaires était massivement favorable aux Etats-Unis. Ce déséquilibre ne fut nulle part aussi décisif que dans la relation des USA avec les soi-disant 'Etats menaçants'.

Le déplacement général dans l'équilibre militaire a été mesuré par une étude mettant en évidence l'avantage particulièrement énorme dont jouit la bannière étoilée sur ces Etats.

L'étude en question conclut : 'Malgré les réductions des dépenses d'armement à la fin de la Guerre Froide, les Etats-Unis et leurs alliés ont aujourd'hui une marge de dépenses sur des adversaires potentiels bien plus importante que celle qui existait pendant la Guerre Froide'.⁶ De plus, 'la charge de défense supportée par les Etats-Unis, leurs alliés et amis proches est aujourd'hui distribuée plus équitablement parmi les membres de ce groupe – même si les USA continuent à consacrer davantage de leur PIB à la défense que la moyenne du groupe'.

Alors que la réalité de cette situation émergeait dans les années 1990, des sections de la classe dirigeante américaine commencèrent à formuler une stratégie adaptée au nouvel équilibre des pouvoirs. Ce n'était pas une mince affaire. Il était clair, pour les penseurs politiques américains, qu'ils possédaient une puissance militaire inégalée. Tout aussi clair était l'effondrement du bloc de l'Est, avec pour conséquence le fait qu'un tiers du globe, qui avait été fermé aux compagnies et aux stratèges militaires occidentaux depuis la Deuxième Guerre mondiale, était désormais, littéralement, ouvert au business. Ce qui était moins clair, c'était comment s'y prendre pour exploiter cette situation et quels seraient les dangers, aussi bien internes qu'externes, dont ce nouvel ordre mondial serait porteur pour les dirigeants américains.

La première Guerre du Golfe de 1991, par exemple, avait démontré la puissance des armes américaines – mais elle avait aussi révélé que ceux qui déterminaient la politique étrangère US étaient soucieux de mettre l'accent sur le multilatéralisme, allant jusqu'à l'implication des Nations Unies. En fait, les Etats-Unis entrèrent dans la première Guerre du Golfe avec un programme en grande partie emprunté à la Guerre Froide. Le plan de bataille air-sol des USA était tiré de la stratégie de l'Otan en Europe. Ils avaient longtemps été conscients qu'ils feraient face à des armées du Pacte de Varsovie bien supérieures en nombre aux forces de l'Otan. Pour compenser ce déséquilibre, ils avaient développé l'idée d'un bombardement en tapis (*carpet-bombing*) des arrières de l'ennemi, détruisant ses réserves, coupant les communications des troupes de première ligne et interrompant leurs approvisionnements.

Il existait un plan semblable pour faire face à une attaque russe en Iran, si elle s'était matérialisée. Norman Schwarzkopf, le commandant américain dans la Guerre du Golfe, se servit simplement de cette stratégie toute prête pour l'utiliser contre l'armée irakienne. Mais dans la transition il y eut des altérations importantes en termes de plan et de circonstances. D'abord, la composante aérienne fut massivement augmentée jusqu'à devenir la frappe la plus dévastatrice de tous les temps. Les USA firent 88.000 sorties contre l'Irak en six semaines, durant lesquelles plus

de bombes y furent larguées que sur l'Allemagne pendant la totalité de la Deuxième Guerre mondiale.⁷

Ensuite, les cibles n'étaient pas les arrières de l'armée d'une autre superpuissance, mais les villes d'un pays du tiers monde. Stephen Pelletiere, l'analyste politique principal de la CIA pendant la guerre Iran-Irak, conclut : 'Dans le cas de l'Irak, la stratégie fut relookée, pour ainsi dire, par les théoriciens de la guerre aérienne... dans le sens d'une stratégie de bombardement du front des civils (*homefront*) pour obtenir leur soumission... Les Américains utilisèrent un genre de guerre destiné à frapper l'armée d'une autre superpuissance (la Russie) contre une puissance de troisième ordre, déplaçant l'objectif vers le front des Irakiens ordinaires (*Iraqis' homefront*)'.⁸

De la même manière, les justifications idéologiques de la guerre, en 1991 et pendant le reste de la décennie, formaient une mixture incohérente d'éléments retirés du monde de la Guerre Froide et d'après. Déjà, en 1991, Saddam Hussein était le 'nouvel Hitler', comme Nasser en 1956. Dans les aventures militaires américaines en Amérique Latine la 'guerre contre la drogue' devint candidate au rôle de justification idéologique dominante de l'intervention. La 'guerre contre le terrorisme' était aussi utilisée périodiquement. Mais avant les attentats sur les tours jumelles du *World Trade Center* new-yorkais le 11 septembre 2001, aucune de ces notions n'avait le tranchant idéologique que l'anticommunisme avait fourni pendant la Guerre Froide.

En fait, la plus grande différence entre la Guerre du Golfe et la Guerre Froide n'était pas du côté des Etats-Unis mais de celui de l'Irak. Il n'est pas exclu que Saddam ait cru qu'il avait l'aval des Américains pour une attaque contre le Koweït. Mais ce qu'il savait avec certitude, c'est qu'il n'y aurait pas de veto russe contre son action comme cela aurait été le cas pendant toute la période de la Guerre Froide. Le monde bipolaire de la Guerre Froide tenait les 'Etats voyous' en respect selon un accord passé entre les deux 'grands'. Cette dangereuse stabilité n'avait plus cours. Les Etats-Unis se lancèrent dans la première Guerre du Golfe parce qu'ils ne voulaient pas de défis d'après-Guerre Froide à leur puissance. Ce fut le cas de manière immédiate au Moyen-Orient, mais de façon générale les Américains voulaient que la guerre envoie un message aux classes dirigeantes d'Europe et d'ailleurs, selon lequel ils étaient toujours le meilleur gendarme du monde. Depuis lors, les Etats-Unis sont aux prises avec la question de savoir comment neutraliser de futurs défis à leur puissance, d'où leur obsession des Etats voyous.

Ainsi, par la première attaque de l'Irak, et bien avant les attentats des tours jumelles, les néoconservateurs formulaient, au sein de l'élite diplomatique, une stratégie américaine adaptée au monde d'après la Guerre Froide.

Les racines de la stratégie américaine

Henry Kissinger, analysant ce monde post-Guerre Froide avec les yeux de la classe dirigeante américaine, arrivait à la conclusion suivante : 'Sur le plan géopolitique, l'Amérique est une île éloignée des rives de la vaste masse continentale eurasienne, dont les ressources et la population sont de très loin supérieures à celles des Etats-Unis. La domination, par une puissance unique, de l'une ou l'autre des deux principales sphères de l'Eurasie – l'Europe ou l'Asie – reste une bonne définition du danger stratégique auquel est exposée l'Amérique, qu'il y ait ou non Guerre Froide. Car un tel regroupement aurait la capacité de vaincre l'Amérique économiquement et, en fin de compte, militairement'.⁹

De plus en plus, au cours des années 1990, des voix s'élevaient, dans l'*establishment* américain, en faveur de la recherche d'un moyen de dominer la 'masse continentale eurasienne'. La droite de l'élite diplomatique américaine avait immédiatement reconnu que le Moyen-Orient était stratégiquement, économiquement, idéologiquement, et bien sûr géographiquement, au cœur de la question eurasienne. Même si 'mettre l'Eurasie au pas' pouvait ne pas résoudre les problèmes

rencontrés par les Etats-Unis dans d'autres importantes parties du monde, comme l'Amérique Latine ou l'Asie du Sud-Est, c'était, de façon disproportionnée, indispensable. La première Guerre du Golfe devait démontrer que, quelles que fussent les mutations en cours dans les turbulences agitant l'Europe de l'Est et la Russie, rien ne devait changer dans la domination américaine du Moyen-Orient.

La première Guerre du Golfe n'avait aucunement détruit le régime de Saddam Hussein. En fait, il avait fallu la collaboration active des Etats-Unis, encourageant puis abandonnant une insurrection populaire irakienne en faveur du moindre mal, pour maintenir Saddam au pouvoir. Le régime des sanctions de l'ONU qui suivit, comme nous le savons aujourd'hui sans l'ombre d'un doute, non seulement infligea des souffrances immenses aux Irakiens ordinaires, mais empêcha aussi tout développement par Bagdad de véritables armes de destruction massive. D'une certaine façon, la première Guerre du Golfe avait été *trop bien* gagnée pour profiter aux Américains. Stephen Pelletiere explique cela : 'Avec la chute de l'Union Soviétique, la grande menace sur le Golfe (qu'auraient selon lui fait peser les Russes) n'existait plus. De plus, l'Irak avait été battu... et même avant cela – dans la guerre Iran-Irak - Bagdad avait réussi à maîtriser les Iraniens. Ainsi, effectivement, il n'y avait plus de menace dans le Golfe, et donc plus de raisons pour que les Américains y maintiennent une présence militaire'.¹⁰

La première Guerre du Golfe était de plus en plus considérée comme un échec dans la mesure où elle n'avait pas fait avancer la cause dont Henry Kissinger s'était fait le héraut, à savoir une domination plus assurée sur la masse continentale eurasiennne. Pour les faucons de Washington, la première Guerre du Golfe était trop 'multilatérale' et trop limitée dans ses conséquences, à la fois en Irak et dans le reste du Moyen-Orient. En fait, elle avait été terminée trop vite – une chose que les faucons n'ont jamais pardonnée à Colin Powell, alors chef des états-majors conjoints, qui avait arrêté la poursuite de l'armée irakienne en retraite, après le massacre de la route de Bassorah, de peur qu'il n'enflamme l'opinion antiguerre aux Etats-Unis.

Les visées plus larges des faucons et la nécessité plus précise d'une domination continue du Moyen-Orient se rapprochèrent pendant les années de présidence de Clinton. L'évolution de cette politique faisait partie d'un changement plus large dans la politique étrangère de l'administration Clinton, inauguré par la Secrétaire d'Etat Madeleine Albright et son mentor Zbigniew Brzezinski.

Né Polonais, Brzezinski est une personnalité centrale de l'élite diplomatique américaine, et suivre sa carrière équivaut à suivre l'évolution d'un élément clé de la politique des Etats-Unis. Brzezinski était le Conseiller à la Sécurité Nationale (*National Security Advisor*) de Jimmy Carter, et il exerça une influence considérable sur la première administration Clinton à travers son allié Anthony Lake, Conseiller à la Sécurité Nationale de Clinton. Brzezinski s'était fait très tôt l'avocat d'une expansion de l'Otan et, par l'intermédiaire de Lake, joua un rôle important dans le tournant opéré par Clinton dans ce sens dès 1994. L'influence de Brzezinski persista sous la deuxième administration Clinton, avec la nomination de son ancienne étudiante à l'Université de Columbia, Madeleine Albright, comme Secrétaire d'Etat. Albright avait également travaillé sous les ordres de Brzezinski dans l'administration Carter.¹¹

Les 'trois grands impératifs de la géostratégie impériale', selon Brzezinski, consistent à 'empêcher la collusion et maintenir la sécurité chez les vassaux, s'assurer de la docilité et de la protection des tributaires, et dissuader les barbares de s'entendre'. La tâche la plus urgente est de 'consolider et perpétuer le pluralisme géopolitique existant sur la carte de l'Eurasie', par la 'manœuvre et la manipulation en vue de prévenir l'apparition d'une coalition hostile qui pourrait chercher à menacer la primauté de l'Amérique'. Ceux qui doivent être divisés pour que les USA règnent sont l'Allemagne, la Russie et l'Iran aussi bien que le Japon et la Chine.¹² C'est Brzezinski qui, de façon infâme, défendit le soutien apporté par les Etats-Unis aux talibans dans ces termes : 'Qu'est-ce qui est le plus important dans la vision mondiale de l'histoire ? Les talibans ou la chute

de l'empire soviétique ? Une poignée de musulmans agités ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la Guerre Froide ?¹³

La stratégie de Brzezinski n'a pas été sans rencontrer une opposition parmi les dirigeants de l'Amérique. Certains, comme le Secrétaire d'Etat de Clinton Warren Christopher, étaient ambivalents au sujet de l'expansion de l'Otan. D'autres voyaient l'Islam plus comme une menace que comme un contre-pouvoir utile dans le jeu de la *realpolitik* géopolitique. D'autres encore, comme Strobe Talbott, avaient au début des années 1990 une attitude plus bienveillante et accueillante envers la Russie, espérant qu'elle pouvait être attirée dans le camp occidental comme une alliée plutôt que comme une concurrente. Mais une combinaison des performances catastrophiques des économies russe et ex-soviétiques, du caractère profondément autoritaire des gouvernements de toute la région, et la logique de deux guerres en trois ans donnèrent l'avantage aux 'expansionnistes'.

La guerre du Kosovo, en 1999, peut être vue aujourd'hui comme une étape vers la politique guerrière concoctée par l'extrême droite US. Elle fut livrée par l'Otan, et l'ONU ne fut appelée que pour donner sa bénédiction au montage colonial qui en résulta. Elle a trouvé sa justification dans les souffrances des Kosovars, portant à de nouveaux sommets le discours 'impérialiste humanitaire'. Et elle a eu lieu dans une zone géographique qui forme une intersection critique dans la masse continentale eurasienne, s'ouvrant vers les anciennes républiques russes des rives de la Caspienne et les sources d'énergie qu'elles contrôlent. De toutes ces manières, elle inaugurerait véritablement la voie qui devait mener à l'invasion de l'Irak.

Brzezinski devint un ferme partisan de la guerre balkanique. C'était, d'abord, parce qu'il voyait les Balkans comme le terrain où tester la politique américaine dans toute la zone de la Caspienne et de l'Asie centrale : 'Dans la vision prospective de Brzezinski... 'la Serbie', c'est la Russie, et la Croatie, la Bosnie, le Kosovo, etc., c'est l'Ukraine, les pays baltes, la Géorgie et les anciennes républiques soviétiques des 'Balkans eurasiens'.¹⁴ Et bien sûr, 's'étant fait l'avocat des compagnies pétrolières américaines désireuses de s'établir dans les anciennes républiques soviétiques du Caucase et de l'Asie centrale, Brzezinski considère la prédominance américaine dans cette région... comme un objectif prioritaire. Avec cela à l'esprit, en dehors des alliances avec la Chine et la Turquie, notre champion de la démocratie considère favorablement un renforcement des relations entre le Pakistan et l'Afghanistan (les talibans agissant comme un ciment) et une résurgence islamiste en Arabie Saoudite aussi bien qu'en Iran (avec lequel il préconise une alliance)'.¹⁵

Cela ne demande pas beaucoup de perspicacité pour voir dans ce scénario les grandes lignes de la diplomatie américaine dans le conflit afghan, si l'on néglige le fait que la 'poignée de musulmans agités' y donne plus de souci à l'élite US que ne le prévoyait Brzezinski.

Dans le mois même où la guerre des Balkans a éclaté, l'Otan a intégré la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Le flanc méridional de l'Otan, entre la Hongrie et la Grèce, n'a été ensuite percé que par l'ancienne Yougoslavie. Ainsi, le processus étalé sur dix ans d'extension de l'Otan à l'Est a été rattrapé par le sort des Balkans en général et des anciens Etats yougoslaves en particulier. Les Etats-Unis, et non l'Allemagne récemment réunifiée, avaient besoin de porter l'Otan sur la nouvelle frontière.

Le président Clinton a exprimé les buts de guerre de l'Otan de façon suffisamment claire dans l'article de l'*International Herald Tribune* où il proclamait avec insistance qu'une 'stabilité durable' dans les Balkans ne pouvait exister que si 'l'Union Européenne et les Etats-Unis... font pour l'Europe du Sud-Est ce que (les USA) ont fait pour l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale et pour l'Europe centrale après la Guerre Froide... Nous pouvons faire cela en reconstruisant des économies en difficulté, en encourageant le commerce et l'investissement et en aidant les nations de la région à rejoindre l'Otan et l'Union Européenne'. Les nations de la région,

continuait Clinton, se montraient déjà réceptives à 'l'appel de l'intégration' en se tenant à leurs réformes en faveur du marché et en 'soutenant la campagne de l'Otan'.

Le nouveau Rideau de Fer entre l'Europe occidentale et celle de l'Est ne met pas fin à l'importance stratégique des Balkans pour l'Alliance atlantique. Le sort du flanc sud de l'Otan, à travers la Grèce et la Turquie, est lié à une autre zone cruciale d'instabilité postérieure à la Guerre Froide – l'arc des Etats pétroliers, qui va des sphères traditionnelles d'intérêt occidental en Iran et en Irak à la Mer Caspienne et aux nouveaux Etats indépendants sur la bordure méridionale de la Russie.

Les plans des USA et de l'Otan concernant la coopération militaire avec ces Etats ont été fortement accélérés par la guerre des Balkans. *The Economist* rapportait que pendant la guerre des Balkans les nations de la zone de la Caspienne se sont 'tout simplement divisées en deux camps, l'un favorable aux Russes et l'autre à l'Otan'. L'une des tâches principales de l'alliance avec les Etats de la Caspienne consiste, selon le *Financial Times*, à 'développer les riches gisements de gaz et de pétrole de la région en en excluant la Russie'.

Il y a une prime fabuleuse en jeu dans la région de la Mer Caspienne. Ses réserves de pétrole prouvées sont estimées entre 16 et 32 milliards de barils, comparables aux réserves américaines de 22 milliards et supérieures aux 17 milliards de la Mer du Nord. Le champ de Tengiz, exploité par Chevron, est le plus grand réservoir de pétrole découvert dans les dernières 25 années et il contient 6 milliards de barils. Un gisement d'un milliard de barils est aujourd'hui considéré comme 'gros, de classe mondiale' selon le *Financial Times*. L'Offshore Kazakhstan International Operating Company (OKIOC), dont les actionnaires comptent parmi eux Mobil, Total, BG, Statoil de Norvège et l'américaine Philips Corporation, prospecte un gisement au nord de la Caspienne dont on dit qu'il a trois fois la taille de celui de Tengiz. Il n'est pas étonnant que le *Financial Times* considère que 'les implications politiques de la découverte pourraient aller beaucoup plus loin que les récompenses commerciales potentielles'.

Ces réserves sont éloignées des Balkans, mais les routes par lesquelles le pétrole doit être acheminé vers l'ouest ne le sont pas. Au début de la guerre des Balkans, un nouvel oléoduc fut ouvert, qui transportait le pétrole de la Mer Caspienne à travers l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Le brut continue son voyage par tanker à travers la Mer Noire, le Bosphore et longe les côtes de Turquie et de Grèce. Depuis la guerre des Balkans, un important pipeline reliant Bakou en Azerbaïdjan à Ceyhan sur la côte méditerranéenne de la Turquie a été mis en chantier. Un tel oléoduc est une priorité de la politique étrangère américaine car il permettrait de dégager les anciennes républiques soviétiques du bord de la Caspienne de l'emprise de la Russie tout en sapant ses intérêts commerciaux croissants en utilisant l'Iran comme chemin d'exportation du pétrole.

Le Secrétaire à l'Energie américain Bill Richardson expliquait à l'époque : 'Il s'agit de la sécurité énergétique de l'Amérique... Il s'agit aussi d'empêcher des avancées stratégiques de ceux qui ne partagent pas nos valeurs. Nous essayons d'attirer ces pays récemment arrivés à l'indépendance vers l'Ouest. Nous aimerions les voir se relier aux intérêts commerciaux et politiques occidentaux. Nous avons fait un investissement politique substantiel dans la Caspienne et il importe que la carte des oléoducs et la situation politique soient associées positivement'.

La 'carte des oléoducs' dont parle Richardson relie les réserves pétrolières de la Caspienne à la zone sûre constituée par la Turquie, la Grèce et les autres Etats balkaniques. Les décisions relatives aux trajets par lesquels le pétrole arrivera à l'Ouest comportent effectivement, comme le fait remarquer l'*International Herald Tribune*, 'de profondes conséquences économiques et géopolitiques' : 'Les rivalités qui vont s'affronter ici auront un impact décisif dans le remodelage du monde post-communiste, et dans la détermination de l'influence qu'auront les Etats-Unis sur son développement'.

Les commentateurs qui voyaient un lien entre le pétrole de la Caspienne et la guerre du Kosovo furent à l'époque tournés en ridicule, notamment par le Secrétaire du Foreign Office travailliste Robin Cook, qui pensait clore le débat en déclarant : 'Il n'y a pas de pétrole au Kosovo'. Pourtant il existait déjà des plans pour un oléoduc trans-balkanique amenant le brut de la Caspienne à la Méditerranée, en plus du trajet Bakou-Ceyhan, dès les années 1990. Lors d'une réunion de discussion sur le projet tenue à Sofia en 1998, le président albanais fit clairement comprendre que son consentement au projet reposait sur l'autonomie du Kosovo, car selon lui 'aucune solution à l'intérieur des frontières serbes ne peut amener de paix durable'.¹⁶

L'accord de construction du pipeline fut finalement signé en décembre 2004 entre la société américaine AMBO et les gouvernements balkaniques, à nouveau à Sofia. Un rapport indiquait que bien que la guerre des Balkans ait 'rendu nerveux certains investisseurs... la situation semble s'être stabilisée (et) l'avenir paraît radieux pour AMBO'. La rapport continuait : 'Cette soirée de gala à Sofia réunissait les dirigeants principaux des pays concernés : les premiers ministres macédonien, bulgare et albanais, respectivement Vlado Buckovski, Siméon Saxe-Cobourg-Gotha et Fatos Nano. Le lundi ils ont signé une déclaration politique confirmant le soutien de leurs pays au projet d'oléoduc.'

'Le président d'AMBO, Ted Ferguson, annonce que son projet a reçu 900 millions de dollars de fonds d'investissement « ... de l'OPIC (*Overseas Private Investment Corporation*) – une agence de développement américaine – de l'Eximbank et de Credit Suisse First Boston, parmi d'autres »... La construction de l'oléoduc devrait prendre trois ou quatre ans, et lorsqu'il sera fini il transportera 750.000 barils de brut par jour... traversant la péninsule balkanique par voie terrestre et aboutissant au port de l'Adriatique de Volre'.¹⁷

Les Balkans sont à nouveau devenus une zone contestée où les plaques tectoniques des grandes puissances entrent en collision, comme elles le faisaient avant que l'accident de la géographie impériale de la Guerre Froide et les Trente Glorieuses ne leur accordent un répit temporaire.

La guerre des Balkans a changé la pensée des USA et de leurs alliés, redéfinissant ce qui était possible et acceptable dans le monde d'après la Guerre Froide. L'Otan a explicitement révisé ses 'concepts stratégiques' de telle sorte qu'elle n'est plus simplement une alliance défensive comme elle le proclamait tout au long de la Guerre Froide. Toutes les pratiques de l'Otan de la Guerre Froide demeurent, y compris son engagement à 'l'utilisation en premier' (*first use*) de l'arme nucléaire si elle l'estime nécessaire. Mais immédiatement après la chute des Etats d'Europe de l'Est en 1991, l'Otan a redéfini ses buts, à telle enseigne que des opérations 'hors zone' font désormais partie du nouveau 'concept stratégique'. C'était de prime abord considéré comme un rôle de 'maintien de la paix'. Mais, comme l'explique l'*International Institute for Strategic Studies*, 'le commandement exclusif de l'Otan dans les opérations de la Force d'Intervention (IFOR) en Bosnie a complètement changé cette vision'. Ainsi, la chute des régimes est-européens et l'expansionnisme de l'Otan ont nourri son intérêt pour les Balkans ; et son expérience dans les Balkans a alimenté sa détermination à utiliser son poids militaire au delà de ses frontières. Rien de tout cela ne passa inaperçu aux yeux des néo-conservateurs, attendant dans les coulisses les élections américaines qui n'étaient plus éloignées que de deux ans.

L'ascension des néoconservateurs

La guerre des Balkans a contribué au remodelage du projet impérial sur le terrain. Mais avant même qu'elle n'éclate les néoconservateurs préparaient leur affaire pour une nouvelle offensive impériale des Etats-Unis.

A la suite de la Première Guerre du Golfe le projet de Paul Wolfowitz de Guide de Défense du Pentagone (*Pentagon's Defense Planning Guidance*) fut transmis en qualité de 'fuite' à la presse en 1992. Il argumentait le thème désormais familier d'une intervention militaire US active dans le but de prévenir l'apparition de puissances concurrentes. Les Etats-Unis, disait Wolfowitz, devaient utiliser tous les moyens pour empêcher l'émergence d'Etats rivaux. L'opposition de certains alliés obligea le premier président Bush à retirer des passages offensants, avant que le document ne réapparaisse comme le Guide de Défense du Pentagone 1994-99.

Mais, tout au long des années 1990, les néoconservateurs renforçaient leur argumentation. En janvier 1998, une lettre fut envoyée au président Clinton, signée par 18 experts de politique étrangère, dont 11 devaient faire partie de l'administration Bush. On trouvait parmi eux Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, John Bolton, Richard Perle, James Woolsey, William Kristol, Francis Fukuyama et Richard Armitage – tous des propagandistes centraux de l'invasion de l'Irak cinq ans plus tard. La lettre était une ébauche de plan de 'guerre contre le terrorisme' bien avant l'attentat des tours jumelles, et articulait de nombreux thèmes clés du Projet pour le Nouveau Siècle Américain (*Project for the New American Century*), une organisation à but non lucratif formée l'année précédente pour 'promouvoir le leadership global américain'.

'La politique américaine envers l'Irak ne réussit pas' parce que la stratégie de neutralisation (*containment*) ne fonctionne pas, proclamaient les auteurs, et le président Clinton devrait utiliser le prochain message sur l'état de l'Union pour appeler à ce que 'le régime de Saddam Hussein soit renversé'. Le régime de Bagdad se dérobaux enquêtes de l'ONU sur les armes de destruction massive, et par conséquent 'dans un avenir peu éloigné nous serons incapables de déterminer avec un niveau raisonnable d'exactitude si l'Irak possède, oui ou non, de telles armes'. Si l'on laisse Saddam constituer une menace, alors 'une portion significative des approvisionnements mondiaux en pétrole sera mise en péril'. Pour aboutir au renversement de Saddam, les Etats-Unis devaient agir unilatéralement parce que 'nous ne pouvons plus nous fier à nos partenaires de la coalition de la Guerre du Golfe' et que 'la politique américaine ne peut continuer à être handicapée par une insistance coupable sur l'unanimité du Conseil de Sécurité de l'ONU'.¹⁸

Lorsqu'au début du nouveau millénaire George W Bush devint président des Etats-Unis, il mit aux commandes du gouvernement ceux-là même qui étaient engagés dans cette démarche. Le vice-président Dick Cheney était dirigeant de société pétrolière et ancien Secrétaire à la Défense. La Conseillère à la Sécurité Nationale, Condoleeza Rice, était directrice d'une multinationale pétrolière et spécialiste de la Russie. Le Secrétaire d'Etat, Colin Powell, était sans expérience diplomatique mais avait été, évidemment, le chef des Etats-Majors Conjointes de la Guerre du Golfe. Donald Rumsfeld, nommé Secrétaire à la Défense, est un ancien dirigeant de *Searle Pharmaceuticals* et faisait partie, avec Dick Cheney, du *Russian-American Business Leaders Forum* en mai 2000. On peut dire sans crainte de son tromper que les intérêts centraux de ce groupe ont toujours été le pétrole, la Russie et les questions militaires.

Les événements du Moyen-Orient, de même que les impératifs généraux de l'après-Guerre Froide, conspiraient à faire de ce programme néoconservateur une politique de plus en plus attirante, en fait nécessaire, pour la classe dirigeante américaine dans son ensemble. De façon critique, la relation des Etats-Unis avec l'Arabie Saoudite subissait une pression intense.

L'Arabie Saoudite était essentielle à l'influence américaine au Moyen-Orient pour toute une série de raisons. Militairement, les Etats-Unis dépendaient de l'Arabie Saoudite pour ses grandes bases dans la région. En plus, les Saoudiens étaient de gros clients de l'industrie américaine d'armement. Plus important encore, le régime saoudien était le partenaire de choix des USA dans la stabilisation des prix du pétrole. En tant que premier producteur mondial, l'Arabie avait, depuis que George Bush senior leur avait rendu une visite de quatre jours en 1986, élevé ou abaissé sa production pour maintenir les cours du brut dans un créneau acceptable pour les américains.

Immédiatement après la première guerre d'Irak, les Etats du Golfe dépensaient davantage en armes américaines que le Pentagone pour équiper ses propres forces. Des difficultés avec les paiements des Saoudiens aux Etats-Unis apparurent en 1992, lorsque les premiers rencontrèrent des problèmes de trésorerie. Finalement, un accord fut conclu avec McDonnell-Douglas, Hughes Aircraft, General Dynamics, FMC et Raytheon pour un rééchelonnement des paiements. Mais le président Clinton insista alors aussi sur un engagement des Saoudiens à acquérir des avions civils de Boeing et McDonnell-Douglas. Les Saoudiens acceptèrent, mais en 1999 ils furent contraints d'annoncer une réduction de leurs dépenses d'armements de l'ordre de 7 à 9 milliards de dollars.¹⁹

La présence de forces US en Arabie Saoudite devenait de plus en plus impopulaire dans le pays. En fait, s'il existe une question qui peut être identifiée sans crainte d'erreur comme ayant motivé Ben Laden et d'autres Islamistes radicaux saoudiens, c'est bien la présence de troupes américaines sur le sol de la péninsule. En 1995, un attentat tua à Riyad cinq Américains, parmi lesquels un sergent de l'armée. L'année suivante le Khobar Towers sauta, entraînant la mort de 17 militaires US. La famille royale saoudienne fit comprendre clairement aux Américains qu'elle souhaitait que leurs troupes quittent le royaume.

De façon aussi importante, l'Arabie Saoudite s'avérait peu efficace comme stabilisatrice des cours du pétrole. A la fin de 1997, le grand crash de l'économie asiatique frappa le marché mondial. La contraction économique globale fit sentir ses effets sur le marché du brut au moment même où l'Arabie produisait un océan de pétrole pour aider les Américains à maintenir les cours vers le bas. Au milieu de ces turbulences, le gouvernement de droite du Venezuela décida d'essayer de résoudre certains de ses problèmes en proposant de vendre ses champs pétrolifères nationalisés à des sociétés privées. Le Koweït lui emboîta le pas. Les Saoudiens furent tentés de les imiter jusqu'à ce que les protestations de Saddam Hussein les convainquent que c'était peu approprié.

C'est alors que Hugo Chávez gagna les élections vénézuéliennes, annulant la privatisation et formant un bloc avec le Mexique et l'Arabie pour faire remonter les cours en réduisant la production. Cela marcha. Les prix du brut grimpèrent de 14\$ à 27\$ le baril en quelques mois. L'économie américaine encaissa le choc, la hausse du pétrole contribuant à faire éclater la bulle internet et à mettre un gros bémol au long règne d'un marché essentiellement factice.

Les USA étaient spécialement vulnérables du fait de leur dépendance de plus en plus grande envers les sources de pétroles extérieures. Dans les années 1990, les compagnies américaines dépensèrent plus d'argent à prospecter à l'étranger que sur leur territoire, et la plus grande partie de leur production et de leurs réserves était outre-mer. De plus, au début des années Clinton les Etats-Unis importaient 46% de leur pétrole, essentiellement des Etats du Golfe et surtout d'Arabie Saoudite. A la fin de ces années Clinton, seulement 19% des importations de brut venaient du Golfe, le reste provenant du Mexique, du Venezuela et du Canada.²⁰

Il est donc peu surprenant qu'un accord pétrolier Caracas-Riyad fût une cause d'alarme pour le gouvernement américain, et que la 'diversification des sources', incluant les ressources de la région de la Caspienne, ne devienne le mot d'ordre de la politique énergétique US pendant les années 1990. Dans cette situation, la perspective de prendre le contrôle du pétrole irakien au moyen d'une deuxième Guerre du Golfe était à l'évidence attrayante pour l'élite américaine.

Pour toutes ces raisons – bases militaires, commerce d'armes et de pétrole – il est clair qu'au moment où les avions percutèrent les tours jumelles, le 11 septembre 2001, les Etats-Unis étaient justement en train de chercher à redessiner la carte du Moyen-Orient. Comme le disait un diplomate américain anonyme au *Sunday Herald* écossais avant la guerre : 'un Irak réhabilité est la seule stratégie viable à long terme comme alternative à l'Arabie Saoudite. Ce n'est pas seulement changer de cheval au milieu de la rivière, le changement de régime imminent à Bagdad au moyen de l'intervention de Washington est une nécessité stratégique'.²¹

La « grande occasion » : le 11 septembre 2001

‘Comment capitaliseriez-vous ces opportunités ?’ demanda à son équipe la Conseillère à la Sécurité Nationale Condoleeza Rice à la suite des attentats sur le World Trade Center et le Pentagone. L’attaque terroriste des *twin towers* n’était pas plus la raison de la transformation subséquente de la politique guerrière des USA que l’assassinat de l’archiduc François-Ferdinand n’avait été la cause de la Première Guerre mondiale. De la même manière, ce n’est pas le ‘terrorisme islamique’ qui a entraîné l’attaque de l’Afghanistan et de l’Irak, de même que ce n’est pas le ‘terrorisme serbe’ qui a déclenché la Première Guerre mondiale. Mais la destruction des tours jumelles a été l’occasion à ne pas manquer, l’opportunité pour mettre à exécution des plans qui avaient des causes plus profondes.

En tout état de cause, les Etats-Unis avaient besoin de transformer leur approche impériale dans le monde d’après la Guerre Froide en général, en Eurasie spécifiquement et au Moyen-Orient en particulier. Malgré les incitations des néoconservateurs et tout ce qui s’était passé au cours de la Guerre des Balkans, ces buts n’étaient que partiellement atteints. Mais tout vient à point à qui sait attendre.

La perspective néoconservatrice fut validée par l’attentat des tours jumelles. La cible était toujours l’Irak, même si la plupart des pirates étaient Saoudiens et qu’aucun n’était Irakien. Mais une attaque immédiate et directe de l’Irak fut écartée dans la mesure où aucun lien entre le régime du Baas nationaliste et laïque et l’islamisme radical d’Ossama Ben Laden ne pouvait être établi avec certitude. De plus, la préparation militaire, diplomatique et idéologique d’une invasion de l’Irak prendrait du temps. Ce n’était pas la même chose avec le régime des talibans en Afghanistan, pays où Ben Laden vivait. L’Afghanistan était, pour l’administration Bush, une phase préparatoire par laquelle devait passer la guerre en Irak avant de pouvoir commencer réellement.

Tout fut rapidement consommé. A la fin de 2001, et avec un seul engagement militaire digne de ce nom, sous Mazar el Charif, le fragile régime des talibans était dispersé. Des milliers d’Afghans trouvèrent la mort dans les bombardements en tapis. Les Etats-Unis perdirent 52 soldats. Désormais, après une parodie d’élection, les seigneurs de la guerre dirigeaient la plus grande partie du pays, la production d’opium s’accroissait de façon exponentielle, les femmes portaient toujours la burka et les dons occidentaux restaient à l’état de promesses. Pour couronner le tout, avec le temps les talibans se rétablissaient dans certaines parties de l’Afghanistan. Les pertes militaires se sont élevées aux mêmes niveaux qu’en Irak. Davantage de troupes britanniques et européennes ont du être déployées pour essayer de stabiliser la situation – ceci des années après la proclamation de la victoire.

Comme le rapporte James Risen, spécialiste des questions de sécurité nationale du *New York Times* : ‘En même temps que la violence nourrie par la drogue s’aggravait et que les pertes américaines augmentaient en Afghanistan en 2005, la tragédie était qu’il ne s’agissait que d’un trompe-l’œil. Près de quatre ans après le 11.09, les opérations militaires américaines en Afghanistan sont davantage destinées à maintenir la stabilité du gouvernement Karzaï qu’à lutter contre le terrorisme global’.²²

La guerre d’Afghanistan, en tout cas, a donné à l’administration Bush l’élan dont elle avait besoin pour graver le nouveau plan impérial dans la pierre, pavant ainsi la voie à l’attaque de l’Irak. Il fut finalement mis noir sur blanc dans la Stratégie de Sécurité Nationale des Etats-Unis (*National Security Strategy of the United States – NSS*) en septembre 2002.²³

Les thèmes dominants de la NSS sont les suivants : le monde d’après la Guerre Froide a donné aux Etats-Unis une occasion inégalée de remodeler l’environnement économique global à leur avantage. Ce but stratégique est réalisable parce que la puissance militaire américaine, utilisée

préventivement, en constitue le moyen et que le cadre idéologique post-11.09 en fournit la justification.

La NSS est remarquable par l'espace qu'elle consacre à promouvoir l'idée de capitalisme de marché libre. Des sections entières affirment qu'aucun autre système économique n'est possible ni souhaitable. Dans des termes non équivoques, la NSS déclare qu'il n'y a qu'un 'seul modèle viable de réussite nationale : la liberté, la démocratie et la libre entreprise'. Ce message messianique est répété tout au long du document : 'Les leçons de l'histoire sont claires : les économies de marché, et non les économies contrôlées par la lourde main du gouvernement, sont le meilleur moyen d'amener la prospérité et de réduire la pauvreté. Les politiques qui encouragent et renforcent le marché et les institutions du marché sont valables pour toutes les économies – pays industrialisés, marchés émergents, et le monde en développement'. En bref, la NSS est ouvertement engagée dans la promotion globale du modèle capitaliste américain, si besoin est par les moyens militaires.

La stratégie militaire qui supporte ce but abandonne le multilatéralisme et se tourne vers l'action préventive comme politique officielle. 'En même temps que les Etats-Unis s'efforceront constamment d'obtenir le soutien de la communauté internationale, nous n'hésiterons pas à agir seuls, à exercer notre droit à l'autodéfense en agissant préventivement... notre meilleure défense est une bonne attaque'.

Sans s'attarder sur l'étrange logique qui veut qu'une action préventive puisse être constitutive de légitime défense, la NSS poursuit en expliquant ce changement de politique comme étant le résultat de la situation d'après la Guerre Froide. 'La nature de la menace qui était celle de la Guerre Froide exigeait des Etats-Unis – et de leurs alliés et amis – de privilégier la dissuasion de l'usage de la force par l'ennemi, produisant une sinistre stratégie de destruction mutuelle certaine. Avec l'effondrement de l'Union Soviétique et la fin de la Guerre Froide, le cadre de notre sécurité a subi une transformation profonde. Mais de nouveaux défis mortels sont apparus, qui sont le fait des Etats voyous (*rogue states*) et des terroristes'.

La NSS continue en faisant la liste des attributs communs aux Etats voyous. Ce qu'il y a de remarquable dans cette liste c'est qu'elle concerne autant la politique intérieure de ces régimes que la menace qu'ils représentent pour les Etats-Unis. Ces attributs, selon la NSS, incluent le fait que les Etats voyous 'brutalisent leur propre peuple, dissipent leurs ressources nationales pour le bénéfice personnel des dirigeants', 'ne font montre d'aucune considération pour la loi internationale', 'violent les traités internationaux', 'sont déterminés à acquérir des armes de destruction massive', 'sponsorisent le terrorisme et haïssent les Etats-Unis et les valeurs qu'ils représentent'.

Cette série d'arguments fortement idéologiques et subjectifs est ensuite utilisée pour justifier le thème récurrent d'action militaire préventive : « Pendant la Guerre Froide, en particulier après la crise des missiles de Cuba, nous avons fait face à un adversaire disposé au statu quo et ennemi du risque. La dissuasion était une défense efficace'. Ce n'est pas, bien sûr, ce que l'on nous racontait à l'époque de 'l'empire du mal'. Malgré tout la NSS poursuit : 'Mais la dissuasion basée uniquement sur la menace de représailles est moins susceptible de fonctionner contre des dirigeants d'Etats voyous plus disposés à prendre des risques, à jouer avec les vies de leurs peuples et la richesse de leurs nations... Les Etats-Unis ont longtemps maintenu l'option d'actions préventives pour contrer une menace avérée à notre sécurité nationale. Plus la menace est importante, plus l'inaction comporte un grand risque – et plus il est nécessaire d'agir par anticipation... Pour empêcher de tels actes d'hostilité de la part de nos adversaires, les Etats-Unis agiront, si c'est nécessaire, de façon préventive.' »

Cela dit, la NSS ne limite pas son champ d'action à des considérations sur les rapports avec les Etats voyous. Elle est un projet détaillé véritablement global pour la grande stratégie américaine basée sur le modèle néoconservateur. A l'inverse des commentateurs qui n'envisagent en aucune circonstance un conflit moderne pouvant opposer les puissances majeures, la NSS prend pleinement

en compte une telle possibilité : ‘Les évènements du 11 septembre 2001 ont fondamentalement changé le contexte des rapports entre les Etats-Unis et les principaux centres de la puissance globale, et ouvrent de vastes opportunités nouvelles’. Les Etats-Unis préféreraient que ces possibilités soient exploitées pacifiquement sous tutelle US. Mais ils envisagent activement que ce ne soit pas le cas : ‘Nous résisterons avec force à une agression de la part d’autres grandes puissances – même si nous sommes favorables à leur poursuite pacifique de la prospérité, du commerce et du progrès culturel... Nous sommes attentifs à un possible renouvellement des vieux schémas de compétition entre grandes puissances. Plusieurs grandes puissances potentielles sont aujourd’hui engagées dans des transitions internes – les plus importantes étant la Russie, l’Inde et la Chine.’

La NSS s’emploie ensuite à analyser la façon dont ces rivaux potentiels coopèrent ou non avec la vision américaine du monde. Dans le cas de la Russie, par exemple, la NSS proclame : ‘les dirigeants russes... comprennent, de plus en plus, que les approches de type Guerre Froide ne servent pas leur intérêt national et que les besoins stratégiques russes et américains se recoupent dans de nombreux domaines. La politique des Etats-Unis cherche à utiliser ce tournant dans la pensée des Russes pour remettre en perspective notre relation sur des intérêts et des défis émergents et potentiellement communs.’ Mais cette profession de foi est peu compatible avec l’insistance qui suit sur l’expansion de l’influence américaine dans les anciennes républiques soviétiques d’Asie Centrale, toujours considérées par Moscou comme faisant partie de sa sphère d’influence légitime. ‘Nous continuerons à encourager l’indépendance et la stabilité des Etats de l’ancienne Union Soviétique, dans la conviction qu’une relation de bon voisinage prospère et stable confortera l’engagement croissant de la Russie dans le sens d’une intégration à la communauté euro-atlantique.’

Le document réaffirme ensuite que ‘nous sommes réalistes en ce qui concerne les divergences qui nous séparent encore de la Russie, et sur le temps et les efforts qui seront nécessaires pour construire un partenariat stratégique durable. Une méfiance persistante quant à nos motifs et à notre politique, dans des cercles importants de l’élite russe, ralentit l’amélioration de nos relations. Le peu de ferveur manifesté par la Russie pour les valeurs fondamentales de la démocratie de marché libre, et ses résultats peu convaincants dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive demeurent des sujets de grande préoccupation. La faiblesse elle-même de la Russie limite les occasions de coopération.’

L’Inde bénéficie de moins d’attention mais d’une note légèrement meilleure sur la carte de fin de rapport de la NSS : ‘Des divergences persistent, y compris sur le développement des programmes nucléaires et de missiles, et sur le rythme des réformes économiques en Inde. Mais si dans le passé de telles inquiétudes ont pu dominer notre pensée au regard de l’Inde, aujourd’hui nous partons d’une vision de ce pays comme d’une puissance mondiale grandissante avec laquelle nous avons des intérêts stratégiques communs...’

Le ton impérial de la NSS atteint des sommets de circonspection dans le cas de la Chine, dont on note qu’elle est ‘notre quatrième partenaire commercial, avec plus de 100 milliards de dollars d’échanges dans les deux sens’. Mais la NSS n’en met pas moins en garde la Chine : ‘un quart de siècle après avoir commencé à se débarrasser des pires traits de l’héritage communiste, les dirigeants chinois n’ont pas encore fait la série suivante de choix fondamentaux sur le caractère de leur Etat. En construisant une capacité militaire avancée susceptible de menacer ses voisins de la région Asie-Pacifique, la Chine adopte une démarche démodée qui, en fin de compte, ne pourra qu’handicaper sa propre poursuite de grandeur nationale. Avec le temps, la Chine découvrira que la liberté sociale et politique est la seule source de cette grandeur.’ Les néoconservateurs sont aujourd’hui obsédés par l’énorme énergie économique chinoise. Ils voient une puissance

économique croissante attelée à un Etat militarisé détenteur de l'arme nucléaire et prédisent une rivalité future de grande puissance avec les Etats-Unis.

Dans cette pléthore de stratégies économiques et politiques, il n'y a qu'une marchandise industrielle dont il soit fait spécifiquement mention dans la NSS. Il ne s'agit pas d'automobiles, d'acier ou même d'informatique. C'est l'énergie, et en particulier le but de 'perfectionner la sécurité énergétique'. La NSS déclare : 'Nous renforcerons notre propre sécurité énergétique et la prospérité partagée de l'économie globale en agissant avec nos alliés, nos partenaires commerciaux et les producteurs d'énergie pour étendre les sources et les types d'énergie globale fournis, en particulier dans l'hémisphère occidental, l'Afrique, l'Asie centrale et la région de la Caspienne.'

Ceci est une simple codification de la politique américaine telle qu'elle s'est dessinée à travers la guerre des Balkans sous la présidence de Clinton. Comme l'a écrit Michael Klare, 'C'est le président Clinton qui a inauguré les liens militaires des Etats-Unis avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, et qui a construit la capacité d'intervention américaine dans la zone Golfe persique/Mer Caspienne.' Cela dit, 'le 11 septembre a précipité le processus et l'a doté d'un mandat populaire'.²⁴ Plus que cela, il a donné à l'administration Bush l'occasion d'utiliser ces forces et de développer une doctrine explicite reposant sur la possibilité d'un usage répété et unilatéral de la force militaire. Comme le conclut la NSS, 'Il est temps de réaffirmer le rôle essentiel de la puissance militaire américaine. Nous devons construire et maintenir nos défenses à l'abri de toute menace'. La liste des buts qui suit est directement issue de l'école de stratégie impériale Kissinger/Brzezinski. Dans cette vision des choses, les forces militaires américaines doivent 'rassurer nos alliés, dissuader une compétition militaire future, décourager des menaces contre les intérêts US, et vaincre tout adversaire de façon décisive si la dissuasion échoue'.

La NSS conclut sa revue de 'la force inégalée des forces armées des Etats-Unis' avec une affirmation répétée de 'domination dans tout le spectre' dans la lutte d'après la Guerre Froide pour remodeler l'architecture impériale globale. 'Les énormes armées de l'ère de la Guerre Froide doivent être transformées pour ce concentrer davantage sur la façon dont un adversaire combat plutôt que sur la question de savoir où et quand une guerre peut se produire'. Et, en même temps qu'une mutation de l'armement et de la stratégie, intervient une transformation de la géographie du déploiement. 'Les Etats-Unis auront besoin de bases et de stations à l'intérieur et au delà de l'Europe de l'Ouest et de l'Asie du Nord-Est, de même que de l'aménagement d'accès temporaires pour le déploiement sur une longue distance des forces américaines. Avant la guerre en Afghanistan, cette zone était en bas de la liste des prévisions majeures de planification... Nous devons nous préparer à plus de déploiements semblables ... en développant des avantages tels que des moyens avancés de perception à distance, des capacités de frappes à longue portée précises, et des forces expéditionnaires et de manœuvre transformées. Ce vaste catalogue de capacités militaires doit également comporter celles de défendre la mère patrie, conduire des opérations de renseignement, assurer l'accès des forces US à des théâtres distants, et protéger des biens et des infrastructures américains cruciaux dans l'espace extra-atmosphérique'.

Cette reconfiguration de la force militaire américaine est vitale pour comprendre le résultat de l'invasion de l'Irak. Dans les années 1990 la supériorité militaire totale des Etats-Unis était considérée de façon très particulière par l'élite diplomatique américaine. D'abord, le cadre post-Guerre Froide permettait ce que le relatif déclin économique des USA rendait nécessaire, à savoir une réduction globale des dépenses militaires. Deuxièmement, l'ombre longue du 'syndrome du Vietnam' rendait les politiciens américains peu désireux de risquer des pertes humaines élevées. Dans la première Guerre du Golfe, ces deux éléments n'étaient pas aussi incompatibles qu'ils devaient le devenir plus tard. La Guerre Froide était tout juste terminée et la doctrine de Colin Powell et Norman Schwarzkopf de 'force dominante' (*overwhelming force*), simple modification des plans de bataille de la Guerre Froide, fut adoptée pour rejeter les Irakiens du Koweït.

L'invasion de l'Irak de 2003 fut, elle, une tâche beaucoup plus ardue. Mais la doctrine militaire américaine avait changé, comme le montre la NSS. Désormais l'accent était mis sur la supériorité technique de l'armée US plutôt que sur sa supériorité numérique. Ce changement était déterminé en partie par la fin de la Guerre Froide, en partie par des mutations économiques de long terme, et en troisième lieu par les néoconservateurs de l'administration Bush qui devaient élaborer un consensus de la classe dominante avec les 'républicains fiscaux' soucieux des coûts. Le résultat fut le plan Rumsfeld-Wolfowitz d'invasion de l'Irak, avec 100.000 soldats de moins que dans la première Guerre du Golfe. L'armée irakienne fut battue facilement, mais la résistance à l'occupation américaine ne pouvait pas être aussi facilement neutralisée.

En même temps, et malgré toute la menace de la NSS, la bataille la plus difficile à gagner pour l'administration Bush et ses alliés était la bataille politique. Ils devaient convaincre de multiples interlocuteurs, à l'intérieur et à l'étranger, de toute une série de propositions qui étaient tout simplement contraires à la vérité, à savoir (1) que l'Irak possédait des armes de destruction massive, (2) qu'il y avait un lien entre l'Irak et le terrorisme islamique, (3) que l'Irak était un régime dont les atrocités étaient uniques, différentes, par exemple, de celles de la Chine, et (4) qu'une action militaire unilatérale des Etats-Unis et de leurs alliés était la seule façon de traiter avec ce pays.

Il faut être équitable avec ce projet politique et dire (1) qu'il ne parvint pas à convaincre une majorité de gouvernements dans le monde, (2) qu'il persuada aussi peu la majorité de l'Assemblée Générale de l'ONU que celle de son Conseil de Sécurité, et, le plus important, (3) qu'il laissa incrédule la majorité des peuples du monde, aussi bien dans les pays alliés que chez des opposants aux Etats-Unis. Le coût de cet échec peut être mesuré par l'opposition à la guerre en Irak de la France et de l'Allemagne, la division la plus sérieuse au sein des puissances occidentales depuis l'avant-Guerre Froide. Et, au delà des divisions sur le plan gouvernemental, il y a eu un déclin catastrophique dans le niveau du soutien populaire international à la politique étrangère américaine.

Cela dit, la guerre en Irak n'était pas basée sur la force de l'opinion, mais sur celle des armes. L'Irak fut envahi et son armée facilement battue. Mais comme Napoléon l'avait fait observer en son temps, il y a beaucoup de choses qu'on peut faire avec une baïonnette mais s'asseoir dessus n'en est pas une. Les armées américaine et britannique font face aujourd'hui en Irak aux conséquences de leur échec dans l'argumentation politique en faveur de la guerre et de l'occupation qui en est la suite. En premier lieu, elles ne sont pas parvenues à gagner le peuple irakien, mais aussi, et de façon importante, elles n'ont pas réussi à convaincre leurs propres peuples.

C'est dans ce sens que le Projet pour le Nouveau Siècle Américain, même s'il est victorieux dans les armes, est dans des difficultés politiques profondes. Sa capacité à redessiner la carte du monde dans les intérêts des militaires et des corporations américaines est désormais compromise. La question de savoir s'il peut retrouver son élan ou s'il sera arrêté dans les sables de l'Irak dépend de la façon dont se déroule aujourd'hui cette bataille politique.

Conclusion

La fin de la Guerre Froide a laissé les Etats-Unis dans une position de domination militaire sans égale. Dans les années 1990, l'élite dirigeante américaine a commencé sans tarder à utiliser cet avantage stratégique pour refaire la carte impériale du monde, d'abord par la Guerre du Golfe, puis par la guerre du Kosovo. La mise en place d'un nouveau projet impérial n'est devenue claire qu'au moment de l'ascension des néoconservateurs et de la victoire de George W Bush à l'élection présidentielle de 2000. Même alors, ce plan attendait les conditions dans lesquelles il pouvait être mis à exécution. L'attentat sur le *World Trade Center* en 2001 a fourni ces conditions.

Cependant l'invasion de l'Irak en 2003 a aussi servi à souligner dans un sens plus général les limites du pouvoir américain. Ces limites sont en partie le résultat de la résistance à l'occupation coloniale du gouvernement US aussi bien en Irak que dans le monde entier. Mais des limites sont aussi imposées par la faiblesse économique relative des Etats-Unis, qui est devenue apparente dans le demi-siècle qui a suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le chapitre suivant examine le sort de l'économie américaine pendant cette période et évalue les forces et les faiblesses de ses concurrentes. Ce point de rencontre critique entre force militaire sans égale et déclin économique relatif est l'endroit où on peut le mieux apercevoir la motivation des USA pour s'appuyer de plus en plus sur sa capacité militaire pour discipliner à la fois ses alliés et ses concurrents sur la scène mondiale.

2 La puissance économique américaine à l'heure de la mondialisation

L'économie mondiale est constituée par la totalité de l'activité économique d'Etats et de sociétés en compétition. Cette totalité d'activités économiques a ses propres schémas de développement, caractérisés par certaines tendances générales. La période qui va de la Deuxième Guerre mondiale aux années 1970 était, par exemple, une période de haute croissance et de récessions limitées. La période postérieure aux années 70 a vu les taux de croissance se réduire de moitié, et les cycles prospérité-récession faire leur réapparition. Les décennies du milieu du 20^{ème} siècle avaient été dominées par certaines formes de développement dirigées par l'Etat, et ce non seulement dans le bloc de l'Est mais aussi dans les économies d'Etat-providence et de nationalisations de l'Ouest et dans les modèles de développement du tiers monde. Dans la période qui a suivi, l'ère néolibérale, le rôle de l'Etat n'a pas été réduit mais a changé de plus en plus dans le sens d'un agent des sociétés multinationales. Ces caractéristiques générales de l'économie mondiale seront examinées au chapitre 4.

Ce chapitre se préoccupe des relations entre les parties concurrentes de l'économie, et d'abord des forces et faiblesses économiques des différents Etats qui composent le système. C'est cette compétition qui est à l'origine des schémas généraux de l'économie mondiale, produits plus par des interactions aveugles que par des intentions conscientes. Mais le poids et la position des Etats concurrents dans le cadre de ce schéma général est souvent l'élément qui porte le système, au delà de la concurrence économique, vers le conflit militaire.

La scène à la fin de la Deuxième Guerre mondiale

Lorsque les vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale – la Grande Bretagne, la Russie et l'Amérique – se sont rencontrés en 1945 lors des conférences de Yalta et de Potsdam, ils se sont employés à construire un nouvel ordre mondial. Churchill avait donné le ton dans une visite préalable à Moscou. Il avait écrit sur une feuille de papier comment il voyait le monde d'après-guerre. La Russie aurait 90% de l'autorité sur la Roumanie, l'Angleterre 90% en Grèce, et elles se partageraient la Hongrie et la Yougoslavie. Churchill raconte : 'Je passai ce papier à Staline, qui prit son gros crayon bleu et y apposa son paraphe avant de nous le rendre. Ce fut réglé en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire'.

Cet accord précis n'alla pas plus loin qu'une feuille de papier, mais c'était exactement l'esprit qui dominait les conférences de Yalta et de Potsdam. Le président américain Truman vint à Potsdam convaincu que la suprématie militaire et économique sans rivale des Etats-Unis lui obtiendrait '85% de ce que nous voulons', comme il le confia à l'un de ses collaborateurs. Ce que voulait Truman, c'était le marché libre dans le monde entier, ouvert à la domination américaine. Il pensait que la puissance économique US plus la bombe atomique, testée avec succès pour la première fois pendant la conférence de Potsdam, lui apporterait cela sur un plateau.

Truman se trompait. Les troupes russes occupèrent l'Europe de l'Est, Staline ayant jugé correctement que Truman ne se lancerait pas dans une autre guerre pour les en déloger. Les besoins économiques et politiques de Staline étaient diamétralement opposés à ceux de Truman. L'économie russe avait été portée au point de rupture par la guerre. La Russie avait eu 20 millions de morts. Staline avait besoin de sécurité et de réparations. Sur un marché ouvert la faiblesse économique de

la Russie ne pouvait que s'aggraver. La sécurité voulait que Staline exerce un contrôle politique étroit, les besoins économiques exigeaient qu'il utilise cette mainmise pour piller les économies du bloc de l'Est.

Voilà les réalités économiques qui étaient à l'œuvre derrière la concurrence entre l'Est contrôlé par l'Etat et l'Ouest au 'marché libre' pendant la Guerre Froide. Elles étaient simplement le meilleur moyen d'exploiter les fruits de la victoire étant donné les capacités différentes de la Russie et de l'Amérique à l'époque. C'était là la racine de la division de l'Europe. C'était aussi l'origine des deux alliances militaires concurrentes, l'Otan et le Pacte de Varsovie.

Cette rivalité modela la planète entre 1945 et 1989. Elle mena à deux doigts du conflit lorsque Staline verrouilla Berlin en 1948, elle provoqua la guerre de Corée en 1950 et mit le monde au bord de la guerre atomique en 1962 lors de la crise des missiles de Cuba. Pendant toute la période d'après-guerre les superpuissances s'opposèrent dans une lutte d'influence, faisant des guerres et soutenant leurs alliés en Asie, en Amérique latine et en Afrique, causant partout des épreuves et des souffrances pour les peuples.

La puissance économique américaine à la fin de la Deuxième Guerre mondiale

Le règlement qui concluait la Deuxième Guerre mondiale reposait en dernier ressort sur la puissance économique des vainqueurs. Cette force économique explique l'émergence des deux superpuissances et la division de l'Europe. Cela dit, les vainqueurs étaient loin d'être égaux. La guerre avait coûté cher à l'Angleterre et à la France. La Grande Bretagne était sévèrement affaiblie, la France encore plus. La Russie et les Etats-Unis émergeaient comme les puissances dominantes. Des deux, les USA étaient de loin les plus forts.

Les Américains finirent la guerre dans une position de supériorité économique écrasante. Leur croissance économique avait été phénoménale pendant les années de guerre. En 1945, la production industrielle des Etats-Unis était de plus du double de ce qu'elle avait été annuellement entre 1935 et 1939. Les USA produisaient plus d'acier que la Grande Bretagne et la Russie combinées.¹ L'économie américaine produisait la moitié du charbon mondial, les deux tiers du pétrole et plus de la moitié de l'électricité.²

C'est cette supériorité économique qui avait essentiellement permis la victoire des Alliés. La production américaine d'avions passa de près de 6.000 en 1939 à plus de 96.000 en 1944, plus que l'Allemagne et le Japon ensemble et plus que la production aéronautique combinée de l'Angleterre et de la Russie. C'était la même chose dans le domaine de la construction navale. Au milieu de 1942 les chantiers navals américains produisaient des navires marchands plus vite que les sous-marins allemands ne pouvaient les couler. Il n'est donc pas étonnant que les USA aient été les seuls à disposer de la puissance économique permettant de faire la guerre en même temps en Europe et dans le Pacifique, tout en dépensant 2 milliards de dollars pour développer la bombe atomique.³

Dans les autres pays, vainqueurs ou vaincus, la production de guerre avait ravagé leur économie civile. Mais aux Etats-Unis la croissance économique avait été telle – plus de 15% par an – qu'il y eut aussi une expansion de l'économie civile.⁴ Même en 1952, près de 60% de la production totale des sept premiers pays capitalistes était réalisée aux USA. En 1953, ils exportaient cinq fois plus de produits manufacturés que l'Allemagne et dix-sept fois plus que le Japon.⁵

La classe dirigeante américaine utilisa cette énorme puissance pour modeler le monde à son image. Les Etats-Unis avaient déjà commencé à faire du dollar la clé de voûte de l'ordre financier international. Les accords de Bretton Woods, en 1944, avaient fixé les taux de change par rapport à l'or. Comme les USA détenaient 80% des réserves mondiales d'or cela rendait le dollar 'aussi bon que de l'or' (*as good as gold*).⁶ Cela assurait que le dollar, et à un degré inférieur la livre sterling,

étaient les moyens de paiement internationaux, forçant les autres pays à constituer des réserves en dollars. Ainsi ‘chaque dollar ou livre qui reste à l'étranger... signifie qu'un montant équivalent d'importations n'a pas besoin d'être compensé par des exportations – le reste du monde finance tout simplement le déficit commercial (des USA et de l'Angleterre)’. Cela signifiait aussi que les autres pays finançaient l'érosion de leurs marchés par des produits américains plus avancés.⁷

A la fin de la guerre les exportations américaines étaient encore limitées dans leur pénétration des marchés européen et japonais par les lois commerciales et monétaires. La politique des Etats-Unis, matérialisée dans le Fonds Monétaire International et l'Accord Général sur les Droits de Douane et le Commerce (*General Agreement on Tariffs and Trade – GATT*), se donnait pour but d'éliminer ces obstacles.⁸ Les puissances européennes devaient dévaluer leurs monnaies et ouvrir leurs marchés si elles voulaient saisir la perche économique que l'Amérique leur tendait – le Programme Européen de Rétablissement, ou Plan Marshall.

Les économies européennes étaient dévastées. Il y avait la famine dans certaines parties de l'Allemagne, le pain était rationné en France et le rationnement était renforcé en Grande Bretagne. Les prétentions impériales des puissances européennes étaient réduites, à l'image de beaucoup de leurs grandes villes, à des tas de ruines. Mais l'aide économique était subordonnée à la docilité politique. Comme le disait le général George Marshall lui-même : ‘La possibilité de bénéficier du Programme Européen de Rétablissement sera annulée dans tout pays qui porterait les communistes au pouvoir’. Jetant un regard sur l'Europe, un membre du Congrès américain disait plus succinctement : ‘sacrément trop de socialisme à l'intérieur, et sacrément trop d'impérialisme au dehors’ (*‘too damn much socialism at home, and too damn much imperialism abroad’*).⁹

Les Etats-Unis étaient désormais en situation d'utiliser leur force économique pour obliger les puissances européennes à se débarrasser du socialisme chez elles – les partis communistes furent dans les années 1940 plutôt marginalisés – et de faire usage de leur potentiel militaire pour assumer les tâches impériales que l'Angleterre, l'Allemagne et la France n'étaient plus capables de remplir.

L'Amérique était aussi puissante sur le plan militaire que sur le plan économique. En 1949, même après que la démobilisation ait commencé, des forces US étaient stationnées dans 56 pays et l'Amérique possédait 400 bases dans le monde. Mais on peut sans doute trouver la démonstration la plus claire de l'extension impériale des USA dans la liste des traités et des alliances militaires qu'ils ont conclus dans la décennie postérieure à la guerre. Le plus important était l'Otan, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Ernest Bevin, Secrétaire au Foreign Office (travailliste) initiateur de l'Otan, a appelé le jour de 1949 où le pacte fut signé ‘le plus beau jour de ma vie’. Un an plus tôt, Stafford Cripps avait dit au Secrétaire à la Défense américain : ‘La Grande Bretagne doit être considérée comme la base principale de déploiement de la puissance américaine’.¹⁰ L'Otan était consciemment destinée à s'opposer à des menaces aussi bien internes qu'externes chez les Etats membres. Comme le disait le Secrétaire d'Etat américain Dean Acheson : ‘l'activité révolutionnaire dans un pays membre, inspirée et assistée de l'extérieur comme en Grèce, serait considérée comme une agression armée’.¹¹

Mais les Etats-Unis n'avaient pas d'intérêts militaires seulement en Europe. Le Pacte de Rio et les arrangements spéciaux de défense conclu avec le Canada aboutissaient à ce que les Etats-Unis étaient engagés militairement dans la ‘défense’ de tout l'hémisphère occidental. Le traité de l'ANZUS ajoutait à la liste le Pacifique sud-ouest. Les années 1950 virent s'y adjoindre des traités bilatéraux avec le Japon, la Corée du Sud, Taïwan et les Philippines. En 1954 les USA, la Grande Bretagne, la France et l'Australie se joignirent aux Philippines, à la Thaïlande et au Pakistan pour former l'OTASE (Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est). Le Moyen-Orient eut sa version, l'Organisation du Traité Central (*Central Treaty Organisation – CENTO* – à l'origine le Pacte de Bagdad de 1955) dans lequel la Grande Bretagne, la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan s'unissaient contre ‘la subversion et l'agression’. Dean Rusk parlait au nom de la classe dirigeante

américaine lorsqu'il disait, en 1965 : 'C'est devenu une très petite planète et nous devons nous soucier de sa totalité – de ses terres, de ses eaux, de son atmosphère et de son espace'.¹² Mais au moment même où Rusk parlait, les Etats Unis étaient en train de perdre la prédominance économique sur laquelle l'ordre politique et militaire d'après-guerre avait été fondé.

La période 1945-70 est, bien évidemment, celle de la plus grande prospérité de l'histoire du capitalisme – la production manufacturière mondiale fut multipliée par trois en 20 ans après 1953.¹³ Mais au cours de ce *boom* certaines économies grandirent plus vite que d'autres. Dans la course à la croissance, les Etats-Unis étaient l'un des perdants. De 1955 à 1970, le stock de capital s'accrut aux USA de 57% - mais dans les principaux pays européens la croissance était de 116%, et de 500% au Japon.¹⁴ La production industrielle de l'Allemagne de l'Est fut multipliée par cinq et celle du Japon par 13 entre 1949 et 1970. Même si l'on regarde les années 1965-1980, qui comportent la récession des années 1970, le PIB américain ne s'accrut que de 2,7% par an, alors que dans la même période il progressait de 3,3% en Allemagne, de 4,3% en France et de 6,3% au Japon. Les chiffres de l'industrie manufacturière, en général l'élément le plus dynamique du secteur industriel, sont encore pires pour les Etats-Unis : Amérique 2,5%, Allemagne de l'Ouest 3,3%, France 5,2% et Japon 9,4%.¹⁵ En 1957, 74 des 100 premières firmes mondiales étaient américaines ; elle n'étaient plus que 53 en 1972.¹⁶

La part des Etats-Unis dans la production mondiale de marchandises est passée de plus de 50% en 1945 à 31% en 1980 ; elle est aujourd'hui d'environ 25%.¹⁷ En 1956, les USA comptaient 42 des 50 plus grosses sociétés au monde. En 1989 ils n'en avaient plus que 17. Dans la même période, l'Europe est passée de 8 à 21 des 50 plus grandes compagnies. Dix d'entre elles étaient allemandes et le Japon, qui n'en avait aucune jusqu'en 1968, en comptait 10 en 1989.¹⁸

La production automobile illustre bien le problème. En 1962, les Américains assuraient 52% de la production mondiale, en 1983 le chiffre était de 23%, dépassé à la fois par le Japon (24%) et par la fabrication européenne totale de voitures (34%). Même dans le domaine des biens de haute technologie, où les USA ont été longtemps leaders, ils perdent du terrain.¹⁹ Une étude du Congrès a mis en évidence une glissade, dans l'excédent commercial des produits *hi-tech*, de 27 milliards en 1980 à 4 milliards en 1985. Le dollar a depuis longtemps cessé d'être *as good as gold* – l'Europe détient aujourd'hui la plus grande part à la fois des réserves de devises et d'or.²⁰ C'est en définitive ce déclin économique qui est à l'œuvre dans le dérapage américain, dans l'espace de quelques années, de la place de premier créancier à celle de premier débiteur mondial.

Les Etats-Unis ont encore, évidemment, l'économie la plus importante, qui conserve un grand avantage sur l'Union Européenne, souvent qualifiée de grand rival économique : les USA constituent un seul Etat fédéral intégré, relativement protégé des forces centrifuges et capable de contrôler son destin économique et militaire aussi bien internationalement que sur le plan intérieur. De plus, la classe dirigeante américaine a développé ces dernières années un avantage économique de premier plan : elle a réduit les salaires réels et ramené le taux de syndicalisation des travailleurs américains à moins de 20%.

Le déclin subi par les Etats-Unis est donc sérieux, mais relatif. Cela dit, ce sont de tels déclin relatifs qui ont scellé dans l'histoire le sort des empires. De plus, l'ordre mondial établi après 1945 était fondé sur la permanence d'une domination économique et militaire américaine irrésistible.

L'économie américaine pendant la Guerre Froide, des Trente Glorieuses à la crise des années 1970

La fuite en avant de la Guerre Froide était soutenue par le plus haut niveau de dépenses militaires que le monde ait jamais vu. Ce sont ces dépenses qui ont empêché l'économie mondiale

de rechuter dans la récession des années 30 et qui ont produit le boom économique d'après-guerre. Même si pendant les Trente Glorieuses toutes les économies ont connu la croissance, certaines en ont profité plus que d'autres. Comme nous l'avons vu, les économies qui s'en sont le mieux tirées sont celles qui n'avaient pas à acquitter la facture militaire – en particulier le Japon et l'Allemagne de l'Ouest. Pendant que l'Amérique construisait des missiles et des bombardiers, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon fabriquaient des voitures et de l'électronique. Comme l'explique Immanuel Wallerstein, 'Les Etats-Unis ont rencontré des difficultés entre 1967 et 1973 parce que... ils avaient perdu leur tranchant économique. L'Europe de l'Ouest et le Japon étaient devenus assez forts pour défendre leurs propres marchés. Ils étaient alors presque aussi forts et concurrentiels que les Etats-Unis sur le plan économique et cela avait, bien sûr, des implications sur le plan politique'.²¹

Le problème était aggravé, comme dit Wallerstein, par deux autres. L'un était l'ascension du nationalisme dans le tiers monde. L'architecture d'après-Guerre Froide construite à Yalta était menacée par quatre révolutions anti-coloniales significatives. En 1949, la Chine échappa à la sphère de contrôle occidentale. Les Anglais quittèrent l'Inde. Le nationalisme arabe modifia la carte du Moyen-Orient. La révolution algérienne victorieuse montra la voie en jetant les Français dehors. Puis, dans l'arrière-cour américaine, la libération de Cuba procura un pôle d'attraction idéologique aux rebelles de toute l'Amérique latine, en fait du monde entier. Finalement, la défaite américaine au Vietnam était si désastreuse que seuls la fin de la Guerre Froide et l'avènement des néo-conservateurs et de leur projet impérial pouvaient commencer à réparer les dégâts.

Le troisième problème auquel l'impérialisme yankee fut confronté fut le mouvement de masse international qui éclata en 1968 et continua une bonne partie des années 1970. Dans certains endroits, comme la France, l'Italie, la Grande Bretagne et le Portugal, ce mouvement fusionnait avec une nouvelle vague de luttes industrielles pour constituer une menace sérieuse pour l'ordre dominant. La révolte atteignit le Chili et l'Argentine. Idéologiquement, il y avait non seulement une menace pour la part américaine du gâteau de Yalta, mais aussi l'apparition d'une nouvelle gauche beaucoup plus sceptique à l'égard des composantes social-démocrate, travailliste et stalinienne du statu quo d'après-guerre. En même temps elle fournissait une critique radicale de l'équilibre de la Guerre Froide.

Comme le résume Wallerstein, 'les trois faits combinés que constituent l'apparition de rivaux économiques, la révolution mondiale de 1968 avec son impact sur les mentalités dans le monde entier, et la défaite vietnamienne des Américains, tous ensemble, marquent le début du déclin des Etats-Unis'.²²

La défaite finale de cette nouvelle vague de luttes, avec l'endiguement des combats anti-coloniaux et la récupération des régimes qu'ils avaient portés au pouvoir, étaient bien engagée à la fin des années 1970. L'ère Thatcher-Reagan fut, pour l'élite dirigeante revenue de ses frayeurs, la revanche des défaites qu'elle avait subies pendant les quinze années précédentes. Mais même si les années Reagan-Thatcher ont commencé à récupérer les avantages conquis par les classes laborieuses pendant toute la période du consensus d'Etat-providence d'après-guerre, elles ne pouvaient pas aussi facilement se mesurer aux problèmes de l'économie US. En fait, le retour aux dépenses militaires opéré par Reagan au début des années 1980 ne fit qu'exacerber le problème. En même temps que les dépenses militaires fusaient, les Américains passèrent de la place de premier créancier mondial à celle de plus gros débiteur.

D'une certaine façon, les Etats-Unis étaient dispensés d'avoir à affronter ce problème dans toute sa dimension par le simple fait que la pression de la course aux armements sur le nouveau régime de Gorbatchev en Russie était encore plus forte. En fait, le boom d'armements de Reagan était un pari basé exactement sur cela. La stratégie de Reagan était nostalgique et rétro, elle essayait de réduire les pertes des années 60 et 70 en retournant à l'idéologie et aux dépenses militaires des années 50. L'économie russe était vulnérable à cette attaque, parce que même si elle avait connu

une croissance rapide après la Deuxième Guerre mondiale, sa taille n'était à la fin des années 70 que de la moitié de celle des Etats-Unis. La Russie devait toujours égaler les USA bombe pour bombe, tank pour tank. Le fardeau était donc deux fois plus important pour l'économie russe.

La situation était aggravée parce que, alors que les capitalistes occidentaux arpentaient le marché mondial en croissance à la recherche de main d'œuvre bon marché, de matières premières à bas prix et de débouchés nouveaux, le capitalisme d'Etat de l'Est était coupé de parties importantes de l'économie mondiale. Un des résultats, par exemple, fut que lorsque l'Allemagne de l'Est développa un nouveau calculateur électronique il coûta, selon une enquête du *Financial Times*, 'plus de 20% des investissements annuels totaux' alors qu'il aurait pu être acheté moins cher sur le marché mondial. C'est ce manque de compétitivité que la glasnost, les coupes dans les dépenses d'armement et l'ouverture au marché en Europe de l'Est étaient destinées à surmonter.

Les révolutions d'Europe de l'Est, particulièrement dans l'Allemagne de l'Est stratégiquement vitale, stoppèrent ce processus en mettant fin au monde bipolaire. Cela laissait les Etats-Unis aux prises avec un fardeau militaire énorme et avec la perspective d'un élargissement de l'Europe et d'une nouvelle Allemagne unifiée.

L'économie US et ses concurrentes à l'ère du nouvel impérialisme

L'offensive sociale et économique néo-libérale des 25 dernières années est la conséquence sur le plan intérieur du renouveau des tendances impérialistes américaines. Mais ces deux démarches sont chronologiquement discontinues. L'offensive néo-libérale a commencé à la fin des années 1970 et constituait, au départ, la contrepartie de la Deuxième Guerre Froide reaganienne. Pendant cette période, la stratégie néo-libérale était essentiellement une réponse interne (*domestic*) au déclin économique, aux dépenses de protection sociale et à la combativité syndicale. Ce n'est qu'avec l'effondrement du modèle d'économie dirigée en 1989 que l'offensive néo-libérale s'est jointe à celle de la politique étrangère néo-conservatrice pour former un programme unique global, économique et militaire, de l'impérialisme US.

Dans sa première phase le néolibéralisme avait trois buts. Le premier était de réduire les salaires. Le second était d'abaisser d'autres coûts, y compris la protection de l'environnement, en les transférant des corporations à des établissements publics. Le troisième était de restreindre la protection sociale en diminuant les budgets, en privatisant les services et en abaissant les niveaux d'allocations. Les régimes conservateurs des années 1980 réussirent à atteindre certains de ces buts, particulièrement aux Etats-Unis, à un certain degré en Grande Bretagne et un peu moins dans les autres pays industrialisés. Mais, même aux USA, les coûts n'étaient pas réduits au point de rejoindre les niveaux de 1945.

Il y eut, pendant une brève période dans les années 1990, une accélération exagérée de l'économie américaine, mais elle n'avait pas de contrepartie dans l'économie mondiale globale. Robert Brenner explique pourquoi le boom US a eu si peu d'impact sur l'économie mondiale :

avant le milieu des années 1990 le renouveau de profitabilité aux Etats-Unis non seulement ne créa pas de dynamique dans l'économie mondiale, mais se produisit à de nombreux égards aux dépens des économies de ses concurrents principaux et de ses partenaires commerciaux, en particulier le Japon et l'Allemagne. Cela était dû au fait que, jusqu'à la fin de 1993, les producteurs américains assurèrent leurs gains d'abord grâce à la baisse du dollar et à des salaires réels essentiellement bas, avec également une réduction de l'impôt sur les sociétés, mais avec l'avantage d'une faible augmentation des investissements. Ils purent dès lors élever leurs retours en attaquant les marchés de leurs rivaux, mais ne générèrent dans ce processus qu'une augmentation relativement faible de la demande, tant en termes d'investissement que de consommation, dans les productions de leurs rivaux. Lorsque le

gouvernement US décida en 1993 d'équilibrer le budget, la croissance de la demande d'origine américaine sur le marché mondial reçut un nouveau choc négatif.²³

De plus, comme l'a noté Peter Gowan, 'le boom s'est avéré n'être qu'une bulle, et la bulle américaine révéla une importante activité parasite et prédatrice, en fait préjudiciable à la base productive du pays, comme dans le cas paradigmatique d'Enron. Cela constitue un recul très substantiel pour l'aspiration à réorganiser le capitalisme américain et international dans le but d'assurer la domination du capitalisme US dans la première moitié du 21^{ème} siècle'.²⁴

L'étendue de ce désastre était directement proportionnelle à la promotion extravagante faite à la 'nouvelle économie' au zénith de la bulle. L'économie américaine a décéléré plus vite qu'elle ne l'avait fait depuis la Deuxième Guerre mondiale. La croissance du PIB passa de 5% à la mi-2000 à moins 0,1% l'année suivante. Les salaires, qui avaient augmenté de 3,5%, furent réduits en termes réels de 0,1%.

Le boom de courte durée avait tiré l'économie internationale, mais désormais 'sous l'impact du plongeon des importations américaines, les économies du Japon, de l'Europe et de l'Asie se dégonflèrent aussi vite que les Etats-Unis, alors que la plus grande partie du monde en développement, en particulier l'Amérique latine, se retrouva, après une brève lune de miel, à nouveau dans la crise. Un processus international de récession au renforcement mutuel se mit en route...'²⁵

Il y a un élément qu'il est important de noter ici. Même dans les périodes comparativement courtes où le capitalisme américain est parvenu à ralentir son déclin par rapport à ses concurrents, il ne l'a pas fait d'une façon qui a soutenu l'économie globale. Cela constitue une différence très importante entre le moment de domination US d'après-guerre et la situation présente. A l'époque la croissance américaine, ou plus précisément les dépenses militaires américaines, était une vague montante qui soulevait tous les navires. Aujourd'hui c'est l'inverse qui est vrai. Autrefois la croissance emmenée par les Etats-Unis permettait de huiler les rouages de leur domination stratégique. Aujourd'hui l'incapacité de l'économie US à promouvoir la croissance globale alimente une mauvaise humeur internationale face aux desseins impériaux américains. Lorsque la marée descend, le conflit s'exacerbe entre ceux qui cherchent à rester à flot.

Le cœur économique de l'Europe

L'économie la plus dynamique de l'Europe d'après-guerre était celle de l'Allemagne de l'Ouest. Limitée dans ses dépenses d'armements parce qu'elle avait perdu la guerre, elle reconstruisit son secteur manufacturier et s'orienta vers les exportations. De la fin des années 1940 à la fin des années 1960 elle afficha des taux de croissance impressionnants, non seulement en exploitant la dilatation extraordinaire du marché mondial du temps des Trente Glorieuses, mais en conquérant une part de plus en plus grande de ce marché. Le déficit de la balance des paiements américaine pendant la guerre du Vietnam fut nourri par les importations d'Allemagne et du Japon, aggravant le désavantage concurrentiel de l'économie US.

Vers la fin des Trente Glorieuses, d'autres économies européennes, notamment l'italienne et la française, entrèrent en même temps que le Japon en compétition avec la croissance allemande. Et alors que les diverses économies industrialisées commençaient à rattraper les Etats-Unis, et que le marché mondial lui-même était en expansion, les dépenses d'armement américaines protégeaient de moins en moins des récessions. Ainsi, même si le déficit de la balance des paiements américaine devait à nouveau extirper l'économie allemande de la récession profonde liée au choc pétrolier des années 1974-75, elle ne put le faire avant d'avoir perdu 20% de sa force de travail industrielle.²⁶ Et

l'autre face du déficit américain était une appréciation du mark et donc un marché plus difficile pour les exportations allemandes.

Dans les années 1990, les Trente Glorieuses étaient terminées depuis vingt ans et l'avantage concurrentiel qu'avait réussi à créer l'économie allemande depuis longtemps évaporé. La réunification a pu donner à l'Etat allemand des avantages stratégiques, mais elle a eu un coût économique considérable. Au début des années 90, 'l'économie allemande se trouva à nouveau confrontée au problème de coûts relativement élevés en termes internationaux, dans des conditions de surcapacité industrielle généralisée, et entra, comme le Japon, dans sa plus longue récession depuis 1950. Entre 1991 et 1995, le PIB augmenta à un taux annuel d'à peine 0,9%'.²⁷

En même temps que le miracle économique allemand disparaissait à l'horizon en tant que menace spécifique pour les Etats-Unis, un défi européen plus général émergeait pour la remplacer. La progression hésitante de l'Union Européenne vers une union économique effective est une histoire presque aussi complexe que la bureaucratie de Bruxelles elle-même. Mais la convergence graduelle des économies allemande, française et italienne fut réellement capable de fournir, dès le début du 21^{ème} siècle, la plate-forme d'une monnaie unique capable de fonctionner comme une alternative au dollar. C'est la première fois qu'une telle chose s'est produite depuis le déclin de la livre sterling.

Le principal avantage dont jouit aujourd'hui l'Etat allemand provient autant de sa position stratégique que de ses performances économiques récentes, même s'il reste le premier exportateur mondial. Le miracle économique allemand avait réinstallé le pays dans la cour des grands des puissances industrielles. Mais c'est la réunification de l'Allemagne qui l'a placée au cœur à la fois d'une intégration approfondie de l'Union Européenne et de l'extension de l'UE à l'Europe de l'Est. C'est aussi, comme nous le verrons, une force déterminante dans les décisions relatives au développement futur de la Russie.

L'Allemagne de l'Ouest s'est lancée dans l'unification alors même que le gouvernement américain suggérait une démarche plus lente. L'insistance de l'Allemagne d'après la réunification à reconnaître la Slovaquie à l'encontre des vœux américains a été une des causes principales du démembrement de la Yougoslavie. C'est cette initiative qui a poussé les Américains à prendre la tête de la guerre du Kosovo, de peur d'une menace allemande contre son hégémonie sur l'Otan. Dans le cas de la guerre en Irak, l'Allemagne ne l'a cédé qu'à la France dans la création de la plus grande fracture dans l'alliance occidentale depuis la Deuxième Guerre mondiale. Il est très peu probable que ces conflits soient susceptibles de se transformer immédiatement en affrontements armés entre ces puissances, mais il semble néanmoins que nous soyons entrés dans une période dans laquelle de telles mésententes prendront plus d'intensité et gouverneront les conflits militaires qui se produisent ailleurs dans le monde.

Japon : du miracle à la crise

L'économie japonaise est devenue la seconde économie du monde pendant les Trente Glorieuses. Les firmes japonaises ont pris une plus grande part du marché mondial en expansion aux dépens des producteurs américains. Elles ont aussi commencé à prendre des marchés aux producteurs américains aux Etats-Unis même.

Cet essor énorme était partiellement basé sur une économie semi-dirigée. L'alliance entre les grandes banques, les principaux employeurs et l'Etat japonais aboutissait à ce que l'économie japonaise avait plus d'un trait commun avec les économies totalement dirigées par l'Etat du bloc de l'Est. Le gouvernement supprima la demande des consommateurs, encouragea l'épargne et dirigea les fonds accumulés vers des investissements en capital au moyen de faibles taux d'intérêts destinés à stimuler l'emprunt des sociétés. Les exportations furent encouragées et les importations

découragées en faisant en sorte que les grosses firmes japonaises, les *keiretsu*, achètent ce qui leur était nécessaire les unes aux autres. Cela a abouti à ce que tout au long de la période de prospérité le Japon a maintenu la proportion la plus basse de toutes les économies avancées des importations industrielles par rapport à la production. Le résultat était que le Japon jouissait de la croissance des investissements la plus importante de toutes les économies industrialisées.

Cette ascension nippone sur le marché mondial aux dépens des Etats-Unis a été favorisée par l'impact de la guerre du Vietnam. Robert Brenner signale que

Pendant tout le boom d'après-guerre – et en fait pendant une grande partie de la longue récession qui lui succéda – la production japonaise dépendait largement de sa capacité à pénétrer l'énorme marché américain, ainsi que de s'approprier une part de plus en plus grande des débouchés à l'exportation des producteurs américains. Alors que les déficits fédéraux de plus en plus importants générés par le Vietnam avaient pour double résultat de perpétuer le boom dans les années postérieures à 1965 et de donner naissance à une inflation accélérée, la croissance des exportations japonaises, encouragée par un marché US chauffé à blanc et la réduction de la compétitivité des producteurs américains, atteignait son zénith d'après-guerre, et les taux de profit japonais, l'augmentation des investissements, de la productivité et des salaires atteignaient leur pic. Le summum du 'miracle japonais' fut atteint autour de 1970.²⁸

Les effets de la guerre du Vietnam devaient finalement être néfastes pour l'économie japonaise comme pour l'économie américaine. 'L'égalisation' des principales économies pendant les Trente Glorieuses et l'exacerbation des difficultés concurrentielles de l'économie US par la guerre du Vietnam amenèrent finalement l'abandon des accords de Bretton Woods et l'inauguration des taux de change flottants en 1973. Mais le déclin du dollar signifiait la montée du yen, et donc une augmentation des prix japonais à l'exportation, rendant ceux-ci moins compétitifs. La croissance des exportations japonaises chuta de 75% entre 1971 et 1973.

Le gouvernement japonais réagit en injectant davantage de l'ingrédient qui avait permis de lancer la croissance au départ, le crédit bon marché, même si dans l'économie mondiale modifiée des années 70 cela devait ne produire qu'une faible prospérité et créer une inflation substantielle. En tout état de cause, la crise frappa violemment le marché mondial lors du 'choc pétrolier' et de la récession des années 1974-75. L'industrie nippone fut à nouveau touchée. Dans l'ensemble, dans les années 1969-1975, la force de travail industrielle qui avait jusque là connu une expansion continue chuta de près de 15%.

Le tournant s'était produit au début des années 1970, après quoi l'économie japonaise se retrouva engagée dans des cycles de prospérité et de récession. Des tentatives répétées, parfois réussies, pour faire face à chaque récession par du crédit moins cher ne pouvaient empêcher le changement structurel qui affectait l'économie globale. Les Trente Glorieuses, la longue période de prospérité liée aux dépenses d'armement, étaient terminées, et même les économies industrialisées les plus miraculeuses durent se mettre à courir pour rester sur place (*run to stand still*).

A ce point également, les accès de croissance japonais étaient endossés par les déficits américains. Les déficits fédéraux et ceux de la balance des paiements fournirent à l'économie japonaise une aide appréciable pour sortir de la récession mondiale du début des années 1980. Les exportations japonaises vers les Etats-Unis connurent à nouveau un essor spectaculaire. Cette relation symbiotique aboutissait à ce que, le Japon étant devenu le plus important et le plus digne de confiance de ses créanciers, l'Amérique avait intérêt à ce que la croissance de l'économie nippone se perpétue. Parallèlement, les Japonais étaient ravis de prêter aux Américains pour couvrir l'écart entre les importations et les exportations, parce que ce faisant ils protégeaient leurs propres ventes sur le marché US.

Cela dit, une telle interdépendance trouve toujours ses limites dans la mesure où aucun Etat n'est heureux d'emprunter indéfiniment pour soutenir les exportations d'autres nations. En 1985, les Japonais se trouvèrent contraints d'accepter l'Accord du Plaza face à une montée des clameurs protectionnistes aux USA. Plutôt que de risquer d'être exclus purement et simplement des marchés américains, les Japonais acceptèrent une réévaluation du yen qui réduisait leurs exportations aux Etats-Unis. En fait, le yen monta beaucoup plus que quiconque ne l'avait prédit, ce qui provoqua une crise sans précédent dans l'industrie manufacturière japonaise. Les Japonais faisaient face à une crise exportée dans leur secteur industriel, de la même manière qu'ils avaient exportée la leur aux Etats-Unis au début des années 1980.

Une fois de plus, l'Etat nippon déversa de l'argent bon marché dans l'économie pour stimuler l'investissement. Une fois de plus, cela marcha un certain temps. Lors du boom de la seconde moitié des années 1980 le stock de capital brut du Japon augmenta de 6,7% par an, deux tiers plus vite qu'aux Etats-Unis. La productivité du travail s'éleva plus de deux fois plus vite qu'en Amérique. Mais le prix du boom, lorsqu'il arriva, fut plus élevé que jamais. Les prix de l'immobilier, la valeur des actions et les dépenses de consommation reposant sur des taux d'intérêts bas ne pouvaient pas être soutenus. En 1989 et 1990 l'Etat japonais releva les taux d'intérêts pour réduire les valeurs boursières et immobilières. L'économie s'enfonça dans une récession de 32 mois, la deuxième en longueur de la période d'après-guerre. La croissance du PIB se limita en moyenne à 0,8% entre 1991 et 1995. Les importations ont surgi dans l'économie japonaise. En 1994 et 1995 les prix des produits manufacturés subirent de loin leur déclin le plus important depuis la Deuxième Guerre mondiale.

L'économie japonaise maintient cependant un taux élevé d'accumulation et reste un concurrent sérieux pour les Etats-Unis, en particulier dans sa relation avec la Chine. Mais elle a dû lutter pour garder cette position dans la tempête de la concurrence mondiale dérégulée.

Russie : les dangers du déclin

Si la nouvelle instabilité économique trouve son origine dans la vigueur relative, dans la période d'après-guerre, des économies japonaise, allemande, et, comme nous allons le voir, chinoise, la déstabilisation qui peut venir de Russie présente un profil très différent. C'est sur l'ascension et sur la chute accélérée de l'économie russe que nous allons nous pencher ici.

Il n'est pas exact, comme voudraient nous le faire croire certains idéologues de la Guerre Froide, de dire que l'économie russe a toujours échoué parce qu'elle était dirigée par l'Etat. En fait, dans la plus grande partie de ce que nous pourrions appeler la phase dirigiste du développement économique mondial, située dans les décennies médianes du siècle écoulé, l'économie russe s'est industrialisée et a continué à croître à un rythme plus rapide que ses concurrents occidentaux. Il n'y avait rien de spécialement socialiste dans cela, malgré l'idéologie dont l'Etat russe avait hérité de la révolution de 1917. Le contrôle étatique des ressources a toujours été un trait caractéristique des économies en voie d'industrialisation, et plus l'industrialisation était tardive, plus l'environnement économique était compétitif, plus la direction par l'Etat de la croissance tendait à être centralisée – et cela des deux côtés du Rideau de Fer.

De plus, les caractéristiques fondamentales de la forme russe de développement capitaliste étatique sont apparues pendant les décennies isolationnistes, récessives et dominées par la guerre, des années 1930, 1940 et 1950. Le résultat était une forme particulièrement fermée ou autarcique de développement contrôlé par l'Etat, à l'inverse de modèles ultérieurs mais pareillement dominés par l'Etat en Asie du Sud-Est, où l'orientation était vers la rupture avec le marché mondial. Mais pendant une période soutenue cette stratégie, aussi brutale fût-elle, fonctionna : d'après des chiffres de la CIA le produit de l'économie russe passa de 33% du produit américain en 1950 à un peu en

dessous de 60% au milieu des années 1970. Le produit industriel par tête en Russie passa de 25% de la moyenne européenne en 1929 à 90% en 1980.²⁹

La crise de l'industrialisation dirigée par l'Etat se produisit pour trois raisons. D'abord, malgré son rythme de croissance plus rapide, la taille totale de l'économie russe ne rattrapa jamais l'américaine, de telle sorte que la pression compétitive médiée par la course aux armements ne pouvait être contrée avec succès. En second lieu, et de façon tout aussi importante, le rétablissement d'après-guerre et la croissance du marché mondial rendit de plus en plus inefficace le modèle de développement 'autarcique' dirigé par l'Etat. L'internationalisation des ressources, de la production et des ventes battit en brèche le modèle internalisé de la Russie et de l'Europe de l'Est. Ce n'était pas une crise de toutes les formes d'intervention étatique, seulement de celles qui se concentraient sur le développement intérieur plutôt que de pénétrer certaines sections du marché mondial. Troisièmement, ces pressions furent accentuées par le ralentissement de l'économie mondiale au milieu des années 1970.

L'ouverture totale des économies de Russie et d'Europe de l'Est vint finalement avec la chute du Mur de Berlin en 1989. Mais la 'thérapie de choc' d'exposition au marché mondial ne fit que transformer une situation mauvaise en une calamité. Au début des années 1990, la Russie essuya une contraction de son économie de 40 à 50%, le plus grand déclin subi par une économie avancée en temps de paix. L'effondrement de la production industrielle était encore pire. L'inflation s'envola avec la libéralisation des prix. L'épargne se volatilisa. L'investissement en capital chuta de 75%. Le Programme de Développement des Nations Unies faisait remarquer que la 'transition vers le marché' était un euphémisme pour 'ce qui a été en réalité une grande dépression'.³⁰

Vers le milieu des années 1990, une espèce de stabilité financière fut réalisée, mais à un prix qu'explique un des hommes clé du libéralisme post-soviétique, Grigori Yavlinsky : 'nous avons une inflation basse, un déficit budgétaire modeste, mais nous n'avons presque aucune activité économique'. Le peu de progrès enregistrés dans les années 90 reposait sur les ventes de matières premières et de pétrole, ainsi que sur des manipulations financières. Lorsque l'économie russe, déjà catastrophiquement affaiblie, fut frappée par la crise asiatique de 1998, il y eut une panique financière, la dévaluation du rouble et l'effondrement du système bancaire. Pour les Russes ordinaires, le résultat était une plus grande pauvreté et un déclin accentué du niveau de vie.³¹

La destruction de l'empire russe en Europe de l'Est, l'indépendance des anciennes républiques soviétiques dans 'l'étranger proche', et la ruine de l'économie ont réduit la Russie du statut de superpuissance à celui de puissance régionale affaiblie. Les bases militaires russes au Vietnam et à Cuba ont été fermées en même temps que Moscou acceptait l'ouverture de bases militaires américaines dans les Etats nouvellement indépendants d'Asie centrale. Les pétrodollars résultant des cours élevés du pétrole sont recyclés, à la mode japonaise et saoudienne, en bons du trésor américain. Plutôt que de régler les problèmes économiques de la Russie, cela contribue à endiguer la vague de récession aux Etats-Unis. L'accession de la Russie a transformé le G7, club des Etats industrialisés, en G8.

Le fait crucial du déclin russe a été, comme nous l'avons vu, d'ouvrir la totalité de la masse continentale eurasiatique à une 'ruée vers l'or' des gouvernements et des multinationales occidentales à une échelle qui fait pâlir celle du Klondike. Son effet sur la position stratégique de la Russie est de créer une instabilité complètement nouvelle du système mondial.

La première réaction d'après-Guerre Froide des élites politiques et économiques russes à cette transformation a été un pro-américanisme plus ou moins inconditionnel. Mais le désastre économique qui a suivi, et l'incapacité des Etats-Unis de soutenir la reconstruction de l'économie russe ont déterminé un changement. Une des conséquences a été que l'Allemagne est devenue plus importante pour l'économie russe. Ce qui a produit une espèce de schizophrénie dans la politique de Moscou. 'Pendant la décennie écoulée la Russie a été politiquement dépendante des Etats-Unis et

économiquement dépendante de l'Allemagne', écrit Boris Kagarlitsky, 'Les Etats-Unis ont dicté le programme politique de la Russie pendant que l'Allemagne devenait graduellement son partenaire commercial et industriel principal, ainsi que sa source essentielle d'investissement étranger'.³²

Cette schizophrénie est aggravée par l'amertume que l'échec économique et l'effondrement de l'empire ont répandue dans le peuple russe, un ressentiment qui s'exprime sous la forme du nationalisme. Près de 80% des Russes considèrent aujourd'hui Gorbatchev comme un 'traître' personnellement responsable de tous les désastres survenus depuis 1989. Pour couronner le tout, 60% de la population juge les Etats-Unis comme un 'pays hostile'.

Tout ceci aurait pu être contrôlé avec plus de sécurité, sinon plus de bonheur, si le contexte n'était pas un monde dans lequel les Etats-Unis conduisent un nouveau projet impérial global. Comme dit Kagarlitsky : 'Ce système a bien fonctionné tant que l'Allemagne gardait un profil bas dans les affaires internationales et faisait au moins semblant d'être solidaire avec les Etats-Unis. Lorsque des désaccords entre les américains et les allemands sont apparus, malgré tout, les dirigeants russes étaient déconcertés'.³³

C'est exactement ce qu'a produit l'attaque de l'Irak. La Russie n'est peut-être plus une superpuissance, mais elle est une puissance nucléaire avec un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU et des créances lourdes et anciennes sur l'Irak. Lorsque l'opposition franco-allemande aux Etats-Unis s'est manifestée, la Russie est devenue stratégiquement importante pour les deux camps. De plus, les pays 'pères de l'Europe' ont leurs propres besoins en termes de pétrole et de matières premières, et de ce point de vue leurs liens avec l'économie russe sont contraires, et alternatifs, aux accès à des fournitures pétrolières dans un monde arabe dominé par les Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle, comme le note Kagarlitsky, la lutte sur l'Irak aux Nations Unies était en grande partie un bras de fer entre Washington et Berlin pour obtenir le vote de Moscou. Les affrontements stratégiques et diplomatiques ont transformé la Russie 'en un véritable champ de bataille' dans lequel 'les élites russes sont déjà visiblement divisées entre pro-Américains et pro-Allemands'.³⁴

Cette situation est susceptible de durer. Poutine aime la guerre américaine contre le terrorisme dans la mesure où elle l'autorise à la fois à la répression à l'intérieur et à la continuation de la guerre en Tchétchénie, position d'accès de la Russie au Caucase riche en hydrocarbures. Mais le prix de l'encercllement américain, qui n'est compensé par aucune assistance économique, s'avère très élevé pour le gouvernement moscovite. La Russie restera subordonnée, ses allégeances divisées. Mais elle est désormais l'objet et non plus seulement le sujet d'une rivalité de grandes puissances, et comme telle elle ne fait qu'aggraver l'instabilité du système planétaire.

La Chine s'industrialise

Le défi lancé par l'économie chinoise est qualitativement différent de l'allemand ou du japonais. Il est potentiellement d'une échelle bien plus élevée. A l'inverse de l'Union Européenne, l'Etat chinois est unifié et commande à une idéologie nationaliste prononcée. Ce qui est important, c'est que l'économie chinoise n'est pas juste 'une autre' économie industrialisée en compétition. C'est une machine massive, s'industrialisant rapidement, qui est susceptible de briser l'équilibre régional, et finalement global, du rapport des forces.

L'économie chinoise, par ailleurs, s'industrialise d'une manière différente de l'économie russe. L'appareil de production chinois, comme la Russie dans la période stalinienne, a traversé une phase d'accumulation primitive du capital dirigée par l'Etat. Il est désormais, avec bien plus de succès que la Russie, passé à une réorientation vers le marché mondial. De plus, il a opéré cette transition sous la férule d'un gouvernement fortement autoritaire toujours capable de manœuvrer les leviers économiques. Ce 'stalinisme-avec-Coca' (*Stalinism-with-Coke*) est peut-être une mixture instable, ne serait-ce que parce que son coût humain est si élevé. Mais tant qu'il dure, il constitue

une combinaison d'orientation vers le marché, de contrôle étatique et de répression intérieure particulièrement adaptée au moment néo-libéral.

Toute comparaison avec les craintes américaines des années 1980 sur l'exacerbation de la concurrence avec le Japon serait sans grand intérêt. Ces soucis, apparus dans certaines sections de l'élite gouvernementale US, étaient provoqués par le terrain gagné par l'économie japonaise au cours du 'long boom' d'après-guerre. Ils se sont apaisés lorsque la menace concurrentielle du Japon a été désamorcée par l'entrée en stagnation de son économie dans les années 1990. L'industrialisation de la Chine est d'un ordre totalement différent. Elle connaîtra sans aucun doute de sévères crises économiques, et sera affectée par les cycles de prospérité et de récession vécus par l'économie mondiale. Malgré tout, l'industrialisation chinoise est un processus économique bien plus profond qui se poursuivra à travers essors et crises. C'est le schéma de toutes les économies en cours d'industrialisation.

Si l'on regarde la proportion de l'économie mondiale que la Chine a historiquement dominée, à l'exception de la période postérieure à l'industrialisation européenne, on constate qu'elle représente un quart de la production mondiale. Si l'industrialisation devait rendre à la Chine un poids comparable dans l'économie de la planète, cela ne pourrait qu'altérer de façon profonde les rapports entre les plus puissants Etats-nations. Il y a déjà aux Etats-Unis une inquiétude que ce processus ne soit déjà bien entamé, comme le note un article : 'La puissance chinoise est ascendante, et les Etats-Unis, bien qu'ils soient la seule superpuissance, sont en danger de perdre leur place d'arbitre incontesté de la sécurité asiatique'. La politique américaine étant concentrée sur l'Irak, 'Beijing, son influence favorisée par une économie en croissance rapide qui a alimenté la reprise des exportations en Asie, n'a pas hésité à remplir l'espace laissé vacant par l'inattention américaine'.³⁵

Le commerce de la Corée du Sud avec la Chine est si important que les Etats-Unis éprouvent des difficultés à contraindre leur allié normalement docile à s'aligner sur eux dans leur conflit persistant avec la Corée du Nord. Un diplomate spécialisé dans la question nord-coréenne explique : 'La Chine utilise sa puissance économique dans la région. Les USA tentent de maintenir leur rôle traditionnel, et d'autres – tout en reconnaissant ce rôle – ne sont pas prêts à accepter le même degré de domination américaine qu'auparavant'.³⁶ C'est un signe des temps que la Chine ait désormais remplacé le Japon comme première destination des exportations asiatiques, et que, en 2004, le commerce japonais avec la Chine ait dépassé pour la première fois les échanges avec les Etats-Unis.

Le poids économique croissant de la Chine a également des effets au delà de l'Asie. La Chine est, après les USA, le premier réceptacle de l'investissement global mais ses niveaux de salaires sont d'un cinquième de ceux des Etats-Unis et du Japon. Le taux de croissance chinois est en moyenne de 8 à 10% par an et sa part de l'économie mondiale a doublé dans la décennie écoulée, même si elle est seulement de 4%. Elle consomme 7% des fournitures mondiales de pétrole, 25% de l'aluminium, 30% du minerai de fer, 31% du charbon et 27% de la production d'acier.³⁷

De façon peu surprenante, 'la Chine s'est fait des amis dans des endroits aussi éloignés les uns des autres que l'Asie du Sud-Est, l'Inde, l'Amérique latine et l'Afrique, souvent dans sa recherche d'hydrocarbures et d'autres ressources naturelles destinées à alimenter la révolution industrielle chinoise'. Une fois de plus, ces rapports économiques ont inévitablement la capacité de déboucher sur des conflits aussi bien diplomatiques que militaires : 'La relation, motivée par la quête d'énergie, de la Chine avec l'Iran – une compagnie d'Etat chinoise y a récemment conclu un contrat de 70 milliards de dollars de fourniture de pétrole et de gaz sur trente ans – complique également les efforts des USA et de l'UE pour exercer des pressions sur le gouvernement islamique en vue de l'amener à renoncer à son programme nucléaire'.³⁸ En septembre 2004, la Chine a bloqué la proposition américaine d'intervention de l'ONU au Soudan à cause de ses accords pétroliers. On

entend déjà, de la part de l'élite diplomatique américaine, des appels à une attitude plus ferme envers la Chine. William Clark Jr., Secrétaire d'Etat aux Affaires Asiatiques du président Clinton, dit : 'Les Etats-Unis doivent être plus agressifs avec la Chine dans leur discussion avec elle de ses besoins pétroliers... faisant en sorte que le pétrole disponible soit partagé équitablement'.³⁹

L'intégration de la Chine dans le marché mondial est considérée par certains comme une garantie que les relations sino-américaines ne peuvent se détériorer au delà d'un certain point. Et il est certainement vrai que toute tentative américaine de limiter la croissance économique chinoise rencontrerait l'opposition des multinationales US qui ont déjà trop à perdre, si une telle tentative était menée à bien, de leurs investissements et de leurs débouchés en Chine. Il est également vrai qu'il y a un marchandage implicite dans les rapports économiques entre les deux pays – les USA considérant avec indulgence le gonflement des exportations chinoises, et le surplus commercial avec eux qui en résulte, aussi longtemps que la Chine recycle sa richesse en finançant le déficit budgétaire américain. En d'autres termes, les Etats-Unis rééditent le rapport qu'ils avaient déjà établi avec les producteurs de pétrole du Moyen-Orient, le Japon et d'autres. Malgré tout, cette compréhension a ses limites. En mars 2006, le *Financial Times* a signalé que 'l'administration US a averti... qu'elle envisagerait une confrontation avec la Chine sur les relations économiques bilatérales si Beijing ne procédait pas immédiatement à l'ouverture de ses marchés aux importations américaines. Carlos Gutierrez, secrétaire au commerce, ... a dit que les Etats-Unis commençaient à perdre patience dans leur attente que la Chine fasse des pas significatifs pour réduire le ballon de son surplus commercial de 200 milliards de dollars avec eux'.⁴⁰

La question reste posée, cependant, de savoir si une telle interdépendance économique exclut un conflit diplomatique pouvant devenir militaire. L'histoire montre que non. Les économies du monde industrialisé devenaient, avant la Première Guerre mondiale, de plus en plus interdépendantes. En fait, le commerce international se développait plus rapidement, avant la Première Guerre mondiale, que dans les années postérieures et pendant la période isolationniste des années 1920 et 1930. Mais c'était précisément cette interdépendance, qui implique toujours une concurrence en même temps qu'une coopération économique, qui aboutissait à ce que même une rivalité purement économique ne pouvait rester enfermée dans la sphère économique. De telles tensions, à un certain moment, évoluent vers la sphère des relations entre Etats. Dans le cas de la Première Guerre mondiale, l'action militaire, en tant que moyen de redéfinir la base des rapports économiques, était considérée comme l'arme de choix par assez d'Etats du monde pour déboucher sur une conflagration mondiale.

L'environnement mondial dans lequel la Chine s'industrialise rend encore plus probable un tel conflit à terme. Plus les Etats-Unis dépendent des investissements en Chine et du financement par la Chine de leur déficit, plus ils auront besoin d'exercer leur force militaire pour protéger ces bouées économiques. De plus, comme le note Peter Gowan, 'le problème géopolitique fondamental inhérent aux tournants de la Russie et de la Chine vers le capitalisme... (était qu'il) éliminait leur utilité comme menaces potentielles pour l'Europe de l'Ouest et le Japon dont les besoins de protection étaient assurés par les soins militaires des USA. Elles ont aussi mis en mouvement des pressions concurrentielles à l'intérieur de ces pays pour l'accès à leurs marchés du travail et des produits de même qu'à leurs ressources et leurs actifs. Le danger évident du point de vue américain était qu'à l'Ouest une Allemagne ancrée dans une UE plus cohésive pouvait établir un partenariat privilégié avec la Russie, en même temps que tout ou partie des capitalismes asiatiques pouvaient se lier à la Chine en un réseau régional fort susceptible d'affaiblir l'influence et la pénétration américaines'.⁴¹

Amérique latine : la perte de contrôle de l'arrière-cour

La menace à l'hégémonie US en provenance d'Amérique latine est plus politique qu'économique. S'il y a une partie de la planète où les Etats-Unis se sont davantage employés à maintenir leur influence qu'au Moyen-Orient, c'est bien l'Amérique latine. C'est là que la politique contre-révolutionnaire de Washington a son histoire la plus longue et la plus intense. Mais ces dernières années les vieux régimes autoritaires ont reculé face à une mobilisation de masse à l'échelle du sous-continent contre le néolibéralisme économique et sa dictature. Comme le rappelle un écrivain argentin :

Le néo-libéralisme n'a pas réduit la lutte sociale, et les classes dirigeantes n'ont pas pu rééditer le genre de victoires qu'elles avaient remportées dans les décennies précédentes : bien au contraire, elles ont du faire face à des soulèvements qui ont renversé plusieurs présidents dans la région andine et le cône méridional. L'action directe sur la terre (Pérou), un soulèvement indigène (Equateur), la pression de la rue (Argentine), un climat insurrectionnel (Bolivie), l'occupation de terres (Brésil), les protestations anti-impérialistes (Chili), un nouveau mouvement politique (Uruguay) et la résistance aux coups d'Etat militaires (Venezuela) ont inspiré un nouveau cycle de résistance dans toute la région.⁴²

Il est difficile d'exagérer l'ampleur des transformations intervenues dans le paysage politique : 'Les classes dirigeantes ont perdu l'assurance qu'elles avaient dans les années 1990 et beaucoup de leurs représentants politiques se sont retirés de la scène (Menem en Argentine, Fujimori au Pérou, Salinas au Mexique, Perez au Venezuela, Lozado en Bolivie)'.⁴³

La cause la plus évidente et la plus immédiate de cette transformation est l'échec des politiques économiques néo-libérales. Les crises, une croissance basse et la banqueroute ont été aussi endémiques que l'inégalité galopante, la course aux profits des élites et la corruption du personnel politique. Les vagues de lutte en Amérique latine ont été de façon prédominante des batailles sociales qui se sont transformées en conflits politiques (ou se sont combinées avec ceux-ci) contre les régimes en place. Mais il s'y est ajouté, depuis le 11 septembre, une importante dimension internationale. La quasi-exclusivité de l'intérêt américain pour l'Irak a créé un appel d'air dans lequel la révolte latino-américaine s'est engouffrée et développée. Les sables mouvants de l'Irak 'd'après-guerre' sont si profonds que les Etats-Unis ont partiellement perdu leur emprise sur leur propre arrière-cour.

La menace la plus sérieuse pour les USA vient du gouvernement d'Hugo Chávez au Venezuela. Nous avons vu au chapitre précédent, l'impact de la politique de Chávez de contrôle de l'industrie pétrolière vénézuélienne. Claudio Katz souligne ce point en le plaçant dans son contexte :

Les Etats-Unis tirent les ficelles de toute tentative de putsch, ou de provocation d'origine colombienne, mais Washington n'a pas de Pinochet sous la main et doit se fier à ses 'amis de l'Organisation des Etats Américains' pour déstabiliser Chávez. Bush ne peut agir trop à découvert alors qu'il est embourbé dans le marais irakien. Il n'ose pas comparer Chávez à Saddam – et Chávez ne peut être dompté comme l'a été Kadhafi. Les Etats-Unis ont besoin du pétrole vénézuélien et ils doivent combattre l'engagement actif du Venezuela dans l'OPEP et ses tentatives de diriger le brut vers de nouveaux clients en Chine et en Amérique latine.⁴⁴

Il est clair que les défis lancés aux Etats-Unis par d'autres gouvernements latino-américains n'ont en aucune manière la gravité de la menace représentée par Chávez. Ailleurs, malgré le remplacement des anciens dirigeants autoritaires, le nouvel ordre 'démocratique' se montre plus que compatible avec la politique économique néo-libérale. De façon intéressante, beaucoup des récentes mobilisations contre le néolibéralisme ont eu les nouveaux gouvernements 'démocratiques' dans

leur collimateur. Il suffit pour l'instant de dire que le but déclaré des Etats-Unis de pouvoir conduire plus d'un conflit majeur à la fois semble sérieusement compromis en Amérique latine. Il aurait semblé simplement inconcevable, dans n'importe quelle période antérieure à la déclaration de 'guerre contre le terrorisme', que les Etats-Unis aient pu permettre aux événements d'Amérique latine d'aller aussi loin qu'ils vont aujourd'hui sans intervenir plus sérieusement, ouvertement ou de façon indirecte.

L'économie mondiale et la concurrence entre les économies nationales

Les relations structurelles au sein de l'économie mondiale ont changé avec l'arrivée de la crise des années 1970. La haute vague de croissance qui avait soulevé tous les navires commença à refluer. Les économies qui étaient allées le plus loin le plus vite, comme l'allemande et la japonaise, virent la fin de leur unique période d'expansion. Les intérêts des principales économies étaient encore étroitement liés, mais elles devaient désormais faire en sorte que leur croissance globale lente ne se transforme pas en catastrophe dans un pays ou un autre, qui aurait entraîné dans sa chute le système tout entier. Comme toutes les économies essayaient de progresser aux dépens des autres, elles étaient à chaque instant confrontées avec le fait que ce genre de relation compétitive est plus facile à maintenir dans une économie globale en expansion rapide que dans le cadre d'une stagnation ou d'une croissance lente. Les rapports entre les économies majeures au cours des 15 dernières années illustrent ce point.

Au début des années 1990, l'économie US avait ouvert la voie en extrayant les économies japonaise et allemande de leur plus longue récession depuis les années 1950. Mais, au milieu de la même décennie, c'étaient les Allemands et les Japonais qui aidaient à sortir la reprise américaine de difficultés qui étaient, en partie, le produit de la détermination des Etats-Unis à ne pas laisser l'économie japonaise causer le genre de dégâts au système mondial qu'avait provoqué l'effondrement mexicain.

Le fait demeure que, en même temps que la reprise économique américaine se produisit en grande partie aux dépens de ses principaux rivaux, cette démarche fut finalement coûteuse pour l'économie US elle-même. Le rétablissement américain du début des années 1990 était dès lors lui-même limité par le ralentissement de la croissance de la demande mondiale, et en particulier par l'intensification, qui en était la conséquence, de la concurrence internationale dans la production, qui exerçait une intense pression vers le bas sur les prix dans l'ensemble de l'économie mondiale. D'une façon peut-être encore plus pertinente, dans un monde d'interdépendance, l'économie américaine ne pouvait soutenir une crise vraiment sérieuse de ses principaux partenaires et rivaux. De la même façon que le Japon et l'Allemagne avaient dû ... se porter au secours de l'industrie américaine en crise dans la première moitié des années 1980, à grand frais pour eux-mêmes, les Etats-Unis étaient obligés d'accepter un sauvetage tout semblable du secteur manufacturier japonais en proie à la crise.⁴⁵

La fin des miracles économiques japonais et allemand lors du dénouement des Trente Glorieuses les trouva dans une situation de plus grande égalité avec les Etats-Unis. Elle mit un terme à la dispersion de la puissance économique de l'immédiat après-guerre, où les USA jouissaient d'une suprématie totale. Mais le monde qui en résultait était grevé par un échec systémique et non plus seulement compétitif. Désormais tous étaient embourbés. Ils étaient plus égaux, mais moins capables de s'extraire eux-mêmes de la gadoue. Les économies avancées pouvaient rivaliser, ou même coopérer, pour déplacer le fardeau entre elles, mais aucune, pas même l'américaine, ne pouvait soulager leur détresse commune.

Personne, par conséquent, ne put empêcher le crash asiatique de la fin des années 1990. La conclusion inévitable, si l'on néglige les fréquentes proclamations, de la part de commentateurs

patentés, de la découverte d'une échappatoire aux cycles prospérité-récession, est qu'il 'y a peu de signes que l'économie mondiale, ou sa composante américaine, ait réussi à transcender la longue chute, la période extensive de ralentissement de la croissance qui a débuté aux alentours de 1973... Les tentatives des gouvernements et des grandes firmes pour rétablir la profitabilité, en particulier par la hausse des taux d'intérêt et la réduction des salaires et des dépenses sociales, ont échoué les unes après les autres...'⁴⁶

L'évidence de cette stagnation globale est désormais suffisamment prégnante pour être irréfutable. Une étude réalisée pour l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) montre que le taux de croissance du PIB réel global a chuté de 4,9% entre 1950 et 1973 à 3% entre 1973 et 1989, une dégringolade de 39%. Les chiffres des Nations Unies font apparaître une croissance du PIB de 5,4% dans les années 1960, 4,1% dans les années 1970, 3% dans les années 80 et 2,3% dans les années 90.⁴⁷

Dans ces conditions les pressions concurrentielles qui interviennent dans la sphère économique ne peuvent être finalement résolues que dans la sphère politique – c'est à dire au niveau des relations entre Etats. Ce sont les Etats qui décident en dernier ressort du sort des entreprises en général précisément parce que, bien que les sociétés en concurrence aient des besoins et des intérêts, elles n'ont pas la capacité, autrement que par le truchement de l'Etat, d'articuler une 'volonté générale' qui leur soit propre. 'Le capital n'existe et ne peut exister que sous la forme de capitaux multiples', notait Karl Marx (*Grundrisse*). C'est tout simplement le corollaire logique de l'acceptation du fait que le capitalisme est un système basé sur la concurrence entre différentes unités de capital, que ce soit la boutique du coin ou des sociétés multinationales. Et le corollaire logique de cela est que seul l'Etat peut être 'le comité qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise' (*Manifeste communiste*). L'Etat devient l'arbitre, en dernier ressort par l'emploi de la force, des disputes qui naissent dans le champ de la compétition économique.

De plus, l'Etat doit aussi évaluer ses propres besoins stratégiques et militaires et les mettre en œuvre à sa convenance. Cela peut, dans des conjonctures particulières, ne coïncider que partiellement avec les impératifs économiques des entreprises, même les plus puissantes. Nous avons vu, dans le cas des oléoducs balkaniques, comment les besoins économiques des grandes firmes, qui préféreraient le trajet le moins cher à travers l'Iran, furent contredits par l'Etat US au bénéfice d'un chemin plus coûteux mais stratégiquement plus désirable par la Turquie. De telles controverses, et des disputes bien plus importantes, continueront à être générées par la dynamique de la compétition économique. Et dans un environnement de croissance dérégulée mais sclérosée cette compétition ne peut manquer de provoquer des conflits entre des Etats et des coalitions d'Etats.

Conclusion

Les Etats-Unis sont peut-être l'économie la plus puissante du monde mais ils ne sont pas assez puissants pour assurer une longue période de développement capitaliste stable comme ils l'ont fait pendant une génération après la Deuxième Guerre mondiale. La fin des Trente Glorieuses et l'ascension d'autres économies avancées fait du marché mondial un environnement bien plus compétitif qu'auparavant. Ce contexte économique s'est désormais combiné avec une instabilité renouvelée du système étatique qui s'est installé à la fin de la Guerre Froide pour former un cadre bien plus volatil que tout ce qu'on avait connu dans les années 1920 et 1930.

Cette nouvelle instabilité n'est nulle part plus visible qu'au Moyen Orient. Le chapitre qui suit examine la lutte de l'impérialisme occidental pour contrôler la région et sa marchandise la plus convoitée, le pétrole. Dans ce long conflit les rapports des puissances militaires des Etats, l'intérêt économique des multinationales et la résistance populaire ont façonné l'histoire du siècle écoulé.

3 Le pétrole et l'empire

Le pétrole n'est pas une marchandise comme une autre. Il procure l'essentiel de l'énergie du monde. Il fournit le carburant du train, de l'avion et de l'automobile. Il constitue aussi la base des plastiques de toutes sortes, des emballages aux hublots des avions. De façon peut-être encore plus importante, il donne les engrais et les pesticides dont dépend une énorme partie de l'agriculture moderne. Aucune autre marchandise unique ne peut prétendre à un rôle comparable. En fait, il n'y en a pas de plus importante.

Les compagnies qui produisent ce pétrole sont les plus importantes du monde, plus riches et plus puissantes que beaucoup de gouvernements. En 2001 la plus grande société pétrolière, Exxon Mobil, a gagné 187 milliards de dollars, BP, la seconde en taille, 174 milliards et Royal Dutch Shell arrive en troisième position avec 135 milliards de dollars. L'Arabie Saoudite elle-même, le pays où sont situées les plus importantes et les plus profitables réserves de pétrole du monde, n'y a gagné que 58 milliards de dollars.¹ Dans beaucoup de régions troublées du monde, les compagnies pétrolières ne se bornent pas à remplir leurs fonctions commerciales mais agissent comme un bras de leur gouvernement dans les négociations avec d'autres Etats.

Il y a peu de signes que le pétrole puisse devenir moins central pour le capitalisme moderne dans l'avenir proche. En 2004, la consommation totale de brut a été la plus importante depuis presque 30 ans.² D'après des projections courantes, l'usage des carburants fossiles va augmenter de 2% par an jusqu'en 2025. A ce moment là la consommation sera 50% plus importante qu'en 2001 et six fois celle de 1960.³ Cette augmentation sera en partie le résultat d'une accélération de la consommation causée par la croissance industrielle de la Chine, de la Russie et de l'Inde, où elle sera de plus du double. La Chine à elle seule compte pour un tiers dans l'accroissement de la demande de pétrole depuis 2000.⁴

Certaines des guerres du 20^{ème} siècle étaient liées au pétrole, et dans toutes les guerres du 20^{ème} siècle l'accès au pétrole et son usage ont constitué une part importante de la victoire. De la décision de Churchill, Premier Lord de l'Amirauté avant la Première Guerre mondiale, de faire tourner les navires de la Royal Navy aux carburants fossiles, ce qui les rendait plus rapides que leurs adversaires allemands fonctionnant au charbon, aux forces américaines consommant deux millions de barils par semaine pendant l'invasion de l'Irak, le pétrole a été crucial.

Avons-nous atteint le pic de la production pétrolière ?

Le pétrole est une marchandise tellement centrale pour la société moderne que s'il venait à manquer il y aurait une crise sociale gigantesque. De nombreux experts affirment que nous sommes arrivés, ou que nous approchons du pic de la production pétrolière, qui serait destinée, dans un avenir proche, à décliner. Le tableau ci-dessous montre les producteurs de brut les plus importants, leurs réserves estimées et l'année du pic de la production.

<i>Pays</i>	<i>Réserves restantes (a) (en milliards de barils)</i>	<i>Quantité extraite (b) (en milliards de barils)</i>	<i>Année du pic de production (c)</i>
Arabie Saoudite	262	97	2008
Irak	112	28	2017
Abou Dhabi	98	19	2011
Koweït	96	32	2015
Iran	90	56	1974
Venezuela	78	47	1970
Russie	60	127	1987
Etats-Unis	30	172	1971
Libye	29	23	1970
Nigeria	24	23	2006
Chine	18	30	2003
Qatar	15	7	2000
Mexique	13	31	2003
Norvège	10	17	2001
Kazakhstan	9	6	2033
Algérie	9	13	1978
Brésil	8	5	1986
Canada	7	19	1973

(a) BP statistical review of world energy 2003. Ne comporte pas les schistes bitumineux et les sables goudronneux.

(b) Association for Study of Peak Oil, « World Summary, Regular Oil Production », 15 mai 2004. Ne comporte pas les schistes bitumineux, les sables goudronneux, le pétrole des régions polaires, les bitumes, le pétrole extra-lourd, le liquide extrait des gisements de gaz, ou le pétrole situé sous plus de 500 mètres d'eau.

(c) Association for Study of Peak Oil, « World Summary, Regular Oil Production », 15 mai 2004.

Si ces chiffres sont corrects, c'est seulement au Moyen-Orient et en ce qui concerne les petits gisements du Kazakhstan que le pic de la production n'a pas encore été atteint. Ce qui semble clair, c'est que, selon les niveaux actuels de technologie et de connaissances géologiques, de nombreux champs pétrolifères ont dépassé ou approchent de leur pic. Etant donné l'augmentation rapide de la demande globale d'hydrocarbures il y a un important élément structurel dans la crise à venir dans la production de pétrole.

Il y a malgré tout d'importantes réserves à faire. D'abord, les chiffres exacts en la matière sont très difficiles à trouver. Les estimations fournies par les compagnies et les Etats ne sont pas vérifiées par des organismes indépendants. Il est plus probable que ces estimations soient exagérées plutôt que sous-estimées – auquel cas la crise est plus proche que nous ne le pensons. En 1997, par exemple, près de 59 pays proclamaient que leurs réserves étaient inchangées par rapport à l'année précédente alors qu'elles avaient été constamment pompées pendant les 12 mois précédents. En 1985, le Koweït annonça que ses réserves étaient 50% plus importantes que ce qui avait été précédemment indiqué. Et en 2005 il revendiquait exactement les mêmes réserves après 25 ans d'extraction – une déclaration qui semble être plus liée au fait que les quotas de production de l'OPEP sont basés sur les réserves proclamées qu'à la géologie.⁶ Et en 2004, Shell a admis avoir surévalué ses réserves de brut et de gaz de 3,9 millions de barils, ce qui est énorme. Mais il arrive aussi que des champs pétrolifères recèlent davantage que ce qu'on avait estimé au début. Par exemple, entre 1946 et 1989 les estimations du contenu des gisements situés aux Etats-Unis ont dû être constamment révisées vers le haut.

Entreprendre de jauger avec précision les réserves mondiales réelles d'or noir est par conséquent une science extrêmement inexacte. En fait, il est difficile de ne pas être d'accord avec George Monbiot : 'Je viens de lire 4.000 pages de rapports sur l'offre globale de pétrole, et j'en sais moins sur la question que lorsque j'ai commencé. La seule conclusion à laquelle je suis arrivé, c'est que les gens qui sont assis sur les réserves mondiales sont des menteurs'.⁷

Il y a en tout état de cause une deuxième raison pour être prudent sur le point de savoir si l'offre globale de pétrole a atteint un pic. Les nouvelles technologies permettent de tirer davantage de carburants fossiles du sol. Des investigations géologiques en '3D' de plus en plus sophistiquées aboutissent à ce que des gisements d'hydrocarbures, même relativement petits, peuvent être plus facilement repérés et exploités. Les techniques de forage horizontal permettent un accès au pétrole plus facile qu'autrefois. Et paradoxalement, les cours élevés font que des prospections qui auraient été considérées naguère comme non rentables peuvent aujourd'hui dégager des profits. Les sables goudronneux de l'Alberta, au Canada, par exemple, pourraient fournir davantage de réserves prouvées que l'Arabie saoudite. Le coût d'extraction de ce pétrole aurait été de 30 dollars le baril dans les années 1980, lorsque les cours du brut oscillaient entre 20 et 25 dollars. Mais l'immense chemin parcouru par les prix rend aujourd'hui cette prospection tout à fait séduisante pour les compagnies. Et un système de drainage par gravité assisté par la vapeur, qui envoie de la vapeur dans le trou de forage pour extraire le sable goudronneux, a abaissé le coût de production jusqu'à 5 à 7 dollars le baril. L'industrie pétrolière d'Alberta dépense 20% du gaz disponible et 25% de l'eau, causant des dommages considérables à l'environnement – mais ces considérations n'ont jamais occupé un rang important dans l'esprit des dirigeants de compagnies pétrolières.

Troisièmement, on ne peut écarter la découverte de nouveaux gisements. De la Mer du Nord il y a une génération au champ de Tengis dans la Caspienne plus récemment, de nouveaux bassins ont été mis au jour. Aucun n'est à l'échelle de ceux du Moyen-Orient et aucun n'est aussi bon marché à extraire. Ils ne produisent pas davantage, tous ensemble, suffisamment de brut pour compenser la rapidité de la hausse de la demande. Mais ils peuvent, avec d'autres découvertes futures, ralentir le rythme du développement d'une crise des approvisionnements.

Pour toutes ces raisons il vaut mieux ne pas voir la crise de l'offre à venir comme une limite posée une fois pour toutes, même si, bien évidemment, une telle limite doit être atteinte tôt ou tard. Il vaut mieux formuler l'aspect de la crise en termes de ressources naturelles de la façon suivante : au niveau technologique actuel, et sur la base de ce que l'on sait des réserves mondiales de pétrole, la demande dépasse l'offre, provoquant une hausse des cours et une intensification des efforts des Etats et des multinationales pour s'assurer un accès aux réserves existantes.

Le danger de la situation présente réside autant dans la relation entre la structure du système étatique et l'offre de pétrole que dans la quantité absolue d'hydrocarbures encore présente dans les entrailles de la terre. Il est d'autant plus crucial, à cet égard, que le pétrole soit en cours d'épuisement aux Etats-Unis au moment même où ceux-ci en sont plus dépendants que jamais.

L'augmentation de la demande de pétrole dans d'autres Etats pourvus de stocks domestiques limités, comme l'Inde et la Chine, forcera ces Etats 'à jouer des coudes avec les Etats-Unis, l'Europe et le Japon dans la recherche d'un accès aux rares zones de production contenant des surplus de pétrole, exacerbant ainsi à un degré extrême les pressions concurrentielles déjà à l'œuvre dans ces régions hautement volatiles'. En plus, la rareté du pétrole, qu'elle soit absolue ou relative quant aux ressources d'un pays particulier, ne pourra qu'augmenter l'importance de l'aspect militaire de la sécurité énergétique.⁸

Le pétrole aux Etats-Unis

L'or noir est au cœur du capitalisme américain moderne. La consommation des Etats-Unis est de 25% du total mondial. Le pétrole y fournit 97% du carburant des transports, ce qui signifie un baril sur sept consommés dans le monde. Pour couronner le tout, le pétrole représente 40% de l'énergie totale utilisée aux Etats-Unis.⁹ C'est la même histoire avec l'armée, qui consomme 85 millions de barils par an, ce qui en fait le plus important utilisateur du pays - et peut-être du monde. Ce n'est pas étonnant lorsqu'on sait qu'un char Abrams brûle quatre litres de fuel au kilomètre quant il roule et 36 litres à l'heure lorsqu'il est arrêté, le moteur tournant au ralenti. On a calculé que 70% du poids total des soldats, armes et véhicules de l'armée US pris ensemble est constitué par le carburant.¹⁰

Le pétrole a été découvert pour la première fois aux Etats-Unis. Les énormes sociétés qui se sont constituées autour de sa production sont entrées dans une relation symbiotique avec la gigantesque production automobile qui en dépend. Jusque dans les années 1940, le pétrole était essentiellement une question intérieure dans la mesure où la demande intérieure était satisfaite par l'offre intérieure. Mais vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale il était apparent que la demande domestique rattraperait rapidement la production en déclin sur le territoire américain. Le pétrole devint un thème de politique étrangère et de sécurité nationale à partir du moment où l'économie US devint dépendante de ses importations.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les puits américains fournissaient six barils sur sept utilisés par les Alliés dans le conflit. Mais dès les années 1950, les Etats-Unis importaient 10% de leur pétrole, chiffre qui passa à 18% dans les années 60 pour dépasser 40% dans les années 70. En avril 1988, ce qui avait été jusque là impensable se produisit : la dépendance américaine envers le pétrole importé passa la barrière des 50%. Si les tendances actuelles se confirment, en 2025 la consommation américaine d'hydrocarbures sera de 50% plus importante qu'aujourd'hui. La production intérieure devant rester la même, la totalité de l'augmentation viendra de pétrole importé.¹¹

En même temps que les USA accédaient au statut de superpuissance, leurs dirigeants politiques et militaires insistaient de façon répétitive sur la centralité des fournitures pétrolières pour leur stratégie de sécurité nationale. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le président Roosevelt procéda à une extension remarquable du programme de prêts locatifs *Lend-Lease* (accord passé en 1941 par lequel les USA fournissaient des équipements aux Alliés, au départ en échange de l'utilisation des bases militaires britanniques, NdT), destiné aux puissances alliées du temps de guerre, à l'Arabie Saoudite. Pour rendre l'Arabie compatible avec la loi encadrant ce programme, il dut déclarer que 'la défense de l'Arabie Saoudite est vitale pour la défense des Etats-Unis'. En 1945, le Département d'Etat informait le président Truman que 'en Arabie Saoudite les ressources

pétrolières constituent une source colossale de puissance stratégique, et l'une des primes matérielles les plus importantes de l'histoire humaine'. La même année, le Département d'Etat observait : 'Les ressources pétrolières d'Arabie Saoudite... doivent rester sous contrôle américain dans le double but de supplémer et de remplacer nos réserves en cours d'épuisement, ainsi que d'empêcher que ce potentiel de puissance ne tombe entre des mains inamicales'.

La continuité de la politique de Washington dans ce domaine est remarquable, comme le signalait le secrétaire à la Défense Dick Cheney au Comité du Sénat sur les Services Armés (*Senate Armed Services Committee*) en rappelant que les liens entre les Etats-Unis 'remontaient... à 1945, lorsque le président Franklin Delano Roosevelt rencontra le roi Abdul Aziz sur le USS Quincy, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et affirma alors que les Etats-Unis avaient un intérêt prolongé et continu (*a lasting and continuing interest*) à la sécurité de ce royaume'.¹² Mais malgré la continuité des visées stratégiques américaines, il y a eu de grands changements dans les conditions dans lesquelles cette stratégie a du opérer.

Les défis à la stratégie pétrolière américaine au Moyen-Orient

Le destin du Moyen-Orient est lié aux carburants fossiles depuis le début du 20^{ème} siècle. La chute de l'empire ottoman après la Première Guerre mondiale a donné aux puissances impériales, essentiellement la France et l'Angleterre, ainsi qu'aux compagnies pétrolières, une occasion rêvée de partager entre elles les richesses du sous-sol de la région. Le découvreur des gisements irakiens, le prospecteur arménien fondateur de la Turkish Petroleum Company, Calouste Gulbenkian, forma un consortium qui combinait Anglo-Persian (plus tard BP), Shell, Standard Oil New Jersey (qui devait devenir Exxon), Socony (Mobil), et d'autres dans l'exploitation des réserves de la région sous le nom d'Iraq Petroleum Company. Comme personne ne savait avec certitude où commençaient et finissaient les terres ottomanes, Gulbenkian prit un crayon rouge et traça une ligne sur la carte, entourant la totalité de l'Arabie Saoudite et incluant l'Irak, la Turquie, la Palestine, le Liban, la Syrie. *L'accord de la Ligne Rouge* constituait dès lors un cartel pétrolier de fait dans la plus grande partie du Moyen-Orient.

Dans la même période, et également comme conséquence du déclin de l'empire ottoman, l'Etat d'Israël faisait ses débuts sur la scène du Moyen-Orient. La Déclaration Balfour, en novembre 1917, avait engagé la couronne britannique à concourir à 'l'établissement d'un foyer national juif en Palestine...' La Déclaration Balfour était le signe annonciateur de l'augmentation des colonies juives sur les terres palestiniennes. Le mouvement qui en fournissait la justification idéologique, le sionisme, avait tellement grandi en influence pendant la période d'entre les deux guerres que lorsque Richard Crossman fit, en 1946, un rapport destiné à la Commission d'Enquête Anglo-Américaine sur l'avenir de la Palestine, il écrivit que l'Agence Juive était déjà 'en réalité un Etat dans l'Etat, avec son budget, son cabinet secret, son armée et, par dessus tout, ses services de renseignements. C'est l'organisation la plus dure, efficace et dynamique que j'aie jamais vu et elle n'a pas peur de nous (les Britanniques)'.¹⁴ C'est ainsi que le rapport transpira. Par la création de l'Etat d'Israël, les puissances impériales, essentiellement les Etats-Unis, s'employaient à établir au Moyen-Orient une force capable de fournir une assistance dans le contrôle de ses voisins arabes et de faire rempart aux impulsions anti-coloniales du monde d'après-guerre.

Le journal israélien *Haaretz* décrivait très pertinemment la situation en 1951 : 'Les régimes féodaux du Moyen-Orient ont dû faire des concessions telles aux mouvements nationalistes... qu'ils sont devenus plus réticents à fournir à la Grande Bretagne et aux Etats-Unis leurs ressources naturelles et leurs bases militaires... Renforcer Israël aide les puissances occidentales... Israël doit devenir le chien de garde. Il n'y a pas à craindre qu'Israël entreprenne une politique agressive envers les Etats arabes si c'était contraire aux vœux des USA et de l'Angleterre. Mais si, pour

quelque raison que ce soit, les puissances occidentales préféraient parfois fermer les yeux, on pourrait compter sur Israël pour punir un ou plusieurs Etats voisins dont le manque de courtoisie envers l'Occident aurait dépassé les bornes de ce qui est permis'.

Ronald Reagan exprimait le même point de vue en 1980, à sa manière typiquement brutale, en disant qu'Israël avait 'une armée ayant l'expérience du combat... une force au Moyen-Orient qui est très positive pour les Etats-Unis. S'il n'y avait pas Israël et sa force nous devrions y pourvoir avec la nôtre'.¹⁵

L'année même où le rôle d'Israël au Moyen Orient était défini de façon aussi prophétique dans *Haaretz*, les Américains et les Anglais étaient aux prises avec la révolte contre l'impérialisme pétrolier la plus importante de la période d'après-guerre.

La compagnie pétrolière Anglo-Iranian s'enrichissait avec le brut iranien. Pas l'Iran. L'Anglo-Iranian enregistra 250 millions de livres de profit entre 1945 et 1950, pendant que le gouvernement iranien recevait 90 millions de royalties. En fait, le gouvernement britannique percevait davantage en taxes sur le pétrole iranien que le gouvernement iranien en royalties.¹⁶ L'Etat iranien, avec à sa tête le shah, était instable, dominé par les intérêts pétroliers britanniques qui engendraient un sentiment anti-colonial largement répandu. Alors que des sentiments similaires obligeaient d'autres compagnies installées au Moyen Orient à renégocier des contrats plus favorables pour leurs hôtes, l'Anglo-Iranian choisissait la fermeté. Mais lorsque sa rivale Aramco signa un nouvel accord en Arabie Saoudite, sa position devint intenable. Elle soumit alors un contrat amélioré au parlement iranien, mais il était trop tard.

Le vieillard radical qui dirigeait le comité pétrolier du parlement iranien, Mohammed Mossadegh, déclara : 'la source de tous les malheurs de cette nation torturée est la compagnie pétrolière'. Mais le premier ministre et chef d'état-major de l'armée, le général Razmara, rejeta la motion en faveur de la nationalisation de l'Anglo-Iranian. Quatre jours plus tard il était assassiné par un militant islamique alors qu'il entra dans la mosquée centrale de Téhéran. Mossadegh devint premier ministre et la loi de nationalisation fut passée et entra en application le 1^{er} mai 1951.

La nationalisation de l'Anglo-Iranian Company constituait une crise porteuse d'implications mondiales. La *US Petroleum Administration of Defence* estimait que sans le brut iranien, qui représentait à l'époque 40% de la production du Moyen-Orient, la demande globale dépasserait l'offre à la fin de 1951.

Pour les Anglais, cette perte était une illustration traumatique du déclin impérial alors que l'orchestre jouait pour la dernière fois l'hymne britannique dans la raffinerie géante d'Abadan. La Grande Bretagne se prépara à une intervention militaire. Mais au dernier moment elle renonça.

Une raison de cette hésitation était l'attitude des Etats-Unis. La guerre de Corée venait de commencer et les USA voyaient désormais la politique mondiale à travers le prisme de la Guerre Froide. Churchill, qui avait acheté les parts du gouvernement britannique dans l'Anglo-Iranian 37 ans plus tôt, était furieux de l'attitude américaine. Il confia à Clement Attlee qu'il était 'plutôt choqué par l'attitude des Etats-Unis, qui ne semblaient pas apprécier pleinement l'importance de la grande région s'étendant de la Caspienne au Golfe Persique : elle était plus importante que la Corée'.¹⁷ En réalité, c'était précisément de cela que les Etats-Unis se souciaient, et ils en appréciaient particulièrement l'importance. Ils craignaient qu'une intervention armée n'aggrave encore plus le sentiment anti-colonial et ne donne aux Russes une excuse pour intervenir par le nord. Moyennant quoi l'intervention britannique fut annulée.

Des négociations destinées à ramener l'Iran dans le giron de l'Occident n'aboutirent à rien. Toutes finissaient par achopper sur l'intensité du sentiment anti-britannique qui régnait en Iran. Mossadegh fut toujours, ce qui n'est pas surprenant étant donné le sort de son prédécesseur, très prompt à chevaucher le tigre du mouvement anti-colonial. Aux Etats-Unis, le secrétaire d'Etat Dulles déclara au Conseil de Sécurité Nationale que Mossadegh était un précurseur du

communisme et que cela signifiait que ‘non seulement le monde libre serait privé des énormes actifs représentés par le pétrole iranien... mais les Russes s’empareraient de ces actifs... Pire encore... si l’Iran tombait aux mains des communistes il y a peu de doutes que ce serait rapidement le cas des autres régions du Moyen-Orient, avec près de 60% des réserves mondiales de pétrole...’¹⁸

Une action militaire ouverte fut écartée. Mais pas une action dissimulée. Les Américains et les Anglais approuvèrent conjointement une opération destinée à renverser Mossadegh. Le coup d’Etat qui suivit faillit échouer d’un cheveu, mais finalement l’Iran fut sécurisé pour le Shah et pour les compagnies pétrolières occidentales, essentiellement américaines.

Il n’est pas difficile de discerner dans ces événements l’original du schéma qui devait devenir récurrent au Moyen-Orient, même si ce ne fut pas toujours avec un bonheur égal. Quelques courtes années plus tard, en 1956, une autre nationalisation, celle du canal de Suez, amena à nouveau la Grande Bretagne à deux doigts de l’intervention militaire. A cette époque, les deux tiers du trafic du canal étaient consacrés au pétrole, et encore deux tiers des fournitures de l’Europe passaient par là. La longue histoire impériale de l’Angleterre et de la France en Egypte faisait que la plus grande partie des droits de péage du canal allait aux actionnaires européens, dont le plus important était le gouvernement du Royaume-Uni.

La nationalisation opérée par Nasser occasionna une espèce de panique dans l’élite dirigeante britannique. Quelques mois seulement avant la saisie du canal, le premier ministre Anthony Eden avait déclaré à une délégation russe en visite : ‘Je dois être direct en ce qui concerne le pétrole parce que c’est une chose pour laquelle nous sommes prêts à combattre’. Et il continuait : ‘Nous ne pourrions pas vivre sans pétrole et... nous n’avons aucune intention d’être étranglés’.¹⁹

De telle sorte que cette fois les Britanniques engagèrent une action militaire, avec l’aide de la France et, il est important de le noter, d’Israël. Ce qui en Iran s’était passé dans les coulisses se déroula alors sous les yeux du monde. Les Etats-Unis étaient opposés à l’invasion pour les mêmes raisons qui les avaient fait rejeter une action militaire en Iran – cela enflammerait le nationalisme arabe et donnerait aux Russes une chance d’accroître leur influence au Moyen-Orient. Et quand Nasser bloqua le canal, les Américains refusèrent d’assurer les besoins pétroliers des Européens. Le Chancelier de l’Echiquier s’exclama : ‘Des sanctions pétrolières ! C’est la fin de tout.’²⁰ Il ne croyait pas si bien dire. Il était évident pour ceux qui se donnaient la peine de regarder que c’était dorénavant l’impérialisme US, et non plus l’européen, qui tenait le fouet. Et, en partie parce que ces divisions inter-impérialistes étaient plus profondes dans l’affaire de Suez qu’en Iran, Nasser s’en tira bien mieux que Mossadegh, infligeant à ses ennemis une cuisante défaite. L’aventure de Suez était terminée et les Britanniques évincés du Moyen-Orient.

Après Suez plus rien ne devait être comme avant. Les Britanniques ne devaient jamais revenir comme grande puissance au Moyen-Orient. Ils ne pouvaient plus être présents que dans les fourgons des Etats-Unis. Le modèle américain d’impérialisme économique post-colonial était désormais dominant. La domination directe des empires européens s’écroula devant la vague de l’anti-colonialisme. Mais elle fut remplacée par le pouvoir impérial américain exercé au moyen de la coercition économique, avec l’aide de classes dirigeantes clientes, et, dans les cas extrêmes, par l’intervention militaire ouverte ou déguisée.

Suez eut également un impact dans la montée du nationalisme arabe. Deux ans après, Nasser contribua à un coup d’Etat contre la famille royale hachémite irakienne soutenue par le Royaume-Uni. Le nouveau régime nationaliste annula en 1960 les concessions aux compagnies pétrolières, réduisant massivement leur part dans les champs pétrolifères irakiens. La même année l’Arabie Saoudite, le Venezuela, le Koweït, l’Iran et l’Irak formèrent l’Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole. Une série de réductions des cours provoquées par les *majors* comme BP et Standard Oil avait affecté les revenus des pays exportateurs de brut. L’OPEP (en anglais *OPEC* – *Organisation of Petroleum Exporting Countries*) fut leur réponse.

La montée du nationalisme arabe continua à mettre la pression sur les *majors* pétrolières tout au long des années 1960. La Syrie nationalisa ses champs pétrolifères en 1964 et, deux ans plus tard, augmenta les loyers payés par les compagnies occidentales pour l'utilisation des oléoducs. Mais lorsque la Syrie augmenta la taxe de chargement et exigea le paiement d'arriérés, le cartel des compagnies accepta la hausse du taux mais refusa de payer les arriérés. La Syrie ferma alors le robinet.

Les Etats-Unis et l'Angleterre réagirent en amassant des armes en Arabie Saoudite. Le premier ministre israélien avertit que si les incursions sur son territoire ne cessaient pas l'armée envahirait la Syrie. L'Egypte, agissant comme porte-parole des pays arabes, déclara le 'djihad' et concentra une armée dans le Sinaï. La guerre de 1967 fut pour Israël une victoire rapide et absolue.²¹

La défaite de 1967 constituait pour le nationalisme arabe un épisode dramatique. Mais l'économie variable de l'offre du brut donna à l'OPEP, avec le temps, un plus grand pouvoir. Comme nous l'avons vu, la fourniture de pétrole extrait sur le territoire américain était en déclin. Dans la décennie postérieure à la constitution de l'OPEP il y eut une augmentation de 21 millions de barils dans la demande occidentale d'hydrocarbures. Les deux tiers en étaient satisfaits par le brut du Moyen-Orient. Les producteurs de l'OPEP pouvaient voir que c'était leur pétrole, et non celui des Etats-Unis, qui était important pour l'économie mondiale. En 1973, le cours du pétrole brut était du double de trois ans auparavant. Cette année là, le ministre du pétrole saoudien Sheik Ahmad Yamani déclara : 'Le moment est enfin arrivé. Nous sommes maîtres de notre propre marchandise'.²²

Mais 1973 devait être une année décisive pour d'autres raisons. Alors même que l'OPEP négociait des augmentations du prix du pétrole, l'Egypte et la Syrie, avec le soutien des Russes, attaquaient Israël le jour du jeûne de Yom Kippour. Les Etats-Unis soutinrent Israël, d'abord en aéroportant des fournitures, puis en accordant une aide militaire de 2,2 milliards de dollars. L'OPEP augmenta le prix du baril, désormais à plus de 5 dollars. L'Arabie Saoudite annonça qu'elle interromprait ses livraisons de pétrole à toute nation qui soutiendrait Israël. D'autres Etats arabes firent de même. Les prix bondirent à 16 dollars le baril.

Les Etats-Unis n'étaient plus capables d'augmenter leur production locale pour compenser la pénurie et l'administration Nixon commença à faire des plans pour s'emparer des champs pétrolifères du Moyen-Orient. Elle n'eut pas besoin d'en venir là, les Etats arabes levant l'embargo sur la promesse que les gouvernements d'Europe de l'Ouest soutiendraient la position arabe, même si les fournitures aux Etats-Unis ne reprirent qu'en 1974.

En fin de compte, le Moyen-Orient voyait une décennie particulièrement traumatique pour l'impérialisme se terminer encore plus mal qu'elle n'avait commencé : en 1979, la révolution iranienne renversait le shah. Portée en avant par les grèves et les occupations des champs pétrolifères ainsi que par de massives manifestations de rue, la première expression institutionnelle de la révolution fut l'apparition des *shoras*, conseils populaires porteurs de fortes réminiscences des soviets apparus au cours des révolutions russes de 1905 et 1917. Développer des telles institutions de pouvoir populaire aurait nécessité une gauche douée de plus de clarté que la gauche iranienne. Finalement, le vide politique créé par l'incapacité de la gauche fut rempli par l'ayatollah Khomeini. Dans la phase finale de la révolution, un attaché militaire américain résumait la situation dans un message à Washington aussi impeccablement bref que précis : 'L'armée se rend ; Khomeini gagne. Je détruis tous les dossiers classifiés'.²³

Toutes les compagnies pétrolières étrangères furent expulsées d'Iran. Le pétrole brut atteignit 30 dollars le baril et la crise ne fut atténuée que parce que l'Arabie Saoudite accepta d'augmenter sa production. Les grandes compagnies pétrolières étaient désormais privées de tout

accès direct à l'Arabie Saoudite, l'Irak et l'Iran. L'offre de pétrole à l'Occident était clairement entre les mains des gouvernements du Moyen-Orient.

De la doctrine Carter à l'invasion de l'Irak

Les conséquences de cette série de revers pour l'impérialisme au Moyen Orient, et en particulier celles de la révolution iranienne, furent vastes et prolongées. D'abord, il y eut l'insistance renouvelée de la part de Carter et de ses successeurs sur le fait que toute menace subie par le pétrole du Moyen-Orient serait considérée comme une menace directe contre les intérêts nationaux américains. Deuxièmement, les Etats-Unis en vinrent à s'appuyer bien plus, pour leurs fournitures de pétrole et leurs bases militaires, sur le principal producteur de la région, un Etat conservateur apparemment immunisé contre la vague révolutionnaire, l'Arabie Saoudite. Troisièmement, la guerre qui éclata entre l'Iran et l'Irak amena finalement Washington à 'pencher' (*tilt*) en faveur du régime de Saddam Hussein. *Last but not least*, l'islamisme radical fut considérablement alimenté par la révolution iranienne.

Le résultat immédiat de ces changements fut une humiliation de plus pour les Etats-Unis. Le président Carter était déjà aux prises avec une crise de l'énergie causée par la révolution iranienne lorsque, en réaction en l'accueil aux USA de l'ancien shah, des manifestants iraniens donnèrent l'assaut à l'ambassade américaine à Téhéran et prirent en otage son personnel. Le mois suivant, en décembre 1979, les troupes russes envahissaient l'Afghanistan. Les Américains, comme les Anglais avant eux, craignaient depuis longtemps une poussée russe vers le Golfe Arabo-Persique. Dès lors, l'Iran en proie aux désordres et son voisin envahi, le pire semblait imminent.

La réponse politique américaine fut appelée la Doctrine Carter. Dans son message sur l'état de l'Union, Carter insista : 'Toute tentative, de la part d'une force extérieure, de prendre le contrôle de la région du Golfe Persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des Etats Unis d'Amérique et sera repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris par la force militaire'.²⁴ Dans le sens général, ce n'était pas autre chose qu'une répétition musclée de la doctrine présidentielle courante depuis Truman. Mais, dans les conditions de 1980, cela signifiait aussi que les USA se reposeraient moins sur des auxiliaires locaux que sur leur propre capacité d'intervention militaire directe.

La première tentative d'agir sur la base de la Doctrine Carter ne fut pas heureuse. La crise des otages et l'invasion de l'Afghanistan avaient probablement déjà ruiné la présidence Carter avant qu'il ne se décide à lancer une opération militaire pour libérer les otages. Mais le résultat de la mission scella également le sort du président. Les hélicoptères envoyés pour transporter les équipes de secours vers l'ambassade ayant des problèmes techniques (l'un d'eux s'écrasa dans une tempête de sable), Carter donna lui-même l'ordre d'abandonner la mission. C'était le revers le plus humiliant subi par l'impérialisme US depuis la fuite par le toit du personnel de son ambassade au Vietnam.

La perte de l'Iran légua aux successeurs de Carter une politique sur deux axes : (1) armer jusqu'aux dents les alliés des USA, en particulier l'Arabie Saoudite et (2) s'appuyer, lorsqu'ils l'osaient, sur l'intervention militaire directe. Le second axe étant de loin le plus délicat, l'Arabie Saoudite devint la destination principale des armes américaines en tant que 'producteur favori' dont dépendait la stabilité du marché du brut. Cette politique devait avoir des conséquences graves en se combinant avec un autre produit des événements de 1979, l'armement des talibans pour contrecarrer l'invasion russe en Afghanistan.

Par un coup du sort assez remarquable, un développement abhorré par les Américains, la révolution iranienne, et deux développements auxquels ils contribuèrent, l'alliance avec le régime saoudien et la victoire des talibans, concoururent ensemble à la montée de l'intégrisme islamiste. Et

par leur façon de traiter la révolution iranienne, les Etats-Unis donnèrent un autre tour de vis à cette spirale vicieuse. Le déclenchement de la guerre Iran-Irak fut salué au départ aux USA par un soutien prudent à l'Irak. Mais les Iraniens prenant l'avantage, Washington commença à 'pencher' davantage en faveur de l'Irak de Saddam Hussein. L'aide, militaire et autre, afflua en Irak. Les violations des droits de l'homme en Irak furent ignorées ou excusées par les Etats-Unis. Le mauvais calcul de Saddam, juste deux ans après la fin de la guerre Iran-Irak, persuadé que les Américains allaient accepter son invasion du Koweït, paraît plus rationnel lorsqu'on le regarde à la lumière de ces événements.

Sans doute, si Saddam avait été un peu moins motivé par la dette irakienne et les destructions causées par la guerre contre l'Iran, ou un peu plus attentif à la politique américaine envers l'Arabie Saoudite, il aurait pu se convaincre que les Américains ne toléreraient jamais l'invasion du Koweït. Le premier président Bush l'exprimait en termes non équivoques dans une émission de TV du 8 août 1990 : 'Notre pays importe aujourd'hui près de la moitié du pétrole qu'il consomme et pourrait se trouver confronté à une menace majeure pour son indépendance économique... l'indépendance souveraine de l'Arabie Saoudite est pour les Etats-Unis d'un intérêt vital'.²⁵

Des troupes US et alliées furent déversées en masse sur le Moyen-Orient, en particulier dans des bases d'Arabie Saoudite. Les Saoudiens consentaient à cela dès lors que les bases seraient évacuées aussitôt après la défaite de Saddam. Cela ne devait qu'augmenter la fureur d'Ossama Ben Laden, que le rejet de sa proposition à l'élite saoudienne, dont il connaissait très bien le chef de la sécurité depuis la campagne afghane, de déployer ses combattants arabo-afghans, vétérans du Cachemire et de la Bosnie aussi bien que de l'Afghanistan, plutôt que les troupes américaines pour débarrasser le Koweït de Saddam Hussein, avait déjà poussé à une rupture avec ses anciens commanditaires.

Le déséquilibre militaire grossier de la première Guerre du Golfe assura une défaite rapide et facile de l'Irak, un spectacle résumé de façon sinistre par un pilote US parlant du 'tir aux pigeons' (*'the turkey shoot'*) pour désigner le mitraillage sur la route de Bassorah de militaires et de civils irakiens en retraite. La politique de '*containment*' avec ses zones interdites aux avions, ses incursions militaires et ses sanctions, fit de l'Irak une société brisée dans la décennie qui suivit.. Mais les Etats-Unis eurent aussi à payer un prix pour la guerre – le déclin de leur relation avec l'Arabie Saoudite. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, les années 1990 furent la période dans laquelle le principal soutien à la politique de Washington au Moyen-Orient s'affaissa. L'Arabie Saoudite, le dernier bastion de la stabilité pro-américaine, devenait désormais 'peu sûre' (*'unreliable'*).

Une partie du changement était liée à la politique intérieure saoudienne. Un taux de natalité élevé donnait à ce pays une population dans laquelle 75% des habitants avaient moins de 30 ans et 50% moins de 18 ans. Le revenu par tête, qui était le même que celui des Etats-Unis en 1981 (28.600 dollars) était tombé à 6.800 dollars en 2001. Le chômage avait augmenté, en particulier parmi les hommes jeunes et éduqués, où il était passé de zéro à 30% dans la décennie. Cette situation créa une couche d'intellectuels radicaux mécontents, le groupe même qui avait été crucial, comme nous le verrons au chapitre cinq, dans le développement de nombre de situations révolutionnaires dans le monde à l'ère anti-coloniale. Comme le note Michael Klares, la situation économique saoudienne 'produisit un surplus de jeunes hommes cultivés, ambitieux et souvent hostiles, avec des attentes élevées face à peu d'opportunités économiques – le terrain d'infection idéal pour l'extrémisme politique ou religieux'.²⁶

La situation interne ne pouvait de toutes façons éviter d'entrer en interaction avec la politique internationale. La présence des bases US devint un abcès de contention. La famille royale saoudienne essaya de réduire la colère par une pluie d'or, mais elle ne pouvait briser une

désaffection torrentielle. Pour les Américains cela posait un énorme problème, comme nous l'avons vu. Ayant perdu l'Iran et l'Irak, et l'Arabie devenant moins hospitalière, les Etats-Unis avaient un besoin urgent de redessiner la carte du Moyen-Orient. Quitter le territoire saoudien pouvait peut-être stabiliser le régime, mais cela ne pouvait être fait qu'en s'assurant de nouvelles sources de pétrole et de nouvelles implantations de bases militaires. A partir de là, la politique consistant à 'contenir' Saddam Hussein n'était qu'une perte de temps. Le changement de régime en Irak devait venir tôt ou tard. L'attentat terroriste sur les tours jumelles fit que le moment vint plus tôt qu'on ne l'aurait cru.

La tendance à la diversification

Quelques mois avant l'attentat, en mai 2001, George W Bush annonça : 'la diversité est importante non seulement pour la sécurité énergétique, mais aussi pour la sécurité nationale. L'excès de dépendance envers une source d'énergie unique, en particulier lorsqu'elle est d'origine étrangère, nous rend vulnérables aux chocs des prix, aux interruptions de fournitures et, dans le pire des cas, au chantage'.²⁷ L'administration Bush n'était pas la première à soulever cette question. Cela avait été fait par chacun de ses prédécesseurs depuis qu'il était devenu clair que la production de pétrole américain était en déclin.

Il y a un certain nombre de zones que les Etats-Unis croient capables de remplacer le Moyen Orient comme fournisseurs de pétrole. 'La Mer Caspienne peut... devenir rapidement une nouvelle zone d'approvisionnement', signalait le numéro de 2001 de *US National Energy Policy*.²⁸ La tendance à diversifier avait mené à un accroissement de l'engagement militaire américain dans la région de la Caspienne. En 1999, le Commandement Central US, créé par Carter pour mettre en œuvre sa doctrine d'intensification de l'intervention militaire au Moyen-Orient, vit sa zone opérationnelle agrandie pour couvrir les Etats d'Asie centrale du bassin de la Caspienne. Cette tendance, rendue possible par la chute du Mur de Berlin et facilitée par la guerre du Kosovo, reçut un appoint considérable du 11 Septembre. Comme l'Assistante Secrétaire d'Etat Elizabeth Jones le déclara au Comité des Relations Etrangères du Sénat (*Senate Foreign Relations Committee*) : 'Notre pays est maintenant lié à cette région d'une façon que nous n'aurions pu imaginer avant le 11 Septembre'. L'assistance américaine à la région de la Mer Caspienne au sens large a augmenté de 50% dans la période 2002-2004 par rapport à la précédente période de trois ans.²⁹

La difficulté pour la stratégie américaine de diversification dans la région de la Caspienne est que diversité ne veut pas dire stabilité. Les Etats-Unis sont à l'heure actuelle, dans leur quête de pétrole et comme conséquence des conflits en ex-Yougoslavie et en Afghanistan, attirés dans une partie du monde foncièrement instable qui fait partie de l'ancien empire de son grand rival d'autrefois. En même temps, la Russie se démène toujours pour asseoir son influence chez ses voisins indépendants de fraîche date. 'Il n'est pas passé inaperçu en Russie que certains intérêts extérieurs sont en train d'essayer d'affaiblir nos positions dans le bassin de la Caspienne', disait le ministre des affaires étrangères russe en mai 2000, 'nul ne doit douter que la Russie est déterminée à résister aux tentatives d'intrusion dans ses zones d'intérêts'.³⁰ Rien n'indique peut-être mieux ce danger que le fait qu'en décembre 2002 la Russie ait installé un escadron d'avions de chasse et 700 soldats de soutien près de Bichkek au Kirghizstan – tout près de la base américaine de l'Aéroport International du Kirghizstan à Manas.³¹

Il y a d'autres sources potentielles d'importations de pétroles qui pourraient ne pas être aussi instables que la région de la Caspienne, mais pour les Américains elles présentent des difficultés d'un autre ordre. Les troubles politiques récents au Venezuela présentent au moins autant de dangers pour les Etats-Unis que ce qui s'est passé au Moyen-Orient. Hugo Chávez a déjà joué un rôle dans la crise générale de la politique pétrolière américaine en annulant le projet de privatisation

de l'industrie pétrolière lors de son accession au pouvoir. Le Venezuela est, bien sûr, un des membres non-arabes de l'OPEP, et la politique radicale du régime de Chávez fait de lui un des nouveaux centres du sentiment anti-impérialiste en Amérique latine. La Colombie voisine est productrice de pétrole et pourrait receler des réserves considérables d'or noir non exploité. Mais les livraisons de la Colombie aux USA ont baissé, passant de 468.000 barils en 1999 à 256.000 en 2002, parce que les compagnies pétrolières craignent que le pays ne puisse assurer une stabilité politique.

Ainsi, dans certaines régions importantes où les Etats-Unis cherchent à supplémer ou remplacer les fournitures pétrolières du Moyen-Orient, ils se heurtent à d'autres formes d'instabilité qui, à leur tour, les encouragent à faire usage de leur puissance militaire pour assurer leur 'sécurité énergétique'. Mais il y a un autre problème.

Les Etats-Unis arpentent aujourd'hui la planète à la recherche de nouvelles sources de pétrole. De l'Alberta au Canada à l'ouverture de prospections dans l'*Alaska's Arctic National Wildlife Refuge*, des champs pétrolifères de la Russie à l'Angola et au Nigéria, les plus puissantes compagnies du monde explorent l'économie globalisée en quête de nouvelles réserves d'hydrocarbures. Mais malgré cette activité frénétique, les Etats-Unis sont toujours confrontés à l'énorme problème qu'illustre le débat sur l'*Alaska's Arctic National Wildlife Refuge*. Même si cette étendue naturelle contient les 10 milliards de barils de brut que proclament l'administration Bush et l'industrie pétrolière, elle ne réduira la dépendance des Etats-Unis vis à vis des importations que de 3% par an pendant les 20 prochaines années. L'Amérique doit faire face au simple fait que les ressources disponibles ne changeront rien à sa dépendance envers le Moyen-Orient.

De telle sorte qu'après tout ces efforts pour diversifier, la situation en 2002 était la suivante : Le Canada était en tête des sources d'importation des Etats-Unis, avec 17%, suivi par l'Arabie Saoudite avec 13,7%, le Mexique 13,5% et le Venezuela 12%. L'année d'avant les chiffres étaient Canada 15,4%, Arabie 14%, Venezuela 13% et Mexique 12,1%. Le Canada est en tête depuis au moins 2001. En 2002, les importations américaines en provenance de la région du Golfe Arabo-Persique se montaient à 19,8% du total du pétrole importé. La même année, un total de 40% venaient de nations membres de l'OPEP, qui comportent des pays comme le Venezuela et l'Indonésie qui ne sont pas au Moyen-Orient. Dans un contexte international plus large la situation est la suivante : en 2003 les plus grands consommateurs de pétrole étaient les Etats-Unis (20 millions de barils par jour), la Chine (5,6) et le Japon (5,5). Les premiers importateurs étaient les USA (11,1 millions de barils par jour), le Japon (5,3) et l'Allemagne (2,5).³²

En fait, aucun pétrole au monde n'est aussi abondant, facile à extraire et donc aussi profitable que celui du Moyen-Orient. Même après son hymne à la diversité la *US National Energy Policy* était forcée de conclure : 'La production du Moyen-Orient restera centrale pour la sécurité pétrolière mondiale... le Golfe sera un centre d'intérêt primordial pour la politique énergétique internationale américaine'.³³ Cette tendance à la diversité a aggravé l'instabilité géopolitique en envoyant les canons et les tanks là où vont les prospecteurs. La sécurité énergétique et la sécurité nationale sont conjointes dans la planification stratégique de Washington.

Enfin, et c'est là le plus important, les besoins américains de pétrole sont loin d'être la seule raison pour laquelle ils sont soucieux de dominer la production du Moyen-Orient. Il est peut-être vrai de dire qu'aussi bien l'Europe que la Chine sont aujourd'hui plus dépendants du pétrole de cette région que ne le sont les Etats-Unis. Mais c'est précisément la raison pour laquelle ces derniers sont extrêmement attentifs à ne pas perdre leur emprise impériale sur le Moyen-Orient. Le contrôler n'est pas seulement sécuriser les besoins énergétiques américains, c'est exercer une maîtrise sur les approvisionnements de leurs alliés et concurrents. Et puisque la force dominante des Etats-Unis est maintenant plus militaire qu'économique, il y a une logique à la militarisation du Moyen-Orient – elle est favorable aux multinationales qui n'ont qu'à pénétrer par la porte enfoncée

par la soldatesque. Cela contribue en partie à expliquer les divergences sur la guerre en Irak entre la Russie, la France et l'Allemagne d'un côté, et les Etats-Unis et l'Angleterre de l'autre. La configuration impériale des puissances européennes est l'inverse de celle des USA – leur force économique est plus importante que leur profil militaire. D'où leur préférence pour une solution non militaire à la crise irakienne. Leur préférence a été pleinement démontrée par la manière dont les multinationales américaines ont été favorisées dans le dépeçage économique de l'Irak d'après-guerre.

Du nationalisme arabe au renouveau islamique

Depuis que les pays du Moyen-Orient ont été, à la fin de la Première mondiale, taillés par les grandes puissances dans la dépouille de l'empire ottoman, il y a toujours eu une résistance à cet impérialisme motivé par le pétrole. Elle continue aujourd'hui en Irak, en Palestine, au Liban et parmi les Iraniens, les Syriens et les Egyptiens. Elle n'est pas, et n'a jamais été, loin de la surface dans tous les pays du Moyen-Orient. Cela dit, la forme qu'elle prend, son expression idéologique dominante, a changé.

Le nationalisme, dans ses diverses nuances, a toujours été une éthique puissante. Et dans la plus grande partie de la période postérieure à la Deuxième Guerre mondiale ce nationalisme a souvent été associé avec le communisme. Il y avait à cela deux raisons principales. D'abord, les partis communistes locaux étaient à la fois implantés chez les salariés, les paysans et les pauvres et authentiquement opposés à l'impérialisme. Mais ils étaient aussi, par prédisposition théorique, enclins à faire fusionner la lutte nationale et le combat de classe. Ils s'imaginaient qu'une section de la classe capitaliste indigène, opposée à la structure impérialiste, tendait à subordonner sa politique au besoin, tel qu'ils se le représentaient, de créer un front populaire transcendant les barrières de classe. Ensuite, dans un monde divisé par la Guerre Froide, Moscou trouvait souvent un avantage à se poser en soutien des adversaires de l'impérialisme US. L'aide pouvait être limitée, et toujours dépendante des appréciations de *realpolitik* de l'Etat russe, mais elle avait son poids dans les mouvements anti-impérialistes du monde.

Au bout du compte, cette orientation des partis communistes du Moyen-Orient s'est terminée presque universellement par leur destruction dans les pays les plus importants. En Irak, l'histoire du Parti Communiste est celle d'une série de trahisons de leurs alliés nationalistes. En Iran, les erreurs des communistes dans leurs rapports avec le mouvement nationaliste de Mossadegh avaient conduit à la disparition virtuelle du parti jusqu'à la révolution de 1979. En Egypte, la subordination des communistes au courant nassérien mena à leur anéantissement sous les coups des dirigeants militaires du mouvement nationaliste.

Le sort final des nationalistes a été tout aussi malheureux. Les régimes arabes indépendants des années 1950 ont tous fait leur paix avec le nouvel ordre impérial. La grande charge radicale du nassérisme, le plus puissant de tous les mouvements nationalistes arabes, s'est terminée dans le régime brutal et grotesque d'Hosni Moubarak. La notion héroïque d'un Etat pan-arabe, proclamée par l'Internationale Communiste dans les années 1920, s'est trouvée réduite à la tyrannie du Baas en Irak et en Syrie.

La montée de l'activisme islamique ne peut être expliquée en dehors de ce contexte. L'épuisement du projet nationaliste et l'élimination de l'alternative communiste ont eu pour résultat que le sentiment anti-impérialiste s'est exprimé sous une autre forme. La révolution iranienne de 1979 a été l'épisode unique le plus important de cette transition.

L'épicentre de la révolution iranienne était l'action gréviste des ouvriers du pétrole, mais dès février 1979 tous les éléments de la société iranienne étaient en fermentation. 'L'émeute de la démocratie était en plein essor, avec des mouvements de travailleurs, de femmes, de paysans et de

minorités nationales menant la danse. Des débats fiévreux se tenaient dans toutes les couches de la société iranienne et la gauche avait une audience potentielle énorme'.³⁴ La direction politique de la révolution était disputée entre le courant islamique de l'Ayatollah Khomeini et la gauche.

Pour parvenir à fournir une direction efficace dans ce contexte la gauche aurait dû combiner l'unité de tous ceux qui luttèrent contre le shah avec l'indépendance politique, en particulier sur la question des organisations ouvrières formant la base d'une future contestation réussie de l'Etat existant. Mais le principal parti de gauche, le Tudeh, partageait la vieille approche stalinienne qui considérait la perspective d'une direction indépendante de la classe ouvrière comme prématurée à cause de la nature soi-disant 'sous-développée' du capitalisme iranien. Ils pensaient que la révolution devait d'abord passer par une phase démocratique, de telle sorte qu'ils soutinrent inconditionnellement le gouvernement provisoire et liquidèrent leur base dans le mouvement dont Khomeini était le centre.

Les Fedayin avaient rompu avec le Tudeh à la suite du coup d'Etat contre Mossadegh. A cette époque le Tudeh, dans une répétition générale de son erreur de 1979, avait renoncé à agir de façon indépendante du gouvernement nationaliste. Mais même si les dirigeants des Fedayin reconnaissaient l'échec politique du Tudeh, leur solution était la lutte de guérilla armée. En 1979, cette stratégie était tout aussi incapable que celle du Tudeh de fournir une direction politique indépendante venant de l'intérieur de la classe ouvrière.

C'est cette absence d'organisation indépendante à gauche qui permit à Khomeini et à son mouvement de dominer politiquement la révolution. Des développements semblables, également fondés sur l'échec généralisé de la gauche, ont vu la montée de courants islamiques ailleurs, notamment parmi les Palestiniens et au Liban. Plus largement, comme nous le verrons au chapitre cinq, la relation entre le développement révolutionnaire spontané, l'impérialisme et l'organisation politique est revenue sous des formes nouvelles depuis 1979. De façon cruciale, une décennie après la révolution iranienne, ces débats reprirent vie alors que la 'révolution de velours' se répandait en Europe de l'Est.

Conclusion

Le Moyen-Orient est crucial pour l'impérialisme pour des raisons à la fois économiques et stratégiques. Le pétrole n'est pas uniquement au cœur de toutes les économies modernes dans le sens immédiat que sans lui elles ne fonctionneraient pas. Il dégage également des taux de profit très élevés. Même un Etat qui n'en a pas besoin pour lui-même peut utiliser son contrôle sur le pétrole pour exercer un pouvoir sur d'autres Etats. En fait, les Etats-Unis ont ces trois raisons de désirer avoir un contrôle maximum sur l'or noir du Moyen-Orient. De plus, le Moyen-Orient est une région crucialement stratégique dans la nouvelle géographie impériale du monde d'après la Guerre Froide. Il est au cœur de la masse continentale eurasiennne, avec l'Europe à l'ouest, la Russie et les Etats d'Asie centrale au nord et l'Inde, l'Afghanistan et, plus loin, la Chine au nord-est. La résistance populaire dans cette partie du monde n'a jamais été tolérée très longtemps par les puissances impériales.

Les effets de la fin des Trente Glorieuses et de l'ascension du nouvel impérialisme ne sont pas limités au Moyen-Orient. La mondialisation a remodelé les rapports entre l'Etat, l'économie et le peuple dans tous les coins de la planète, y compris dans les pays avancés. Le chapitre quatre analyse ce processus et l'effet qu'il a eu sur l'organisation politique traditionnelle et la résistance dans les pays qui sont au cœur du système.

4 Mondialisation et inégalité

L'extension énorme du commerce international, de la finance et de la production par des compagnies multinationales est au cœur de la compréhension la plus courante du terme 'mondialisation' (*globalisation*). Cette signification saisit en fait une part importante de ce qui se passe dans l'économie mondiale. Malgré tout, il vaut mieux être plus précis en ce qui concerne le rythme de développement différent de chacun de ces trois domaines.

Le capitalisme a toujours été un système de commerce international. Le système s'étendant, le volume et l'étendue du commerce ont augmenté avec lui. Le commerce international a triplé entre 1870 et 1913, pendant la période où l'Europe et l'Amérique s'industrialisaient. Le protectionnisme de l'entre-deux-guerres diminua le commerce mondial, mais l'hégémonie américaine dans l'économie globale de l'après-Deuxième Guerre mondiale a mené à un retour de la croissance. La valeur des exportations mondiales est passée de 315 milliards de dollars en 1950 à 3.447 milliards en 1990. Le commerce d'après-guerre a été beaucoup plus un commerce de produits manufacturés, essentiellement entre nations industrialisées, que dans la première période qui voyait les nations industrialisées échanger des marchandises contre les matières premières des économies périphériques moins développées.¹

La croissance des transactions financières internationales a été encore plus spectaculaire. Le rapport des transactions de change étrangères au commerce international était de 9 pour un en 1973. En 1992, il était passé à 90 pour un. Les prêts bancaires internationaux ont également connu une croissance très importante. En proportion du commerce mondial ils étaient de 7,8% en 1965 pour se trouver en 1991 à 104,6%. Il y a eu aussi une augmentation massive du marché des dettes d'Etat, qui a abouti à une énorme expansion des titres d'Etat détenus par des 'étrangers'.²

La production mondiale a été plus lente à se développer que le commerce et la finance internationaux. Une grande partie de ce qu'on considère habituellement comme une nouveauté dans la mondialisation concerne ce processus de création de réseaux internationaux de production au moyen d'investissements directs de l'étranger (IDE). Le stock d'IDE dans l'économie mondiale est passé de 68 milliards de dollars en 1960 à 1.948 milliards de dollars en 1992. Cela a constitué une augmentation en pourcentage d'IDE dans la production mondiale de 4,4% à 8,4% durant la même période. Mais plus de 90% de ces IDE sont concentrés dans dix pays développés, et environ 66% sont en provenance des Etats-Unis, de l'Allemagne, de la Grande Bretagne et du Japon.³

L'extension internationale du système capitaliste a incontestablement augmenté le pouvoir des grandes compagnies multinationales. Selon certaines estimations, les 300 premières multinationales comptent pour 70% des IDE et 25% du capital mondial. Les ventes des 350 sociétés les plus importantes constituent le tiers des produits intérieurs bruts combinés des pays capitalistes avancés.⁴ Les sociétés trans-nationales sont à la tête de 75% du commerce des services. Elles contrôlent aussi 80% des terres dont les récoltes sont exportées.⁵

Mais nous devons être prudents en attribuant l'accroissement du pouvoir de ces sociétés à la seule croissance du marché mondial, comme tendent à le suggérer les représentations les plus économes de la mondialisation. Certaines importantes 'loupes politiques' ont pu exagérer l'impression d'une augmentation irrésistible de la puissance des multinationales.

Le grand cycle des défaites de la classe ouvrière qui a commencé au début des années 70 est au moins aussi important dans l'explication de l'accroissement de la puissance du *big business* durant les 25 dernières années. Ces défaites ont largement contribué à détruire le consensus de

l'Etat providence qui dominait dans les élites gouvernementales depuis les années 50. Ce qui à son tour a frayé le chemin à l'orthodoxie économique néo-libérale qui a tant fait pour faciliter et légitimer la mondialisation. Ce processus a permis en particulier de transformer la notion d'Etat, d'une représentation dans laquelle le gouvernement agit comme un facteur d'équilibre et un correctif aux forces du marché, en une idéologie du gouvernement considéré comme serviteur et avocat du big business.

Et sans la chute du mur de Berlin et l'installation d'un capitalisme à l'occidentale en Russie et en Europe de l'Est, l'idéologie de la mondialisation n'aurait pu avoir le poids qu'elle a acquis au cours des dix dernières années. Après tout, que serait la mondialisation si la moitié du monde industrialisé demeurait hors de sa portée ? Mais le mur de Berlin est tombé, et les économies d'Europe de l'Est ont subi dans toute sa violence la vague de 'destruction créatrice'. Le triomphe du marché fut cependant de courte durée, ses conséquences mal vécues, et l'instabilité qu'il apportait devint un facteur essentiel de la tendance à la guerre.

L'Etat et la mondialisation

S'il est clair que le rôle de l'Etat a été modifié de façon significative par la mondialisation, il n'a pas été pour autant affaibli. Même dans les domaines 'd'ingérence' directe des gouvernements dans l'économie, le diable soi-disant banni dans les années Thatcher-Regan, les faits ne correspondent pas à l'idéologie. Du sauvetage de la *Savings and Loans* par la Réserve Fédérale américaine pendant la récession des années 1990 aux aides apportées aux compagnies aériennes en difficulté dans la dernière récession, il y a beaucoup plus de 'keynésianisme' dans l'air que les hérauts du libre marché ne consentent à l'admettre.

Les fonctions de police domestique et internationale de l'Etat n'ont pas davantage été réduites par la croissance de la production mondiale. Pour donner seulement un exemple pertinent, la croissance de la production globale a créé, comme de juste, une classe ouvrière internationale et donc un marché du travail mondial. Ce qui, à son tour, crée une migration internationale de la main d'œuvre, de la même façon que les débuts de l'industrialisation ont aspiré la main d'œuvre des campagnes vers les villes manufacturières du Nord et les métropoles de l'Angleterre au 19^{ème} siècle. La tentative de contrôler ce processus à son profit a énormément accru les pouvoirs de police de l'Etat en matière d'immigration et d'asile politique.

Sur le plan international, l'Etat reste indispensable par son soutien aux activités des multinationales. Personne ne propose, même les néo-libéraux les plus hystériques, le retour à l'enfance du système capitaliste, où des sociétés comme la *East India Company* possédaient leurs propres troupes. L'action militaire, ou la menace d'intervention armée par l'Etat, reste le dernier recours pour toute grande société capitaliste dont les marchés ou les sources d'approvisionnement sont menacées par des rivaux internationaux, qu'ils soient des Etats, d'autres sociétés, ou des populations étrangères insensibles aux charmes du libre échange.

Ce sont donc là les dimensions dans lesquelles le rôle de l'Etat demeure le même que dans le passé. Mais la mondialisation a également mis en branle certaines tendances contradictoires. De façon cruciale, la mondialisation a accéléré la tendance des Etats à contrôler le développement du système au moyen d'organisations internationales et intergouvernementales.

L'Organisation Mondiale du Commerce, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, l'Union Européenne, l'Otan et toute une série de corps similaires ont été essentiellement mis en place par les USA dans le but de donner forme au système post-1945, mais elles ont connu un regain d'intérêt du fait de la mondialisation. Aucune de ces institutions ne peut s'opposer à l'autorité des Etats-nations qui les composent. Elles sont tout autant le lieu de conflits et de blocages que l'embryon d'un 'gouvernement international', mais elles représentent une tentative,

particulièrement de la part des Etats les plus importants, de coordonner leur réplique aux forces incontrôlables libérées par la croissance des forces du marché. C'est là que se situe la tendance supranationale favorisée par la mondialisation.

En réaction à ce processus, un renouveau du nationalisme se trouve alimenté, qui peut prendre toutes sortes de formes. Les nations appauvries par la mondialisation et exclues du club des élites des grandes puissances peuvent réagir en exprimant un certain nationalisme. C'est un trait constant de la politique russe et des Etats des Balkans depuis la chute du stalinisme, en Chine, en Irak, et en Indonésie depuis la chute de Suharto. Même au cœur du système, la peur et l'insécurité, le sentiment d'impuissance qu'éprouvent les gens ordinaires lorsqu'ils se trouvent confrontés aux bureaucraties internationales privées aussi bien qu'étatiques, s'expriment sous la forme d'un nationalisme réactionnaire, comme par exemple chez le dirigeant autrichien Jorg Haider ou l'ancien premier ministre italien Berlusconi.

La quête d'une identité culturelle stable au sein d'un monde changeant et imprévisible nourrit aussi de nombreux mouvements nationalistes cherchant à se dissocier des Etats-nations. Le nationalisme écossais, le séparatisme basque et le nationalisme palestinien ont leurs équivalents plus ou moins musclés, plus ou moins progressifs dans toutes les parties du monde. La montée de l'islam peut aussi être analysée dans ce contexte. Aucune formule simple concernant la nature progressive ou réactionnaire des mouvements islamiques n'est appropriée. Il est clair que l'Islam des combattants du Hamas en Palestine, ou des militants du FIS en Algérie, n'est pas le même que celui professé par la famille royale saoudienne. Mais la racine sociale, qui est le niveau auquel nous considérons ici la question, comporte des similitudes – un désespoir lié à l'impossibilité de trouver un sens à un monde social de plus en plus dominé par des monolithes énormes et distants dont le pouvoir sur les vies de millions de personnes semble absolu.

Dans les démocraties industrialisées le changement dans la fonction de l'Etat – moins 'pourvoyeur de protection sociale' et plus 'agent des milieux d'affaires' – a érodé les aspects démocratiques de la machine étatique.

L'idéologie qui théorisait ce changement était le néo-libéralisme. Mais Margaret Thatcher ne l'a pas inventé lorsqu'elle est venue au pouvoir en 1979. C'est à l'administration travailliste de James Callaghan, qui l'avait précédée, que revient ce mérite. C'est le gouvernement Labour qui avait accepté les termes du programme d'austérité proposé par le FMI en 1976. La condition principale du prêt du FMI, sur laquelle insistait le Trésor US, était la réduction du déficit budgétaire par l'action sur la demande. Les taux d'intérêt devaient être relevés et les dépenses gouvernementales réduites. Des coupes sombres dans les salaires, l'emploi et la protection sociale devaient être la marque du 'contrat social' auquel les syndicats avaient consenti pour tirer le gouvernement de ses difficultés. Comme le note Colin Leys :

A partir de 1976 le Parti travailliste devint donc 'monétariste'. Ses dirigeants acceptèrent l'idée que le plein emploi ne pouvait plus être le résultat des dépenses gouvernementales mais devait être recherché dans la croissance du secteur privé. Pour que l'investissement privé nécessaire ait lieu, les prix devaient refléter les vraies valeurs, ce qui à son tour imposait d'évacuer l'inflation du système et de permettre le libre mouvement du capital. En 1978, les fonctionnaires du Trésor se préparèrent à abolir le contrôle des capitaux.⁶

Margaret Thatcher vint au pouvoir après les grèves dures de l'Hiver du Mécontentement. Elle supprima immédiatement les contrôles sur le mouvement international des capitaux et releva de façon dramatique les taux d'intérêt. Elle utilisa à la fois la loi et le chômage de masse comme armes dans une série de batailles titanesques destinées à briser la puissance des syndicats. Au cours de cette offensive elle marginalisa également les vieilles barbes de son propre parti. Le résultat fut la destruction du consensus d'Etat providence des décennies précédentes.

Les mesures des gouvernements Callaghan et Thatcher étaient fondamentalement une réponse à l'effondrement de la longue prospérité d'après-guerre. Leur politique, et son équivalent américain dans les années Reagan, a aussi contribué à mettre en place le monde dérégulé de la mondialisation-globalisation. Comme dit Colin Leys : 'L'économie globale fut donc la création des Etats, menés – ou poussés – par les USA et le Royaume-Uni, mais dès qu'elle prit forme et poids les forces du marché qui se développaient en son sein eurent un impact de plus en plus important sur les économies de ces Etats...'⁷

Ces changements étaient politiques aussi bien qu'économiques et sociaux. Lorsque le travail des administrations Thatcher et Major fut terminé, il y avait eu un changement important dans le système politique britannique. L'adaptation de l'Etat à la tâche consistant à promouvoir une économie déréglementée nécessitait une altération considérable de ses structures. Le pouvoir fut plus centralisé, l'espace démocratique à l'intérieur de l'Etat réduit, et le rôle direct des principales compagnies dans la gestion de la société notablement accru.

Ce changement ne se limite pas aux privatisations extensives des industries nationalisées, ni à la massive dérégulation des marchés qui a réduit le degré du contrôle étatique sur l'économie. Il a atteint aussi la façon de fonctionner de l'Etat lui-même :

En 1975 la fonction publique était encore... dirigée par un petit corps de fonctionnaires patriciens s'employant à une gestion socio-économique prudente et à une adaptation progressive à un changement social évolutif. Dès 2000 elle avait été éclatée en un ensemble de ministères de petite taille, centralisés et mettant en œuvre une politique, dirigés par des fonctionnaires dont la promotion était due à leur style libre entreprise ; et une large couche d'agences d'exécution nationales et locales, soit rattachées à un ministère, comme le Service des Prisons, ou les curieusement nommées « organisations non-gouvernementales quasi-autonomes » ('*quasi-autonomous non-governmental organisations*' ou « quangos ») comme l'*Office for Standards in Education* (« Ofsted ») ou les autorités régionales de santé, organisées sur le mode de l'entreprise avec des directeurs payés aux résultats.⁸

De plus, en 1975 les gouvernements locaux avaient un pouvoir discrétionnaire considérable en matière de recettes fiscales et de dépenses, dirigeaient les écoles, les services sociaux et les soins de longue durée. En 2000, ces responsabilités avaient été ôtées aux représentants locaux élus.

Ceux qui entendaient protester contre ces changements n'étaient pas seulement confrontés aux lois syndicales les plus restrictives d'Europe occidentale, mais faisaient face à un barrage de lois nouvelles limitant les libertés publiques : le *Public Order Act* de 1986, le *Criminal Justice Act* de 1994, le *Security Service Act* de 1996, le *Police Act* de 1997 et le *Terrorism Act* de 2000. Une nouvelle avalanche de lois anti-terroristes suivit l'attentat du World Trade Center et ceux de Londres en 2005.

Cette centralisation de l'Etat et les restrictions apportées à ses aspects démocratiques déjà limités ne sont pas seulement le résultat de l'impact de la politique économique néolibérale et de la mondialisation. Ces dernières ont très certainement besoin d'un Etat qui fonctionne de façon plus ouverte et plus brutale pour rendre la population plus docile aux décrets du marché mondial. Mais le changement, au cours de la dernière décennie, de l'ordre impérial international, la naissance d'un nouvel impérialisme, la succession de conflits militaires dans lesquels le Royaume-Uni a joué un rôle qui n'était second qu'à celui des Etats-Unis, ont également accéléré cette transformation dans la morphologie interne de l'Etat.

La croissance des multinationales, et leur association étroite avec les Etats nationaux constituent toutes deux des aspects d'un système impérial, comme le marxiste russe Nicolas Boukharine l'avait fait remarquer dès les premières années du 20^{ème} siècle. Ces deux aspects de l'impérialisme tendent à vider de son contenu le système parlementaire, le pouvoir se trouvant

concentré dans l'exécutif et les éléments non électifs de l'Etat. La classe dirigeante moderne est moins un hybride d'éléments différents et davantage concentrée dans ses grosses unités économiques avant même que sa volonté ne soit exprimée collectivement par l'Etat. Comme le dit Boukharine :

A mesure qu'il croît en importance, le pouvoir gouvernemental modifie sa structure interne. Il devient plus que jamais le « comité exécutif des classes dominantes ». Certes, il a toujours reflété les intérêts des « couches supérieures ». Mais, dans la mesure où ces couches supérieures constituaient une masse plus ou moins amorphe, le pouvoir organisé faisait équilibre à la classe (ou aux classes) inorganisée(s), dont il incarnait les intérêts. Aujourd'hui, les choses se modifient radicalement. Désormais l'appareil gouvernemental incarne non seulement les intérêts des classes dominantes, mais encore *leur volonté collectivement déterminée*. Il fait équilibre non pas à des membres épars des classes dominantes, mais à leurs organisations... Il y a là une des principales causes de la crise du parlementarisme... le parlement n'est plus, aujourd'hui, qu'un décor où l'on fait appliquer les décisions préalablement élaborées dans les organisations patronales et où la volonté collective de l'ensemble de la bourgeoisie organisée puise uniquement sa consécration formelle. Un « pouvoir fort » ... constitue l'idéal du bourgeois moderne.⁹

Il se peut que Boukharine ait sous-estimé le degré auquel la concurrence, même entre de très grosses firmes capitalistes multinationales, peut continuer à produire des divisions entre elles lorsqu'elles sont confrontées à l'Etat, mais il met malgré tout en évidence un important changement dans rapports de pouvoir entre l'Etat moderne et les sociétés multinationales.¹⁰

L'une des conséquences politiques les plus importantes de ces changements dans les rapports entre l'Etat et le capital multinational a été d'augmenter le sentiment d'aliénation populaire vis-à-vis des énormes structures bureaucratiques qui dominent la vie des gens ordinaires. Cette aliénation politique, toujours caractéristique du capitalisme moderne, est désormais magnifiée par l'échelle même des institutions, étatiques et privées, qui font face à la population laborieuse.

La proportion des gens ayant 'plutôt' ou 'tout à fait' confiance dans le parlement est passée de 54% en 1983 à 10% en 1996, la dernière année complète du règne des *Tories*. Elle n'est remontée qu'à 14% sous le New Labour. La confiance dans la fonction publique met en évidence un schéma similaire. Elle est passée de 46% en 1983 à 14% en 1996 et n'est remontée qu'à 17% sous les travaillistes. Seulement 22% du public fait confiance au *big business* contre 65%.¹¹

Pour la plupart d'entre nous, ces corps semblent hors d'atteinte. Il n'y a aucun moyen de leur faire parvenir des plaintes ou des protestations, pour ne pas parler d'une véritable influence. Il y a un pic de pollution, des accidents ferroviaires fatals se produisent, dans les hôpitaux des malades meurent faute de soins appropriés, les épargnes disparaissent, les conditions de travail sont aggravées unilatéralement et les tentatives d'obtenir un dédommagement personnel commencent et finissent le plus souvent par le répondeur automatique des grandes administrations. Le 'mieux' que les plaignants peuvent obtenir est d'avoir finalement accès à un autre être humain sur lequel ils peuvent enfin déverser leur frustration. Cette personne est, sans exception, un autre travailleur et non le chef de service, pour ne pas parler du directeur, dont les décisions sont à la base de toute l'affaire. Cette frustration a atteint de telles proportions épidémiques que dans les services où le personnel est en contact avec le public il doit être protégé physiquement par des écrans, comme c'est le cas aujourd'hui dans les bureaux de chômage, et des affiches sont apposées avertissant le public des peines encourues pour l'agression du personnel, comme dans les bus ou les stations de métro londoniens à l'heure actuelle.

Tout cela est aggravé par le jargon ridicule, inspiré du marché, qui semble promettre exactement le contraire de cette frustration. Les trains d'aujourd'hui transportent des clients et non plus des passagers ou des usagers. Les infirmières elles-mêmes prodiguent leurs soins à des clients,

et plus à des patients. Un choix de consommation stupéfiant est offert par les mêmes grandes sociétés. Les contrats de clientèle offre des droits irrévocables. Les mécanismes quasi-universels censés garantir la responsabilité – réglementation, inspection, ciblage et audit – ne font en fait qu’empirer les choses. ‘Des changements censés les rendre plus responsables envers le public ne fait en pratique que les assujettir davantage à un contrôle central. Loin d’améliorer la confiance du public, ils ont souvent l’effet contraire’.¹²

Cette aliénation, s’ajoutant à l’aliénation générale causée par l’inégalité croissante, les exigences de plus en plus intenses du processus de travail et l’érosion de la protection sociale, a commencé à trouver une expression politique.

L’inégalité au cœur du système

Il y a un indice qui démontre cette situation générale plus clairement que tout autre – l’aggravation de l’inégalité. Aux Etats-Unis, le rapport entre le revenu moyen d’un ouvrier et celui d’un cadre supérieur était de 1 à 30 en 1970. Il était de 1 à 500 en 2000. Les revenus des 0,1% supérieurs ont augmenté, en termes de portion du revenu national, de 2% en 1978 à 6% en 1999. Pendant la même période, la part des 1% supérieurs s’est élevée à près de 15% du revenu national, chiffre proche de celui des années 1930.¹³

On retrouve la même image partout où l’on porte le regard. Le Rapport sur le Développement Humain des Nations Unies de 1999 relevait que ‘les pays d’Europe de l’Est et de la CEI ont enregistré les plus importants accroissements de tous les temps... en termes d’inégalité sociale. Les pays de l’OCDE ont aussi enregistré de fortes hausses des inégalités après les années 1980’.¹⁴

En Grande Bretagne, le revenu original du cinquième supérieur des foyers est aujourd’hui 18 fois plus important que celui du cinquième inférieur, selon les propres chiffres du gouvernement. Même après impôts et allocations, le cinquième supérieur est toujours quatre fois plus riche que le cinquième inférieur. Pourtant, bien qu’ils soient 18 fois plus riches, ceux d’en haut ne paient que deux fois plus d’impôts, en pourcentage de leur revenu brut, que ceux d’en bas (24% contre 12%).

De plus, l’inégalité a nettement augmenté en Grande Bretagne dans les 20 dernières années. Les chiffres gouvernementaux concernant le revenu disponible montrent une montée rapide de l’inégalité dans la deuxième moitié des années 1980, une légère descente au milieu des années 1990, et une remontée, sous le New Labour, aux niveaux des années Thatcher. Ce qui est ‘en complète opposition avec la situation dans la première partie de la période d’après-guerre. Depuis les années 1940, le revenu moyen a progressé, et, jusqu’à la fin des années 1970, il a progressé plus vite dans les groupes à bas revenus’.¹⁶

L’inégalité est aussi importante, dans l’évaluation de la stabilité d’une société, que les niveaux de pauvreté absolue. S’il n’y avait que la pauvreté absolue pour générer de hauts niveaux de résistance sociale, il n’y aurait jamais eu de grèves générales ou de révolutions après les premières années de l’industrialisation. Peu de gens, dans la Grande Bretagne moderne, se lèvent le matin pour vivre une nouvelle journée et sont satisfaits de penser qu’au moins ils ne vivent pas comme les ouvriers des filatures du 19^{ème} siècle. Ils se posent des questions différentes. La vie de mon enfant va-t-elle être plus dure que la mienne ? Est-ce que nous recevons, nous qui faisons le travail, une part équitable de la richesse que nous voyons autour de nous dans la société ? Ce n’est donc pas, comme Marx le faisait observer, le niveau de la pauvreté absolue mais celui de la pauvreté socialement relative qui compte.

Dans un moment étrangement marxiste, l’Office gouvernemental des Statistiques Nationales nous a fourni un instantané de la pauvreté relative au début du 21^{ème} siècle. Dans des entretiens avec des sujets sélectionnés par le *General Household Survey* (enquête générale dans les foyers)

figuraient des items considérés comme des ‘nécessités’ : un lit, le chauffage, une maison isolée de l’humidité, la possibilité de rendre visite à des parents ou amis à l’hôpital, deux repas par jour et le remboursement des frais médicaux.¹⁸

L’étude découvrit que quatre millions de personnes ne font pas deux repas par jour, ou ne mangent pas de légumes et fruits frais. Près de 10 millions ne parviennent pas à maintenir leurs maisons chaudes, sans humidité ou dans un état de décoration décent. Encore 10 millions ne peuvent se permettre une épargne régulière de 10 livres (15 euros environ) par mois. Environ 8 millions n’ont pas d’accessoires ménagers essentiels comme un réfrigérateur ou une moquette dans leur lieu de vie permanent. Et 6,5 millions sont trop pauvres pour se vêtir convenablement. Les enfants sont spécialement vulnérables – 17% sont privés de deux items essentiels et 34% d’au moins un.

Nous ne devons pas nous figurer que ces conditions n’existent que pour une ‘sous-classe’ limitée. Au commencement du 21^{ème} siècle, l’OCDE estimait qu’à un moment donné, sur une période de six ans, 55% des individus vivant en Grande Bretagne avaient connu la pauvreté. Même lorsque les allocations et les aides étaient prises en compte, le chiffre restait de 40%.¹⁹ Ces chiffres sont des pourcentages de la population totale, incluant les classes moyenne et supérieure. Si nous recalculons les pourcentages pour qu’ils montrent la proportion de la classe ouvrière vivant dans la pauvreté (la seule classe qui, d’une façon générale, est affectée par la pauvreté), nous devons conclure qu’une majorité substantielle des travailleurs ont, à un moment donné sur une période de six ans, connu la pauvreté.

Cela dit, il n’y a pas seulement la question de savoir ce que les travailleurs pauvres (*working poor*) ont à dépenser à la fin du mois, de la semaine ou de la mission. L’intensification du travail et l’insécurité de la vie au travail font aujourd’hui partie du matériel combustible qui s’accumule à la base de la société. La fin du consensus de l’Etat providence, le déclin de l’éthique du service public et la montée du consumérisme piloté par le marché de l’ère Reagan-Thatcher ont eu des conséquences profondes sur les conditions de travail dans de nombreux endroits. La défaite des syndicats, dans les années 80, a réduit le degré de contrôle quotidien sur leur environnement de travail dont de nombreux salariés bénéficiaient.

Les contrats à durée déterminée, le temps partiel, les schémas de flexibilité, la multiplication des cadres moyens et des équipes de surveillance, l’évaluation et la notation constantes, les codes disciplinaires punitifs, les longues journées de travail, les courtes vacances et les ‘dégraissages’ (*downsizing*) permanents ont aggravé de façon dramatique le vécu professionnel de beaucoup de salariés.

Que signifie tout cela ? Seulement ceci : que depuis moins d’une génération la vie des travailleurs est devenue plus dure, plus rude et plus difficile. C’est une chose simple à dire. Mais ses conséquences politiques sont profondes, en particulier lorsqu’à l’autre bout de la société c’est quelque chose de totalement opposé qui se passe.

La classe dominante et les couches supérieures de la classe moyenne ont connu en effet un quart de siècle très différent. Elles sont devenues considérablement plus riches. Juste au début du 21^{ème} siècle, des chiffres gouvernementaux révélaient que ceux qui gagnent le plus en Grande Bretagne jouissaient de la plus grande part du revenu national depuis les années Thatcher. Le cinquième le plus riche de la population contrôle 45% de la totalité de la richesse disponible. Les cadres de direction des plus grandes sociétés britanniques ont vu leurs salaires augmenter de 92% dans les dix dernières années, plus du double de la hausse du salaire moyen.²⁰ Non seulement les riches sont plus riches, mais ils s’enrichissent plus vite sous le New Labour. Dans les deux dernières années du gouvernement conservateur les riches ont vu leur revenu augmenter de 4,3%. Mais dans les deux premières années du gouvernement New Labour le chiffre a été de 7,1%.

Un important changement culturel a été produit par cette situation. Son aspect le plus évident est la fin de l'éthique de service public qui était épousée, du moins publiquement, par les couches gouvernementales à l'ère du consensus d'Etat providence. L'éthique du marché aujourd'hui dominante a donné naissance à un culte sans masque de la richesse. Comme le note un rapport, 'la redistribution de la richesse nationale au bénéfice d'une étroite élite privilégiée a mené à l'apparition dans cette couche d'une mentalité de type « *Roaring Twenties* » (folles années vingt). La consommation ostentatoire est *de rigueur* (en fr.) ; le magazine masculin *Arena* informe ses lecteurs que les ventes de champagne, de cocaïne et de voitures de sport n'ont jamais été aussi élevées au Royaume-Uni.'²²

Mais, plus important que l'étalage de la consommation des classes moyenne et supérieure est désormais l'isolement du reste de la société qu'elles cultivent, ce qui est une conséquence inévitable de l'inégalité croissante. Des maisons équipées d'alarmes, surveillées par l'œil sans faille des vidéos en circuit fermé, jaillissent les BMW, les Saab, les Audi et les 4x4, déposant les gosses dans des écoles de plus en plus discriminées en termes de classe, même lorsqu'elles ne sont pas privées. Ou ils prennent le train aux heures de 'pic' pour lesquelles même les tickets de seconde classe sont au delà des moyens d'une personne ayant un salaire médian. Ils prennent des vacances deux ou trois fois plus régulièrement que les gens de la classe ouvrière, rêvant d'une retraite anticipée et d'une deuxième maison à l'étranger. En même temps que décline l'Etat providence traditionnel, celui des riches – stock options, plans de retraite, parachutes dorés, frais de déplacement, assurance maladie privée, etc. – ne fait que se renforcer.

Ce mode de vie est validé pour les riches de mille façons – dans les films et feuilletons, dans les suppléments du dimanche et dans les magazines désormais divisés en sections relatives à leurs maisons (intérieur et extérieur), leur jardins, leurs vacances, leurs voitures, leur jogging, leur vêtements, leurs restaurants et plats favoris. Et pour les assister dans ces tâches pénibles, une nouvelle race de travailleurs domestiques a fait son apparition, ou plutôt son retour longtemps après la disparition des gens de maison – nettoyeurs, nurses, baby-sitters, jeunes filles au pair, tuteurs, gouvernantes, cuisiniers, jardiniers, chauffeurs et secrétaires. En vérité, les dépenses de service domestique ont quadruplé, passant à 4 milliards de livres entre 1981 et 1998, et 'la plus grande partie était concentrée dans les foyers situés au sommet de l'échelle des revenus et à Londres'.²³

Dans les milieux situés au-dessus de la classe moyenne supérieure, il est très rare de rencontrer une personne de la classe ouvrière autrement que dans une relation de subordination sur le lieu de travail, un assistant des ventes ou quelqu'un employé pour travailler pour eux dans leurs maisons. Le gouffre qui se creuse entre les classes dirigeantes et le reste de la société produit un 'darwinisme social' extrême. Ils se croient supérieurs aux autres tout simplement parce qu'ils sont au dessus de la pile. C'est leur intelligence, savoir-faire, flair, bon goût, présence d'esprit qui les a hissés où ils sont. Le reste, ceux qui souffrent de 'l'exclusion sociale', doivent être assistés. Attention, pas de charité. De l'amour dur. De l'encouragement pour ceux qui s'en sortent. Les profiteurs d'une 'culture de la dépendance', les 'demandeurs d'asile fictifs', ceux qui refusent de se 'moderniser', les ennemis des 'réformes' doivent être balayés. En d'autres termes, le paternalisme victorien est de retour en qualité d'idéologie dominante des classes gouvernantes. Mais comme ce n'est pas comme ça que le monde fonctionne, la contrepartie inévitable du paternalisme victorien est elle aussi revenue – l'hypocrisie victorienne.

Cette idéologie est à peu près universelle dans la classe dirigeante, mais elle ne l'est pas autant dans les classes moyennes. Les moins favorisées des sections de la classe moyenne ne peuvent compter uniquement sur le privé pour des choses essentielles comme la santé, les retraites, l'éducation et les transports. Elles dépendent, elles aussi, de l'Etat providence. Certains chefs de service, directeurs d'école, conférenciers, fonctionnaires de rang moyen, dirigeants de conseils locaux, regrettent la disparition de l'éthique du service public alors même qu'ils président à sa

destruction. Leur travail est devenu l'objet de cette forme moderne de taylorisme qui détruit les emplois. C'est une des raisons pour lesquelles le scepticisme sur la politique économique et sociale néolibérale est si profond dans la population générale.

L'inégalité globale

Le capitalisme a toujours approfondi le fossé entre les riches et les pauvres. Même ce champion infatigable de la mondialisation qu'est *The Economist* a dû noter que 'pendant les deux derniers siècles de croissance économique rapide, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres s'est creusé dramatiquement'.²⁴ Une étude menée par des économistes de la Banque Mondiale montre que le rapport entre les pays les plus riches et les plus pauvres était de 8 pour 1 environ en 1870, de 38 pour 1 en 1960 et de 45 pour un en 1990.²⁵ Les 20% de nations les plus riches disposent de plus de 84% du PIB global, de 84% du commerce mondial et de 85% de l'épargne intérieure. Ils utilisent 85% du bois de la planète, 75% des métaux usinés et 70% de l'énergie du monde.²⁶

La propagation des doctrines néo-libérales et la déréglementation qu'elles préconisent a provoqué des conséquences économiques encore plus désastreuses dans la plus grande partie du monde. Les chiffres de la Banque Mondiale sur la pauvreté nous en fournissent un important indicateur :

Ces chiffres, rapidement devenus les chiffres économiques les plus cités du monde, montrent qu'à peu près un quart de la population mondiale vit en dessous du niveau inférieur de pauvreté (1\$ par jour) et à peu près la moitié au dessous du niveau de pauvreté supérieur (2\$). Les pourcentages ont décliné très lentement dans les deux régions les plus pauvres, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, et fortement en Chine et d'autres parties de l'Asie du Sud-Est ; mais ils ont augmenté très fortement dans les pays de l'ancienne Union Soviétique. Sur les dix années couvertes par ces estimations le nombre total des pauvres du monde... est, soit resté le même, soit a augmenté.²⁷

Au cours des 50 dernières années l'écart entre les nations riches et les nations pauvres s'est aggravé. Il n'est pas différent à l'ère de la mondialisation. Entre 1960 et 1995, le taux de croissance des pays en développement (y compris la Chine, la Corée du Sud et l'Indonésie) était de 1,3% par an. Dans les pays riches il était de 2,4%.²⁸

La FAO (*Food and Agriculture Organisation* – Organe de l'ONU) note que le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté de 18 millions entre 1995-97 et 1991-2001. 'Les chiffres pour les pays en développement dans leur ensemble indiquent que le nombre de gens sous-alimentés s'est accru en réalité de 4,5 millions par an' durant cette période. Parmi les 842 millions de sous-alimentés qui constituent le total mondial, on en trouve 10 millions dans les pays les plus riches du monde. Beaucoup des 'nouveaux affamés' vivent en Inde, où la sous-alimentation est en progrès, et dans l'ancienne Union Soviétique.²⁹

Mais ces chiffres ne nous parlent pas de l'inégalité croissante entre riches et pauvres dans les sociétés, comme la Chine, où l'industrialisation élève le niveau de vie général. Il y a eu 'des bonds extraordinaires dans l'inégalité de revenus et la richesse en Chine alors qu'elle adoptait des pratiques orientées vers le marché libre'.³⁰ L'effet cumulatif de ce processus est de créer des troubles économiques, une dislocation sociale, et des conflits politiques. C'est là le sol sur lequel sont semées les graines de la guerre.

Mondialisation et 'Etats voyous'

Les Etats-Unis et leurs alliés sont très clairs sur le lien entre la mondialisation et les Etats voyous. Pour les premiers, c'est le fait que ces Etats n'aient pas réussi à prendre le train de la mondialisation-globalisation, plutôt que l'échec de la mondialisation elle-même, qui condamne certains Etats à la faillite. Cette opinion est très clairement exprimée par Dennis Sherman, ancien vice-président pour le développement global chez Exxon Mobil, et Banning Garret, directeur des Programmes Asie au Conseil Atlantique, dans leur article : 'Pourquoi les Etats non-mondialisés constituent une menace' (*Why the Non-Globalized States Pose a Threat*).

Sherman et Garret prétendent que 'Les menaces les plus immédiates contre les intérêts et la sécurité des Etats-Unis et des autres nations mondialisées (*globalizing*) du 21^{ème} siècle ne proviennent pas d'entre elles ou de puissances montantes mais d'Etats en déclin – faibles, en situation d'échec, et les nations crapules qui sont devenues le repaire des terroristes et des seigneurs de la drogue, cherchant à se doter d'armes de destruction massive (ADM), incubateurs de la maladie, alimentant les extrémismes religieux, et qui constituent des bombes à retardement démographiques avec une quantité croissante de jeunes au chômage'.

L'existence de ces Etats est censée être le résultat direct du manque de participation de ces sociétés à l'économie mondiale globalisée : 'Alors que la mondialisation a créé une plus grande prospérité pour les Etats qui se sont intégrés avec succès dans le processus, la plupart des Etats qui ont dans la pratique échoué à participer pratiquement à la globalisation ou qui ont cherché intentionnellement à isoler leurs pays de ce processus, sont devenus retardataires. Les Etats faibles sont en général caractérisés par leur contrôle incomplet sur leur territoire national, une incapacité à fournir les services de base, un manque de légitimité aux yeux de leur population, et une corruption et une violence criminelle généralisées. Ces Etats ont aussi la plupart du temps des structures en voie de détérioration et des liens, faibles et ténus avec la mondialisation.'

Sherman et Garret poursuivent en faisant la distinction entre Etats 'en échec' et Etats 'voyous' : 'Les menaces posées par les Etats faibles et en échec à la communauté internationale et à leurs propres populations proviennent de la faiblesse de leurs gouvernements. A l'inverse, la menace que constituent les Etats voyous, qui peuvent aussi avoir des économies en faillite et des populations appauvries en même temps qu'être déconnectés de la mondialisation, provient de la force de leurs gouvernements. Les Etats voyous mettent en danger la communauté internationale par l'acquisition d'armes de destruction massive (ADM) et la poursuite d'actions militaires agressives contre leurs voisins et même contre des groupes sub-nationaux sur leur propre territoire. De plus, pour les nations crapules, les ADM peuvent être l'égaliseur des choix dans l'équilibre des forces (*the balance of power equalizer of choice*) en même temps que ces nations deviennent de plus en plus retardataires économiquement et se sentent menacées par leurs voisins ou par les Etats-Unis...'

Et avec la franchise que seule une association étroite avec les grands intérêts pétroliers peut autoriser, ils concluent que la plus importante division mondiale est entre les possédants et les démunis (*the haves et the have-nots*) : 'Toutes ces tendances ont mené à une nouvelle bi-polarité floue entre le monde de l'ordre, de la prospérité, de la stabilité relative et de l'interdépendance croissante, et le monde où règnent de plus en plus le désordre, le déclin économique et l'instabilité. Ce dernier est constitué par les nations faibles, faillies ou crapules, qui sont bien moins connectées et bénéficient moins bien du processus de mondialisation...'³¹

Les faits de la cause aussi bien que les liens de causalité ont souffert affreusement dans cette analyse. La mondialisation n'a pas restreint l'écart entre les nations riches et les pauvres, mais l'a élargi, comme nous l'avons vu plus haut. C'est précisément le 'vent de destruction créative' causé par la mondialisation qui a sapé la capacité des Etats les plus faibles de contrôler leur destin, de développer leur propre système de protection sociale et qui a, par conséquent, ébranlé leur légitimité aux yeux de leurs populations.

Une partie du problème, comme nous l'avons vu dans un autre chapitre, est que les Etats-Unis ne bénéficient plus d'une supériorité absolue dans l'économie mondiale leur permettant d'assurer la stabilité comme ils l'avaient fait après la Deuxième Guerre mondiale. Mais l'idéologie néolibérale, qui proclame que le marché ne peut pas faire d'erreurs, interdit en fait une meilleure stabilité de l'ordre économique international, quand des ressources pourraient être mobilisées pour empêcher des Etats de 'faire faillite'.

La valeur totale de l'aide (*'rescue package'*) du FMI à l'Indonésie en 1998 est estimée égale à la fortune individuelle de la famille Suharto évincée du pouvoir. Et, selon les calculs d'un économiste indonésien, 95% de la dette extérieure de 80 milliards de dollars est due par 50 personnes – et non par les 200 millions d'Indonésiens qui souffrent des programmes de 'réajustement structurel'.³²

L'image générale est la même : la dette des 41 nations les plus endettées est du même ordre que le sauvetage des institutions américaines d'épargne et de prêt dans les années 1990. Ou, comme l'indique une autre étude, les pertes sur les obligations étrangères des chemins de fer US dans les années 1980 étaient de même échelle que le problème de la dette courante des pays en développement.³³

L'incapacité du système et de ses défenseurs d'envisager l'alternative politique consistant à annuler la dette ou à obliger les riches à supporter les conséquences de leurs échecs met un terme à la vieille croyance au développement, y compris parmi les élites des pays dits 'en développement'. Comme le résume l'écrivain égyptien Mohammed Sid Ahmed : 'C'est terminé. Le dialogue Nord-Sud est autant un dialogue de sourds que le conflit Est-Ouest. L'idée de développement est morte. Il n'y a plus de langage commun, même pas de vocabulaire pour les problèmes. Sud, Nord, tiers monde, libération, progrès – tous ces termes n'ont plus aucune signification.'³⁴

La conclusion inévitable est que les Etats faibles ne font pas faillite du fait du refus obstiné de leurs élites de célébrer le culte du vrai marché unique. Bien au contraire, leur échec résulte du fonctionnement du système capitaliste mondial et des choix politiques et économiques opérés par les puissances impériales. Il n'est pas question de glorifier les régimes de ces Etats. Leur faiblesse est souvent répercutée de la manière la plus brutale sur leurs propres populations. Les élites dirigeantes répondent souvent au chantage économique par des menaces militaires, qui à leur tour sont l'objet de nouvelles sanctions économiques et de réponses militaires par les grandes puissances.

Mais si les modèles de développement dirigés par l'Etat dans le tiers monde et ceux de l'Etat providence dans les pays industrialisés sont tous deux progressivement démantelés par l'offensive économique néolibérale, il y a, malgré tout, une alternative à la mondialisation-globalisation.

La montée de l'anti-capitalisme

Il existe une réponse au processus de mondialisation et d'internationalisation du pouvoir d'Etat qui a le potentiel d'exprimer une véritable alternative à l'élite dirigeante mondiale – la révolte par en bas. Cette révolte s'étend des grèves et des protestations contre la privatisation, comme la lutte contre la privatisation de l'eau en Bolivie, en passant par les grèves générales en Afrique, aux mouvements quasi insurrectionnels qui ont renversé Milosevic en Serbie et Suharto en Indonésie. C'est une révolte qui est loin d'être homogène dans ses méthodes comme dans ses buts. Ses acteurs ne se reconnaîtraient pas nécessairement les uns les autres comme alliés tant stratégiques que tactiques. Mais malgré toute sa variété cette révolte a pris une forme de plus en plus répandue et consciente au cours des dix dernières années.

L'émergence d'un mouvement anti-capitaliste global, depuis les grandes manifestations de Seattle en 1999 a apporté un langage commun et identifié un ennemi commun pour un mouvement

international de révolte tel qu'on n'en avait pas vu depuis les dernières grandes luttes du milieu des années 1970.

Dans un reportage qui pourrait avoir écrit au sujet de n'importe quelle manifestation anti-capitaliste des dernières années, mais qui en fait était consacré aux protestations lors de l'intronisation du président Bush en janvier 2001, le *Washington Post* disait :

Les activistes stupéfient parfois les témoins par la diversité de leurs centres d'intérêt, de l'écologie et des droits civiques à la dette du tiers monde et au pouvoir des multinationales. C'est le même combat, disent-ils... « Nous sommes unis derrière une peur et une horreur du degré de contrôle dont bénéficient les multinationales sur notre pays », dit David Levy, 43 ans, consultant en management... « Le gouvernement est à vendre, et le big business l'a acheté ».

C'est très spécifiquement le système capitaliste mondial que ces manifestants ont dans leur collimateur. L'article du *Washington Post* poursuit :

La finance internationale et les organismes commerciaux cherchent à rendre le monde profitable pour ces mêmes multinationales qui dirigent le spectacle dans la politique américaine, disent les manifestants... Cadrer les problèmes de cette manière a permis à des causes disparates de s'unir contre des ennemis communs. Les militants qui veulent sauver la forêt vierge et ceux qui s'opposent aux *sweat-shops*, par exemple, se dressent contre les mêmes politiques de commerce et de développement qui favorisent l'investissement des multinationales dans un pays pauvre qui entreprend de brader ses ressources nationales. Le capitalisme global est injuste et inefficace dans ces situations, disent les activistes.³⁵

D'où viennent ces mobilisations ? La longue érosion du consensus du marché, qui a atteint son pic dans les années Thatcher-Reagan, a été leur période de gestation. Ce consensus du marché n'a jamais été absolu. Une section substantielle de la classe ouvrière, souvent une majorité, l'a toujours rejeté. Mais une partie de la classe laborieuse, plus une majorité de la classe moyenne et bien sûr la classe dominante ont organisé son hégémonie pendant la période de prospérité de la deuxième moitié des années 1980. Au niveau international, le désastre économique qui a accompagné l'introduction du capitalisme de style occidental en Europe de l'Est et en Russie a commencé à saper cette hégémonie dans les années 1990. Le crash de l'Asie du Sud-Est en 1997 et la crise qui a suivi en Russie ont renforcé le rejet idéologique grandissant du marché. La récession de 1992 a, elle aussi, affaibli la popularité de la politique favorable au marché au cœur même du système, en Europe et en Amérique, pavant la voie aux victoires électorales social-démocrates et démocrates – en dépit du fait que les sociaux-démocrates et les démocrates ont persisté à mettre en œuvre une politique économique néo-libérale.

L'expérience vécue de la privatisation a été, sur le plan intérieur, un dissolvant puissant de l'idéologie néolibérale. De nombreuses manières, les vies individuelles de millions de personnes ont commencé à s'aggraver sous le coup des effets concrets de la politique économique néo-libérale. Les allocations pour la santé et l'éducation se sont visiblement amincies au moment où elles ont été visiblement liées à des structures d'organisation de style marché. Les transports se sont détériorés entre les mains d'entreprises privées. Le logement social a décliné, les prix de l'immobilier se sont envolés, puis se sont effondrés, laissant de nombreuses personnes sans toit. Puis les prix se sont envolés à nouveau. Les supermarchés en sont venus à dominer le paysage à un point tel, en particulier dans les villes moyennes, que des observateurs critiques pouvaient s'autoriser à penser que le paiement des salaires en nature avait trouvé sa forme contemporaine. L'endettement par carte de crédit devint assurément la forme moderne du prêt sur gages.

La ‘culture publique’ des Trente Glorieuses, de Beveridge et de l’Etat providence, même si la réalité était éloignée de sa forme idéalisée, fut remplacée par quelque chose de bien pire. Le vieux consensus réformiste ‘butskellien’³⁶ admettait au moins que s’il y avait quelque chose de mauvais dans la société, c’était peut-être la faute du système. S’il y avait des pauvres, des chômeurs ou des enfants sans instruction, par exemple, peut-être était-il nécessaire de réguler le marché ou de réformer la loi pour essayer de résoudre le problème. La doctrine néolibérale, elle, part du principe que le marché est une méthode plus ou moins parfaite de distribution des biens et des services. Toute tentative ‘d’interférer’ avec le marché ne peut qu’amener un système moins efficace. Toute ‘réforme’ doit viser à apporter au marché une plus grande liberté de manœuvre. C’est le roc sur lequel se tient la critique social-démocrate moderne aussi bien du stalinisme que de l’idéologie du ‘vieux travaillisme’ (*old Labour*), de même que c’était le roc sur lequel se dressait la condamnation par Thatcher des vieux Tories consensuels (‘*wet*’) de son propre parti.

Par conséquent, pour le New Labour comme pour Margaret Thatcher, s’il y a de la pauvreté, du chômage ou des échecs scolaires, cela ne peut pas être la faute du marché. En vérité, de tels problèmes ne peuvent avoir que deux causes. La première est que le marché n’est pas encore suffisamment libre. Si la privatisation ne marche pas, c’est plus de privatisation, plus de concurrence, qui doit être la réponse. La seconde cause est l’échec individuel. Si quelqu’un est employé, et que la faute ne peut être celle du marché, c’est donc celle de la personne qui est employée. Elle n’a pas dû se former suffisamment à ‘correspondre aux besoins du marché’, ou elle a dû devenir ‘assistée’, ‘dépendante’, ou elle doit, plus crûment et de façon plus courante, être une ‘resquilleuse’ (*scrounger*). De même, si les écoles ‘réformées’ génèrent l’échec cela doit être la faute des professeurs, ou des parents, ou des enfants, qui ne font pas fonctionner le système. Elles doivent être épurées, ou fermées, ou se voir imposer davantage de structures dérivées du marché, ou confiées à des sociétés privées.³⁷

Quel que soit le problème, cette logique consiste à mettre la responsabilité du crime sur la victime. Elle met en œuvre une culture de désignation de boucs émissaires. A son extrême, cette logique finit par diaboliser les mendiants, ou les sans-abri, les demandeurs d’asile ou les noirs en général. Mais ses effets sont tout aussi répugnants, même s’ils sont moins visibles, parmi les travailleurs dans leur ensemble. Cette ‘morale du marché’ néolibérale tente de convaincre les salariés qu’ils devraient se blâmer les uns les autres pour les échecs du système. Le travailleur social est encouragé à accuser le chômeur, le parent à critiquer le professeur. Elle cherche à nous faire croire qu’aussi longtemps qu’on peut se procurer une meilleure éducation, une meilleure sécurité sociale ou un meilleur transport que notre voisin, alors ‘tout va bien’, et c’est lui qui est ‘le problème’.

La grande vertu du mouvement anti-capitaliste est d’exprimer la colère renfermée contre ce monde qui consume tant de travailleurs depuis les deux dernières décennies. Il leur dit que ce n’est pas de leur faute ni celle des leurs. Il dit, comme beaucoup s’en doutaient depuis longtemps, que ce n’est pas eux qui ne conviennent pas au système mais le système qui les abandonne. En plus, il leur dit qu’ici, au cœur du système, des centaines de milliers de personnes rejettent les priorités du système.

L’anti-capitalisme et le travaillisme moderne

Les partis sociaux-démocrates modernes sont presque universellement des partisans de l’orthodoxie économique néolibérale. Leurs dirigeants sont favorables au marché et à la ‘libre entreprise’ à un degré qui surprend les plus endurcis des sociaux démocrates de droite de la période de la Guerre Froide. Il existe par conséquent un écart énorme entre la conscience de la plupart des électeurs travaillistes et la politique des dirigeants sociaux-démocrates.

La 'révolution' reagano-thatchérienne a poussé l'ensemble du spectre politique officiel vers la droite. L'idéologie néo-libérale du marché libre est devenue dominante, les idées socialistes ont été marginalisées. La chute des Etats staliniens, qui étaient largement associés au socialisme, a confirmé les préjugés des commentateurs de la classe dirigeante et de la social démocratie. Elle a aussi démoralisé la gauche orientée vers le stalinisme, qui comportait une grande partie de la gauche travailliste. Une fois que la période de prospérité de la fin des années 1980 a pris fin, cette vague droitière a reflué dans les sections même de la classe ouvrière où elle s'était installée. En même temps, ce reflux a révélé que le vieux consensus d'Etat providence travailliste était à peu près intact, même si les syndicats et le Labour Party étaient bien moins désireux de le défendre. Parallèlement, la condamnation des 'excès' des années 1980 se transformait en rejet populaire généralisé des privatisations, des attaques contre la protection sociale en général et du Service National de Santé (NHS) en particulier.

Les années 1990 ont marqué un mouvement général vers la gauche dans la conscience populaire et ont par conséquent mis en évidence l'écart entre la direction social-démocrate de type New Labour et la masse de ses supporters traditionnels. Cette dichotomie existe dans un certain nombre de questions centrales. Les sociaux-démocrates néolibéraux considèrent que le rôle essentiel de l'Etat est de se mettre au service des grandes entreprises capitalistes privées pour qu'elles soient plus compétitives sur le marché. La plupart des électeurs travaillistes pensent que le rôle de l'Etat est de limiter les dégâts occasionnés à la société par la poursuite débridée du profit. Les nouveaux dirigeants sociaux-démocrates défendent la quête du profit, le versement aux managers de salaires et de primes énormes, la nomination de dirigeants de grandes sociétés à des positions dans l'Etat et la protection sociale. La plupart des travailleurs sont opposés à ces démarches. Les idéologues du New Labour sont des partisans sans nuances des privatisations. Les gens qui votent pour eux y sont de plus en plus farouchement opposés. Les politiciens du New Labour pensent que la protection sociale est du gaspillage et qu'elle doit être réduite. La majorité des travailleurs la trouvent insuffisante. Les néolibéraux sont anti-syndicalistes, à l'inverse de la plupart des salariés.

Le temps écoulé depuis la victoire électorale remportée par les travaillistes en 1997 n'a pas vu diminuer cet écart entre le gouvernement et ses partisans. L'enquête du gouvernement appelée Attitudes Sociales, dans un chapitre intitulé 'La classe ouvrière et le New Labour : à la croisée des chemins ?' (*The working class and New Labour : a parting of the ways ?*), a examiné cette divergence. Elle montre que 83% des gens de la classe ouvrière pensent que 'la différence entre les hauts et les bas revenus est trop grande'. Environ 57% des travailleurs considèrent que 'le gouvernement devrait dépenser davantage pour la santé, l'éducation et les allocations sociales'. Près de 40% d'entre eux persistent, avec seulement 29% de désaccords, 'même s'il faut payer davantage d'impôts'.³⁸ En fait, le principal développement remarqué est que les opinions de beaucoup de membres de la classe moyenne suivent aujourd'hui les travailleurs sur ces questions. Des années de privations et de coupes dans les budgets sociaux amènent désormais des sections de la classe moyenne à tirer les conclusions que les salariés ont atteintes depuis longtemps.

Il y a aussi, à l'inverse, des indications que la déception de la population pour le système politique en vigueur peut produire des réactions dangereuses d'extrême droite. L'élection de conseillers municipaux du British National Party est un de ces symptômes, les récentes attaques du gouvernement travailliste contre les demandeurs d'asile en sont un autre. En Europe continentale la menace est encore plus précise : la montée de Le Pen en France, du Vlaams Blok en Belgique, des néo-nazis en Allemagne et de Haider en Autriche soulignent ce danger. Mais en Grande Bretagne, et de façon plus marquée en France, c'est la trajectoire vers la gauche de la conscience populaire qui a été le trait dominant. Evidemment, cela peut changer. Un des moyens de maintenir cette tendance

est d'affronter et de vaincre ces menaces d'extrême droite dès qu'elles font leur apparition. Jusqu'à présent, c'est ce qui s'est passé.

Il est vrai que sur certaines questions sociales – la 'famille', l'immigration, le racisme, la loi et l'ordre – les dirigeants travaillistes sont plus proches de la conscience de nombreux travailleurs. L'enquête Attitudes Sociales affirme : 'Il y a en fait deux types questions reliées à la division de la société en classes, et donc deux sources potentielles de divergences entre la classe ouvrière et le New Labour : les questions économiques traditionnelles relatives à la redistribution, sur lesquelles les travailleurs sont « à gauche », et les questions sociales concernant la tolérance, la morale, les traditions, les préjugés et le nationalisme, sur lesquelles la classe ouvrière est « à droite »'.³⁹ Et parfois certains politiciens, aussi bien conservateurs que travaillistes, ont tenté de mobiliser l'opinion publique sur l'une ou l'autre de ces questions pour se reconstituer une base de soutien. Il leur est même arrivé d'y réussir en partie, comme par exemple en ce qui concerne les demandeurs d'asile. Mais la résistance de la gauche, plus l'injustice flagrante des mesures lorsqu'elles sont mises en application, a souvent renversé le soutien idéologique au gouvernement.

Plus fondamentalement, le consensus de la classe ouvrière sur des questions qui sont essentielles à la réussite de tout gouvernement social-démocrate – la protection sociale étant la plus visible – est demeuré résolument opposé au programme néolibéral. De telle sorte que l'écart entre la politique des sociaux-démocrates et la conscience de la majorité des travailleurs n'est pas près de se refermer.

Cela ne revient pas pour autant à dire que les travailleurs ont une conscience socialiste. Pas plus que cela ne signifie qu'ils désertent les travaillistes aux élections, surtout lorsque la seule alternative serait un gouvernement conservateur. A de nombreux égards, la conscience réformiste de la classe ouvrière est restée remarquablement stable depuis les années 1970. Mais le réformisme traditionnel ne peut plus apporter de réponses à ses aspirations. A telle enseigne que la conscience 'réformiste' se trouve aujourd'hui confrontée à une crise de la représentation politique. Aucun politicien de l'*establishment* ne proposera un programme représentant les besoins traditionnels de la classe ouvrière. D'une certaine façon, cela a toujours été vrai. Le Parti travailliste n'a jamais représenté ces aspirations que de façon partielle, et s'est montré encore plus partiel lorsqu'il devait les réaliser une fois au pouvoir. Mais il y avait une certaine consistance. Désormais cet élément se trouve réduit à sa plus simple expression. Le soutien au Labour contient plus aujourd'hui de peur de l'alternative conservatrice que d'affirmation positive de soutien à la politique travailliste. Les travailleurs votent contre les *Tories*, pas pour les travaillistes. Ou ils ne votent pas du tout.

Les élections partielles ou les municipales tenues sous les gouvernements New Labour ont vu la participation la plus basse depuis l'introduction du suffrage universel en Grande Bretagne. Les électeurs travaillistes sont plus portés à s'abstenir que les supporters conservateurs et c'est dans les bastions travaillistes que la participation est la plus basse.⁴⁰

Ainsi de nombreux travailleurs votent travailliste avec amertume ou ne votent pas. Dans les deux groupes, il y en a beaucoup qui commencent à remettre en question la nature démocratique du système. Dans une enquête 58% pensaient que le fait que 'les ministres au gouvernement mettent les intérêts des affaires avant ceux des gens' était un 'problème majeur', 29% pensaient que c'était un 'problème mineur', mais seulement 6% pensaient que ce n'était 'pas un problème'. Le manque de rigueur financière du gouvernement est un problème majeur pour 49% et un problème mineur pour 39%. Là aussi, 6% seulement ne le voient pas comme un problème. Mais peut-être que les découvertes les plus intéressantes sont celles qui montrent l'absence de confiance dans le système parlementaire en tant que tel. En 1999, 41% des gens pensaient que le système de gouvernement fonctionnait bien. Cette proportion était tombée à 31% en 2001.⁴¹

La guerre en Irak a accéléré dramatiquement à la fois la déception causée par le New Labour et le rejet du système parlementaire. Et pour ceux d'entre nous qui étaient dans la manifestation de

deux millions de personnes contre la guerre le 15 février 2003, il ne pouvait pas y avoir de contraste plus grand entre l'engagement politique de ceux qui nous entouraient et le fait que l'élection précédente avait montré la participation la plus basse dans l'histoire de la démocratie britannique. Il n'y avait à l'évidence pas d'apathie politique, mais un grand appétit pour la politique extra-parlementaire. Mais bien peu croyaient qu'un parti quelconque de l'*establishment* prendrait en compte l'opinion de ceux qui défilaient et des millions qui partageaient cette opinion.

Ce processus se reflète aussi dans l'érosion de l'organisation travailliste elle-même. Les effectifs du Labour ont chuté pendant qu'il était aux affaires. Même dans le bastion travailliste écossais les effectifs 'sont tombés à leur niveau le plus bas des temps modernes, avec seulement 18.000 membres en Ecosse. A la veille des élections de 1997, le nombre de membres du parti culminait à 30.000 du fait la vague d'enthousiasme à la perspective de chasser les conservateurs'.⁴³ Il y en a encore moins aujourd'hui qui assistent aux réunions, qui font de la propagande au porte à porte. Des conseillers municipaux démissionnent régulièrement, pas pour les *Liberals* ou les *Tories*, mais pour devenir travaillistes indépendants. Une minorité a commencé à rechercher une nouvelle maison politique. En même temps, même s'ils procèdent d'une conscience réformatrice traditionnelle, le fait que le cadre d'organisation traditionnel de cette conscience ne soit plus adéquat les force à commencer à tirer des conclusions plus orientées à gauche.

La crise du travaillisme

Le Parti travailliste ne va pas tout simplement s'écrouler sous l'effet de sa crise actuelle. Pour comprendre pourquoi, nous devons d'abord considérer les raisons fondamentales pour lesquelles les travailleurs ont des idées réformatrices. Ceci, à son tour, exige de nous que nous accordions notre attention à la situation sociale qu'occupent les travailleurs salariés dans la société capitaliste. Cette situation est de nature contradictoire. D'une part, le travail collectif des salariés est la base de la production dans la société. De la même façon qu'à l'origine du capitalisme, la machine à vapeur ne pouvait ni être construite ni fonctionner, ou la *spinning jenny* tourner, ou les navires naviguer sans le travail des ouvriers, aujourd'hui les centrales électriques ne fonctionnent pas, les voitures et les avions ne sont pas construits, les supermarchés ne vendent pas sans le travail des salariés. Cela investit les travailleurs d'un énorme pouvoir potentiel de déterminer le sort de la société.

Par ailleurs, les travailleurs ne peuvent avoir accès aux moyens de production sans vendre leur travail salarié au capitaliste, le propriétaire des moyens de production. Et c'est le cas aujourd'hui comme à la naissance du capitalisme. Aucune centrale électrique aujourd'hui, de même qu'aucune usine dans le passé, etc., ne permettra à un travailleur d'accéder aux moyens de production à moins qu'il n'accepte de travailler pour un salaire. Et cela signifie que les heures de travail, le type de travail, les conditions de travail et le taux du salaire sont largement déterminés par l'employeur. Le fait de devoir vendre leur force de travail aux employeurs encourage les salariés à croire qu'ils sont impuissants face aux divagations du 'marché du travail', les détournant de la notion qu'ils peuvent modeler leur propre destin.

C'est là la racine de la conscience contradictoire qui règne dans la classe ouvrière. Ils sont les créateurs de richesse, la classe potentiellement la plus puissante dans la société capitaliste, la classe sur l'action de laquelle, sur les plans économique et politique, le sort de la société dépend. Et ils se voient en même temps rappeler à chaque instant qu'ils ne travaillent que lorsque les forces du marché le permettent, que leur destin est lié à cette force impersonnelle, qu'ils sont mis dans une situation de subordination par la richesse qu'ils créent.

La forme initiale dans laquelle se réfléchit cette situation dans l'esprit des travailleurs est une conscience qui tente de rendre compatibles des impulsions contradictoires. D'une part, le désir de transformer la société capitaliste, de l'autre le sentiment qu'une telle transformation ne doit pas aller

au-delà des limites posées par la classe dirigeante. Le réformisme est une des formes les plus caractéristiques que peut revêtir cette conscience. Le réformisme codifie et cristallise la notion selon laquelle, bien que la société exige des changements, une telle transformation ne peut être opérée que dans le cadre des institutions économiques et politiques que fournit le système lui-même. Le syndicalisme, le projet d'améliorer les conditions dans lesquelles les travailleurs sont exploités, est une expression de ce processus. Mais le syndicalisme, fonctionnant essentiellement au niveau économique, laisse sans réponse la question de savoir quel genre d'organisation politique les travailleurs devraient construire. Les partis politiques réformistes ne sont qu'une alternative, mais pour les travailleurs celle-ci est la seule qui soit au départ plausible.

C'est la raison pour laquelle la conscience réformiste, qu'elle soit de la variété de gauche ou de la variété de droite, domine la pensée de la majorité de la classe ouvrière pendant de longues périodes. De telle sorte qu'aussi bien les idées révolutionnaires que les idées ouvertement réactionnaires restent très longtemps des courants minoritaires dans la classe ouvrière.

Cela dit, la vision du réformisme qui vient d'être développée jusque là risque de poser un problème en ce sens qu'elle peut nous porter à conclure que le réformisme est la position 'naturelle' de la majorité des travailleurs. Pourtant ce n'est pas ce que nous enseigne l'histoire.

Lors de moments décisifs du changement historique la majorité de la classe ouvrière en vient à se persuader qu'elle peut transformer l'ordre établi en utilisant sa propre puissance, institutionnalisée dans des organes de sa création. C'était le cas, par exemple, en Russie en 1917, en Allemagne en 1918-23, en Espagne en 1936, en Hongrie en 1956 et en Pologne en 1980-81. De tels événements, de même que beaucoup d'autres crises mineures qui ont interrompu le compromis réformiste dans l'idéologie des travailleurs, sont enracinés dans l'instabilité économique fondamentale du système. L'idée qu'on peut obtenir une partie de ce qu'on veut en agissant à l'intérieur du système est battue en brèche dans les périodes où le capitalisme ne peut satisfaire les aspirations économiques, sociales et politiques des masses laborieuses.

Le système peut parfois devenir si instable sur ces trois plans qu'il remet en cause le compromis de classe qui constitue la conscience réformiste de la classe ouvrière. Le Parti travailliste est actuellement aux prises avec une telle crise. Depuis plus d'un quart de siècle, le système capitaliste a de plus en plus essayé de mettre tout le poids de la crise sur les épaules des travailleurs. Non seulement la croissance économique est beaucoup plus lente qu'à l'époque des Trente Glorieuses, mais elle était plus basse dans les années 1990 que dans les années 1980. Comme l'indique le *Financial Times*: 'Rappelons-nous que la croissance économique, entre des pics cycliques successifs, était de 3,3% par an dans les années 1980, contre 3.1% environ dans les années 1990'.⁴⁴

Le Parti travailliste est aux prises avec les effets de ce cycle prolongé d'attaques contre les travailleurs. Ses remèdes ponctuels sont inefficaces et le système ne dispose pas des ressources nécessaires pour entreprendre une reconstruction plus substantiel dans des domaines clés comme les transports publics, la santé et l'éducation. Cela met de nombreux électeurs travaillistes dans une situation aussi précaire que sous les gouvernements conservateurs. En fait, pour beaucoup c'est encore pire. Entre 1995-96 et 1997-98 le nombre de personnes aux revenus très bas (moins des 2/5 de la moyenne nationale) a augmenté de plus d'un million pour atteindre le chiffre total de 8 millions. En 1998, 14 millions de personnes étaient en dessous du seuil de pauvreté officiel. Cela inclut quelque 4,4 millions d'enfants, à comparer avec l'estimation de 1,7 million en 1979. Le nombre d'enfants au dessous du seuil de pauvreté a diminué dans le troisième terme travailliste, mais il était loin des objectifs affichés du gouvernement. Le niveau de chômage contribue de façon importante à la pauvreté. Et même si le Parti travailliste se vante d'un chiffre officiel qui est au plus bas niveau depuis 25 ans, calculé à partir de ceux qui demandent des allocations, le véritable

nombre de ceux qui aimeraient avoir un emploi salarié mais n'en ont pas se situe aujourd'hui au niveau de 4 millions.⁴⁵

Et même la chance qu'a eu le passage aux affaires du Labour de coïncider avec une phase montante du cycle économique et des finances publiques saines n'a pas permis aux ministres travaillistes de faire face efficacement à ces problèmes structurels. Comme le dit Peter Kenway, co-directeur du New Policy Institute:

Le temps dira si les mesures annoncées dans le dernier budget peuvent réussir à renverser la vague de pauvreté et d'exclusion sociale. Mais ces chiffres montrent qu'une économie qui s'améliore et un chômage en régression ne suffisent pas à eux seuls. Alors que la politique gouvernementale destinée à affronter ces problèmes commence à faire sentir ses effets, la pauvreté connaît des niveaux proches des records du début des années 1990.⁴⁶

Si un niveau record des indices de pauvreté avait été atteint au début des années 1990, ce n'était pas seulement le résultat des longues années de gouvernement conservateur, mais aussi celui d'une sévère récession. Le Labour s'était vu jusque là épargné d'avoir à gouverner dans une telle période, essentiellement du fait des mesures déflationnistes prises aux Etats-Unis pour éviter que le crash de l'Asie du Sud-Est de 1997 ne se propage aux pays industrialisés occidentaux. Mais le Parti travailliste ne pourra pas toujours éviter une mauvaise conjoncture. Une récession ne se limitera pas à aggraver les conditions de vie des électeurs travaillistes, elle occasionnera aussi de sérieux dommages aux mythes les plus chers du lexique idéologique New Labour.

L'un de ces mythes était que la prospérité était le résultat de la 'nouvelle économie'. Le New Labour avait acquis la 'nouvelle économie' en gros des gourous économiques américains et des '*spin doctors*' de Clinton. La théorie était que les cycles économiques étaient terminés et que les nouveaux marchés flexibles et les nouvelles technologies garantissaient qu'ils ne reviendraient pas. Gordon Brown semblait parfois répéter mot pour mot les discours de Nigel Lawson de la fin des années 1980, juste avant la récession la plus sévère des années d'après-guerre. Aujourd'hui, à nouveau, d'anciens enthousiastes de la théorie de la nouvelle économie commencent à émettre des doutes. D'après le *Financial Times*,

Le cycle économique est décidément bien vivant. Cela ne devrait surprendre personne... des cycles peuvent se produire - et se sont produits fréquemment - dans des économies flexibles dotées d'ancrages monétaires crédibles. Tout ce qui est nécessaire, c'est une importante expansion de l'investissement alimentée par un crédit en expansion et une bourse forte. En fait, plus est solide la croyance que le cycle économique est mort, plus grande est la confiance et la probabilité des cycles économiques.⁴⁷

Le *Financial Times* ne semble pas avoir beaucoup plus de respect pour cette autre icône économique du New Labour qu'est la foi dans les vertus revitalisantes de la révolution dot.com :

... l'*internet mania* apparaît comme une autre version, peut-être légèrement moins irrationnelle, de la *bulle des mers du Sud*. L'idée que les technologies de l'information constituent la plus grande transformation depuis la révolution industrielle n'est rien d'autre que de l'analphabétisme historique. Les changements technologiques intervenus entre 1880 et 1940 sont bien supérieurs, tant en profondeur qu'en intensité, à tout ce qui s'est produit depuis. Ces changements comportaient de nouvelles sources d'énergie (électricité et pétrole), de nouvelles industries (automobile et pharmaceutique) et de nouveaux produits (voitures, machines à laver, téléphones, radio, télévision, pénicilline). Ils ont modifié en profondeur ce qui était produit et comment il était produit. Ils ont aussi transformé la façon dont les gens vivaient. Face à tout cela, que sont l'ordinateur personnel et l'internet ?⁴⁸

La fin des Trente Glorieuses au milieu des années 1970, et les décennies de croissance économique lente qui ont suivi ont limité la possibilité d'accorder des réformes significatives. Le consensus de l'Etat providence et la tolérance d'une certaine influence syndicale sur le gouvernement sont des choses du passé. La participation active aux organisations du Labour Party est à son plus bas niveau historique. Les liens entre les syndicalistes, les militants locaux et le travaillisme sont plus faibles qu'à aucun moment de la période d'après guerre. Et en conséquence le scepticisme populaire sur le système politique dans son ensemble connaît un pic historique.

Cela dit, le travaillisme est loin d'être mort. Les 7 millions de salariés organisés dans les syndicats peuvent encore être influencés par des dirigeants profondément engagés dans le projet réformiste. Le rejet des conservateurs est un puissant élément de la loyauté des travailleurs conscients. Pour faire franchir un pas de plus à la crise du travaillisme, il est nécessaire de remplacer l'organisation réformiste par autre chose. La social-démocratie ne disparaît jamais purement et simplement. Elle doit toujours être remplacée par un ensemble d'idées supérieures incarné dans une nouvelle organisation. Les travailleurs réformistes doivent être sûrs que les choses pour lesquelles ils croyaient possible de lutter avec le Labour Party peuvent être mieux réalisées par d'autres méthodes avant de quitter ce parti, même si ses dirigeants ont tourné le dos à leurs aspirations les plus chères.

Conclusion

La période de croissance économique ralentie et d'offensive néolibérale inaugurée au milieu des années 1970 a vu s'aggraver les inégalités aussi bien dans le tiers monde que dans les pays développés. Cette faiblesse économique au cœur du système est la cause fondamentale de l'aggravation du conflit global et des divisions sociales dans les pays avancés. La recomposition de l'Etat dans le sens de l'abandon progressif de ses fonctions de protection sociale a exacerbé ces tensions.

La révolte contre le néolibéralisme s'est aussi développée à l'échelle mondiale. Dans les centres du système, elle a amoindri la main-mise des organisations social-démocrates traditionnelles sur l'allégeance des masses laborieuses. Elle se combine désormais avec un rejet populaire du nouvel impérialisme qui accélère ce processus. Dans d'autres parties du monde ces mêmes développements ont produit des offensives révolutionnaires contre l'ordre établi. Ces révoltes, depuis 1989, ont souvent pris la forme de révolutions démocratiques, acclamées à la fois par des sections de la gauche politique et de la droite. Le chapitre suivant se penche sur l'expérience de ces développements révolutionnaires, les mesurant à l'aune des révolutions du passé et de l'avenir potentiel du changement révolutionnaire dans le monde moderne.

5 Leur démocratie et la nôtre

Au début du 21^{ème} siècle les deux camps, de chaque côté de la ligne de partage idéologique, se définissent comme partisans de la démocratie. Pour les défenseurs du capitalisme, le contenu social et économique de la démocratie est constitué par le marché 'libre' et l'inégalité sociale. Pour leurs adversaires, cela signifie, d'une façon peut-être plus vague, la justice économique et sociale, et par conséquent la limitation du pouvoir des multinationales. Cette dernière approche est dans le sens le plus large *socialiste*, même si l'épuisement des modèles capitaliste étatique et réformiste du socialisme aboutit à ce que seule une faible minorité d'activistes revendique cette étiquette.

Le mot *démocratie* a acquis un sens nouveau depuis la chute du Rideau de Fer. Pour les mouvements démocratiques luttant contre les régimes autoritaires, la fin de la Guerre Froide signifiait que leurs luttes n'étaient plus automatiquement qualifiées de 'communistes' par les gouvernements occidentaux. Les luttes démocratiques et anti-impérialistes peuvent toujours constituer une menace pour les intérêts occidentaux, mais elles ne peuvent plus être considérées comme un simple produit de la manipulation du 'bloc soviétique'. Cela ne signifie pas que l'aspiration à la démocratie parmi les gens ordinaires est arrivée à son terme.

En fait, la démocratie, en tant que but des travailleurs, a contraint les élites dirigeantes à en reformuler leur propre définition comme étant 'la meilleure forme de gouvernement pour le capitalisme'. Depuis que Francis Fukuyama a écrit, dans le sillage immédiat de la chute du Mur de Berlin, qu'une économie capitaliste et un gouvernement parlementaire constituaient la société la meilleure et la seule viable, les politiciens occidentaux ont de plus en plus insisté sur le fait que les 'valeurs démocratiques' étaient la contrepartie naturelle de la globalisation des marchés.

Les gouvernements américain et britannique ont été à l'avant-garde du développement d'une idéologie 'démocratique impérialiste' pour justifier des interventions militaires en Yougoslavie, dans le Golfe, en Afghanistan et en Afrique. Le remodelage du Moyen-Orient selon le modèle 'démocratique' est devenu le but déclaré de l'administration US. Les 'révolutions de velours' qui ont brisé et ouvert le bloc de l'Est servent de point de départ. Les situations auxquelles ce modèle a été appliqué sont très variables, du Liban à l'Ouzbékistan. Même de vieux alliés des Américains, comme l'Égyptien Moubarak, subissent des pressions pour opérer la 'transition démocratique'. Bien sûr, la pression est appliquée à des degrés très différents aux amis et aux ennemis - allant d'une courtoise formule diplomatique à l'invasion pure et simple.

Pourtant les nouvelles définitions idéologiques de l'heure ne parviennent pas à dissimuler la 'question sociale' qui se pose dans tous les mouvements démocratiques. La 'question de la propriété', comme dit Marx, vient au premier plan au cours du développement de tous les mouvements. Depuis au moins la Révolution anglaise du 17^{ème} siècle, il y a toujours eu un affrontement, à l'intérieur du camp démocratique, entre ceux qui veulent limiter les droits démocratiques à la sphère politique (les rendant compatibles avec les rapports sociaux capitalistes) et ceux qui veulent les étendre à la sphère sociale et économique (ce qui est incompatible avec le règne du capitalisme). Marx mettait en évidence cette dynamique dans les révolutions de 1848 et notait qu'elle était renforcée par l'émergence de la classe ouvrière moderne. Au début du 20^{ème} siècle, les socialistes russes ont été confrontés à une question semblable, celle des relations entre la révolution démocratique et la révolution sociale.

Ces dernières années l'ordre établi s'est vu à plusieurs reprises menacé par des mouvements révolutionnaires. En 1989, les Etats d'Europe de l'Est ont été détruits, en partie par des mouvements de masse par en bas. Pratiquement à la même époque, l'apartheid sud-africain a été renversé par un mouvement de masse dirigé par l'*African National Congress* et au cœur duquel se tenait la classe ouvrière organisée. A la fin des années 1990, en Indonésie, la dictature de 32 ans du général Suharto a été renversée. Dans les premières années du siècle nouveau, en Serbie et dans une série d'Etats d'Asie centrale de nouvelles 'révolutions de velours' ont renversé les gouvernements.

La démocratie était le but de ces soulèvements révolutionnaires. Assez souvent, on n'a pas vu émerger de démocratie parlementaire forte, mais nulle part il n'y a eu d'orientation vers une transformation des rapports sociaux capitalistes. Est-ce parce que, comme l'a proclamé Fukuyama, bientôt imité par George W Bush, la démocratie libérale et les rapports économiques capitalistes sont les frontières naturelles du changement historique? Ou est-ce que des facteurs subjectifs, comme la force et l'idéologie de la gauche, sont les principales raisons pour lesquelles ces mouvements ne sont pas parvenus à atteindre leur potentiel?

Pour répondre à ces questions, nous devons d'abord considérer l'époque où l'offensive de la révolution bourgeoise a effectivement rencontré ses limites dans la mise en place de rapports économiques capitalistes et d'une démocratie parlementaire. C'est la période qui court de la Révolution Anglaise de 1640 à la Révolution Française de 1789, en passant par la Révolution Américaine de 1776. Ensuite, nous devons examiner la période où la classe ouvrière organisée a fait son apparition, brandissant le spectre d'un changement révolutionnaire qui pouvait franchir ces limites et établir une société socialiste. Nous porterons aussi notre regard sur les occasions dans lesquelles la défaite a dérobé cette possibilité aux travailleurs, et sur le rôle de la direction politique dans les résultats obtenus.

Dans toutes ces circonstances, la dynamique de l'accumulation capitaliste continue à produire de grandes crises sociales qui débouchent sur de profondes transformations. L'unification de l'Italie et de l'Allemagne dans deuxième moitié du 19^{ème} siècle, et la vague des révolutions anti-coloniales après la Deuxième Guerre mondiale en sont des exemples. Le rôle d'une couche décisive des classes moyennes dans ces dernières transformations met en lumière le conflit entre les stratégies concurrentes de la révolution socialiste et de la révolution démocratique, de même que leurs rapports différents avec des formations de classe plus larges et les conditions de l'accumulation du capital, dans les révolutions les plus récentes. Cette analyse met en évidence les rapports entre la 'poussée vers la démocratie' de la part des dirigeants occidentaux et le sort des mouvements révolutionnaires par en bas.

Les révolutions bourgeoises classiques: l'Angleterre, l'Amérique et la France

L'histoire des grandes révolutions bourgeoises éclaire la dynamique de radicalisation qui est à l'œuvre dans toutes les révolutions. Dans ces événements, ceux qui ont fait la révolution ne se doutaient pas, lorsqu'ils sont entrés dans la bataille, qu'ils allaient renverser l'ordre établi. Seules des crises internes répétées dans le processus révolutionnaire les ont confrontés à cette nécessité. Cette polarisation est tout aussi nette dans les grandes révolutions modernes que dans celles du passé.

Cela dit, il y a une seconde comparaison qui fait apparaître de façon évidente les différences entre les deux sortes de révolutions. Elle a trait aux dissemblances entre les conditions socio-économiques dans lesquelles les révolutions éclatent: la révolution bourgeoise contre une structure sociale pré-capitaliste, la révolution moderne contre un capitalisme industriel développé. Ce cadre borne en dernier ressort le processus révolutionnaire, fournissant les obstacles pratiques contre

lesquels sont testés les programmes les plus avancés et les plus radicaux des mouvements révolutionnaires.

Tocqueville disait que 'le moment le plus dangereux de la vie d'un mauvais gouvernement est généralement celui où il entreprend des réformes'.¹ Mais le sort de Charles 1^{er} montre que la résistance à la réforme peut être tout aussi dangereuse. C'est la détermination de Charles à préserver, sinon à renforcer, la nature absolutiste de son régime face au changement social et économique qui a été la cause immédiate de la révolution. Marx, se référant au refus de John Hampden de payer la *Ship Money tax* avec laquelle Charles essayait de surmonter la crise financière de l'Etat, posait la question de la façon suivante:

Ce n'est pas John Hampden... qui a mené à l'échafaud Charles 1^{er}, mais seulement la propre obstination de ce dernier, sa dépendance à l'égard des grands domaines féodaux, et sa tentative présomptueuse d'utiliser la force pour réprimer les revendications pressantes de la société émergente. Le refus de payer l'impôt est simplement un signe de la dissidence qui existe entre la Couronne et le peuple, la preuve que le conflit entre le gouvernement et le peuple a atteint un degré d'intensité menaçant.²

Dans la Révolution Américaine de 1776, la relation coloniale avec l'Angleterre donne aux forces et aux phases du développement révolutionnaire un caractère significativement différent. En 1763, les Anglais sont sortis victorieux de leur guerre contre les Français pour le contrôle des colonies d'Amérique du Nord. Mais les dettes de guerre ont amené la classe dirigeante britannique à se concentrer sur la récupération d'un contrôle total de leurs possessions coloniales. Et là, encore une fois, de nouveaux impôts vont mettre le feu aux poudres.

En 1764, le *Currency Act* (décret sur la monnaie) et le *Revenue Act* (ou *Sugar Act*) se donnaient pour objectif de faire payer les marchands coloniaux en livres sterling plutôt que dans leur monnaie coloniale, et de frapper de droits le sucre importé même lorsque, comme cela avait déjà été le cas, il venait d'autres parties de l'Empire britannique. En 1765, le *Stamp Act* stipula que toutes les transactions qu'il désignait étaient illégales si le timbre approprié n'était pas acquitté. Les documents légaux, ecclésiastiques, politiques et commerciaux, les passeports, les dés et les cartes à jouer, les livres, les journaux et les publicités étaient soumis par le décret à la taxation. De plus, celle-ci comportait un aspect directement politique. Les fonds levés par le décret devaient être sous le contrôle immédiat des gouverneurs nommés par les Anglais et non, comme auparavant, celui des assemblées coloniales. C'était là l'origine de la taxation sans représentation.

Une raison de la dimension unique de la Révolution française de 1789 était que l'expérience accumulée de la bourgeoisie dans ses défis à l'ancien régime nourrissait les événements français.³ Les Français, comme les Américains une dizaine d'années auparavant, s'inspiraient des théories politiques de John Locke et de la tradition des Lumières qui devait tant à l'impulsion de la Révolution Anglaise. Mais ces influences idéologiques ne sont pas la raison principale de l'amplitude de la Révolution Française. Ses causes fondamentales résident dans les conditions socio-économiques dans lesquelles la révolution éclata. La France était, à l'époque de la révolution, une société bien plus avancée que celle de l'Angleterre des années 1640 ou de l'Amérique des années 1770.

En 1789 en France, la proportion du produit national venant de l'industrie et du commerce (respectivement 18% et 12%) est semblable à celle de l'Angleterre et du Pays de Galles dans les années 1780. Même la part du revenu national en provenance de l'agriculture, à 49%, n'est que de 9% supérieure au chiffre de l'Angleterre et du Pays de Galles.⁴

Pourtant ce n'est là que la moitié de l'histoire, parce que le développement social et politique de la France, à la différence de celui de la Grande Bretagne, était diamétralement opposé à son progrès économique. La structure de classe de la France restait prise dans l'ombre longue de la

féodalité. Les prétentions absolutistes du monarque impressionnaient la plus grande partie de la bourgeoisie (et même certains membres de l'aristocratie). Mais la ligne de partage la plus marquée était celle qui séparait l'aristocratie dans son ensemble du reste de la société, dont l'élément dirigeant non noble était la bourgeoisie. La fameuse brochure de l'abbé Siéyès *Qu'est-ce que le Tiers Etat?*, le manifeste initial et cri de ralliement de la bourgeoisie, se plaignait que

toutes les branches de l'exécutif ont été accaparées par une caste qui monopolise l'Eglise, les tribunaux et l'armée. Un esprit de caste amène les nobles à se favoriser les uns les autres en tout par rapport au reste de la nation. Leur usurpation est complète; ils règnent véritablement.⁵

Dans les révolutions anglaise, américaine et française c'est une mobilisation de masse par en bas qui a, de façon répétée, aiguisé le conflit entre le camp révolutionnaire et l'ancien régime, et provoqué des crises au sein de la direction révolutionnaire elle-même.

En Angleterre, de la convocation du Long Parlement en 1640 par Charles I^{er} à l'éclatement de la guerre civile en 1642, l'opposition parlementaire large s'est polarisée entre ceux qui voulaient porter leur opposition au roi jusqu'au conflit armé et ceux qui préféraient se ranger aux côtés du souverain plutôt que d'assumer la menace contre l'ordre établi que représentait la guerre civile. C'est la plèbe londonienne, composée des niveaux les plus bas de la *'middling sort'* des petits artisans et boutiquiers, rejointe par les domestiques et les journaliers, qui a poussé l'opposition parlementaire en avant. Et, par répulsion, ils ont aussi contraint le roi et ses partisans à se définir clairement comme une force politique réactionnaire.⁶ Cette division tripartite est caractéristique des révolutions bourgeoises.⁷

En Amérique, même avant le *Stamp Act*, une coalition de négociants, de professions libérales et de possesseurs d'esclaves, en même temps que des artisans, des ouvriers agricoles, des fermiers, des domestiques et des marins, avait émergé comme opposition aux Britanniques. Au début leurs brochures et leurs discours étaient prudents, mais chaque crise impériale les rendait plus audacieux, passant de la résistance à la révolution et de la protestation à la guerre d'indépendance. La résistance au *Stamp Act* était la première phase de la radicalisation. Un congrès du *Stamp Act* amena neuf délégués coloniaux à New York à passer des résolutions formulées vigoureusement et des adresses au roi. Mais dans les villes d'où venaient les délégués, les collecteurs d'impôts étaient traités avec du goudron et des plumes par des groupes furieux de Fils de la Liberté qui étaient apparus comme des champignons. La première des diverses organisations de Fils de la Liberté était les Neuf Loyaux de Boston (*the Loyal Nine of Boston*) qui comptaient parmi leurs membres un imprimeur, un étameur et un bijoutier. Ces artisans furent rejoints par des hommes comme Sam Adams et, plus tard, Tom Paine, des intellectuels dont les vies étaient étroitement liées à celle des artisans, mais qui étaient capables d'imposer à la fois respect et crainte aux négociants et aux propriétaires d'esclaves de la coalition révolutionnaire.

La mobilisation populaire battit le *Stamp Act*, qui fut retiré l'année d'après son introduction. Mais les Anglais n'en avaient aucunement fini avec les colonies américaines. En même temps que le *Stamp Act* était abrogé, un *Declaratory Act* fut promulgué, qui insistait sur le fait que la Grande Bretagne pouvait 'faire des lois... liant les colonies et le peuple d'Amérique... dans tous les cas sans exception'.⁸ En 1767 le Chancelier de l'Echiquier, Charles Townshend, édicta des décrets taxant la peinture, le papier, le plomb, le verre et le thé. L'Amérique coloniale répliqua par une grève des impôts qui devait durer jusqu'en 1770. Pendant toute cette période, des mobilisations populaires du type de celle des Fils de la Liberté contre le *Stamp Act* se multiplièrent, culminant dans l'événement qui devait précipiter le retrait des taxes de Townshend, le massacre de Boston du 5 mars 1770. Les tuniques rouges anglaises ouvrirent le feu sur une foule de manifestants en colère, tuant cinq d'entre eux. Les morts forment un échantillon social représentatif du mouvement: un marin afro-indien, un

quartier maître, un peaussier, un cordier et un apprenti tourneur d'ivoire. Leur mort contribua à lier les niveaux inférieurs de l'alliance révolutionnaire à ses dirigeants.

Le mouvement américain s'approfondit et se radicalisa à nouveau après la *Boston Tea Party* de décembre 1773, qui avait vu des opposants déguisés en indiens Mohawks jeter des balles de thé, la seule marchandise encore soumise aux droits de Townshend, des navires dans le port de Boston. Avant même que le Congrès Continental ne se réunisse en 1774, des Comités de Correspondance composés de la sorte de gens qui avaient formé les Fils de la Liberté, en vérité souvent des mêmes individus, pour résister au *Stamp Act* une décennie plus tôt, transmirent le message dans toutes les colonies.

La Révolution Française a été la plus grande et la plus complète des révolutions bourgeoises, mais il n'y avait pas, en 1789, un seul dirigeant de la bourgeoisie française qui aurait pu prévoir l'étendue de la lutte qui serait nécessaire pour en finir avec l'ancien régime.⁹ Il semblait même, au début, que des sections de l'aristocratie fussent prêtes à participer au travail de réforme de l'ordre établi. Mais au moment où le roi fut contraint de convoquer les Etats Généraux, le 5 mai 1789, l'énergie de cette 'révolution aristocratique' était épuisée.

Dans cette première crise interne, le tiers état représentait nominalement la totalité de la nation non noble ni ecclésiastique. En fait, il représentait la bourgeoisie. Des 610 délégués du tiers état, l'élément unique le plus important (25%), comme dans tant de parlements capitalistes depuis, était constitué par ceux qui étaient professionnellement engagés dans la défense des riches: les avocats. 13% étaient des manufacturiers; 5% venaient d'autres professions libérales, et seulement 7 à 9% étaient des agriculteurs.¹⁰

Le tiers état se déclara à la tête de ce qui, à ce stade, restait une tentative de contraindre le roi à des réformes sans détruire entièrement les institutions dirigeantes de la société. La première radicalisation de la révolution eut lieu lorsque des sections du tiers état quittèrent le camp révolutionnaire, rejoignant la majorité de la noblesse et du clergé pour œuvrer à un compromis, malgré la prise de la Bastille et la première éruption de la lutte paysanne.

Chacune de ces révolutions devait se radicaliser une deuxième fois chaque fois que la pression par en bas, et l'intransigeance de l'ancien régime, aboutissaient à un renouvellement de la direction révolutionnaire.

Dans la Révolution Anglaise, lorsque entre 1642 et 1645 la guerre civile devint une réalité, il se produisit dans les rangs parlementaires une nouvelle polarisation, mettant cette fois-ci en avant ceux qui voulaient poursuivre la guerre jusqu'à la suppression du roi, et peut-être même de la monarchie. C'étaient les Indépendants, regroupés autour de Cromwell et d'Ireton. De l'autre côté se trouvaient les Presbytériens qui ne combattaient, y compris à ce stade, que pour affaiblir le roi au point où un nouveau compromis deviendrait possible. En fait, les Presbytériens proclamaient qu'ils se battaient pour 'le roi et le parlement'. A ces modérés, Cromwell répliqua: 'Je ne vais pas vous endormir avec des formules compliquées sur ma mission au service du roi et du parlement. S'il se trouvait que le roi fût présent dans le corps ennemi, je déchargerais mon pistolet sur lui aussi bien que sur n'importe quel soldat'.¹¹ A ce stade de la révolution, l'acte décisif fut la création par Cromwell de la Nouvelle Armée Modèle (*New Model Army*), rendue possible par la mobilisation des ordres inférieurs de la société.

Dans la Révolution Américaine, la seconde phase de la radicalisation se manifesta dans le fait que dès 1775 les comités populaires avaient remplacé les ruines du gouvernement royal comme pouvoir effectif dans les colonies, prenant en charge 'toutes affaires qu'ils puissent concevoir allant dans le sens de ce qui est bon pour la cause américaine'. Les comités recrutaient des milices, organisaient le ravitaillement, jugeaient et emprisonnaient les ennemis de la révolution, et commençaient à contrôler les denrées et les prix. Ils convoquaient des réunions de masse pour 'prendre le sens des citoyens'. Ils frustrèrent les plans des Anglais pour reprendre le contrôle en

organisant des élections à une assemblée provinciale et en s'assurant que les radicaux l'emportent. En janvier 1776, Tom Paine publia un manifeste révolutionnaire, *Le sens commun* (*Common Sense*), qui utilisait le langage ordinaire des artisans et fermiers ordinaires pour exhorter le mouvement à briser une fois pour toutes avec l'Angleterre. Il vendit 150.000 exemplaires, et ses arguments étaient répétés chaque fois que des révolutionnaires se rencontraient pour en convaincre d'autres que la résistance devait mener à l'indépendance.

Cette radicalisation, étalée sur dix ans, ne pouvait manquer d'alarmer les élites qui s'efforçaient de rester à la tête de la résistance aux Britanniques, même si elles étaient conscientes que ces derniers ne pouvaient être vaincus sans une telle agitation populaire. La Guerre d'Indépendance les aida à maintenir le mouvement dans certaines limites. A la différence du conflit de 1642-45 en Angleterre, ce n'était pas une guerre civile mais une guerre d'indépendance. Par conséquent, l'effet de la guerre n'était pas de polariser plus avant le camp révolutionnaire, comme cela avait été le cas avec la création de la Nouvelle Armée Modèle, ou devait l'être pendant la Révolution Française. Une fois la guerre commencée, l'Armée Coloniale, sous les ordres de Washington, remplaça de plus en plus les méthodes de guérilla de la première bataille de Lexington par la discipline militaire ordinaire, imposée par les riches et les puissants qui dominaient le corps des officiers. A l'inverse, la création de la *New Model Army* avait nécessité le 'putsch interne' de la *self-denying ordinance* (résolution du Long Parlement de 1645 interdisant aux parlementaires - s'interdisant à eux-mêmes, *self-denying* - toute fonction exécutive civile ou militaire - NdT) dirigée contre les aristocrates qui étaient demeurés au parlement.

En France, la seconde phase de la révolution commença lorsqu'il fut coupé court à la longue et stérile quête d'un compromis par la fuite du roi à Varennes le 21 juin 1791. Il était désormais clair, même pour les partisans les plus ardents du consensus, qu'aucun accord n'était possible. La noblesse fomenta désormais ouvertement la contre-révolution, à la fois à l'intérieur et en conspirant avec les têtes couronnées d'Europe pour faire la guerre de l'étranger, espérant que le conflit unirait la nation derrière la classe dirigeante traditionnelle. 'Au lieu de la guerre civile, nous aurons la guerre étrangère, et les choses iront bien mieux', écrivit Louis XVI.¹²

La réplique populaire à cette menace prit par surprise, non seulement l'aristocratie, mais aussi la direction révolutionnaire existante. En 1792, la mobilisation populaire contre la menace de contre-révolution à l'intérieur et à l'extérieur scella le sort de la monarchie et marqua une nouvelle radicalisation de la révolution. Les Girondins, nommés d'après la région de France d'où ils venaient, insistèrent pour que les 'citoyens passifs', les ordres les plus bas des gens ordinaires, fussent appelés à défendre la nation et la révolution. Mais la mobilisation des masses populaires sous la bannière des *sans culottes* (en fr.) et des enrégés apporta avec elle des revendications que les Girondins ne pouvaient accepter. En mai 1792 à Paris, le 'curé rouge' Jacques Roux exigea la peine de mort pour ceux qui stockaient des céréales; un an plus tard il proclamait avec insistance que 'l'égalité n'est rien d'autre qu'une ombre vide aussi longtemps que les monopoles donnent aux riches le pouvoir de vie et de mort sur leurs frères humains'.¹³ Ce message circula dans Paris au moyen de la démocratie directe: les assemblées et les réunions des 'sections' administratives de la ville, les clubs politiques associés et les journaux de gauche.

Au début, les classes populaires récemment soulevées, la petite bourgeoisie et les journaliers et les ouvriers en dessous d'eux, en plus des soulèvements paysans continuels dans les campagnes, ouvrirent une brèche entre les Girondins, qui hier encore étaient les dirigeants les plus radicaux de la révolution, avec Danton comme leader, et la Montagne (ou les Montagnards, les députés de gauche ainsi nommés parce qu'ils occupaient le tiers supérieur de l'Assemblée Nationale, dirigés par Robespierre et les Jacobins). Les Girondins se tinrent à l'écart du mouvement révolutionnaire du 10 août 1792, qui renversa la monarchie et abrogea le suffrage restreint inscrit dans la constitution de l'année passée. C'était une abstention coupable, et les Girondins partagèrent le sort du roi.

Les Jacobins furent couronnés des lauriers du 10 août. Mais ils s'appuyaient eux-mêmes sur le soutien de deux fractions de classe différentes, la petite bourgeoisie et les artisans, d'une part, et les journaliers et les ouvriers que les premiers employaient, d'autre part. Cette alliance, et la mobilisation populaire qui la sous-tendait, atteignit son point culminant en 1793-94. Dès 1793, le gouvernement révolutionnaire jacobin avait fini par se constituer de telle manière qu'il était capable de faire face de façon effective et définitive à ses ennemis aristocratiques, en partie en satisfaisant l'exigence populaire d'une loi fixant le prix maximum des denrées de première nécessité (et aussi les revendications salariales). Mais, au moment même de la victoire, l'alliance entre les Jacobins et les *sans culottes*, qui avait rendu la victoire possible, se dénoua.

Même les Jacobins ne pouvaient accepter un programme économique qui limitait ainsi les pouvoirs de la bourgeoisie, pas plus qu'une redéfinition du 'peuple' comme constitué des seuls *sans culottes*, excluant les sections de la bourgeoisie sur lesquelles les Jacobins s'appuyaient de façon dominante. 'Il n'est pas surprenant', note George Rudé, 'que les idées politiques et les aspirations sociales de ces hommes fussent à de nombreux égards différentes de celles des propriétaires, avocats, médecins, professeurs et hommes d'affaires qui siégeaient à la Convention, ou même de celles des petits avocats, commerçants et fonctionnaires qui dominaient dans les clubs jacobins de province et dans les associations'.¹⁴

Dans toutes ces révolutions, la division finale entre les dirigeants révolutionnaires révèle les contradictions de classe sous-jacentes, et les limites économiques de ce qui était possible. En Angleterre, la démocratie radicale des Niveleurs et des Agitateurs élus par des régiments de la Nouvelle Armée Modèle est battue par le centre stable de la '*middling sort*', la classe moyenne menée par Cromwell et Ireton. En Amérique les propriétaires d'esclaves et la classe des hommes d'affaires l'emportent. En France, les *sans culottes* et les Jacobins sont vaincus par la contre-révolution.

Peu de temps avant l'exécution de Charles, le dirigeant Niveleur John Lilburne fut convoqué devant Cromwell et son Conseil d'Etat pour répondre de l'agitation persistante des Niveleurs en faveur de leur programme démocratique radical *l'Accord du peuple* (*The Agreement of the People*). Lilburne était, comme de coutume, intransigent. Il fut invité à se retirer, mais de la salle voisine il entendit Cromwell dire: 'Je vous le déclare, vous n'avez pas d'autre façon d'agir avec ces hommes que de les briser, ou bien ils vous briseront... et ils feront de vous, aux yeux de tous les hommes raisonnables du monde, l'espèce la plus méprisante qui soit au monde, d'hommes stupides et à l'âme vile, capables d'être brisés et évincés par une espèce aussi méprisante d'hommes infâmes que la leur, et donc, je vous le redis, il est nécessaire que vous les brisiez'.¹⁵ Cromwell s'employa à faire ce qu'il avait promis, et, quelques mois plus tard, la mutinerie des Niveleurs dans l'armée se termina par l'exécution de trois radicaux au cimetière de Burford.

Malgré tout, ces mêmes développements, et la menace persistante de la gauche, obligèrent Cromwell à abandonner tout compromis avec le roi et à s'engager sur la voie, passant par le régicide, de l'établissement d'une république. Il y eut alors un dernier effort pour porter plus loin la radicalisation du mouvement: les tentatives des '*Diggers*', en particulier à St George's Hill, dans le Surrey, de fonder des communautés 'communistes'. Comme l'expliquait leur porte-parole le plus connu, Gerrard Winstanley, le programme des *Diggers* allait bien au-delà de la démocratie telle que la concevaient John Lilburne et les Niveleurs, et posait la question de l'égalité sociale et économique. Mais même au point culminant de la radicalisation populaire il n'y avait pas de classe sociale, parce qu'il n'y avait pas de développement économique sous-jacent, capable de mettre en œuvre le rêve radical des *Diggers*. Leur legs aux radicaux qui sont venus après eux, jusqu'à nos jours, est le rêve d'une liberté politique, sociale et économique, même s'ils n'avaient pas les moyens de la réaliser à leur époque.

En Amérique, la désaffection populaire envers la guerre était certainement plus grande qu'en Angleterre, même si dans les deux cas certains ressentaient, de façon erronée mais compréhensible, que c'était une 'guerre des riches' qui apporterait peu de changements quel que fût le vainqueur. Daniel Shays, ouvrier agricole pauvre et ancien soldat, mena en 1786 une rébellion qui agita le spectre d'un renouveau du radicalisme populaire. Les rebelles utilisaient les tactiques mêmes qui avaient fait leurs preuves contre les Anglais, se rassemblant en armes pour fermer le tribunal local. Mais désormais leurs alliés de 1774, les radicaux de Boston, étaient divisés. Certains, alliés avec des négociants conservateurs, dirigeaient le gouvernement de l'Etat et envoyèrent des miliciens loyaux disperser les partisans de Shays. Sam Adams était des leurs, et contribua à faire passer un décret contre les émeutes (*Riot Act*) et à suspendre l'*habeas corpus*, permettant ainsi aux autorités de maintenir des prisonniers en détention sans procès. Un partisan de Shays vaincu plaidait: 'C'est vrai, j'ai été des comités', mais 'je suis sincèrement désolé... et j'espère que cela me sera pardonné'.¹⁶ Peu ému par de tels sentiments, Adam répondit: 'Dans une monarchie le crime de trahison peut être pardonné ou puni légèrement, mais l'homme qui ose se rebeller contre les lois d'une république doit être mis à mort'.¹⁷ La rébellion de Shays n'a jamais développé la clarté programmatique de l'*Agreement of the People* ou le poids politique de l'organisation de Lilburne; malgré tout la similitude avec la défaite des Niveleurs à Burford est patente.

La classe dirigeante triomphante, menée par les fédéralistes Alexander Hamilton et James Madison, s'employa, comme Cromwell avant eux, à créer un Etat unitaire plus fort. Et aussi bien en Angleterre qu'en Amérique la bourgeoisie s'est imposée dans ce cadre, plus adapté à long terme. En Angleterre en 1689, la classe dirigeante a déjoué une nouvelle tentative des Stuart d'établir un pouvoir monarchique, et dès 1832 la bourgeoisie industrielle avait établi sa complète hégémonie sur son vieux partenaire propriétaire foncier. En Amérique, l'épilogue a été plus dramatique que le prologue. La deuxième Révolution Américaine, connue sous le nom de Guerre de Sécession, a écrasé totalement le pouvoir de la '*slavocracy*' (aristocratie des propriétaires d'esclaves - NdT) des grands domaines du Sud.

C'est dans la Révolution Française que les différences de base de classe et de programme politique au sein du camp révolutionnaire sont les plus claires. Les *sans culottes* ont uni les petits bourgeois et les artisans dans une seule organisation au moment où ces couches se trouvaient en conflit avec une couche plus développée de gros capitalistes. Les *sans culottes* ne pouvaient pas constituer une organisation de la classe ouvrière, parce que cette classe n'avait pas encore la capacité d'élaborer ses propres revendications et de former son propre mouvement. Mais ils étaient une organisation qui canalisait le désespoir du peuple, des salariés, des journaliers et des artisans qui ne possédaient pas de capital. Les *sans culottes* voulaient apporter des restrictions à la richesse des capitalistes et l'établissement d'une république des petits propriétaires; mais ils étaient des petits capitalistes eux-mêmes (ou sous l'influence de petits capitalistes) et ne pouvaient de façon consistante brider l'accumulation du capital.¹⁸

La direction des Jacobins, qui forment peut-être une contrepartie exacte des Niveleurs, a trouvé dans les *sans culottes* une force dont elle avait besoin contre la résistance acharnée de son ennemi aristocratique. Mais dès que cette nécessité n'exista plus, ils réagirent contre ce pacte encore plus furieusement que Cromwell contre les Niveleurs. Cromwell eut dix ans, et l'accomplissement de l'œuvre de sa vie, avant que la contre-révolution ne lui fasse payer l'écrasement des Niveleurs. Robespierre survécut quelques mois avant que Thermidor ne lui fasse expier la répression des *sans culottes*.

La gauche radicale devait encore connaître un bref mais lumineux été indien. Sur les traces de Winstanley et de Shays marchait Babeuf. Mais cette 'révolution après la révolution' fut, à nouveau, différente des précédentes. Si le programme des *sans culottes* exprimait en fin de compte la réaction nostalgique d'une classe ouvrière artisanale à moitié émergée aux contradictions du

capitalisme, la Conspiration des Egaux de Babeuf fut, elle, proche de connecter une vision utopique du communisme, ce qui lui donnait une sorte de continuité avec les *Diggers*, avec une classe de travailleurs salariés bien plus développée que celle de l'Angleterre du 17ème siècle. De plus, dans l'organisation des Conspirateurs, malgré le caractère trompeur de son nom, ont peut voir les vagues signes avant coureurs d'une organisation politique moderne de la classe ouvrière.¹⁹

L'histoire est pleine de telles annonces du futur, aussi bien par des mouvements sociaux que par des individus. Le dessin par Léonard de Vinci d'un 'hélicoptère' est un des ces magnifiques pressentiments de choses à venir, y compris de certains principes techniques qui pourraient donner réalité au rêve. Des centaines d'années de développement économique ont été nécessaires avant que le dessin de Léonard ne devienne une réalité pratique. Il en est de même avec les *Diggers* et la Conspiration des Egaux. Néanmoins, nous ne tournons pas plus le dos au génie de Winstanley ou de Babeuf qu'à celui de Vinci. Nous cherchons à combiner leur vision de l'avenir avec ce que nous savons aujourd'hui de la manière dont cette vision peut être transformée en réalité.

Qu'est-ce qui a changé en 1848?

Dès avant l'éclatement des révolutions de 1848, Marx et Engels étaient clairs sur deux points. Le premier était que la révolution à venir serait de nature bourgeoise, c'est-à-dire qu'elle déboucherait sur un Etat capitaliste, dont la forme la plus souhaitable était démocratique et républicaine. Le second, que la bourgeoisie devrait être poussée à régler ses comptes avec l'ancien régime, dans la mesure où la force grandissante de la classe ouvrière lui faisait craindre que, dans les désordres d'une révolution, elle ne soit écartée en même temps que l'Etat féodal. Pour Marx et Engels, 'cette révolution l'Allemagne l'accomplit... dans des conditions plus avancées de civilisation européenne, et avec un prolétariat plus développé que l'Angleterre et la France n'en possédaient au XVIIème et au XVIIIème siècles. Par conséquent, en Allemagne, la révolution bourgeoise sera forcément le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne'.²⁰

Ainsi, dans les premiers stades de la révolution, Marx et Engels combattaient comme l'aile gauche la plus extrême de la révolution démocratique. Cela dit, le *Manifeste Communiste*, écrit avant la révolution, exhortait les socialistes, même si la classe ouvrière devait lutter avec la bourgeoisie 'lorsqu'elle adopte une conduite révolutionnaire', à 'éveiller chez les travailleurs une conscience claire de l'antagonisme radical de la bourgeoisie et du prolétariat'.²¹ L'approche de Marx et Engels, au début de la révolution, consistait à 'aiguillonner la bourgeoisie à partir d'une base de gauche indépendante, en organisant les classes plébéiennes séparément de la bourgeoisie de manière à frapper ensemble contre l'ancien régime, et à préparer ce bloc démocratique du prolétariat, de la petite bourgeoisie et de la paysannerie à se porter temporairement à l'avant-garde si la bourgeoisie donnait des signes de veulerie, par analogie au gouvernement jacobin en France en 1793-94'.²²

Mais cette position fut modifiée de façon significative par Marx et Engels au cours du développement des révolutions de 1848. Pendant les trois premiers mois de la révolution allemande il semblait que la bourgeoisie, même si elle était irrésolue, pouvait être poussée à l'action décisive. Mais plus la révolution durait, et plus la bourgeoisie se montrait timide et paralysée. Dès les 'journées de juin' toutes les classes exploiteuses, y compris la bourgeoisie, et la plupart de leurs porte-parole démocrates s'étaient rangées aux côtés de la réaction. Marx et Engels étaient de plus en plus portés à conclure que seules les classes exploitées, les ouvriers et les paysans, pouvaient emmener la révolution en avant. Comme l'écrivait Marx dans son journal la *Neue Rheinische Zeitung*, que ses commanditaires bourgeois abandonnaient à cause de ses positions radicales,

La bourgeoisie allemande s'était développée de façon si indolente, si pusillanime et si lente, qu'elle se voyait confrontée de façon menaçante par le prolétariat et par toutes les sections de la population urbaine reliées au prolétariat... au moment même de sa propre confrontation menaçante avec le féodalisme et l'absolutisme... La bourgeoisie prussienne n'était pas, comme la bourgeoisie française de 1789, la classe qui représentait l'ensemble de la société moderne... Elle avait sombré au niveau d'un ordre social... enclin dès le départ à la trahison contre le peuple...²³

Face à une trahison de la bourgeoisie bien plus profonde que ce qu'ils avaient escompté, Marx et Engels modifièrent leur axe stratégique, concluant désormais qu'une action indépendante de la part de la classe ouvrière et une attitude plus critique, sur les questions tant tactiques que théoriques, envers les démocrates bourgeois étaient essentielles. L'explication par Marx de l'attitude que devaient avoir les travailleurs envers les démocrates est d'une grande importance:

Ils doivent pousser à l'extrême les propositions des démocrates qui, en tout cas, ne se montreront pas révolutionnaires, mais simplement réformistes, et transformer ces propositions en attaques directes contre la propriété privée. Si, par exemple, les petits bourgeois proposent de racheter les chemins de fer et les usines, les ouvriers doivent exiger que ces chemins de fer et ces usines soient simplement et sans indemnité confisqués par l'Etat en tant que propriété de réactionnaires. Si les démocrates proposent l'impôt proportionnel, les ouvriers réclament l'impôt progressif. Si les démocrates proposent eux-mêmes un impôt progressif modéré, les ouvriers exigent un impôt dont les échelons montent assez vite pour que le gros capital s'en trouve compromis. Si les démocrates réclament la régularisation de la dette publique, les ouvriers réclament la faillite de l'Etat. Les revendications des ouvriers devront donc se régler partout sur les concessions et les mesures des démocrates.²⁴

Si la révolution se développe, les divisions politiques au sein du camp révolutionnaire, basées sur des différences de classe sous-jacentes, commencent à s'exacerber:

C'est le sort de toutes les révolutions que cette union de classes différentes, qui à un certain degré est la condition nécessaire de toute révolution, ne puisse subsister longtemps. Une fois la victoire obtenue sur l'ennemi commun, les vainqueurs se trouvent aussitôt divisés en camps différents et retournent leurs armes les uns contre les autres. C'est ce développement rapide et passionné de l'antagonisme de classe qui, dans des organismes sociaux anciens et complexes, fait de la révolution un agent aussi puissant du progrès social et politique.²⁵

En réponse à cette polarisation, Marx exhorte les révolutionnaires à se concentrer sur l'organisation politique indépendante de la classe ouvrière, confiant dans le fait que plus celle-ci est puissante et plus elle poussera les démocrates bourgeois sur la gauche, qu'ils soient ou non au gouvernement. Marx espère que le mouvement des travailleurs peut devenir si fort qu'il peut se transformer en révolution contre les démocrates libéraux. Désormais, Marx pense, ce qui n'était pas clair dans son esprit avant les révolutions de 1848, que ce sera une révolution socialiste.

C'est cette nouvelle perspective qui l'amène à conclure que, dans la mesure où l'appareil d'Etat n'est pas un corps neutre qui peut simplement passer du service d'une classe à celui d'une autre, la classe ouvrière doit se concentrer sur la construction de son propre appareil étatique parallèlement et en opposition à celui des classes possédantes. Ces organisations émergeront de la lutte contre l'ancien régime: comités de grève, corps locaux de délégués de salariés et meetings de masse, etc. Là où les conditions de la lutte le permettent, ces derniers comporteront la formation de milices ouvrières, armées avec ce qui leur tombe sous la main ou ce qu'elles confisquent aux forces armées de l'Etat. Ces organisations 'anti-étatiques' sont décrites par Marx comme des 'conseils révolutionnaires locaux' ou des 'gouvernements ouvriers révolutionnaires' et ils ne peuvent coexister

longtemps avec l'Etat bourgeois sans un règlement de comptes décisif dans lequel, soit les travailleurs détruiront l'Etat, soit l'Etat détruira les organes du pouvoir ouvrier:

[les travailleurs allemands] ... contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner - par les phrases hypocrites des petits bourgeois démocratiques - de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : La révolution en permanence !²⁶

Nous voyons là que la perspective de la révolution permanente remonte aux écrits de Marx de 1850. C'est là l'origine de l'idée selon laquelle il devrait y avoir, dès le début de la révolution et alors même que le parti ouvrier soutient les 'revendications démocratiques', une perspective stratégique d'organisation socialiste indépendante de la classe ouvrière, se donnant pour but, d'abord la création d'une dualité de pouvoir, et ensuite une révolution socialiste.

Les révolutions bourgeoises par en haut

Les révolutions de 1848 ont mis un terme définitif à la période pendant laquelle la bourgeoisie désirait et pouvait agir comme une classe révolutionnaire. Après cette date, il n'y a plus de tentative de la bourgeoisie pour prendre la tête des masses dans une révolution contre l'ordre ancien. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'elle détenait désormais la réalité du pouvoir politique, même dans les pays les plus développés sur le plan économique. Cela ne veut pas non plus dire que le processus dynamique d'accumulation du capital était arrêté. Loin de là. L'effet des révolutions bourgeoises a été d'accélérer le rythme de l'accumulation capitaliste, et de mettre en place un marché mondial plus complet qu'auparavant. Et la réticence de la bourgeoisie à fournir une direction politique à la masse de la population signifie encore moins que les révoltes populaires contre l'ancien régime appartenaient désormais au passé.

Bien au contraire, on voit se constituer deux grands axes qui, à partir de 1848, se poursuivent tout au long du 19^{ème} siècle. L'un était l'élément de continuité de la révolte populaire, comportant de plus en plus l'activité et l'organisation conscientes de la classe ouvrière. La lame de fond de ce courant se manifesta en 1871, lors de la première et brève floraison d'une révolution ouvrière victorieuse: la Commune de Paris. Mais même lorsque de tels sommets n'étaient pas atteints, l'activité populaire et ouvrière pouvait être décelée, par exemple, dans le *New Unionism* (nouveau syndicalisme) des années 1880 en Grande Bretagne, et bien sûr dans le développement, à travers l'Europe de la fin du siècle, de syndicats et de partis sociaux-démocrates influencés par le marxisme.

L'autre processus de mutation qui a suivi 1848 était constitué par la tentative continuelle, de la part de la bourgeoisie, de développer des formes politiques et étatiques convenant aux nouvelles conditions de l'accumulation du capital. L'unité nationale, et le remodelage correspondant de la machine étatique dans le sens des besoins des capitalistes - un produit fondamental des révolutions anglaise, américaine et française - était désormais une nécessité impérieuse pour toutes les classes capitalistes, dans la mesure surtout où l'avantage concurrentiel que les premiers tiraient de leurs révolutions était de plus en plus évident aux yeux des retardataires.

Lors de la Guerre de Sécession, Lincoln canalisa la mobilisation populaire dans la lutte militaire contre le Sud, remodelant ainsi le capitalisme américain dans son ensemble à l'image de la bourgeoisie nordiste. Ce faisant, il unifia par la force la classe dirigeante et lui permit de poursuivre sa 'destinée manifeste' de conquête des terres de l'Ouest jusqu'au Pacifique. En Italie, l'unification nationale et la création d'un Etat bourgeois mobilisa, autour de figures comme Garibaldi et Mazzini,

une initiative populaire strictement maintenue dans les limites du constitutionnalisme de Cavour. En Allemagne, les armées de Napoléon avaient fait beaucoup pour défricher le terrain à l'entreprise bismarckienne de construction d'un Etat. La défaite de 1848 permit à ce processus d'aller de l'avant sans empêchement majeur de la part des masses, jusqu'à la montée du Parti Social Démocrate et de la classe ouvrière organisée à la fin du siècle.

L'intérêt qu'il y a à repérer brièvement ce processus est de démontrer que la bourgeoisie n'a pas cessé de poursuivre ses propres visées politiques, y compris celles qui impliquaient des transformations sociales majeures, en abandonnant les méthodes d'action révolutionnaires. Elle ne s'est pas davantage dispensée du désir d'utiliser les énergies des classes sociales qui lui étaient inférieures. Elle s'est simplement refusée à leur donner un leadership révolutionnaire. La bourgeoisie craignait leur action en même temps qu'elle cherchait à tirer profit des soulèvements créés par les mouvement populaires.²⁷

Lénine et Trotsky : révolution socialiste et révolution démocratique

L'évaluation initiale par Lénine des forces engagées dans la révolution russe est contenue dans sa brochure *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*. Ce travail est antérieur à l'expérience de 1917; en fait, il précède même son assimilation complète des leçons de la révolution de 1905. Sur des points importants c'est une régression à une position moins développée politiquement que celle de Marx et Engels en 1850. Dans *Deux tactiques*, Lénine prétend que les conditions économiques et sociales de la Russie ne sont pas suffisamment avancées pour que la révolution à venir soit une révolution socialiste. La révolution devait avoir un caractère démocratique bourgeois:

Le degré de développement économique de la Russie (condition objective) et le degré de conscience et d'organisation des grandes masses du prolétariat (condition subjective indissolublement liée à la condition objective) rendent impossible l'émancipation immédiate et totale de la classe ouvrière. Seuls les gens les plus ignares peuvent méconnaître le caractère bourgeois de la révolution démocratique en cours.²⁸

Lénine pensait que la bourgeoisie russe était trop faible pour mener la révolution démocratique comme l'avaient fait la bourgeoisie anglaise dans les années 1640 et la bourgeoisie française dans les années 1790. La classe ouvrière aurait donc à diriger une insurrection qui renverserait le tsarisme et établirait une république démocratique. Mais pour mener à bien cette tâche, la classe ouvrière devrait agir sous la direction d'un parti révolutionnaire qui insisterait sur une stratégie sans compromis avec les démocrates bourgeois hésitants et leurs compagnons de route dans les organisation de la classe ouvrière, les mencheviks.

Cette position avait à l'évidence un certain nombre de points forts, dont les principaux étaient l'affirmation du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution démocratique et l'insistance sur la construction d'un parti révolutionnaire faisant une propagande socialiste, même si le socialisme n'était pas le but immédiat de la révolution. Et une telle stratégie nécessitait une attitude fermement critique et une indépendance politique complète vis-à-vis à la fois des démocrates bourgeois, le parti Cadet en cours de formation, et des mencheviks.

Mais, malgré l'insistance de Lénine sur ces éléments cruciaux, *Deux tactiques* contient une faiblesse entraînant des glissements en arrière constants, en particulier de la part de ceux qui se proclamaient les partisans de Lénine mais qui ne partageaient pas son intransigeance révolutionnaire. Parce que si la révolution doit déboucher sur une démocratie bourgeoise, si une 'dictature démocratique' est le stade le plus achevé que puisse atteindre la révolution, alors la classe

ouvrière est réduite à assumer la position la plus à gauche, à être l'élément le plus consistant de la révolution démocratique. Et donc ses représentants politiques joueraient le rôle joué par les Niveleurs dans la révolution anglaise et les sans culottes dans la révolution française. Cette situation est porteuse du danger que le parti révolutionnaire sous-estime la conscience et la mobilisation de la classe ouvrière, adaptant ses slogans aux tâches démocratiques de l'heure et oubliant l'agitation socialiste indépendante. Si une telle situation se présente, le parti peut devenir une force retardant le développement de la classe en omettant de formuler une stratégie qui cristallise les aspirations de ladite classe. Au contraire, il peut canaliser son énergie dans une lutte pour des buts bien plus limités que ceux que les travailleurs sont capables d'obtenir.

L'avancée cruciale réalisée par Trotsky dans son travail de 1906 *Bilan et perspectives* a consisté à mettre en évidence le fait que, si la classe ouvrière était l'élément dirigeant de la révolution, elle ne se donnerait pas pour limites de simples revendications démocratiques - elle exigerait l'armement des travailleurs, l'expropriation des capitalistes et tout le pouvoir aux conseils ouvriers. L'industrie capitaliste s'était développée au point où le tsarisme était dans une crise terminale. Bien que l'industrie ne se soit pas développée à l'échelle, par exemple, de l'Allemagne ou de l'Angleterre, là où elle existait en Russie elle connaissait les formes les plus avancées. Ainsi, l'usine Poutilov de Pétrograd (destinée à devenir une 'citadelle du bolchevisme' en 1917) était une des firmes les plus avancées de son temps sur le plan technologique. C'est ce que Trotsky appelait 'le développement inégal et combiné': les formes les plus avancées du développement capitaliste sont transplantées, souvent par l'investissement international, au cœur de pays sous-développés.²⁹

Trotsky poursuivait en abondant dans le sens de Lénine sur le point que la bourgeoisie russe était trop timorée pour mener une révolution démocratique, essentiellement parce que la classe ouvrière qui s'était développée autour des nouvelles industries effrayait les capitalistes, agitant le spectre d'une révolution qui pourrait balayer d'un seul et même coup le tsarisme et la bourgeoisie. Par conséquent la classe ouvrière ne se limiterait pas aux revendications démocratiques. Lorsque la classe ouvrière lutte, elle ne peut qu'utiliser les méthodes de la classe ouvrière: arrêts de travail, grève générale, conseils ouvriers, etc. Mais ces méthodes de lutte sont tout autant dirigées contre la bourgeoisie que contre le tsarisme. Elles posent la question: 'Qui dirigera l'usine?' aussi bien que la question: 'Qui dirigera l'Etat?' La révolution sera donc une révolution socialiste (c'est-à-dire une révolution économique et politique) et non pas seulement une révolution politique (démocratique).

Trotsky complétait son analyse en montrant que la révolution socialiste aurait les moyens de tenir bon, malgré l'arriération de la Russie, parce que le pays faisait partie intégrante de l'économie mondiale, parce que la crise du capitalisme était internationale, et, donc, parce que la révolution pouvait se développer dans les pays avancés occidentaux. Ce faisant, elle fournissait la base matérielle du développement d'une société socialiste, rendant la révolution permanente. En d'autres termes, la révolution démocratique, du fait de l'indépendance de la classe ouvrière qui était sa force motrice, et en vertu de sa dimension internationale, devait connaître immédiatement une *transcroissance* en révolution socialiste.

Et c'est exactement ce qui s'est passé en 1917. Mais, en 1917, le Parti bolchevik fonctionnait toujours sur la perspective des *Deux tactiques*. C'est la raison pour laquelle il était, entre février et avril, à la remorque du Gouvernement provisoire et des mencheviks. Et la direction tout entière du parti était persuadée que Lénine était devenu fou lorsqu'il fit, à son arrivée à la Gare de Finlande, un discours appelant à une seconde révolution, socialiste celle-là. Et les *Thèses d'avril* de Lénine ne bénéficièrent au début de pratiquement aucun soutien parmi les dirigeants bolcheviks. Lénine avait accepté, dans son essence, la théorie de la révolution permanente de Trotsky.

La Révolution Russe

La principale nouveauté que la révolution de 1917 ajoutait au schéma des révolutions de 1848 résidait dans le fait que certains socialistes s'étaient faits, dès le départ, les collaborateurs zélés des démocrates bourgeois dans leurs efforts pour contenir la révolution. Les mencheviks et les socialistes révolutionnaires (SR), et, jusqu'au retour de Lénine en Russie en mars 1917, une importante section des bolcheviks, parmi lesquels Staline et d'autres dirigeants du parti, soutenaient clairement le gouvernement provisoire. Au début, les mencheviks et les SR fournissaient ce service à partir de leurs sièges au Soviet de Pétrograd, mais en avril ils rejoignirent formellement le gouvernement. Le parti bolchevik, malgré le malaise que ressentaient certains de ses membres, soutenait le gouvernement sans y participer.

Seules les *Thèses d'avril* de Lénine permirent de réarmer le parti en adoptant la perspective de Trotsky (et de Marx) sur la révolution permanente. A partir de là, les bolcheviks étaient en opposition au gouvernement provisoire et seulement soucieux de renforcer les soviets en tant qu'organisations indépendantes de la classe ouvrière. Comme l'a écrit Trotsky:

Dans toutes les révolutions précédentes, sur les barricades se battaient des ouvriers, de petits artisans, un certain nombre d'étudiants ; des soldats prenaient leur parti ; ensuite, la bourgeoisie cossue, qui avait prudemment observé les combats de barricades par la fenêtre, recueillait le pouvoir. Mais la Révolution de Février 1917 différait des révolutions précédentes par le caractère social incomparablement plus élevé et par le haut niveau politique de la classe révolutionnaire, par une hostile défiance des insurgés à l'égard de la bourgeoisie libérale et, en conséquence, par la création, au moment même de la victoire, d'un nouvel organe de pouvoir révolutionnaire : un Soviet s'appuyant sur la force armée des masses.³⁰

C'est en raffermissant le pouvoir des soviets que les bolcheviks sont parvenus à contrer la tentative de putsch de Kornilov contre le gouvernement provisoire et à mener à la victoire une révolution socialiste en octobre 1917. Mais la victoire n'a pas été sans rencontrer des résistances, de même que la stratégie de la révolution permanente. Le grand divorce entre le socialisme révolutionnaire et le stalinisme s'est fait précisément sur cette question. L'internationalisme était au cœur de la Révolution d'Octobre, non pas comme un injonction morale abstraite mais en tant que moyen de la survie même de la révolution. Lénine répétait continuellement, avant Octobre et après, que le pouvoir des soviets ne pouvait durer que si la révolution se propageait à l'Ouest:

Il n'y a pas le moindre doute que la victoire finale de notre révolution, si elle devait rester isolée, s'il n'y avait pas un mouvement révolutionnaire dans d'autres pays, serait sans espoir... Notre salut face à toutes ces difficultés, je le répète, est dans une révolution de toute l'Europe.³¹

Trotsky, répétant le pronostic qu'il avait fait dans *Bilan et perspectives* après la révolution de 1905, écrivait:

Si les peuples d'Europe ne se soulèvent pas pour briser l'impérialisme, nous serons battus - cela est hors de doute. Soit la révolution russe lèvera le tourbillon de la lutte à l'Ouest, soit les capitalistes de tous les pays étoufferont notre combat.³²

Ce n'était pas non plus l'opinion isolée de Lénine et Trotsky. C'était sur 'la révolution européenne' que les 'calculs confiants, non seulement de quelques optimistes, mais des bolcheviks de toutes tendances, étaient basés'.³³ Par-dessus tout, Lénine et Trotsky espéraient que la révolution se répandrait en Allemagne. Si cela avait été le cas, elle n'aurait pas seulement modifié tout l'équilibre international des forces de classe, rendant impossible aux puissances impérialistes de continuer leurs guerres d'intervention et évitant au gouvernement révolutionnaire d'avoir à

abandonner d'immenses portions de territoire lors de la paix de Brest-Litovsk; elle aurait aussi transformé la situation interne de la révolution. L'industrie, et avec elle les effectifs et la confiance de la classe ouvrière, aurait pu être restaurée. L'alliance cruciale avec la paysannerie, dont la révolution dépendait, aurait pu être maintenue en apportant des produits manufacturés aux campagnes pour les échanger contre les céréales nécessaires aux grandes villes affamées.

Mais au lieu de cette victoire internationale, la Révolution Russe resta isolée. La classe ouvrière, décimée par la guerre civile, les guerres d'intervention et la famine qui suivit, se rétablit, quand et où elle le put, à pas de tortue. Les grains devaient être réquisitionnés, arrachés aux paysans à la pointe des baïonnettes. Finalement le régime dut introduire une restauration partielle du marché - la Nouvelle Politique Economique - qui donna naissance à une couche de bureaucrates profiteurs et à des paysans riches. En fait, la bureaucratie restait le seul élément stable dans une société dont les institutions révolutionnaires avaient été détruites par le terrible prix que la classe ouvrière avait du payer en luttant pour les défendre.

Voilà les conditions dans lesquelles la tendance stalinienne de la bureaucratie commença à asseoir son pouvoir. Elle en vint à représenter une couche hostile à l'idée même d'internationalisme: le slogan de Staline était: 'le socialisme dans un seul pays'. Trotsky défendait le principe sans lequel la Révolution d'Octobre n'aurait pu triompher: l'internationalisme prolétarien. Comme nous l'avons vu, Trotsky et Lénine avaient compris que si la révolution devait être socialiste, et non pas simplement démocratique - ce qui dans le meilleurs des cas aurait donné une économie capitaliste et une république parlementaire - elle devait s'étendre aux pays industriels avancés. C'était là toute la base théorique sur laquelle la Troisième Internationale avait été fondée.

Une fois que Staline eut brisé le lien entre la possibilité d'une révolution socialiste à l'intérieur et la lutte pour la maintenir en l'élargissant sur le plan international, c'était toute la base de la politique révolutionnaire des bolcheviks en Octobre qui était sapée. Le 'socialisme dans un seul pays' de Staline proclamait avec insistance que l'Etat russe pouvait 'se débrouiller seul' et critiquait Trotsky pour sa 'sous-estimation de la paysannerie'. Sur le plan international, cela ramenait la politique bolchevique à la position des mencheviks en 1917. Le modèle de révolution que Staline propageait désormais dans tout le tiers monde était la révolution 'à deux étapes'. D'abord, une révolution démocratique, dans laquelle la classe ouvrière devait subordonner les aspirations spécifiquement socialistes à une alliance large destinée à mettre en place une démocratie parlementaire. Ce n'est qu'après que cette étape ait été franchie que des revendications socialistes pouvaient être formulées.

L'approche de Staline signifiait que la révolution n'avait pas besoin de la classe ouvrière internationale pour remporter la victoire, dans la mesure où une 'révolution démocratique' pouvait être réalisée grâce à une alliance transversale de forces progressives agissant dans une arène purement nationale. Ainsi, il devint acceptable que des révolutionnaires argumentent en faveur de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et des 'sections progressistes de la bourgeoisie' dans les révolutions du futur. En Chine en 1926, et en Espagne en 1936, cela mena au désastre parce que la classe ouvrière se trouvait subordonnée à des nationalistes bourgeois (Jiang Jieshi) ou des parlementaires bourgeois (les partis républicains espagnols). Le résultat fut, dans les deux cas, la contre-révolution et la dictature.

La révolution bourgeoise après la défaite en Russie

Le mouvement ouvrier essuya dans la période de l'entre deux guerres une série de défaites dévastatrices, avec le triomphe du fascisme. En Italie, les deux 'années rouges' de lutte révolutionnaire à la suite de la Révolution Russe ont pris fin sur la consolidation du fascisme par Mussolini dans les années 20. L'élan de la révolution allemande a mis longtemps à retomber, mais

finalement la faillite du Parti Communiste Allemand, dominé par les staliniens, dans la tentative de résoudre la crise de la République de Weimar en faveur de la classe ouvrière, a pavé la voie à la prise du pouvoir par Hitler en 1933. L'année suivante, un soulèvement tardif des ouvriers dans 'Vienne la Rouge' était brisé en même temps que les fascistes prenaient le pouvoir. En 1936, la Révolution Espagnole et les luttes autour de l'élection du gouvernement de Front populaire en France donnaient un instant l'espoir de repousser la vague nazie, mais une fois de plus le comportement du Comintern détruisait cette opportunité. Le décor était planté pour une nouvelle guerre mondiale.

La destruction engendrée par la guerre, et la démobilisation, par les partis communistes, de la vague de luttes populaires de gauche d'après-guerre, en particulier en Italie, signifiait que l'humeur révolutionnaire généralisée qui avait présidé à la fin de la Première Guerre mondiale n'était présente, après la Seconde, que d'une manière étouffée. De plus, un niveau soutenu de dépenses d'armement, quantitativement plus élevé que pendant l'entre deux guerres, apporta une période de trente ans d'expansion économique sans équivalent dans le passé du capitalisme. A cet égard, la période postérieure à la Deuxième Guerre mondiale était très différente des années 20 et 30, marquées par la crise. La scène internationale elle-même fut transformée au cours des Trente Glorieuses. Les vieilles puissances coloniales européennes, vainqueurs comme vaincus, avaient terminé la guerre dans un état d'épuisement économique. Confrontées à la double pression d'ouvrir leurs marchés à la concurrence des sociétés américaines désormais dominantes et de faire face à une résistance anti-coloniale croissante, elles s'avèrent incapables de conserver leurs empires. La deuxième moitié du 20ème siècle a été la grande ère de la décolonisation, même si le pouvoir économique exercé par les Etats impérialistes devait s'avérer aussi dommageable pour la masse de la population des anciennes colonies qu'il l'avait été à l'époque de l'administration directe.

Ces grandes transformations anti-coloniales, combinées avec les défaites subies dans le passé par le mouvement ouvrier international et la croissance économique qui devait marquer les Trente Glorieuses, aboutirent à inscrire la dynamique du processus révolutionnaire dans un schéma entièrement nouveau. Les analyses qui soutenaient la théorie de la révolution permanente de Trotsky étaient contestées par ces nouveaux développements. La théorie de Trotsky était construite entre deux axes. L'un était le fait que la bourgeoisie était incapable de ressusciter son passé révolutionnaire dans les conditions modernes, et par conséquent de mener à bien la construction d'un Etat capitaliste indépendant unifié face à l'opposition concertée des classes dirigeantes pré-capitalistes ou coloniales. Le second était que la classe ouvrière remplirait le vide ainsi créé, résolvant simultanément les problèmes de la révolution démocratique et de la révolution socialiste. Mais que se passait-il si la première de ces conditions, la faiblesse objective de la bourgeoisie, restait valide tandis que la seconde, le potentiel subjectif de la classe ouvrière, n'était pas réalisé?

Les cadres de la révolution des classes moyennes

Trotsky n'aurait pu prévoir les conditions sans précédent qui ont conspiré à mettre en place la situation qui était celle de l'après Deuxième Guerre mondiale. Cela dit, ces conditions nécessitaient une analyse nouvelle, et elle fut fournie par l'essai novateur du révolutionnaire britannique Tony Cliff publié sous le titre '*Deflected Permanent Revolution*' ('révolution permanente déviée').³⁴ Analysant la révolution chinoise de 1949 et la révolution cubaine de 1959, Cliff démontrait que dans les périodes où la classe ouvrière était incapable de défier l'ordre ancien, alors même que celui-ci se décomposait sous l'effet d'une crise sociale globale, d'autres forces sociales se montraient à même de jouer un rôle politique significatif. La paysannerie a souvent fourni les forces de la mobilisation populaire dans cette période, mais comme les révolutions des temps modernes sont des événements essentiellement urbains, elle n'a pas pu exercer un leadership local efficace.

Cette direction pouvait être prise en charge, par contre, par des sections de l'intelligentsia de la classe moyenne - avocats, fonctionnaires, enseignants, personnalités littéraires, petits patrons, professeurs d'université.

Cette couche avait souvent été, dans une incarnation précédente, un élément crucial de la direction pratique des révolutions bourgeoises classiques. La grande bourgeoisie est souvent incapable de produire directement ses propres représentants politiques. Les classes moyennes sont fréquemment engagées professionnellement dans l'élaboration des conceptions idéologiques générales de la société, et vivent plus près de la masse de la population qu'elles tentent de conduire. Elles sont par conséquent de meilleurs représentants des programmes politiques bourgeois que les oligarques de la bourgeoisie eux-mêmes. C'est là une relation qui s'est perpétuée jusqu'à la période présente: il vaut mieux, pour la classe dirigeante, être représentée par une fille d'épicier ayant fait des études supérieures comme Margaret Thatcher (et par les hommes de loi qui dominent la Chambre des Communes), plutôt que Rupert Murdoch ou ses collègues ploutocrates ne tentent de se représenter eux-mêmes.

Une des grandes forces de l'analyse de Cliff était de dessiner un profil politique de cette couche de la population telle qu'elle apparaît dans les sociétés 'en développement' modernes. L'intelligentsia de ces sociétés est particulièrement disposée à jouer un rôle dirigeant dans les mouvements populaires lorsque la classe ouvrière est passive. Mais la révolution qui se produit dans ces circonstances est une révolution modernisatrice, nationaliste, anti-coloniale, certainement pas socialiste.

Les intellectuels étaient ... sensibles au retard technique de leurs pays. Participant au monde scientifique et technique du 20ème siècle, ils étaient handicapés par l'arriération de leur propre nation.³⁵

Ainsi l'intelligentsia se retourne-t-elle contre la classe dominante dont la 'mauvaise gouvernance', la 'corruption' et la 'lâcheté' face à l'impérialisme a conduit la nation dans une impasse. De tels individus sont à la recherche d'un nouveau Dieu, qu'ils trouvent dans la notion abstraite du 'peuple', en particulier de cette section qui a la plus grande difficulté à s'organiser pour elle-même, la paysannerie.

La vie spirituelle des intellectuels connaissait elle aussi une crise. Dans l'écroulement de l'ordre existant et la désintégration des schémas traditionnels, ils se sentaient sans sécurité, sans racines, sans valeurs fermes. Les cultures en dissolution donnaient naissance au besoin urgent d'une nouvelle intégration qui devait, si elle voulait remplir le vide social et spirituel, être globale et dynamique. L'intelligentsia embrassa le nationalisme avec une ferveur religieuse.³⁶

Mais ce désir de faire partie du 'peuple' et de mettre un terme à la subordination de la nation est toujours combiné avec un sentiment de supériorité, l'élite ressentant que les masses sont trop arriérées ou apathiques pour accomplir leur propre révolution.

Ils avaient une grande foi dans l'efficacité, y compris dans l'ingénierie sociale. Ils souhaitaient une réforme par en haut et auraient été heureux d'offrir un nouveau monde à leur peuple plein de gratitude, plutôt que de voir la lutte émancipatrice d'un peuple conscient de lui-même et librement organisé aboutir à un monde nouveau pour eux-mêmes. Ils étaient très intéressés par toutes les mesures susceptibles de sortir leur nation de la stagnation, mais très peu par la démocratie. Ils personnifiaient la tendance à l'industrialisation, à l'accumulation du capital, au renouveau national. Leur puissance était en relation directe avec la faiblesse des autres classes et leur nullité politique.³⁷

Ce profil politique faisait de la stratégie d'une accumulation capitaliste autocratique, dirigée par l'Etat, quelque chose de très séduisant pour cette classe sociale tout au long des Trente glorieuses. La Chine n'était que l'expression la plus pure de cette tendance. Mais, comme Cliff le faisait observer, 'd'autres révolutions coloniales - Ghana, Inde, Egypte, Indonésie, Algérie, etc. - dévient plus ou moins de la norme. Mais ... elles peuvent être mieux comprises lorsqu'on les approche du point de vue de la norme et qu'on les y compare'.³⁸

En Egypte, cette couche sociale était au cœur du principal parti nationaliste, le Wafd, depuis ses débuts. Comme l'explique l'ouvrage classique de Beinun et Lockman *Workers on the Nile*, 'le Wafd peut être le mieux décrit comme un parti nationaliste bourgeois, représentant le plus directement les intérêts des classes moyennes urbaines et rurales: les propriétaires d'exploitations agricoles de taille moyenne et les *effendiyya* urbains (journalistes occidentalisés, professeurs, avocats, étudiants, etc.). C'est de ce groupe que sont issus les activistes politiques du parti, même si des éléments plus riches ont continué à en dominer la direction'. Pourtant la rhétorique radicale du parti a permis aux activistes *effendiyya* de 'jouer un rôle important dans le mouvement ouvrier pendant la période d'entre deux guerres'.³⁹

Cliff explique que plus tard, en Egypte et en Syrie, la base sociale du nassérisme et du régime baassiste était constituée par des 'officiers de l'armée, fonctionnaires et professeurs, fils de négociants et d'artisans prospères, de paysans aisés et de petits propriétaires terriens... Les caractéristiques du "socialisme arabe" sont issues de cette position équivoque.' Par conséquent aussi bien Nasser que le Baas acceptaient 'les critiques du féodalisme, de l'impérialisme et du capitalisme monopoliste... Ils sont partisans du transfert des secteurs clés de l'économie à l'Etat...'. Mais comme cette perspective rejetait l'activité de la classe ouvrière en tant que base du socialisme, la propriété étatique n'avait rien à voir avec le socialisme.⁴⁰

Cette attitude contradictoire tire son origine de la position de la classe moyenne. 'L'attitude de la classe moyenne envers l'entreprise et la planification étatiques est véritablement très ambivalente. Comme membres de la bureaucratie d'Etat, ils sont intéressés à la promotion de l'entreprise d'Etat. Mais en tant que fils, frères et cousins de petits propriétaires, ils consentent pleinement à laisser le secteur privé traiter le secteur étatique comme une vache à lait. C'est ainsi que l'économie égyptienne souffre à la fois de l'inertie bureaucratique du capitalisme d'Etat et des démarches spéculatives du capitalisme privé'.⁴¹

En même temps que les révolutions post-coloniales étaient arrivées à leur terme, que les Trente glorieuses étaient finies et bien finies, et qu'une crise terminale secouait les régimes d'Europe de l'Est, ce modèle perdit l'essentiel de son pouvoir de séduction. Mais la classe qui considérait la modernisation comme l'objectif fondamental des mouvements populaires ne disparut pas pour autant. Et même si elle n'adhérait plus aux modèles économiques dérivés du stalinisme, elle continuait à voir l'Etat comme le véhicule crucial de sa stratégie politique. Dans certains cas, par exemple en Afrique du Sud, elle resta emprisonnée dans la vieille idéologie stalinienne jusqu'à l'effondrement du stalinisme lui-même. Et en tant que direction du mouvement de libération, et de la lutte des classes lorsqu'elle fit son retour, elle les influença dans ce sens.

En Europe de l'Est, où l'opposition se définissait nécessairement contre le stalinisme, d'autres idéologies prirent du service, ayant souvent à affronter les alternatives socialistes et révolutionnaires dans la lutte pour l'hégémonie. Dans la révolution indonésienne, il ne survécut que très peu de la vieille idéologie nationaliste et stalinienne après le coup d'Etat par lequel Suharto prit le pouvoir en 1965, renversant simultanément le fondateur nationaliste de l'Indonésie, Sukarno, et écrasant le parti communiste. Près de 32 ans de dictature ont unifié les membres de la classe moyenne exclue autour de sentiments démocratiques, et ils ont tenté de bénéficier du renversement de Suharto en s'employant essentiellement à pacifier le mouvement qui l'avait mené à bien.

On peut voir les mêmes schémas sociaux à l'œuvre dans le renouveau islamique qui a suivi la révolution iranienne de 1979. Oliver Roy a écrit, au sujet des partisans du renouveau islamique dans le tiers monde:

ils vivent avec les valeurs de la cité moderne - consumérisme et mobilité sociale vers le haut; ils ont abandonné les vieilles formes de convivialité, le respect des anciens et du consensus, lorsqu'ils ont quitté leurs villages... ils sont fascinés par les valeurs du consumérisme exposées dans les vitrines des grandes métropoles; ils vivent dans un monde de cinémas, de cafés, de jeans, de vidéo et de sports, mais ils tirent un revenu précaire de petits boulots ou restent au chômage dans des ghettos d'immigrés, avec la frustration inhérente à l'impossibilité d'avoir accès au monde de la consommation... Leurs actions militantes existent en symbiose avec l'environnement urbain...¹⁴²

Les nouveaux islamistes radicaux ont beaucoup de traits communs avec les radicaux de l'époque nationaliste:

Ce sont des jeunes gens qui ont fait des études secondaires et même supérieures qui ne peuvent pas trouver de situation dans professions qui correspondent à leurs attentes ou à leur vision d'eux-mêmes, soit dans le secteur administratif saturé ou dans l'industrie parce que le capitalisme national est faible, ou dans les réseaux traditionnels du fait de la dévalorisation des écoles religieuses... Ainsi les nouveaux éléments éduqués du monde musulman ne trouvent aucune ratification sociale, réelle ou symbolique, de ce qu'ils perçoivent comme leur nouveau statut.¹⁴³

Cette couche sociale est aussi inflammable, dans le monde moderne, qu'elle l'était à l'époque des révolutions bourgeoises ou des révolutions anti-coloniales plus récentes - mais elle agit désormais dans le cadre d'une structure sociale large, impérialiste et capitaliste, très différente des périodes précédentes.

Malgré tout, chaque fois que d'autres forces sociales, principalement le mouvement ouvrier, sont faibles ou manquent d'une direction socialiste cohérente, cette couche cruciale de la classe moyenne a continué à jouer un rôle longtemps après que leur incarnation idéologique capitaliste étatique a disparu.

Les révolutions de velours de 1989

Les causes des révolutions de 1989 en Europe de l'Est sont triples: d'abord, elles sont internationales, définies par la concurrence économique et militaire entre les blocs de l'Ouest et de l'Est; deuxièmement, elles sont liées à la décadence interne, économique et politique, des économies nationales et de l'empire russe; et troisièmement, la lutte des classes a déterminé comment ces forces se sont exprimées sous la forme de conflits sociaux et de stratégies politiques.

Les processus les plus profonds et les plus prolongés qui culminent dans les révolutions d'Europe de l'Est peuvent être trouvés dans le premier registre. La nature de ces régimes était que la fonction politique 'normale' de l'Etat, le monopole de la violence dans un territoire donné, se combinait avec la fonction 'normale' d'une classe capitaliste, le monopole de l'embauche et du licenciement de la force de travail. Elle est dès lors mieux saisie sous la désignation de 'capitalisme d'Etat'. Les régimes d'Europe de l'Est résultaient de l'occupation russe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Même si le modèle russe et ses copies d'Europe de l'Est présentaient les méthodes capitalistes étatiques de développement industriel sous leur forme la plus extrême, des éléments de cette approche étaient clairement visibles dans de nombreuses économies des années 30 et 40. Le choc international de la crise économique des années 1930, suivi par l'impératif centralisateur de la guerre totale, aboutissaient à ce que des éléments de capitalisme d'Etat étaient présents aussi bien

dans l'Allemagne de Hitler que dans la Russie de Staline, de même que dans l'Amérique du *New Deal*, ainsi que dans l'Angleterre de la période de la guerre et de l'Etat providence d'après-guerre. Le développement économique piloté par l'Etat devint également un modèle séduisant pour les régimes post-coloniaux.

L'attrait n'était pas illusoire. Dans l'immédiat après-guerre, l'expansion économique des régimes de capitalisme d'Etat fut plus rapide que celle des puissances occidentales. En fait, la corrélation était telle que plus le régime était capitaliste étatique, plus son expansion économique était rapide. L'indice de la production industrielle d'Allemagne de l'Est fut multiplié par cinq entre 1950 et 1969. Durant la même période, celui d'Allemagne de l'Ouest fut multiplié par sept - mais l'indice polonais connut la même progression. La Grande Bretagne eut une progression de moins de deux fois, alors que la Hongrie approchait de cinq fois. Et pendant que la France dépassait à peine le doublement de son indice, celui de la Roumanie était multiplié par dix.⁴⁴ Ces chiffres ne mesurent que la croissance de la production industrielle, et non la taille des diverses économies en valeur absolue. Mais ils montrent qu'il est faux de présenter les économies capitalistes étatiques comme stagnantes.

Dans cette même période qui voyait la croissance du capitalisme d'Etat, l'économie mondiale connut une expansion massive. Et en même temps qu'elle s'étendait, la dynamique de l'économie mondiale se transformait. Les monopoles privés et les firmes multinationales en vinrent à dominer les économies occidentales. Le commerce international se développa comme jamais auparavant. Ce processus commença à remettre en cause le progrès possible au moyen des méthodes d'accumulation capitalistes étatiques.

Pour les capitalismes d'Etat autarciques d'Europe de l'Est, ces Etats qui avaient tenté l'aventure de l'isolement le plus complet du marché mondial, le capitalisme étatique avait été parfait pour développer une base industrielle à partir d'un faible départ dans un monde d'après guerre où l'économie mondiale était elle-même faible. Malgré tout, lorsque les économies occidentales se rétablirent et entrèrent en croissance, et en même temps que le commerce mondial connaissait une expansion, l'isolement devint un inconvénient: les grandes sociétés occidentales, à la fois publiques et privées, étaient libres de s'organiser et de commercer à une échelle globale, recherchant sur la planète des matières premières, des installations et de la main d'œuvre à bas prix, ainsi que des marchés nouveaux et lucratifs. Les firmes d'Etat de l'Est opéraient dans un bloc qui avait toujours été plus faible que ses rivaux occidentaux, même dans les années d'avant-guerre. Des monnaies non convertibles, des ressources restreintes et les exigences impériales de l'Etat russe sapèrent leur compétitivité à l'échelle mondiale.

Sur le plan intérieur, il était clair que le progrès industriel de la période d'après-guerre ne se convertissait pas en une 'seconde révolution' en termes de produits de consommation durables. L'incapacité à se maintenir économiquement sur le plan international signifiait qu'il n'était plus possible de se mesurer avec l'Occident sur le plan militaire. La classe dirigeante capitaliste étatique était en train de perdre la guerre froide. Le résultat fut la détente, une tentative de transférer les ressources de l'économie militaire à l'économie civile, pour mieux pouvoir développer des capacités militaires dans l'avenir. Les enjeux de cette partie s'étaient considérablement élevés dans les années 1980 lorsque Reagan proposa le système de défense dit 'Star Wars' et que Mikhaïl Gorbatchev, dans la crainte d'un accroissement des dépenses militaires, répliqua par une série de propositions de désarmement dont il espérait que les Américains ne les refuseraient pas. Il avait raison, mais il était trop tard.

Des développements dans la lutte des classes devaient fermer cette voie vers la réforme. Cette narration révolutionnaire remonte cependant bien plus loin. Dans les années 1970 le dirigeant de la Pologne, Edvard Gierek, expérimenta une nouvelle stratégie pour faire face aux vagues de grèves et d'occupations d'usines qui avaient renversé son prédécesseur en décembre 1970. Il tenta

une 'seconde révolution industrielle' en empruntant à l'Ouest. De nouvelles installations industrielles seraient construites avec les prêts occidentaux, qui seraient remboursés en exportant à l'Ouest des biens de qualité occidentale. Ce plan connut un échec retentissant, pour une bonne part du fait que l'économie mondiale n'était plus en expansion comme pendant la période d'après guerre mais entraînait dans une période longue, toujours en cours, de récession et de croissance lente. En 1976, la dette monétaire de la Pologne atteignait dix milliards de dollars. Trois ans plus tard, elle était montée à 17 milliards de dollars.⁴⁵

D'autres dirigeants d'Europe de l'Est avaient tenté la même expérience de 'socialisme consumériste' - Janos Kadar en Hongrie, Erich Honecker en Allemagne de l'Est - et à la fin des années 1970 la dette par tête dans ces pays avait atteint le même niveau qu'en Pologne. L'échec économique amena un changement politique: Honecker tenta un rapprochement prudent avec l'église protestante, Kadar limita légèrement les restrictions apportées à la liberté intellectuelle. Mais la Pologne avait constitué la tradition la plus longue et la plus profonde de résistance ouvrière de masse à l'Etat, et c'est cela qui devait être le facteur décisif du renversement des régimes du bloc de l'Est.

En 1976, les travailleurs étaient à nouveau engagés dans une énorme vague de grèves contre la hausse des prix. Les chantiers navals de la Baltique étaient occupés, comme six ans auparavant. Plusieurs milliers d'ouvriers de l'usine de tracteurs Ursus, à Varsovie, marchèrent jusqu'aux voies ferrées, les arrachèrent et stoppèrent l'express Paris-Moscou. A Radom, au sud-ouest de Varsovie, les travailleurs incendièrent les locaux du Parti Communiste. Les hausses de prix furent retirées, mais les travailleurs payèrent pour leur victoire d'une autre façon: des milliers d'entre eux furent licenciés, jetés en prison et, à Radom et Ursus, ceux qui conservaient leurs emplois furent remis au travail en passant dans des couloirs de policiers qui les matraquaient.

Pour défendre les travailleurs après les grèves de 1976, des militants et des intellectuels formèrent le Comité de Défense des Ouvriers (KOR, d'après ses initiales en polonais). En septembre 1977, un an après sa fondation, le KOR éditait son propre journal, *Robotnik* (Le Travailleur). Le Premier Mai 1978, le Comité de Fondation des Syndicats de la Côte était créé à Gdansk et commença bientôt à sortir lui aussi un journal, *Robotnik Wybrzeza* (Le Travailleur de la Côte). 'Le KOR fonctionnait de façon très semblable aux recommandations de Lénine (dans *Que faire?*) sur la manière dont le parti communiste clandestin devait agir, en élevant le niveau de conscience du prolétariat dans les grands centres industriels'.⁴⁶ Les militants impliqués dans ces initiatives, et bien d'autres, devaient constituer la direction de Solidarité lors de l'immense vague de grèves qui secoua la Pologne en 1980. Leur développement politique devait être crucial pour l'ensemble du processus de révolution en Europe de l'Est.

Le mouvement des travailleurs qui avait donné naissance à Solidarité était insurrectionnel dans sa perspective. En juillet 1980, le gouvernement annonça une nouvelle valse des étiquettes qui furent à nouveau accueillies par une vague de grèves tournantes. Malgré les tentatives du régime de pacifier les travailleurs par une augmentation des salaires, les grèves se répandirent. En août, elles avaient atteint Gdansk et le chantier naval Lénine était occupé en réponse au licenciement de la militante du *Travailleur de la Côte* Anna Valentynowicz. La direction du chantier accepta les revendications des occupants, mais l'occupation continua en solidarité avec les grèves locales que l'action du chantier avaient allumées. Un Comité Inter-Usines (MKZ) fut établi pour l'ensemble de Gdansk. Les grèves et les occupations se répandirent, et les mines et les aciéries de Pologne méridionale firent grève pour la première fois. Les MKZ eux-mêmes se répandirent dans tout le pays, pour s'unifier en septembre en une seule organisation nationale, Solidarité. Le gouvernement fut forcé de négocier un accord sans précédent, les '21 points', accordant une quantité de réformes, dont la plus importante était le droit de former des 'syndicats indépendants autonomes'.⁴⁷

Une telle rupture dans l'autorité d'un Etat stalinien, jamais vue auparavant, créa une situation de double pouvoir. L'Etat essaya, mais sans succès, de réduire Solidarité dans les mois qui suivirent la première vague de grèves. Et Solidarité, pour sa part, en vint à prendre en charge de plus en plus la direction réelle de la société. Un militant du KOR a donné un témoignage éloquent de ce fait, même s'il le voyait plus comme un problème que comme une opportunité:

En ce moment les gens attendent de nous plus que ce qu'il nous est possible de faire... Cela dit, en Pologne aujourd'hui la société se rassemble autour des syndicats libres. C'est une mauvaise chose... Ce serait une bonne chose si le parti prenait la direction et soulageait de nos épaules les attentes des gens. Mais le fera-t-il maintenant? Aux yeux du peuple les nouveaux syndicats devraient tout faire: ils devraient remplir le rôle des syndicats, participer à l'administration du pays, être un parti politique et agir en tant que milice...⁴⁸

Les dirigeants de Solidarité n'acceptaient pas de satisfaire ces attentes en renversant le gouvernement, et cela devait décevoir ceux qui les soutenaient. Pire, ils commençaient à mettre des limites à l'action de leur base sous prétexte de ne pas provoquer le gouvernement. Pire encore, cette politique divisait et épuisait le mouvement, permettant à la classe dirigeante de reprendre l'initiative et d'organiser le coup d'Etat militaire du général Jaruzelski en août 1981.

Qu'est-ce qui amena la direction de Solidarité à se comporter de cette façon? Pourquoi ne soutinrent-ils pas les revendications de la base et des éléments radicaux dans la direction, en utilisant le pouvoir qu'ils admettaient que le syndicat possédait, pour renverser le gouvernement? Ce qui était crucial dans cette décision était la stratégie politique développée par la direction du KOR dans la période qui avait précédé la création de Solidarité. Jacek Kuron est sans doute la personnalité centrale, en tout cas la plus emblématique, de cette période.

Kuron était un militant de longue date, avec un passé exemplaire d'opposition au régime polonais. Dès 1965 il avait écrit, avec Karol Modzelewski, la fameuse *Lettre ouverte au parti*. Ce document, qui conserve son caractère impressionnant lorsqu'on le lit aujourd'hui, était une critique marxiste de l'Etat polonais. Semblable dans son analyse sociale à la théorie du capitalisme d'Etat, il tirait des conclusions expressément révolutionnaires: il appelait à un retour à de véritables conseils ouvriers, à l'armement des travailleurs et à une 'révolution anti-bureaucratique'. Il allait jusqu'à appeler à 'l'organisation de cercles ouvriers, noyaux du futur parti'.⁴⁹ Malgré tout, au moment où il jouait un rôle dans le KOR, puis dans Solidarité, Kuron devait abandonner cette perspective révolutionnaire.

Paradoxalement, le destin économique et social des régimes capitalistes étatiques devait jouer un rôle important dans la dérive droitière de Kuron. Le succès économique du stalinisme dans les années 50 et 60 permettait à l'opposition, en Pologne et dans toute l'Europe de l'Est, de croire qu'un renouveau du socialisme, un retour à la tradition marxiste authentique et à la démocratie des débuts de la Révolution Russe, était nécessaire. Même ceux qui avaient complètement brisé avec la notion de 'communisme de réforme', comme Kuron, étaient influencés par l'évidence factuelle que la propriété étatique constituait un modèle économique viable.

La *Lettre ouverte* avait proclamé qu'à la menace d'une intervention militaire russe répondrait le développement de la révolution dans le reste du bloc de l'Est, qui pouvait donc paralyser la capacité de la classe dirigeante russe à intervenir. Dès 1980, cependant, Kuron défendait la perspective réformiste en faisant précisément référence à la menace militaire russe. De la même manière que la gauche occidentale abandonnait les perspectives révolutionnaires de 1968 en faveur de la 'longue marche à travers les institutions', Kuron en venait à croire à une 'révolution auto-limitée' dans laquelle les institutions de la société civile seraient construites dans le cadre de l'ordre ancien, forçant graduellement celui-ci à s'accommoder aux normes démocratiques libérales.

Le changement de cap de Kuron était également marqué sur la question de l'organisation du parti. La *Lettre ouverte* avait été, sur ce plan, sans ambiguïté:

Pour que la classe ouvrière ait l'occasion de jouer le rôle dirigeant, elle doit être consciente de ses intérêts particuliers distincts. Elle doit les exprimer sous la forme d'un programme politique et s'organiser - en tant que classe luttant pour le pouvoir - en un parti politique, ou des partis, qui lui soient propres.⁵⁰

Au moment de la création du KOR, Kuron et son camarade Adam Michnik écrivirent une série d'essais appelant à un 'nouvel évolutionnisme'. Le KOR lui-même fut rebaptisé Comité d'Auto-Défense Sociale. Même si le rôle central de la classe ouvrière ne fut jamais abandonné, ce qui aurait été difficile étant donné le niveau de combativité des travailleurs polonais, cette force devait désormais être soumise à une stratégie politique graduelle. Il fallait rechercher de nouveaux alliés politiques, en particulier parmi les intellectuels rassemblés autour de l'église catholique. Ce nouveau réformisme de 'front populaire' n'avait que faire de l'organisation révolutionnaire décrite dans la *Lettre ouverte*. Lorsque, au milieu de la crise dans laquelle Solidarité se trouva plongée en 1981, des radicaux commencèrent à appeler à la formation d'un tel parti, Kuron parla contre eux.⁵¹ De telles idées n'étaient pas particulières à Kuron, mais devinrent le fonds commun des oppositions en Europe de l'Est dans les années 1980.

Le coup d'Etat militaire de 1981 fut une réfutation brutale de cette façon de voir. Pourtant l'approche réformiste continua à être celle des dirigeants de Solidarité alors même qu'ils étaient emprisonnés ou contraints à la clandestinité par les troupes de Jaruzelski. Mais si le coup d'Etat de 1981 fut une défaite pour Solidarité, ce n'était pas pour autant une victoire pour le régime. La classe dirigeante polonaise avait été tellement mise à mal par le coût de l'imposition de la loi martiale que cela ne pouvait être réédité. Marian Orzechowski, membre du comité central du PC polonais en 1981, du politburo en 1983, en fait le dernier ministre des affaires étrangères du parti, a écrit:

Je ressens personnellement que le 13 décembre 1981 a été une expérience extrêmement négative pour l'armée et la police. J'ai eu des discussions avec les généraux Kiszczak et Siwicki sur le fait que la loi martiale ne pouvait marcher qu'une fois. L'armée et la police ne pouvaient pas être mobilisées contre la société. La majorité de la direction du parti s'en rendait compte... On ne pouvait pas rejouer la loi martiale.⁵²

La classe dirigeante russe était peu désireuse d'agir, ce qui dément ironiquement les craintes de Kuron, et semblait avoir tiré la conclusion qu'il ne lui serait désormais plus possible d'intervenir pour réprimer des désordres civils dans son empire d'Europe de l'Est. La 'doctrine Sinatra', '*I did it my way*', comme devait l'appeler plus tard le porte-parole de Gorbatchev, Guennadi Ghérasimov, fut chantée sur un air polonais. Le général Jaruzelski lui-même se souvient:

Gorbatchev a dit à plusieurs reprises que les changements polonais ont été une incitation à la perestroïka... Il demandait souvent des documents sur ce que nous avons tenté et testé... J'étais très proche de Gorbatchev. Nous nous parlions sans réserves, disant que des vieux comme Jivkov (le Bulgare) et Honecker (d'Allemagne de l'Est) ne comprenaient rien.⁵³

Et la crise s'aiguissant à nouveau avec les grèves de 1988, Gorbatchev avait une motivation politique immédiate pour continuer à soutenir la décision du gouvernement polonais essayant de se maintenir au pouvoir en transigeant avec Solidarité plutôt que d'avoir recours à la répression. Le ministre des affaires étrangères polonais Orzechowski écrit encore:

Lorsqu'en février 1988 je lui dis [à Gorbatchev] que la position de Jaruzelski était attaquée, il fut très inquiet... Gorbatchev se rendait compte que si les réformes économiques mises en œuvre en Pologne devaient échouer, les durs de son camp pouvaient proclamer qu'une déviation des principes du socialisme ne pouvaient mener qu'à la catastrophe. Il vint en Pologne en juin 1988 pour apporter son soutien moral. A chaque réunion avec Jaruzelski, Gorbatchev approuvait ce qui se passait en Pologne.⁵⁴

La cause essentielle du changement d'attitude envers Solidarité était fondée économiquement: la Pologne et d'autres pays d'Europe de l'Est étaient désormais connectés aux régimes occidentaux par le commerce et par la dette. La dette extérieure de la Pologne, la plus élevée du bloc de l'Est, dépassait en 1988 la somme de 38 milliards de dollars. Une intervention armée mettrait en danger à la fois le commerce et les prêts, aggraverait une crise économique déjà sérieuse, et précipiterait les désordres civils - précisément ce qu'une intervention était censée arrêter. Au de là de ces conséquences internes, le projet de détente dans son ensemble aurait été anéanti par l'opération de police des Russes en Europe de l'Est.

Solidarité maintenait une structure clandestine. L'action gréviste renouvelée de 1988 ne laissait pas au régime polonais d'autre option que d'essayer de trouver une issue négociée à l'impasse. Malgré les grèves continues, que Lech Walesa essayait de démobiliser, les manifestations étudiantes et les protestations de l'aile radicale de Solidarité, les négociations de 'table ronde' avec le gouvernement commencèrent en janvier 1989. La réponse de Kuron aux critiques de la 'table ronde' en provenance des radicaux révèle à quel point il avait désormais adopté une stratégie réformiste totalement articulée:

Beaucoup de nos amis, membres de l'opposition en Pologne, nous demandent: pourquoi êtes-vous allés aux discussions de la table ronde? N'aurait-il pas mieux valu continuer à organiser les gens et à accroître le potentiel d'une explosion sociale - une explosion sociale qui éliminerait le système totalitaire? Notre réponse était 'non'. Nous ne voulons pas détruire le système par la force... la route vers la démocratie peut être un processus d'évolution graduelle, de construction progressive d'institutions démocratiques.⁵⁵

La table ronde continua et déboucha, en juin 1989, sur des élections que le régime pensait pouvoir gagner, en particulier parce qu'elles étaient faussées en sa faveur. Dans les faits, Solidarité remporta une victoire électorale bien plus grande qu'aucun de ses membres n'aurait pu l'imaginer. La voie des 'révolutions de velours' en Europe de l'Est était tracée. Mais Jacek Kuron avait raison lorsque, regardant en arrière en 1990, il écrivait:

La véritable mutation s'est produite en 1980, lorsqu'une vague de grèves massive a mené à la fondation de Solidarité, un syndicat indépendant que le gouvernement a été forcé de reconnaître. C'est là, véritablement, qu'il faut situer le moment où le système totalitaire a été brisé en Pologne.⁵⁶

En même temps que ces événements se déroulaient en Pologne, la classe ouvrière hongroise avançait à tâtons vers une semblable reconstruction du régime politique. En fait, six jours après la victoire de Solidarité aux élections polonaises, le gouvernement hongrois ouvrit sa propre table ronde de discussions sur les réformes. Une semaine plus tard, plus de 100.000 personnes se rassemblaient au ré-enterriment d'Imre Nagy, le dirigeant assassiné de la révolution hongroise de 1956. Mais il y eut comparativement peu de mobilisation populaire en Hongrie en 1989, et certainement pas une résurrection des conseils ouvriers de 1956. Cependant, si les événements de Hongrie ne nous disent pas grand-chose sur le rôle de la classe ouvrière dans la révolution, la

tranquillité même de la transition hongroise nous permet de voir la reconstitution d'une classe dirigeante sous sa forme la plus pure.

Dans les années 1970, la Hongrie a adopté de nombreux aspects de la politique de Gierek en Pologne, pour se trouver confrontée à des problèmes en gros similaires. Ouvrir l'économie à l'ouest signifiait accepter les prêts occidentaux, et accroître l'endettement. La dette extérieure de la Hongrie passa de 900 millions de dollars en 1973 à 5,8 milliards de dollars en 1978.⁵⁷ Le libéralisme économique se combinait à une certaine dose de libéralisme intellectuel. Elemér Hankiss, un universitaire hongrois qui devint après 1989 directeur de la télévision, écrit:

Dans les années 70, une espèce de social-démocratisation se développa dans certains endroits. Déjà, à la fin des années soixante, le régime de Kadar avait introduit une politique plus tolérante envers l'opposition et la société hongroise en général. Il avait permis à une 'deuxième économie' de se développer et autorisa l'émergence d'un processus de pluralisme culturel, même si bien évidemment il ne tolérait pas le pluralisme en politique.⁵⁸

L'économie formelle continua à s'enfoncer dans la crise dans les années 1970 et 1980, mais la 'deuxième économie' connut une croissance. Le nombre d'artisans indépendants en Hongrie était de 50.000 en 1953. En 1989 il s'élevait à 160.000. Dans les années 1970 on estimait que deux millions de familles hongroises étaient engagées dans la 'deuxième économie'. Le nombre des entrepreneurs, des boutiquiers et des employés passa de 67.000 en 1982 à près de 600.000 en 1989. Ces chiffres étaient bien sûr minuscules comparés à l'économie formelle, et l'activité économique que ces forces généraient ne pouvaient inverser le déclin, mais elles avaient une importance sociologique et idéologique. Elles étaient un des indicateurs montrant à la classe dirigeante hongroise une issue à la crise.⁵⁹ Dès le milieu des années 80, cette croissance se combina avec un changement politique, limité mais réel: une vague populaire, que l'Etat ne réussit pas à contenir, fit élire des candidats vraiment indépendants aux élections générales de 1985. Les indépendants obtinrent 10% des sièges au parlement.

La question de savoir si la classe dirigeante hongroise allait dans sa totalité tenter une transition vers une forme de capitalisme plus tournée vers le marché devait être tranchée par les échelons supérieurs de la bureaucratie d'Etat et les dirigeants des grandes entreprises industrielles. A cet égard, Hankiss note: 'Depuis ... 1987, le parti et la bureaucratie d'Etat tentent de convertir leur pouvoir bureaucratique en un type nouveau de pouvoir qui sera un actif susceptible d'être préservé dans le nouveau système, à savoir dans une économie de marché ou même une démocratie.' Le résultat 'peut être la montée d'une espèce de "*grande bourgeoisie*" du dix-neuvième siècle'.⁶⁰ Cette classe est un amalgame de différents éléments de l'ancienne classe dirigeante.

Premièrement, la bureaucratie étatique de l'ordre ancien a utilisé ses liens familiaux pour diversifier son pouvoir.⁶¹ Deuxièmement, lorsque les digues se rompirent en 1989, les bureaucrates du parti découvrirent qu'ils 'pouvaient convertir le pouvoir à un niveau institutionnel' et commencèrent donc à transformer des propriétés et des domaines fonciers de grande valeur, y compris les immeubles du parti, les centres d'entraînement et les complexes de loisirs, en sociétés semi privées ou d'économie mixte. Et en même temps que les bureaucrates du parti eux-mêmes il y avait les bureaucrates gestionnaires, les 'Barons rouges', qui se reconvertirent en capitalistes privés. Un troisième moyen utilisé par le régime pour convertir le pouvoir consista à 'transformer l'économie hongroise en économie de marché. Ceci... a été accompli de telle façon que cette nouvelle *grande bourgeoisie* profite pleinement des nouvelles législations.'⁶² En fait, cette conscience générale dans la classe dirigeante lui a permis de parasiter le soulèvement de 1989, ce qui explique le caractère pacifique de la transition en Europe de l'Est. En 1989, les institutions politiques de l'Europe de l'Est ont été transformées, mais la classe dirigeante n'a pas été renversée et les révolutions n'ont pas mis en place un mode de production nouveau. La classe dirigeante a

transformé une méthode d'accumulation du capital, celle du capitalisme d'Etat autarcique, en une autre mettant en oeuvre une combinaison de monopole privé, d'orientation vers le marché mondial et d'une continuité de propriété et de régulation étatiques. Ils reproduisaient le capitalisme occidental réel, mais pas le modèle fantaisiste de 'marché libre' célébré par le tapage idéologique.

A la fin des années 1980, une fraction substantielle de la bureaucratie du parti et de l'Etat hongrois découvrit des moyens de convertir son pouvoir bureaucratique en positions et actifs économiques lucratifs (et aussi, indirectement, en un nouveau type de pouvoir politique) dans le nouveau système basé sur l'économie de marché et la démocratie politique... Lorsqu'à la fin des années 1980 ils découvrirent qu'ils pouvaient... devenir une partie d'une classe dirigeante nouvelle et légitime, ou d'une *grande bourgeoisie*, ils ne virent plus l'intérêt de conserver le parti communiste comme instrument de pouvoir et de protection. Et par conséquent, dans la nuit du 7 octobre 1989, ils assistèrent avec indifférence, quand ils n'y participèrent pas activement, à l'auto-liquidation du parti.⁶³

Cette métamorphose de la classe dirigeante a été plus extrême en Hongrie que dans les autres pays d'Europe orientale. Elle était inconcevable sans l'action de la classe ouvrière polonaise, en 1980-81 et à nouveau en 1988. La lutte des ouvriers polonais avait démontré aux classes dirigeantes d'Europe de l'Est le prix à payer si elles persistaient à tenter de diriger à l'ancienne. Au surplus, c'est l'expérience de Solidarité combinée avec les difficultés économiques de la Russie et le besoin de rejoindre l'économie mondiale qui a créé la doctrine Sinatra de non-intervention. Ceci créa l'espace dans lequel les classes dirigeantes, la hongroise et les autres, pouvaient se recomposer elles-mêmes.

En fait, les événements de Hongrie ont apporté un chaînon vital à la chaîne des révolutions d'Europe de l'Est. Au début de 1989, le Parti communiste hongrois toujours aux commandes décida d'ouvrir sa frontière avec l'Autriche. C'était une initiative dramatique, qui fissurait irrémédiablement le bloc de l'Est toujours intact. Le ministre de la justice d'alors, Kalamán Kulcsár, se rappelle:

nous voulions montrer que nous pensions ce que nous disions et faisons. La Pologne et la Hongrie étaient alors les deux seuls pays engagés sur la voie de la réforme et il n'était pas du tout exclu que d'autres pays du Pacte de Varsovie ne tentent quelque chose contre nous. Nous étions certains que si des centaines de milliers d'Est-Allemands passaient à l'Ouest, le régime de la RDA s'écroulerait, et dans ce cas la Tchécoslovaquie serait également dehors. La Roumanie ne nous inquiétait pas trop, le seul danger pour nous venait de la RDA. Nous franchîmes le pas pour notre propre salut.⁶⁴

Même si le gouvernement hongrois prévoyait correctement les implications internationales de l'ouverture des frontières, il n'en vit pas les conséquences intérieures. 'Notre situation interne changea complètement. Réalisant subitement la force de sa position, l'opposition put faire avancer la date des élections, et c'en était fait du parti'.⁶⁵ Même là, il n'était pas clair dans tous les cas qu'une transition pacifique soit inévitable, comme le montre le cas de l'Allemagne de l'Est.

La classe dirigeante est-allemande comprit instantanément les implications de l'ouverture des frontières hongroises. Erich Mielke, chef de la Stasi (la police secrète), 'l'appela une trahison'.⁶⁶ Le dirigeant de la RDA, Erich Honecker, la décrivit comme 'rien de moins qu'une trahison'.⁶⁷ Quelque 24.000 Allemands de l'Est quittèrent le pays via la Hongrie entre le 10 et le 30 septembre.

L'Allemagne de l'Est était le mirador occidental de l'empire russe. Son sort avait toujours été étroitement lié à celui de l'empire qui l'avait créé. Les deux tiers du commerce de la RDA était avec la Russie. Honecker lui-même se souvient que le dirigeant russe Brejnev lui avait dit en 1970: 'N'oubliez jamais que la RDA ne peut pas exister sans nous; sans l'Union soviétique, sa puissance et sa force, sans nous il n'y a pas de RDA'.⁶⁸ L'Allemagne de l'Est ne pouvait être vidée de son contenu par sa classe dirigeante comme l'avait été le régime hongrois. Il n'y avait pas non plus de tradition

de combativité comme celle par laquelle la classe ouvrière polonaise avait usé la résistance de sa classe dirigeante.

Par conséquent, le régime est-allemand s'est écroulé comme résultat de la décadence de l'empire qui l'avait nourri et de la pression simultanée, par des manifestations grandioses et une émigration massive, de ses habitants ordinaires. Le fait que le régime ne tenta pas une contre-révolution violente n'était pas dû à un manque de volonté de la part de ses dirigeants, mais le résultant d'une implosion de l'empire précédant la mobilisation populaire, qui neutralisait les capacités répressives du régime.

L'Etat est-allemand célébrait son 40ème anniversaire le 6 octobre 1989, et Gorbatchev vint assister aux festivités. *Neues Forum*, l'organisation dissidente qui luttait pour les droits civiques, avait déjà été interdit après sa formation le mois précédent. Près de 1.000 personnes furent arrêtées le jour de l'arrivée de Gorbatchev, et 3.456 de plus pendant les quelques jours que dura sa visite. Pour marquer l'anniversaire, le 6 octobre une retraite aux flambeaux triomphale défila devant une tribune de personnalités saluant. Mais même si elle défilait en ordre, la foule ne put être contrainte à chanter en ordre. Au lieu de cela, elle scandait 'Gorbi, Gorbi'. Le lendemain matin, Gorbatchev et Honecker eurent leur réunion privée finale. En sortant dans le couloir, Gorbatchev laissa glisser une petite phrase qui, même si telle n'était pas son intention, condamnait l'Etat est-allemand: 'Quiconque agit trop tard est puni par la vie'. Il fit ensuite un discours devant le comité central du parti communiste qui constituait une attaque oblique contre le rythme des réformes en Allemagne de l'Est, amorçant le processus de crise dans la direction du parti qui devait aboutir au remplacement d'Honecker par Egon Krenz le 18 octobre.

Mais alors que la succession était décidée à l'ancienne manière, des choses très différentes se produisaient dans les rues. Le 7 octobre, des arrestations violentes ponctuèrent un défilé de 6.000 personnes à Berlin-Est; le jour suivant, il y eut à Dresde une manifestation avec 30.000 participants. Le même jour (8 octobre), les forces spéciales de sécurité furent mises en alerte. Pour la marche du jour suivant à Leipzig d'énormes forces de police, en même temps que des services d'ambulances et d'hôpitaux, furent mobilisées. On a dit que Honecker donna l'ordre de tirer à balles réelles. Le 9 octobre, 50.000 manifestants défilaient à Leipzig et il n'y eut pas de coups de feu. Il avait manqué une voix à l'ordre d'Honecker au comité central.⁶⁹ Les patrons locaux du parti eux aussi refusèrent de continuer à exécuter les ordres d'Honecker.⁷⁰

La classe au pouvoir dans son ensemble n'avait plus le moindre désir de suivre Honecker. Il avait été lâché publiquement par Gorbatchev et ses rivaux faisaient déjà campagne pour son limogeage. Honecker avait perdu la confiance de Moscou, et avec elle celle de ses compagnons au pouvoir. De telle sorte que le gouvernement est-allemand s'abstint de passer à l'action.

L'effet d'une telle paralysie du pouvoir fut dramatique. Une semaine plus tard, le 16 octobre, 100.000 personnes manifestèrent à Leipzig. Dès le 23 octobre, le nombre des manifestants atteignait 150.000; le 30 octobre, 300.000. Le 4 novembre, 500.000 personnes assistèrent à un rassemblement à Berlin-Est pendant que des dizaines de milliers quittaient le pays par la frontière désormais ouverte. Dans une tentative pour endiguer le flot, le régime annonça, le 9 novembre, que les postes frontières vers l'Allemagne de l'Ouest étaient ouverts. La conséquence inattendue fut que des foules se rassemblèrent des deux côtés du Mur de Berlin et commencèrent à le démolir avec des pioches, des marteaux et des burins.

Une table ronde fut ensuite organisée sur le modèle polonais, mais son unique résultat concret fut de fixer la date des élections: le 18 mars 1990. Helmut Kohl et l'appareil démocrate-chrétien occupèrent l'espace laissé vacant par l'effondrement du stalinisme, remportant les élections et apposant leur propre sceau sur le processus d'unification de l'Allemagne.

Pour que les événements aient pu prendre, pendant la révolution est-allemande, une orientation à gauche, il aurait fallu une organisation et une idéologie d'une consistance extrême.

Dans l'atmosphère idéologique extrêmement polarisée d'un pays coupé en deux, seule une alternative qui eût été aussi claire et consistante que les vieilles certitudes staliniennes d'un Honecker, d'un côté, ou la realpolitik impériale occidentale de Kohl, de l'autre, et également opposée à ces deux dernières, aurait pu obtenir un soutien. L'opposition est-allemande avait peu de ces qualités. L'un des fondateurs de *Neues Forum*, Jens Reich, se souvient de l'atmosphère qui était celle de l'opposition au début des années 1980:

La nouvelle opposition était individualiste et bohème, et constituait un kaléidoscope de groupes sociaux de 'contre-culture': hippies, maoïstes, anarchistes, militants des droits de l'homme, verts, gays, lesbiennes, 'l'église par en bas' protestataire - une mixture très bigarrée... en fait, pour des professionnels, quelque chose de franchement étrange! Ma femme Eva et moi étions comme des poissons hors de l'eau...⁷¹

Bien sûr, il aurait été parfaitement possible que d'un tel milieu émerge un noyau de gens clarifiant leurs idées, formulant une stratégie et commençant à construire des liens avec les travailleurs. C'était, malgré ses faiblesses, la voie sur laquelle s'était engagé le KOR en Pologne. Mais ce n'était pas le chemin que prirent les gens qui avaient fondé *Neues Forum*. Jens Reich explique:

Nous devons nous relier à une génération d'âge mûr plus 'respectable', pour leur donner le courage de sortir de leurs coquilles... Nous souhaitons faire en sorte d'être vraiment représentatifs, que *Neues Forum* ne comporte pas seulement des ecclésiastiques, pas seulement des Berlinoïses, pas seulement des intellectuels, pas seulement des marginaux issus du ghetto social. Ce critère nous amena ... un échantillon de gens normaux avec des métiers normaux et des sensibilités politiques différentes.⁷²

Cette stratégie fut au début payante, mais en même temps que la révolution se radicalisait, et que les questions politiques globales entrèrent rapidement en jeu avec la chute du Mur de Berlin, *Neues Forum* fut écarté sans ménagement par des forces politiques plus robustes. D'un côté, il était étouffé par l'idéologie capitaliste de marché d'Helmut Kohl et de l'énorme appareil de la CDU et de l'Etat. Malgré cela, de nombreux Allemands de l'Est rejetaient ce modèle, et plus encore en vinrent à le rejeter lorsqu'ils firent l'expérience de la vie sous le 'capitalisme réel'. Mais *Neues Forum* ne pouvait même pas se présenter comme un véhicule adéquat du mécontentement. De telle sorte que, de l'autre côté, il était neutralisé par le vieux parti communiste, reconstitué sous forme social-démocrate, qui s'appelait désormais le Parti du Socialisme Démocratique.

Ce n'est pas le sort inévitable du genre de groupes petits bourgeois qui constituaient le noyau de *Neues Forum*. Ils peuvent souvent jouer un rôle politique très efficace. Mais l'opposition est-allemande ne pouvait s'aligner avec la classe dirigeante, ne s'aligna pas avec la classe ouvrière et constitua finalement un élément dont la classe dominante ouest-allemande pouvait parfaitement se dispenser. Ils s'épanouirent brièvement lors de la révolution des fleurs, mais se fanèrent rapidement quand les véritables forces de classe vinrent occuper la scène.

La chute du Mur de Berlin fut le signal que la fin du capitalisme d'Etat dans toute l'Europe de l'Est n'était plus qu'une question de temps. Jan Urban, une personnalité dirigeante du Forum Civique tchécoslovaque, se rappelle:

La Pologne, la Hongrie et maintenant l'Allemagne étaient en mouvement. Et nous? Le 9 novembre, une brèche avait été percée dans le Mur de Berlin. Il était désormais tout à fait clair que la Tchécoslovaquie serait la prochaine sur la liste.⁷³

La différence entre le Printemps de Prague de 1968 et la révolution de 1989, aux yeux d'Urban, est que 'il y a vingt ans c'était de façon prédominante une question de crise de légitimité au sein de l'élite communiste au pouvoir dans un pays du bloc communiste, en 1989... c'était la variante tchécoslovaque de la crise de légitimité du système communiste dans son ensemble'. Même si le régime tchèque n'avait pas accumulé des dettes à l'échelle de celles de la Pologne, il avait, par voie de conséquence, créé une 'douloureuse dette intérieure... de telle sorte que la structure et l'équipement de l'industrie étaient impossibles à maintenir. Le système de transports était vieux, les services sous-développés et l'environnement naturel dévasté.⁷⁴ En même temps que d'autres classes dirigeantes en Europe de l'Est, celle de Tchécoslovaquie perdait toute foi dans les méthodes d'accumulation capitalistes-étatiques. L'arrivée de la perestroïka en Russie au milieu des années 1980 contribua à approfondir ce sentiment.

Cela faisait longtemps qu'il y avait des groupes dissidents en Tchécoslovaquie. Le plus célèbre était Charte 77, modelé sur le KOR polonais mais plus orienté vers les 'droits civiques' et moins sur l'activité de la classe ouvrière. Mais la véritable mobilisation de la masse de la population ne s'affirma qu'après la chute du Mur de Berlin. Tout au long de 1988 et 1989, des milliers de personnes signèrent des pétitions de protestation contre le régime tchécoslovaque, dont les plus importantes étaient organisées par l'église. Les manifestations n'attiraient pas plus de 10.000 personnes. En fait, c'était le nombre de ceux qui, aussi tard que le 28 octobre, se rassemblaient sur la Place Wenceslas pendant qu'au même moment, à Leipzig, défilaient des manifestations de 150.000 à 300.000 personnes. Ces manifestations, et celles qui suivirent, furent accueillies par des matraquages et des arrestations massives.

Il était clair que des sections du régime espéraient pouvoir mettre en scène une transition qui préserverait la plus grande partie de leur pouvoir. Mais s'ils perdirent le contrôle des événements, ce ne fut pas au point de mettre en danger l'ensemble du processus de passage à une démocratie parlementaire capitaliste. Le 17 novembre, la police anti-émeute chargea violemment une manifestation à Prague, et une opération de sécurité soigneusement planifiée fut montée pour faire croire qu'un étudiant, Martin Smid, avait été tué. Le but était de faire publier l'information par la presse dissidente, puis de montrer l'étudiant sain et sauf, discréditant ainsi l'opposition et ouvrant la voie au remplacement de Husak par le 'communiste de réforme' Zdenek Mlynar. En même temps des instructions données à la police de sécurité recommandaient :

...utiliser des agents influents pour infiltrer les partis d'opposition de façon intensive, le but étant de désinformer l'opposant, compromettre les membres les plus radicaux de l'opposition et exacerber les divisions en son sein. En même temps, créer les conditions pour que les agents de la police de sécurité obtiennent des promotions et des postes dans des compagnies sélectionnées...

La partie la plus malaisée de ce plan, remplacer Husak, échoua pour deux raisons. D'abord, Mlynar refusa de jouer le rôle qui lui avait été assigné, et ce malgré les efforts de Gorbatchev pour l'en persuader. Ensuite, et plus important, après la chute du Mur de Berlin le mouvement de masse prit un élan qui balaya tous les plans de succession dans le calme.⁷⁵

Une semaine après la chute du Mur, les chiffres des manifestants à Prague montèrent à 50.000. Deux jours plus tard, le 19 novembre, ils doublerent. Le jour suivant ils doublerent encore pour atteindre 200.000. Quatre jours plus tard, le 24 novembre, 500.000 personnes manifestaient place Wenceslas et écoutaient Alexandre Dubcek, le dirigeant en disgrâce du Printemps de Prague de 1968. Le même jour le bureau politique du PC démissionnait en bloc.

Le 25 novembre, une nouvelle foule de 500.000 personnes se rassembla pour écouter les discours de Dubcek et du dirigeant du Forum Civique Vaclav Havel. Deux jours plus tard, trois millions de travailleurs participèrent à une grève générale de deux heures, et 200.000 personnes manifestèrent sur la Place Wenceslas. Le résultat de cet élan massif d'activité populaire fut que le

Forum Civique annonça la suspension des manifestations et le gouvernement concéda des élections libres. Avant la fin de la semaine les dirigeants du PC avaient démissionné du gouvernement et une administration majoritairement réformiste s'était constituée.

Les dirigeants du Forum Civiques furent portés à la tête du mouvement, mais ne le créèrent pas. En fait, ce ne fut pas avant le 19 novembre 1989 que 400 activistes fondèrent le Forum Civique. Mais le long passé d'opposition des leaders du Forum, dont beaucoup étaient des militants de la Charte 77, fit d'eux des personnalités dirigeantes naturelles, des symboles de la révolte. Mais on ne peut pas dire d'eux qu'ils aient *activement préparé et organisé* la révolte à la manière dont les activistes du KOR avaient préparé, construit et dirigé Solidarité. Les déficiences sur le plan de l'organisation et de l'idéologie furent compensées par le poids cumulatif des révolutions en Europe de l'Est, qui provoquèrent directement à des mobilisations massives, et la décomposition interne du régime. Les souvenirs de Jan Urban expliquent bien à la fois la rapidité de la chute du régime et les buts limités de l'opposition:

La structure du pouvoir politique tout entière s'effondrait sous nos yeux. Nous ne voulions pas que l'Etat s'écroule avec elle, nous devons donc agir. Il n'y avait personne d'autre pour le faire. Il y eut même des moments où nous dûmes soutenir certains dirigeants du Parti Communiste auxquels nous venions de nous opposer.⁷⁶

Martin Palous, professeur de philosophie à l'université de Prague et membre fondateur du Forum Civique, souligne ce point de vue:

Les dirigeants du Forum Civique étaient en permanence choqués que leurs propositions se transforment comme dans un rêve en réalité. Cela donnait à tous l'impression qu'ils étaient de merveilleux politiciens... La structure des communications et du pouvoir du parti se désintégra.⁷⁷

La faiblesse cruciale résidait dans la stratégie politique de style 'front populaire' adoptée depuis longtemps par le Forum Civique. Urban à nouveau:

En quelques heures nous avons créé, de l'extrême gauche à l'extrême droite, une coalition qui n'avait qu'un seul but: virer Husak... Nous l'avions fait nous-mêmes, et l'ayant fait, nous trouvâmes que ce n'était pas suffisant. Désormais nous devons changer le système entièrement! Nous décidâmes que le meilleur moyen d'y parvenir était d'organiser des élections libres.⁷⁸

A ce stade, les forces qui ont déterminé le sort de la révolution tchécoslovaque apparaissent clairement. Un empire épuisé s'écroulait. Le régime national se désintégrait sous l'impact des mobilisations populaires massives. La classe ouvrière était désireuse de participer à une action de grève générale sous la direction de ceux que la révolution elle-même avait portés au premier plan. Mais ces dirigeants s'étaient au préalable engagés dans une perspective limitant la révolution à la mise en place d'une structure politique du type de celles qui dominent en occident. Ils choisirent de poursuivre ce but à l'aide d'une alliance transversale s'étendant de la gauche politique à l'extrême droite. A la croisée des chemins, cette idéologie, ainsi que le manque de racines véritables dans la masse de la classe ouvrière, les amena à interrompre le développement des grèves et mobilisations de masse. Ce qui en résulta fut un compromis entre les dirigeants du Forum Civique et les membres de la classe dirigeante, un accommodement qui permit à celle-ci, si l'on néglige l'élimination d'une poignée de personnalités symboliques, de conserver le pouvoir.

La révolution de Noël en Roumanie fut différente des révolutions du reste de l'Europe de l'Est. C'est un cas particulier, et le renversement violent du régime de Ceausescu requiert une analyse approfondie. A l'évidence, le régime roumain fut emporté par la vague montante qui avait

déjà balayé pratiquement tous les dictateurs d'Europe de l'Est au moment où elle déferla sur Ceaucescu. Les manifestants roumains scandaient 'Nous sommes le peuple', sur le modèle des allemands de l'Est. Mais si le mouvement de masse était inspiré par les autres révolutions de 1989, avec lesquelles il avait un grand nombre de traits communs, l'Etat contre lequel il se dressait était de nature assez différente.

Le capitalisme d'Etat roumain était un modèle qui n'était ni reconstruit ni réformé. La dette extérieure avait connu un pic au début des années 1980 et avait été réduite en appauvrissant la classe ouvrière. En 1988, il y avait un rationnement de la nourriture et du carburant. A Bucarest la fourniture d'électricité était réduite à un kilowatt par jour et par famille. Le régime roumain avait moins été entamé par des liens économiques croissants avec l'Ouest. Il y avait certes une démoralisation comparable à celle observée partout en Europe de l'Est, mais elle se heurtait à une barrière impénétrable, au cœur de la machine étatique, constituée par le clan étroitement maillé des Ceaucescu. Celui-ci avait un long passé de distanciation avec la politique étrangère et la stratégie de défense de la Russie, et n'avait de sympathie avec aucune forme de 'communisme de réforme'. Cette indépendance vis-à-vis de Moscou gagna à Ceaucescu l'admiration des dirigeants occidentaux au point que la 'clause de la nation la plus favorisée' lui fut accordée dans ses relations commerciales avec les Etats-Unis. De telle sorte que confronté à des troubles sociaux, le régime roumain était beaucoup plus porté à adopter l'attitude traditionnelle des dirigeants d'Europe de l'Est, à savoir la répression militaire, qui avait été la réaction de Jaruzelski en 1981, mais pas celle de ce même Jaruzelski en 1989.

Les premiers signes annonciateurs des troubles se manifestaient avec un certain retard sur le calendrier révolutionnaire d'Europe de l'Est lorsque, le 15 décembre 1989, le pasteur Laszlo Tokes, de la ville de Timisoara, fut frappé d'une mesure d'expulsion. Tokes était un Hongrois ethnique, ce qui est significatif à deux égards. D'abord, Ceaucescu avait annoncé l'année précédente un plan de 'systématisation' pour l'agriculture, qui comportait la démolition de 7.000 des 12.000 villages roumains, beaucoup d'entre eux situés dans des zones massivement peuplées de Hongrois. Ensuite, une guerre diplomatique faisait rage entre la Roumanie et la Hongrie depuis que cette dernière avait mis en place un programme de réformes, auquel Ceaucescu avait répliqué par une série de critiques sévères exprimées publiquement. Quelques mois avant l'ordre d'expulsion de Tokes, la télévision hongroise avait diffusé une interview du pasteur.

Le lendemain de l'avis d'expulsion, le 16 décembre, plusieurs centaines de personnes se rassemblèrent devant la maison de Tokes pour empêcher son exécution. Le jour d'après, Ceaucescu proclama théâtralement, devant son Comité Exécutif politique, la nécessité d'ouvrir le feu à balles réelles: 'Je ne pensais pas que vous utiliseriez des balles à blanc; c'est comme une averse de pluie... Ils doivent tuer les voyous, pas seulement les matraquer'.⁷⁹ Le même jour la police, la Securitate, tira et tua 71 manifestants. Le lendemain la protestation se répandit à la fois à Timisoara et dans tout le pays. Les troupes évacuèrent Timisoara le 20 décembre après que des ouvriers aient menacé de faire sauter l'usine pétrochimique, et que 50.000 manifestants aient saccagé les locaux du PC. Le lendemain, le pouvoir de Ceaucescu s'écroula lorsqu'un meeting de masse se transforma en manifestation de protestation. Le niveau de la résistance nécessitait une répression que la Securitate ne pouvait fournir à elle seule, mais l'armée de conscrits refusa d'intervenir. La Securitate essaya de résister, tirant sur les manifestants. Les combats connurent une escalade, et 700 personnes perdirent la vie au cours de la révolution. Ceaucescu essaya, le 22 décembre, de s'adresser à la foule depuis le balcon de l'immeuble du comité central du PC. La foule s'engouffra dans le bâtiment et Ceaucescu dut prendre la fuite par le toit en hélicoptère. L'armée se joignit à la bataille contre la Securitate en même temps que la foule s'emparait des stations de radio et de télévision. Ceaucescu et sa femme furent capturés et abattus trois jours plus tard, le jour de Noël 1989.

Le Front du Salut National, nouvellement formé, dominait le gouvernement provisoire qui comportait aussi quelques 'dissidents' et des leaders religieux. La Roumanie était l'un des Etats les plus répressifs d'Europe de l'Est. Ses dissidents n'étaient ni assez nombreux ni assez organisés pour mériter le nom de mouvement. Il n'existait, y compris dans l'intelligentsia, aucun programme de réforme largement reconnu. Il n'y avait ni KOR, ni Charte 77, ni *Neues Forum*. Le Front du Salut National n'était donc pas une organisation dissidente, mais l'un des groupes en compétition pour le pouvoir qui émergeaient de l'ancienne classe gouvernante. En l'absence de toute direction politique, un tel groupe était nécessairement plus ou moins composé d'anciens staliniens qui connaissaient le système et pouvaient le prendre en charge sans grands changements. Le président du Front du Salut National, Ion Ilescu, avait été dirigeant de l'organisation de jeunesse de Ceaucescu dans les années 1960; le second couteau du FSN était un ancien diplomate et officier de la Securitate; un autre homme fort du FSN, Silviu Brucan, était un ancien rédacteur en chef du quotidien du parti et avait été ambassadeur. Leur 'opposition' au régime se limitait au fait qu'ils s'étaient tous querellés avec Ceaucescu dans le passé.

Le passé de certaines personnalités dirigeantes de la révolution, et leurs rapports avec les aparatchiks du FSN, est révélateur. Ion Caramitru participa à l'occupation des studios de la télévision. C'était un acteur connu, directeur du Théâtre National de Roumanie. Octavian Andronic était caricaturiste et rédacteur en chef adjoint du journal du parti *Informatia* avant de lancer le journal libre *Libertatea* pendant la révolution. Nicolae Dide faisait des décors de cinéma avant de participer à l'assaut sur le bâtiment du Comité central. Il devint plus tard député. Petre Roman était professeur à l'école polytechnique lorsqu'il pénétra dans l'immeuble du Comité central avec la première vague, parvenant sur le balcon où il put faire sa déclaration célèbre selon laquelle le peuple avait pris le pouvoir.

La relation entre ces activistes de la classe moyenne et le noyau de l'ancien régime qui survivait dans le FSN est décrite par le géologue Gelu Voican-Voiculescu. Il participait à des combats autour de l'Hôtel Intercontinental, et se souvient d'être allé dans les locaux de la télévision le jour suivant: 'J'entrai dans le centre de télévision, comme ça, quelqu'un venant de la rue. A cinq heures, je faisais partie de l'équipe d'Ilescu, et cinq jours plus tard j'étais premier ministre adjoint. C'est presque inimaginable!⁸⁰ Petre Roman découvrit que son bref épisode d'héroïsme révolutionnaire lui ouvrait tout aussi rapidement les portes de l'élite. Il se souvient d'une réunion dans le bâtiment du Comité central: 'Les anciens bureaucrates en chef du système communiste étaient réunis et je me souviens que tout le monde était d'accord pour que Ilescu assume la responsabilité du pouvoir... Parmi la vieille garde, Brucan, le général Militaru, etc., j'étais le seul à venir de la rue'.⁸¹ Nicolae Dide se souvient lui aussi de la scène dans le bâtiment du Comité central:

Dans l'après-midi Ilescu arriva et ce fut le moment où nous perdîmes la révolution. Nous la lui abandonnâmes, non pas parce que nous le voulions, mais parce que nous n'étions pas de très bons révolutionnaires. Nous avions été pendant deux heures un gouvernement alternatif, le premier gouvernement de la révolution. Lorsque Ilescu et ses comparses entrèrent dans le bâtiment ils firent front... Le général Gheorge Voinea fit son apparition. Il déclara vouloir parler à la structure politique révolutionnaire. Aucun d'entre nous ne bougea. Nous n'avions pas la moindre conception d'une structure politique. A ce moment-là Petre Roman sortit de derrière nous et déclara: 'Nous sommes là'. Et il amena le général Voinea dans une réunion avec Ilescu et ses amis pour former le Front du Salut National, et puis ils allèrent parler à la télévision. Le général Voinea était avec eux. C'est comme ça qu'ils ont fait.⁸²

C'est ainsi que fut créé un paradoxe: l'expérience révolutionnaire la plus complète de 1989 donna naissance au changement social le plus superficiel de 1989.

La restauration de velours

Le vécu de la révolution en Europe de l'Est en 1989 fut un mélange de succès et de déception. La véritable réussite des révolutions de 1989 a été le renversement d'un système politique dictatorial, et son remplacement par une forme de gouvernement dans laquelle les salariés ont le droit d'adhérer à des syndicats et à s'organiser politiquement avec une liberté qu'ils n'avaient pas sous les régimes staliniens. La déception, c'est qu'un mouvement révolutionnaire international aussi puissant ait abouti à l'installation d'un nouvel ordre économique et politique qui préservait l'essentiel du pouvoir de la classe dirigeante, lui permettant de renouveler le processus d'accumulation du capital en exploitant encore plus la population laborieuse. Cette déception s'est manifestée, d'abord, par la désillusion de nombreux dirigeants des révolutions de 1989 et, ensuite, par l'exploitation économique et l'exclusion politique des travailleurs dans toute l'Europe de l'Est.

Bien des personnalités d'opposition considèrent aujourd'hui le résultat des révolutions de 1989 avec un sentiment profond de frustration. Presque tous considèrent que les limites qu'ils ont apportées au développement révolutionnaire étaient nécessaires, mais ils regrettent les effets de ce que Adam Michnik a appelé 'la restauration de velours'. Comparant le sentiment général en Pologne dans les années 1990 avec des périodes de restauration du passé, Michnik écrit:

La marque de la restauration est la stérilité. Stérilité du gouvernement, absence d'idées, manque de courage, ossification intellectuelle, cynisme et opportunisme. La révolution était porteuse de grandeur, d'espoir et de danger. C'était une époque de libération, de risque, de rêves fous, et de basses passions. La restauration, c'est le calme d'un étang mort, un petit marché d'intrigues mesquines, et la laideur de la corruption.⁸³

C'est la conduite de Solidarité elle-même que Michnik considère comme principale responsable de cet état des choses:

On n'est plus tenu d'aimer la révolution de Solidarité... Avec celui de cette révolution le temps de Solidarité et de Walesa est passé. Le grand mythe s'est transformé en caricature. Le mouvement pour la liberté a dégénéré en arrogance bruyante et en cupidité. Peu après sa victoire il a perdu son instinct d'auto-conservation. C'est la raison pour laquelle les formations post-Solidarité ont perdu les élections... Ne craignons pas d'insister sur ceci: ce n'est pas tellement que les partis post-communistes aient gagné, c'est plutôt que les partis post-Solidarité ont perdu.⁸⁴

Mais si Solidarité avait perdu son imagination et sa capacité à se préserver, c'est parce que les buts auxquels ses dirigeants l'avaient limitée avaient été atteints - une économie capitaliste et un système parlementaire, même si celui-ci était fragile et corrompu. Seule une politique plus profondément révolutionnaire aurait pu maintenir l'engagement de Solidarité envers sa base, mais c'est précisément cette politique que Michnik s'était employé à éliminer de Solidarité au cours des années 1980.

Michnik n'est pas le seul à être déçu. Jens Reich, de *Neues Forum*, dit: 'C'est étrange à dire, je ne suis pas satisfait, pas plus que les autres autour de moi. Maintenant que l'Etat est en décomposition, les gens commencent à regretter ses traits les plus sympathiques. D'une manière spéciale, beaucoup d'entre nous ont la nostalgie de cette société inefficace et paresseuse, qui est si éloignée de la société dure et compétitive dans laquelle nous avons été projetés.'⁸⁵

Le Tchèque Jan Urban prédit que 'les vrais problèmes sont devant nous' et que 'des difficultés économiques nous attendent', y compris 'des frictions nationalistes' et des 'affrontements avec des travailleurs mécontents'. Mais pour Urban, c'est simplement le prix à payer pour stabiliser les 'début de la démocratie parlementaire'.⁸⁶

Il ne s'agit pas là de la déception d'une poignée de rêveurs révolutionnaires, mais celle des dirigeants des révolutions de 1989. Le programme avec lequel ils sont entrés dans les événements comportait une vision idéalisée de la démocratie parlementaire, et une croyance que le genre de performances réalisées par l'Amérique dans les années 1950 constituaient la norme de toute économie capitaliste. Ce qu'ils eurent fut le capitalisme en crise, dominé par les monopoles, en lutte contre la protection sociale, des années 1990, attelé à une machine d'Etat à peine réformée, barbouillée d'un mince vernis de représentation parlementaire.

La mesure de l'échec de la démocratie capitaliste en Europe de l'Est est donnée par les statistiques économiques. Dans toutes les économies importantes de la région, à part la Pologne, le PIB réel était plus bas en 1997 qu'en 1989. En Hongrie il était de 10% plus bas, en République Tchèque de 11,4%, en Roumanie de 17,8%, et en Russie il y eut une dégringolade de plus de 40%. Les salaires réels de ces mêmes économies ont baissé de 8 à 54% entre 1989 et 1995. Le plein emploi céda la place à un chômage de plus de 10% dans la plupart des économies, à part la Russie (3,4%), la Roumanie (6,3%) et la République Tchèque (3,1%). Entre 20 et 60% de la population de la région est passée en dessous du niveau de pauvreté.⁸⁷ Comme le reconnaît Philip Stephens, du *Financial Times*:

La supposition courante était, et demeure, que la défaite du communisme marquerait le triomphe de la démocratie. En fait, le vainqueur fut le capitalisme... la contribution de l'UE à la création d'une Russie démocratique a consisté en quelques milliards d'euros et dans l'envoi d'une poignée d'économistes de l'école de Chicago. Quant aux anciens satellites de Moscou, l'Union leur a fait quantité de promesses, et pas grand-chose d'autre.⁸⁸

Le chômage de masse, la destruction des acquis sociaux, l'accélération et l'intensification du travail, voilà ce qui est derrière la déception des révolutionnaires. Deux forces sociales majeures ont émergé et comblé le vide: le réformisme et le nationalisme. Les rivalités nationales ont fait deux pays de la Tchécoslovaquie et allumé toute une série conflits internes dans l'ancien bloc de l'Est, mais l'effet de loin le plus catastrophique du renouveau nationaliste consécutif à 1989 a été l'éclatement de la Yougoslavie.

La destruction de la Yougoslavie est l'enfant des révolutions de 1989. Comme en Roumanie, il y a eu une montée énorme de la lutte des classes inspirée par les autres révolutions d'Europe de l'Est. Et l'ancienne classe dirigeante communiste a relevé le défi en jouant la carte nationaliste, en particulier au Kosovo. Ce processus a été fortement accéléré par les actes des puissances occidentales qui entendaient démembrement le pays. L'Allemagne a mené la danse, enivrée par son succès inespéré dans l'unification du pays, en encourageant l'indépendance de la riche Slovénie. Mais à chaque étape, au cours des années 1990, les puissances majeures ont concentré leurs efforts dans la dislocation continue des Balkans, provoquant finalement, en 1999, la première guerre impliquant les grandes puissances en Europe depuis 1945.

Ainsi, la déception des révolutionnaires de 1989 était qualitativement différente de celle de leurs prédécesseurs. Les Niveleurs, les Fils de la Liberté et Babeuf furent déçus parce que leurs programmes ne pouvaient être réalisés. Le programme des bolcheviks a été battu simplement par une contre-révolution. Mais les révolutionnaires démocrates de 1989 ont été déçus *parce que* leurs programmes ont été réalisés. La faute réside dans le programme, et non dans les limites de la situation objective ou dans la force de l'adversaire.

Le schéma révolutionnaire après 1989

La décennie qui a suivi les révolutions de velours a assisté à deux autres grandes transformations dans des tyrannies qui duraient depuis longtemps. L'Afrique du Sud et l'Indonésie étaient toutes deux différentes des sociétés d'Europe de l'Est de même que l'une de l'autre. Pourtant la structure économique de ces sociétés et le cours des mouvements révolutionnaires ont comporté d'importantes similitudes avec ce qui s'est passé en Europe. Je donnerai ici un bref aperçu de ces ressemblances, même si j'ai analysé ces révolutions ailleurs.⁸⁹

L'Afrique du Sud, comme le bloc de l'Est, a été industrialisée par un processus de forte direction étatique et dans un relatif isolement de l'économie mondiale. L'*apartheid* sud-africain, comme le bloc de l'Est, est rentré dans une crise terminale parce qu'il était incapable de transformer cette méthode d'accumulation capitaliste lorsqu'il a été confronté à de nouvelles réalités dans les années 1970 et 1980. Et la classe dirigeante sud-africaine, comme son homologue d'Europe de l'Est, a essayé de faire face au mouvement d'opposition par une stratégie de réforme partielle et de négociation.

Dans les années 1950 et 1960, les deux décennies consécutives à l'indépendance des Hollandais, la société indonésienne fut dominée par une bureaucratie d'Etat qui devint la force motrice de l'investissement et de la propriété industrielle. Il n'existait pas des grandes familles de propriétaires terriens comme en Europe et en Amérique latine. Par conséquent la bureaucratie administrative qui dirigeait le processus d'industrialisation n'était pas subordonnée au même degré à une oligarchie conservatrice pré-existante. Les classes moyennes, l'autre force de classe engagée dans les précédentes transitions vers le capitalisme, étaient également faibles. Cette mince couche d'intellectuels et de professions libérales était alliée à un groupe plus large qui dépendait presque entièrement de la bureaucratie d'Etat pour ses emplois. La machine étatique, avec son énorme complexe militaro-industriel, en vint de plus en plus à dominer la société indonésienne, et ceci de l'indépendance et de Sukarno aux années 1980, en passant par le coup d'Etat sanglant de Suharto en 1965.

Durant cette période, le climat économique international changea dramatiquement, de même que le rôle économique de l'Etat. Dans la période de croissance d'après-guerre, l'Etat indonésien adopta le modèle de développement autarcique et isolationniste commun aux Etats stalinien et à de nombreux régimes post-coloniaux du tiers monde des années 1950 et 1960. Jusqu'au début des années 1980, l'économie était plus fortement régulée et contrôlée qu'à aucune période depuis les années 1930.

En Afrique du Sud aussi bien qu'en Indonésie l'épuisement du modèle de développement économique dirigé par l'Etat face à un marché mondial en expansion amena une crise sociale. Les deux régimes étaient confrontés à la montée d'une opposition de masse, même si le mouvement en Afrique du Sud fut plus long et plus profond que l'opposition dirigée par les étudiants à laquelle l'Etat indonésien se trouva confronté.

L'opposition sud-africaine était menée par l'African National Congress (ANC), né en 1912 comme une organisation à direction majoritairement petite bourgeoise centrée sur un changement constitutionnel. L'ANC... tirait sa direction en grande partie de la petite élite urbaine - enseignants, prêtres, avocats et médecins. Sa politique était appelée "modérée" - abolition de la discrimination, moyens de changement constitutionnels, l'extension progressive d'une franchise qualifiée'.⁹⁰ La relation avec le Parti Communiste Sud-Africain, l'ascension à la direction de l'ANC de Nelson Mandela, Oliver Tambo et Walter Sisulu radicalisèrent l'organisation à la fin des années 1940. En 1955, l'ANC adopta la Charte de la Liberté, un document qui revendiquait un certain nombre de réformes en matière de démocratie et de droits civiques. Elle resta le fondement de la politique de l'ANC jusqu'à la victoire sur l'*apartheid* au début des années 1990.

Le principe directeur de la Charte de la Liberté, la stratégie générale de l'ANC, et la politique du Parti communiste qui influençait les deux, était la théorie de la révolution par étapes.

L'argument de principe de cette approche était que l'Afrique du Sud était 'un colonialisme d'un type spécial' dans lequel la classe dirigeante coloniale résidait à l'intérieur des frontières de la colonie. Le premier stade de la révolution devait être une lutte anti-coloniale démocratique, et ce n'était que lorsque cette lutte serait arrivée à ses fins qu'il serait possible de lutter pour le socialisme. En 1956, dans son argumentation en faveur de la Charte, Mandela l'exprimait ainsi:

La Charte n'envisage pas de changements économiques et politiques. Sa déclaration 'Le peuple gouvernera' visualise le transfert du pouvoir, non pas à une classe sociale unique, mais à tout le peuple du pays, que ce soient les ouvriers, les paysans, les professions libérales, ou la petite bourgeoisie.⁹¹

Comme Mandela le dit clairement, l'adoption de la théorie des étapes non seulement excluait une lutte pour le socialisme, mais aussi soumettait dans la pratique l'activité spécifique de la classe ouvrière à un 'front populaire' transcendant les clivages de classe. De plus, l'objectif d'un tel mouvement 'anti-colonial' était de débarrasser le pays de l'apartheid et non de briser l'Etat capitaliste. Comme Ronnie Kasrils, dirigeant de la branche armée de l'ANC, l'expliquait en 1990:

Il y a des mouvements révolutionnaires qui, dès leur fondation, se préoccupent de la question de la prise du pouvoir. Ils reconnaissent immédiatement et analysent l'utilisation du pouvoir d'Etat et la nécessité de développer une force pour s'emparer de ce pouvoir d'Etat. Ce n'était pas notre éthique.⁹²

Les dirigeants de la révolution indonésienne sont arrivés à une perspective semblable d'auto-limitation par un autre chemin. La composante communiste du mouvement était beaucoup plus faible, la prise du pouvoir par Suharto ayant reposé sur l'annihilation du PC. Ainsi, la montée d'une classe moyenne à la confiance en elle fraîchement acquise, encore liée à l'Etat de multiples manières mais se heurtant aux limites de la vieille structure de pouvoir de Suharto, devint essentielle dans la situation indonésienne.

Cette couche de la classe moyenne, avec ses alliés dans la classe dirigeante, ne fut aucunement la force motrice du renversement de Suharto. Mais dès que ceci fut mené à bien par d'autres forces, leurs représentants politiques, qu'ils soient déjà membres de l'élite ou qu'ils en aient été exclus à l'occasion de querelles dynastiques précédentes, se positionnèrent pour faire en sorte que leur programme domine le mouvement. Ainsi, comme une génération passée de militants de la classe moyenne dans les révolutions permanentes déviées évoquées plus haut, elle ne pouvait agir que dans l'espace créé par l'action d'autres classes. Et à la différence de ses prédécesseurs, le parti communiste n'était pas son organisation politique, pas plus que le nationalisme révolutionnaire n'était son idéologie. Pour cette génération, les ONG et les forums académiques fournissaient l'essentiel de l'organisation, et les 'valeurs occidentales' de la société civile démocratique et de l'économie libérale de marché apportaient l'idéologie.

En Afrique du Sud, comme en Europe de l'Est, la stratégie politique des dirigeants du mouvement fut cruciale dans le contenu des résultats. La théorie de la révolution par étapes de l'ANC lui permit de négocier un accord avec le capital. En 1987, l'exécutif national de l'ANC déclara sans équivoque:

Encore une fois, nous voudrions affirmer que l'ANC et la masse du peuple dans son ensemble sont prêts et disposés à entrer dans de véritables négociations, à condition qu'elles se donnent pour but la transformation de notre pays en une démocratie unifiée et non raciste. *C'est cela, et cela seulement, qui doit être l'objectif de tout processus de négociation.*⁹³

Le chemin de l'accord final de gouvernement majoritaire demeurait une importante pomme de discorde entre le mouvement de masse et le régime. Mais ce conflit ne portait plus sur la question de savoir s'il y aurait ou non une révolution sociale dans laquelle les rapports capitalistes de production seraient mis en danger. Il se réduisait désormais à un affrontement sur la répartition du pouvoir dans le cadre d'un nouveau système capitaliste parlementaire. Le régime était tout à fait disposé à utiliser la violence des forces de sécurité, et de susciter des éléments réactionnaires comme l'Inkhata, pour contraindre l'ANC à accepter un accord moins avantageux qu'il ne l'espérait. L'ANC, pour sa part, comprenait qu'il ne pouvait être efficace sans une mobilisation de masse agissant comme contrepoids à la violence de l'Etat. Mais des deux côtés il était désormais admis que ces forces étaient seulement des accessoires des négociations.

Douze semaines exactement après la chute du Mur de Berlin, l'interdiction de l'ANC et du SACP fut levée. Cela constitua, avec la libération de Nelson Mandela neuf semaines plus tard, la ligne de partage. Le régime ne pouvait plus revenir à un apartheid pur et dur, et l'ANC ne s'orienterait pas vers une lutte contre le capitalisme. Même ceux qui critiquaient le rythme lent et les gains inadéquats réalisés dans les négociations, comme Ronnie Kasrils, voyaient le mouvement de masse comme un outil capable de créer une 'opposition de Leipzig' dans laquelle le gouvernement 'est propulsé vers la porte de sortie'. C'est-à-dire que la révolution démocratique serait atteinte par des méthodes plus rapides, 'à l'envers'.

La révolution indonésienne est une version édulcorée de ces développements. En mai 1998, la dictature de Suharto fut brisée par un mouvement étudiant qui coïncida avec une révolte des pauvres des villes à laquelle il donna une direction politique. Les manifestations étudiantes, l'occupation du bâtiment du parlement et les émeutes urbaines indiquaient avec évidence que si Suharto ne partait pas le système économique tout entier, de même que le système politique existant, était en danger. L'élite réagit à la crise économique sous la pression des masses par en bas - et amorça un processus de transformation gouvernementale.

La direction politique du mouvement devint cruciale lorsque, après le renversement de Suharto, les manifestations reprirent à une échelle encore plus grande en novembre 1998 à l'occasion de l'entrée en session de l'Assemblée Consultative du Peuple (MPR). Les manifestations de novembre ne réussirent pas à déloger le gouvernement et à le remplacer par un véritable gouvernement provisoire comme le souhaitaient de nombreux organisateurs. Mais la tentative du gouvernement de briser le mouvement d'opposition par une répression 'style Tiananmen' devait également échouer. Le meurtre de manifestants enragea les étudiants, les travailleurs et les pauvres urbains, mais ne rompit pas le mouvement. Les forces armées étaient affaiblies par des divisions internes, certaines unités, parmi lesquelles des éléments d'élite de la marine, se mettant du côté des manifestants ou adoptant une position de neutralité.

Tous ces facteurs contribuèrent à précipiter Habibie, le successeur de Suharto, sur la voie de promptes réformes. Les élections, que certains avaient prévu de remettre sine die, furent fixées. Au début de 1999, un référendum sur l'autonomie du Timor oriental fut promis. Des Timorais et d'autres dissidents politiques commencèrent à être libérés de prison.

Le Parti Démocratique du Peuple (PRD), le plus à gauche sur l'échiquier politique indonésien, fut légalisé et autorisé à présenter des candidats aux élections, même si ses personnalités dirigeantes étaient encore derrière les barreaux. Toutes ces réformes furent vivement encouragées par les Etats-Unis, soutenus par l'Australie. Comme en Afrique du Sud, toute une variété d'ONG, souvent liées à l'opposition, appelaient à une transition rapide vers la démocratie capitaliste.

Mais il ne suffisait pas au régime de se persuader que le résultat des élections confirmerait le sentiment pro-démocratique. Il remodela les forces armées, donnant à la police une structure séparée qu'elle n'avait pas auparavant, et il continua à attiser les conflits religieux et ethniques. Le

but était, non pas de réprimer le mouvement à la manière forte de Suharto, mais de le maintenir dans le cadre d'un processus électoral et de détruire la possibilité qu'une alternative révolutionnaire gagne du terrain dans l'opinion, une peur répandue dans les cercles dirigeants au début de 1999.

La bourgeoisie indonésienne, y compris son aile libérale, était dans une situation analogue à celle de la bourgeoisie décrite par Marx en 1848. Elle 'grommelait contre ceux d'en haut, et tremblait devant ceux d'en bas'. Les dirigeants libéraux, comme la fille de Sukarno Megawati et le leader islamique Amien Rais étaient, à l'instar de leurs précurseurs allemands, 'révolutionnaires dans leurs rapports avec les conservateurs et conservateurs dans leur relation avec les révolutionnaires, méfiants vis-à-vis de leurs propres slogans, qui étaient des phrases et non des idées, intimidés par la... révolution et pourtant l'exploitant; sans énergie aucune, plagiaire en tout'.⁹⁴

Megawati sortit finalement son épingle du jeu parce que le mouvement étudiant indonésien et la gauche furent pris au dépourvu par ces développements. La faiblesse théorique centrale de la gauche indonésienne était son opinion selon laquelle les conditions n'étaient pas mûres pour une transformation socialiste de la société, et que par conséquent la gauche devait limiter ses perspectives à la revendication d'une république démocratique.

Les exemples sud-africain et indonésien ne sont d'aucune manière les seuls cas dans lesquels un schéma semblable de développement révolutionnaire s'est produit. Dans un exemple précédent, les programmes d'austérité imposés à l'Amérique latine par le FMI et la Banque Mondiale dans les années 1980 'menèrent à la contraction économique, à la désindustrialisation, à une réduction drastique des salaires, au déclin du niveau de vie, et à une révolte populaire *partout*'.⁹⁵ De plus, 'par une ironie cruelle de l'histoire... la crise de la dette et les ajustements structurels coïncident avec le retour de l'Amérique latine à une forme de pouvoir (plus ou moins) démocratique...'⁹⁶

La transition démocratique en Amérique latine avait également, dans certains cas, le soutien des Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes. Cela posa à la gauche un difficile dilemme stratégique. 'Il est certainement intéressant de voir les intellectuels de la gauche marxiste-léniniste traditionnelle se joindre aux mouvements de base pour une démocratie parlementaire, dans ce qui semble constituer un renversement durable des priorités traditionnelles'.⁹⁷ Ces développements signifiaient que la gauche devait repenser ses idées sur les rapports entre la démocratie et la révolution. Mais jusqu'à présent tout ce qui en a résulté a été 'la confusion et le désarroi'.

Nulle part ailleurs qu'au Brésil cette situation n'a été plus évidente avec la montée au pouvoir du Parti des Travailleurs et l'élection de Luiz Inácio Lula da Silva comme président élevant les attentes de la gauche en Amérique latine et dans le monde entier. Mais le résultat final de cette expérience montre tous les dangers qui guettent la gauche dans la 'transition démocratique'. Le pouvoir de Lula est, en fait, une main de fer néolibérale dans un gant de velours social-démocrate.

La dimension de la confiance que le capital international accorde au gouvernement brésilien est devenue patente lors d'une interview de Lula par *The Economist*. Le premier, bombant le torse, y proclamait que 'peu de pays ont réussi ce que nous avons fait: responsabilité fiscale et politique sociale forte... Jamais, dans l'histoire économique du Brésil, nous n'avons eu des fondamentaux aussi solides qu'aujourd'hui.' Avec l'accent mis sur 'un fort investissement dans l'éducation et la formation' et 'une pause fiscale pour encourager les nouveaux investissements', la rhétorique de Lula est interchangeable avec celle de toutes les social-démocraties néolibérales de la planète. *The Economist* ne peut réprimer un ricanement sardonique - 'de solides fondamentaux n'étaient pas ce que le monde attendait de Lula' - tout en ne tarissant pas d'éloges sur son abandon du plan zéro pauvreté. Parallèlement, la même adaptation à l'orthodoxie dominante semble influencer sa politique étrangère. Lula, parlant des menaces dirigées contre le gouvernement de Chávez au Venezuela, a dit: 'Chávez est convaincu que les tentatives de coup d'Etat contre lui ont été organisées pour satisfaire les intérêts américains. Le président Bush n'est pas d'accord. Cette question ne peut être résolue que s'ils se parlent'.⁹⁸

On peut voir un désarroi du même type dans la réaction de la gauche à la vague de révolutions de velours dans l'ancien bloc de l'Est, à commencer par le renversement de Slobodan Milosevič en 2000 en Serbie, suivi par celui de Chévarnadzé en Géorgie en 2003, la Révolution Orange en Ukraine en 2004 et le décès d'Askar Akayev au Kirghizstan en 2005. Ces révolutions représentent un éventail large d'expériences pratiques, allant d'exemples authentiques de pouvoir ouvrier à des transitions sans danger pour l'élite dirigeante soutenues par les USA, comme le montre clairement l'analyse de Dragan Plavsič.⁹⁹

La révolution serbe a été 'coincée entre deux époques'. Elle contenait en même temps un authentique élément de mobilisation de masse et aussi 'une tentative concertée de l'administration Clinton de provoquer le renversement de Milosevič au moyen d'une "révolution de velours"'.¹⁰⁰ La révolution serbe n'a pu réussir que du fait de la profondeur et de l'intensité de la mobilisation populaire, en particulier de celle des mineurs en grève. Mais le résultat final a été considéré comme un succès pour la stratégie américaine d'"interventionnisme électoral", exploitant des élections truquées pour précipiter un changement de régime.

En Géorgie, le président en exercice Edouard Chévarnadzé était familier aux Américains depuis l'époque de la perestroïka, où il avait été le secrétaire aux affaires étrangères de Mikhaïl Gorbatchev. Mais le niveau de la mobilisation populaire contre lui obligea les Etats-Unis à changer de cheval au milieu de la rivière. Comme l'explique Boris Kagarlitsky:

Dès que les hommes de Washington se rendent compte que la colère populaire monte dans un pays et qu'un changement de régime est imminent, ils se mettent immédiatement à rechercher de nouveaux partenaires au sein de l'opposition... L'argent investi dans l'opposition par diverses (organisations non gouvernementales) est une sorte de police d'assurance garantissant qu'un changement de régime ne débouchera pas sur un changement de politique, et que si le changement est inévitable, il ne sera pas radical.¹⁰¹

La Révolution Orange ukrainienne a fait descendre des foules enthousiastes sur la Place de l'Indépendance à Kiev, mais ces foules étaient soigneusement contrôlées par Viktor Youchtchenko, ancien premier ministre du président Kouchma. Les Etats-Unis anticipèrent une fraude électorale de la part du rival de Youchtchenko et commencèrent à lui fournir des fonds et d'autres aides deux ans avant les élections. Par conséquent, l'Ukraine représente 'le point bas de la vague "démocratique"... parce qu'elle marque aussi l'apogée de la manipulation du pouvoir populaire par la classe dirigeante et l'impérialisme'.¹⁰²

La révolution du Kirghizstan a échappé à l'environnement contrôlé de l'Ukraine. Malgré un intérêt intense pour le sort de ce pays de la part de Moscou et de Washington, les événements du Kirghizstan sont déroulés au-delà de l'influence impériale. A Osh et Jalalabad un soulèvement de masse et des congrès populaires ont exigé la démission du vieux gouvernement. La révolution a gagné la capitale et délogé Akayev du pouvoir. Et même après que la révolution se fut apaisée et que beaucoup d'anciens de la vieille garde aient retrouvé des fonctions gouvernementales, des paysans squattant des terres proclamaient encore que 'c'était leur révolution et... (qu'ils) avaient le droit de saisir des terres après que des années de demandes soient restées sans réponse.'

Ce qui ressort de tout cet ensemble d'expériences internationales, c'est qu'une compréhension théorique préalable et une réelle capacité organisationnelle de la part de la gauche sont cruciales pour la solution des crises révolutionnaires modernes.

Résultats et perspectives

Le schéma révolutionnaire décrit ici n'est pas un absolu historique. Il n'est pas exact de dire que la transition des régimes autoritaires à la démocratie capitaliste est le produit inévitable des

tendances économiques contemporaines. La Chine, pour prendre l'exemple du pays le plus peuplé du monde, est dans une démarche de 'capitalisme de marché totalitaire'. Le massacre de la Place Tiananmen nous rappelle que le prix à payer pour l'adoption d'une stratégie de 'révolution démocratique' peut être bien plus élevé qu'une simple restauration de velours.

Le plan d'ensemble de la révolution au cours des dix dernières années est également distinct des développements intervenus dans les démocraties parlementaires occidentales. La plupart des révolutions examinées ici se sont produites dans le cadre de dictatures agonisantes. Dans ces cas, les courants réformiste et centriste émergent nécessairement à *l'intérieur* du camp révolutionnaire. C'est vrai aussi bien des mencheviks, de l'ANC et du KOR que du PRD.

En Occident, le réformisme est déjà différencié à la fois sur le plan de l'organisation et politiquement, et il n'éprouve pas le besoin de prendre une posture révolutionnaire face à un régime autoritaire. Par conséquent, y détruire le réformisme implique un processus plus long, et l'utilisation de tactiques de front unique susceptibles de détacher des couches de travailleurs de la politique des partis sociaux-démocrates et de les gagner.

Cela dit, après toutes les mises au point nécessaires, les schémas décrits dans ce chapitre sont suffisamment communs pour justifier un examen minutieux. Et ces expériences deviennent doublement importantes lorsque les puissances impérialistes majeures adoptent le modèle de la révolution de velours comme un de leurs outils de prédilection pour intervenir dans le monde. Si ces élites internationales manipulent les forces pro-capitalistes 'démocratiques' indigènes pour mieux remodeler l'ordre politique en leur faveur, il y a dès lors un besoin encore plus grand, pour la gauche, de comprendre clairement le processus de changement afin de pouvoir l'orienter dans le sens des besoins des travailleurs.

Dans les révolutions anglaise, américaine et française, le niveau du développement économique et le caractère restreint en dimension, organisation et conscience de la classe ouvrière empêchaient qu'une solution socialiste émerge dans le camp révolutionnaire. Mais ce n'est pas le cas des révolutions en Europe de l'Est, Afrique du Sud, Indonésie et Amérique latine. Ce sont là des sociétés industrialisées dans lesquelles la classe dirigeante est une classe capitaliste et où la classe ouvrière ne représente pas seulement une proportion substantielle de la population, mais possède également une histoire considérable d'auto-organisation et une conscience de classe développée.

Les crises révolutionnaires qui se sont produites dans ces sociétés étaient des crises d'accumulation du capital. Une forme particulière, dirigée par l'Etat, d'accumulation capitaliste qui s'était formée dans la période d'après guerre s'est avérée inadéquate dans les conditions nouvelles d'accumulation à l'échelle mondiale qui ont prévalu à la fin des 'trente glorieuses'. Dans tous les cas, des régimes autoritaires considérés jusque là comme invulnérables à la révolte par en bas ont été renversés.

Une fois la rébellion en route, un processus de polarisation s'est installé à l'intérieur du camp révolutionnaire, à bien des égards comme il l'avait fait dans toutes les situations révolutionnaires analysées dans cet ouvrage - 1649, 1776, 1789, 1848 et 1917. Ce qui a déterminé le résultat final dans tous ces cas a été la façon dont la direction révolutionnaire s'est reliée aux forces de classe larges dont elle faisait partie. Ce qui sépare les premières révolutions bourgeoises des révolutions suivantes, c'est que les organisations des révolutionnaires ont dans le premier cas essentiellement émergé au cours des événements. En ce qui concerne le KOR polonais, l'ANC sud-africain et le PRD indonésien, le fait que ces organisations existaient et exerçaient une influence, aussi limitée fût-elle, *avant* l'éclatement de luttes à grande échelle, leur a permis, à des degrés divers, de retirer le bénéfice politique de ces luttes.

Pourtant même les organisations orientées vers la base ouvrière se sont montrées incapables de surmonter les problèmes liés au développement de la révolution. Il y a eu dans ces cas un échec politique à appréhender correctement l'importance du débat sur révolution socialiste ou révolution

démocratique. Le KOR avait une orientation vers la classe ouvrière, de même que les militants qui ont construit les syndicats indépendants en Afrique du Sud au début des années 1980. Et beaucoup des meilleurs militants du PRD et du mouvement étudiant en Indonésie ont également reconnu l'importance d'organiser les travailleurs. Mais les militants décisifs du KOR en sont venus à voir Solidarité comme le moteur d'une révolution démocratique et n'ont pas maintenu leur engagement antérieur, ni pour le but d'une révolution socialiste ni pour la construction d'un parti révolutionnaire. En Afrique du Sud, une orientation syndicaliste vers les travailleurs de base n'a pu fournir aucune alternative adéquate à la stratégie politique portée par le SACP - et finit par être absorbée par celui-ci.

Cela met en évidence l'intérêt de la clarté théorique et de la détermination à lui donner une forme organisée conséquente. En 1848, Marx insistait pour que les travailleurs restent une étape en avance sur l'opposition libérale et pour que leurs revendications, tout en étant 'démocratiques', aient un contenu de classe spécifique les différenciant des démocrates libéraux. Pour Marx, cette approche de la tactique et des slogans du jour faisait partie d'une compréhension stratégique plus large selon laquelle le but vers lequel le mouvement se dirigeait était une révolution socialiste. Marx et Engels comprenaient que la polarisation de classe diviserait le camp démocrate. Engels notait que toutes les révolutions commencent par une 'unité démocratique' transcendant les clivages de classe contre l'ancien régime. Mais, en même temps que la révolution se développe, la phase initiale, la 'révolution des fleurs', cède la place à des divisions politiques à l'intérieur du camp révolutionnaire basées sur des divergences de classe sous-jacentes. Cela a été le cas dans toutes les révolutions du passé, y compris les premières révolutions bourgeoises. Mais dans toutes les révolutions postérieures à 1848 il y avait un potentiel pour que cette différenciation de classe se développe jusqu'au point où les travailleurs commencent à créer leurs propres organes de pouvoir distincts: les conseils ouvriers.

Conclusion

La révolution démocratique est l'une des formes prédominantes du changement social dans le monde moderne. Les révolutions se produisent toujours à l'intersection des lignes de détermination économiques et politiques, impériales et nationales. Aujourd'hui le résultat des révolutions est décidé par une gigantesque contestation entre, d'un côté, les puissances impériales et les classes dirigeantes nationales et, de l'autre, la classe ouvrière, les pauvres des villes, les ouvriers agricoles et les paysans. Qui est gagnant, et ce qui est gagné, est décidé à un degré significatif par les capacités de la gauche, tant politiques qu'organisationnelles.

Là où la gauche est faible, les puissances impériales et leurs complices locaux sont capables d'imposer leurs solutions à une crise sociale émergente. Il y a des occasions dans lesquelles ces 'révolutions dirigées' seraient des farces si elles n'étaient tragiques. Le point bas jusqu'ici est constitué par l'imagerie empruntée aux révolutions d'Europe de l'Est déployée par l'armée US le jour de 2003 où la statue de Saddam a été renversée à Bagdad. Mais dans d'autres cas la révolution semble désormais se réduire à une formule dont le scénario est écrit à Washington: trouvez une grande place centrale, mettez en place un système de sonorisation pour parler au public, engagez un groupe de rock and roll populaire, attirez la foule, et passez muscade, une transition élitiste sans coutures est accomplie.

Tout ceci souligne simplement le fait que le résultat des révolutions dépend de la clarté avec laquelle la gauche voit la nature du système auquel elle s'oppose, et avec quelle efficacité elle organise les forces de son côté pour se confronter à lui. C'est vers ces deux questions que nous nous tournerons dans les deux chapitres finaux du présent livre.

6 Guerre et idéologie

Le nouvel impérialisme est un produit de la période d'accumulation capitaliste 'néolibérale', qui commence à la fin des années 1970, fusionnant avec la réorganisation du système étatique inaugurée en 1989 par la fin de la Guerre froide. Cette fusion a produit une forme particulière de résistance populaire, qui combine la protestation contre les effets de la mondialisation avec un mouvement antiguerre. C'est la forme moderne prise par la lutte entre Etats-nations, la concurrence entre les sociétés multinationales et la résistance de la classe ouvrière et des pauvres - les trois titans mis en scène dans l'introduction.

On peut voir des précurseurs de ces luttes dans des incarnations antérieures: des rivalités inter-impérialistes de l'âge d'or des empires européens, en passant par la Première Guerre mondiale et les révolutions en Russie et en Allemagne qui ont conclu ce conflit, jusqu'à la grande vague de luttes anticoloniales pendant la Guerre froide. Mais de même qu'il est important de voir les continuités entre chacune de ces formes d'impérialisme, il est également nécessaire d'examiner ce qui les différencie. C'est dans un tel débat que la véritable nature du nouvel impérialisme peut être établie de façon approfondie.

Sur la droite du spectre politique la nouvelle ère a donné naissance à une série de justifications à l'impérialisme qui se faisaient rares depuis l'époque du colonialisme européen. La position idéologique de base de la Guerre froide était la lutte de 'la démocratie' contre 'le communisme'. Avec le décès du 'communisme', l'argument de la droite a du être converti en une polarité plus ancienne: la 'démocratie' contre 'la barbarie'. La mission civilisatrice des puissances majeures est d'apporter la démocratie là où les peuples indigènes sont trop arriérés ou aveuglés par la religion pour la réaliser eux-mêmes. Nous examinerons ces arguments dans ce chapitre.

Dans la gauche politique, certains ont prétendu que la forme actuelle de l'empire est si différente de tout ce qui a existé dans le passé que les méthodes anciennes d'analyse et de résistance sont aujourd'hui de peu d'utilité. Ces approches ont en commun de sous-estimer les contradictions inhérentes à la relation entre des unités de capital en concurrence et les Etats-nations, attribuant ainsi une plus grande force au système qu'il n'en possède réellement. Ou alors ils ont tendance à sous-estimer la puissance potentielle de ceux qui s'opposent au système impérial moderne.

Dans ce qui suit, et dans le prochain chapitre, j'examine certains des arguments les plus courants, aussi bien à droite qu'à gauche, sur la nature du nouveau système impérial et la résistance qu'il rencontre.

Une guerre pour la démocratie ?

Le slogan de la Guerre froide 'démocratie contre communisme' était trop bon pour être abandonné sous prétexte que le communisme avait été vaincu. Le Mur de Berlin n'était pas plus tôt tombé que des commentateurs de droite proclamaient avec insistance que la démocratie parlementaire sur le modèle occidental était désormais la seule forme viable d'organisation politique. La polarité en vogue était désormais 'démocratie contre la dictature'. Des 'nouveaux Hitlers' aussi variés que Slobodan Milosević, Saddam Hussein ou Bashar El Assad, devaient soit instaurer la démocratie soit faire face aux conséquences.

Cet argument a été avancé avec persistance et volubilité par la droite, mais à chaque occasion des personnalités jusque là considérées comme de gauche ont également accepté que la nature du régime était si méprisable, les capacités de son peuple si limitées, que pour imposer la démocratie le recours à l'intervention armée des puissances majeures était parfaitement justifié. L'universitaire Fred Halliday et les journalistes Christopher Hitchens, Nick Cohen, David Aaronvitch et Johann Hari ont tous pris ce chemin en réponse à la première Guerre du Golfe, les guerres des Balkans et de l'Afghanistan de même que l'invasion de l'Irak.

L'argument de la démocratie ne peut tenir que si l'on croit (1) que les grandes puissances sont véritablement intéressées à poursuivre un programme de démocratisation globale, (2) que cette démocratie peut être imposée à la pointe des baïonnettes et (3) que le peuple du pays concerné n'est pas capable d'instaurer la démocratie tout seul.

Pour évaluer l'engagement des grandes puissances envers la démocratie, il est nécessaire d'examiner à la fois la façon dont la démocratie fonctionne dans les pays impériaux eux-mêmes, et leur curriculum en matière de soutien à la démocratie hors de leurs frontières. Il est intéressant de noter que la rhétorique démocratique des dirigeants des grandes puissances a atteint une intensité nouvelle au moment même où la santé de la démocratie chez eux est probablement plus mauvaise qu'elle ne l'a jamais été depuis l'entre-deux-guerres. La participation électorale aux Etats-Unis a toujours été basse, mais même dans les pays où elle est historiquement plus élevée elle connaît aujourd'hui un déclin. En Grande Bretagne, la participation aux deux dernières élections générales a été la plus basse depuis l'introduction du suffrage universel. Le troisième mandat successif de Tony Blair repose sur 36% des suffrages exprimés et 22% des électeurs inscrits. En fait, Tony Blair a gagné les élections de 2005 avec moins de voix qu'il n'en a fallu à Neil Kinnock pour les perdre dans les années 1980. La description par Noam Chomsky de la politique US comme 'un système totalitaire avec deux factions' illustre de façon fameuse le choix limité des électeurs américains. Et c'est bien sûr un truisme de dire qu'il est impossible de devenir président des USA sans être milliardaire ou sans le soutien des milliardaires.

Les limites très étroites de la démocratie aux Etats-Unis sont désormais de plus en plus reproduites dans d'autres pays, tous les partis de 'l'establishment' se bousculant dans un 'milieu de terrain' défini par l'économie néolibérale et la politique étrangère néoconservatrice. La montée de la puissance des grandes sociétés, et en particulier la vague de privatisations qui a balayé les pays industrialisés dans le quart de siècle écoulé, est en elle-même une menace majeure pour la démocratie dans la mesure où elle ôte le contrôle d'énormes pans de la vie sociale des mains des politiciens élus, le plaçant entre celles de dirigeants d'entreprises non élus. Pour ne prendre qu'un exemple, la 'liberté de parole' est le mot de passe de tous les politiciens occidentaux cherchant à soutenir le sentiment belliciste, mais qu'est-ce que cela signifie dans leurs propres sociétés lorsqu'un seul magnat des médias comme Rupert Murdoch contrôle un tiers de la presse? Ou lorsqu'un nabab ayant le même pouvoir est également premier ministre, comme Silvio Berlusconi en Italie?

Au surplus, on reconnaît généralement que 'l'Etat sécuritaire' qui s'est développé depuis le 11 septembre a abouti à une érosion sensible des libertés publiques. Le '*Patriot Act*' aux Etats-Unis, des lois antiterroristes semblables en Angleterre (et le 'plan Vigipirate' en France - NdT) ont apporté des limites à ces mêmes libertés qui nous rendent, selon nos gouvernements, supérieurs à d'autres nations.

Il n'est pas question de minimiser les différences réelles qui existent entre le degré de liberté politique des démocraties parlementaires et la situation dans les régimes autoritaires. L'argument développé ici est d'une autre nature. Il consiste à dire que les gouvernements qui propagent avec le plus d'insistance l'idée qu'ils combattent pour la liberté des autres peuples sont précisément les mêmes qui président à l'érosion de la liberté dans leurs propres pays. Parallèlement, les forces du mouvement antiguerre et de la gauche de lutte qui ont le plus résisté aux 'guerres pour la

démocratie' sont aussi celles qui ont été à l'avant-garde de la défense de la démocratie et des libertés publiques dans leurs propres pays. Cet argument concerne en fait les intentions et les motivations des 'démocrates pro-guerre'. Il émet un doute sur ceux qui, si empressés à restreindre les libertés dans leurs pays, affichent un tel enthousiasme pour les défendre à l'extérieur.

Mais même en admettant que la motivation est pure, est-ce que le moyen choisi peut apporter le but poursuivi? Est-il possible d'instaurer la démocratie au bout du fusil? Le bilan de l'expérience historique suggère le contraire. La démocratie moderne peut être le produit d'une révolution, d'une guerre révolutionnaire, ou d'un soulèvement anticolonial. Elle est rarement apportée par l'intervention militaire d'une ou plusieurs grandes puissances. Les fondations des Etats démocratiques modernes d'Europe ont été posées par la révolution anglaise du 17^{ème} siècle et les révolutions américaine et française du 18^{ème}, un processus examiné plus en profondeur dans le chapitre 'Leur démocratie et la nôtre'. Ce modèle a été établi comme l'aspiration du continent européen dans les révolutions de 1848. A notre époque, de grandes moissons de l'humanité ont porté au pouvoir des régimes démocratiques au Portugal, en Iran, aux Philippines, en Afrique du Sud, en Europe de l'Est et en Indonésie par l'exercice du 'pouvoir du peuple'. Même lorsque la transition du régime autoritaire à la démocratie parlementaire n'a pas comporté une grande mobilisation populaire, comme dans l'Espagne post-fasciste, le processus n'était certainement pas dû à l'intervention militaire d'une grande puissance.

Certains commentateurs néoconservateurs désignent la Deuxième Guerre mondiale comme un contre-exemple. La démocratie en Allemagne et au Japon, proclament-ils, a été imposée par l'invasion. Mais il n'est pas besoin de chercher bien loin pour trouver des défauts à ces exemples. L'Allemagne a été en fait divisée en deux par les Alliés à la fin de la guerre. La démocratie n'a certainement pas été restaurée en Allemagne de l'Est. La population a continué à vivre sous un régime autoritaire jusqu'à ce qu'elle prenne elle-même la situation en mains en 1989. Et en Allemagne de l'Ouest, des syndicats soutenus par les américains et une espèce de 'démocratie de siège' ont été installés dans le but, comme dans l'Italie d'après-guerre, d'exclure la gauche du pouvoir. Au Japon, le but de la guerre n'était certainement pas d'imposer la démocratie. Les Etats-Unis étaient parfaitement satisfaits de l'empereur du Japon jusqu'à l'attaque de Pearl Harbor. Une guerre et deux bombes atomiques plus tard, leur but était d'imposer un régime docile sous tutelle économique et militaire américaine. L'empereur du Japon est toujours assis sur son trône. Comme aujourd'hui dans l'Irak d'après-guerre, l'objectif était de bâtir une structure sociale favorable à la pénétration économique de l'Occident, avec juste les quelques droits démocratiques compatibles avec ce but fondamental. Plus fréquemment, l'histoire a montré que les droits démocratiques, au moins en dehors du centre du système, n'étaient pas compatibles avec ce but.

En réalité, l'intervention des grandes puissances a été le plus souvent utilisée pour essayer d'étouffer la démocratie et les mouvements anti-coloniaux. Il suffit de penser aux Britanniques en Inde, à l'invasion de Suez par l'Angleterre, la France et Israël, le coup d'Etat de la CIA qui a installé le Shah en Iran, la guerre du Vietnam, le soutien anglais au régime des grands propriétaires blancs en Rhodésie-Zimbabwe, le soutien américain au régime d'apartheid sud-africain, le coup d'Etat du général Pinochet contre le gouvernement démocratiquement élu d'Allende au Chili, et la longue guerre américaine à moitié dissimulée contre les Sandinistes au Nicaragua, pour ne considérer qu'une petite fraction d'une longue liste. Aujourd'hui, le soutien américain et britannique à des dictateurs et à des régimes autoritaires se poursuit. Le président Moubarak jouit du soutien militaire et économique des USA, malgré les élections truquées et la pratique courante de la torture en Egypte. Le pétrole assure à la dynastie sanguinaire des Saoud la cour assidue des Etats-Unis et d'autres puissances occidentales. La plus grande dictature du monde, celle qui sévit en Chine, est vaguement critiquée, le partenariat commercial étant par contre considéré avec enthousiasme, tant il est vrai qu'introduire le marché est plus important pour l'Occident qu'introduire la démocratie. La

dictature du général Moucharaff, au Pakistan, a été instantanément transformée, d'Etat-voyou qu'elle était, en 'allié dans la guerre contre le terrorisme' du fait de son rôle mercenaire dans l'intervention en Afghanistan. On négocie respectueusement avec la Corée du Nord, non pas parce qu'elle manque d'armes de destruction massive, mais précisément parce qu'elle en possède, une leçon qui n'est pas perdue pour d'autres Etats menacés par les Américains.

Par-dessus tout, l'échec catastrophique de l'invasion de l'Irak prouve que la démocratie ne peut être transportée par des missiles de croisière. La rapidité avec laquelle la résistance armée à l'occupation américaine et britannique s'est construite, son intensité et sa longévité apportent la preuve de la naïveté malveillante avec laquelle les planificateurs de l'Irak d'après-guerre ont conçu leur tâche. L'impasse dans laquelle l'occupation a débouché a amené les occupants à élaborer une stratégie 'démocratique' qui consiste à diviser l'Irak selon des lignes communautaires en prenant le risque de le fragmenter géographiquement. De plus, le groupe qui a le plus bénéficié de cette stratégie de diviser pour régner est celui des chi'ites sympathisants de l'Iran. Ainsi le résultat de l'occupation a été, en Irak, le chaos politique et économique, et, sur le plan international, la possibilité de l'émergence de l'Iran comme la puissance la plus influente de la région.

Le bilan de l'Afghanistan n'est guère plus encourageant. Cinq après l'invasion de nouvelles troupes sont envoyées pour réduire des zones du pays où, nous apprend-on maintenant, 'les talibans n'ont jamais été vaincus'. La production d'opium s'est accrue de façon exponentielle depuis l'invasion et des opérations militaires sont maintenant organisées pour détruire la récolte. Les institutions démocratiques du nouvel Afghanistan sont truffées de seigneurs de la guerre et le chef de l'Etat, Ahmed Karzai, même s'il est reçu au 10 Downing Street et à la Maison Blanche, n'est guère plus que 'le roi de Kaboul', incapable de sortir de la capitale sans la protection des troupes US.

De façon générale, le gouvernement américain devient plus prudent en ce qui concerne la 'démocratisation' du Moyen-Orient dans la mesure où les élections en Irak, en Iran et celles de l'Autorité palestinienne n'ont pas produit les résultats qu'il désirait. Comme le notait un éditorial du Financial Times:

L'administration Bush a abandonné son habitude panglossienne (allusion au *Zadig* de Voltaire, NdT) de mettre toutes les élections ou toutes les protestations de la région au crédit de l'excellence de sa stratégie, et a soudain remarqué que celles-ci sont gagnées ou dirigées par des islamistes hostiles à sa vision du monde: la victoire du Hamas, le triomphe des islamistes en Irak, l'étonnant succès de la Fraternité Musulmane en Egypte, et l'entrée du Hezbollah dans le ministère libanais.¹

Ainsi, si les motivations et l'expérience des guerriers démocratiques s'inscrivent en faux contre l'occupation en tant que moyen de répandre la démocratie, *quid* du troisième argument: nous devons agir parce que le peuple du pays n'a pas la capacité de mettre fin à la dictature par ses propres moyens?

C'est là un argument particulièrement fallacieux dans au moins deux cas de conflits postérieurs à la Guerre Froide. En Irak, dans le sillage de l'expulsion de Saddam Hussein du Koweït, il y a eu un soulèvement populaire contre le régime. Son échec est entièrement dû à la décision des Américains de choisir le moindre mal, Saddam, en stoppant la progression des troupes de la coalition pour lui permettre d'écraser la rébellion. De telle sorte que l'incapacité ultérieure du peuple irakien est le produit de la politique américaine, et non de la faiblesse innée de la population du pays. Et même si les stratèges du Pentagone ont cru à leurs propres arguments sur le manque de capacité des Irakiens à mettre en péril un régime impopulaire avant leur invasion de l'Irak, ils ne peuvent plus se permettre un tel aveuglement après avoir vécu la résistance à leur propre occupation. Et en Serbie, bien sûr, ce n'est pas la guerre de l'Otan au Kosovo qui a renversé Milosevič, mais une insurrection dont l'élément crucial était constitué par les mineurs en grève. En réalité, cette théorie est moins représentative de la réalité contemporaine que de toute autre période

historique depuis le 19^{ème} siècle. Lorsque, de mémoire humaine, la moitié du continent européen, l'Afrique du Sud et l'Indonésie ont vaincu la dictature au moyen de la mobilisation populaire de masse et de la révolution, il serait vraiment d'une extrême perversité que d'avancer une théorie reposant sur l'incapacité des gens ordinaires à changer le monde dans lequel ils vivent.

L'échelle temporelle de la révolte interne peut ne pas convenir aux puissances étrangères, mais c'est le seul moyen d'apporter un changement réel et durable. Cela ne revient pas à dire que toutes ces révoltes réussissent, mais que seul leur succès peut apporter le changement. La guerre peut parfois jouer le rôle de catalyseur de telles révolutions, et ces dernières peuvent parfois impliquer des guerres de libération comme la Révolution Américaine. L'invasion par les grandes puissances ne peut se substituer à cette méthode. Finalement, la raison en est simple: ceux qui procèdent à la libération ont le plus souvent tendance à exercer le pouvoir ensuite. Etre libéré par la 82^{ème} division aéroportée vous laisse entre ses mains à la fin de la journée. Lorsqu'un peuple se libère lui-même, c'est aux événements ultérieurs de cette révolution de décider quelle partie du peuple fixera le sort de la société.

Un choc de civilisations?

La bataille de l'Occident contre l'Islam est désormais la justification de base des avocats de l'intervention militaire au Moyen-Orient et au-delà. *Le choc des civilisations*, de Samuel Huntington, proclame que depuis la fin de la Guerre Froide,

l'écrasante majorité des conflits de ligne de fracture (*faultline conflicts*)... ont eu lieu le long de la boucle frontalière qui sépare, à travers l'Eurasie et l'Afrique, les Musulmans des non-Musulmans. En même temps qu'au niveau global ou macroscopique de la politique mondiale le choc primaire des civilisations est entre l'Occident et le reste, au niveau local ou microscopique c'est entre l'Islam et les autres...

Où que l'on porte son regard le long du périmètre de l'Islam, les Musulmans ont des difficultés à vivre en paix avec leurs voisins. La question se pose naturellement de savoir si ce schéma de conflit de la fin du vingtième siècle entre groupes musulmans et non-musulmans est également vrai des rapports entre groupes d'autres civilisations. En fait, ce n'est pas le cas...

Dans les années 1990, les Musulmans se sont engagés dans plus de violences intragroupales que les non-Musulmans, et les deux tiers ou les trois quarts des guerres intercivilisationnelles ont opposé des Musulmans à des non-Musulmans. Les frontières de l'Islam sont sanglantes, de même que ses entrailles.²

Cette vision, à l'instar de la justification 'démocratique' de la guerre, n'est pas confinée à la droite néoconservatrice. Beaucoup de gens de gauche considèrent l'Islam comme une menace, mondialement et au plan national. Ils n'aiment pas la pensée religieuse en général, et en particulier les doctrines qu'ils considèrent comme conservatrices. Ils rejettent, avec raison, les méthodes terroristes, les associant à l'Islam. Ils font remarquer, avec justesse, que dans le sous-continent indien et au Moyen Orient certains courants islamiques sont ou ont été les ennemis déclarés et acharnés de la gauche. Mais ils tirent de ces observations la conclusion que l'Islam est de manière générale un ennemi de la gauche, peut-être pire que les classes dirigeantes locales et internationales. Il s'ensuit, évidemment, que la gauche ne peut s'allier avec aucun courant islamique.³

Le premier problème de cette approche, c'est qu'elle ignore la redéfinition de l'Islam posée par les puissances impériales depuis l'attentat du World Trade Center. C'est le point à partir duquel l'opposition à l'Islam est devenue la principale idéologie justificatrice de la guerre. Cela ne signifie pas, bien sûr, que l'opposition à l'Islam est *l'explication* de la guerre, laquelle réside dans les intérêts économiques et géopolitiques des grandes puissances. Mais l'opposition à l'Islam est devenue le

chauvinisme mobilisateur du nouvel impérialisme. Le racisme inhérent à la nouvelle ère coloniale s'exprime le plus fortement sous la forme de l'islamophobie. Globalement, l'Islam est de façon largement majoritaire la religion des pauvres dans le monde industrialisé et des pauvres pays dans le reste du monde. Les Musulmans sont majoritairement du mauvais côté (*the receiving end*) du nouvel impérialisme, et les victimes d'une offensive idéologique lancée par la 'guerre contre le terrorisme'. Cela seul devrait inviter les gens de gauche à réfléchir un moment avant de se joindre à la diabolisation des Musulmans par l'*establishment*.

Bien sûr, tous les Musulmans ne sont pas pauvres et tous les pays musulmans ne sont pas des victimes de l'impérialisme. Mais pour parvenir à établir ces distinctions politiques cruciales, les gens de gauche devront cesser de supposer que tous les courants islamiques sont au fond identiques. L'Islam est politiquement hétérogène, allant du wahhabisme de la famille royale saoudienne, en passant par le Hamas et le Hezbollah, à la pauvre mosquée au fond d'une ruelle de banlieue d'une métropole d'Europe du Nord.

Examinons cette question en commençant par la situation des Musulmans dans les pays industrialisés. Il y a en Occident des Musulmans riches, il y en a même qui sont blancs. Mais dans leur immense majorité, les Musulmans d'Occident sont pauvres et originaires d'Asie ou d'Afrique. Comme immigrés ou fils et filles d'immigrés, ils subissaient une discrimination bien avant que l'offensive idéologique qui a suivi le 11 septembre ne redéfinisse leur religion comme une catégorie raciale. Depuis cette époque, les 'lois anti-terroristes' ont systématiquement ciblé ces communautés, les agressions physiques se sont multipliées, des mosquées ont été attaquées et l'extrême droite, naguère obsédée par les communautés afro-caraïbes, ont focalisé leur propagande sur les Musulmans. La réaction internationale à l'interdiction par le gouvernement français du port de symboles politiques et religieux à l'école, 'l'interdiction du hidjab', et la reproduction dans toute la presse européenne des caricatures anti-islamiques danoises au début de 2006, montre à quel point la 'gauche des Lumières' traite cette discrimination de façon différente. Il suffit d'imaginer, par exemple, que les dessins danois aient représenté le révérend Jesse Jackson en pagne avec un os dans les narines, ou un Juif au nez crochu en train de compter de l'argent, pour se rendre compte que, loin d'être reproduits par la presse libérale dans toute l'Europe continentale, ils auraient, à raison, soulevé une tempête de protestations outragées pour leur contenu raciste.

La 'gauche des Lumières' conduit son argumentation sous la bannière de l'opposition laïque à la religion. L'Islam, dit-elle, est une croyance religieuse et non une catégorie raciale. Il est pourtant évident qu'en Occident cette définition religieuse ne s'applique qu'à des gens qui ne sont pas blancs. La 'gauche des Lumières' fait fièrement étalage de cette faiblesse de la pensée des Lumières que les marxistes ont depuis longtemps signalée: son rationalisme est incapable d'aller au-delà du conflit des idées pour examiner le contexte social dans lequel elles sont diffusées et donc de comprendre leur véritable signification.

La même incapacité à apercevoir des forces matérielles derrière les abstractions religieuses est présente dans la vision de la politique internationale qui est celle de la 'gauche des Lumières'. Posez-vous seulement cette simple question: est-ce que les dix Etats les plus puissants du monde sur le plan économique et militaire sont dirigés par des gouvernements 'islamiques' ou contiennent-ils d'importantes populations musulmanes? Il est vrai en général de dire que l'Islam est la religion des Etats les plus pauvres et les plus faibles soumis à la pression des Etats plus riches et plus puissants. Ce seul fait ridiculise la prétention de Huntington selon laquelle

les Etats musulmans ont une plus grande propension à recourir à la violence dans les crises internationales... Alors que les Etats musulmans recourent à la violence dans 53,5% de leurs crises, la violence n'a été utilisée par le Royaume-Uni que dans 11,5%, par les Etats-Unis dans 17,9%, et par l'Union Soviétique dans 28,5% des crises dans lesquels ils ont été impliqués.⁴

Si ces statistiques étaient correctes, ne reflèteraient-elles pas le fait que les superpuissances et leurs alliés utilisent leur force économique dominante et la menace de leur puissance militaire sans égale pour parvenir à leurs fins sans avoir recours à l'usage réel de la force? Peut-être le *Financial Times* était-il proche de la vérité lorsqu'il écrivait que 'dans la phase présente de la mondialisation, il ne fait pas bon être éloigné, il ne fait pas bon être pauvre et il ne fait pas bon être musulman.'¹⁵

Mais dans le cadre de cette réalité globale, les gouvernements et les classes dirigeantes islamiques diffèrent grandement dans leur attitude envers les puissances impériales. Cela va de la position de complice empressé de l'impérialisme - comme l'est le plus souvent la dynastie saoudienne - à celle d'opposant inconsistant - comme l'Iran. Dans les deux cas ces classes dirigeantes islamiques, comme toutes les classes dirigeantes du monde, sont les ennemies de la gauche et du mouvement ouvrier. Mais aussi bien dans leur opposition inconsistante à l'impérialisme, qu'elle leur soit imposée par les impérialistes ou qu'elle soit une question de principe, que dans leur hostilité pour la gauche, ces classes dirigeantes islamiques présentent peu de différences avec leurs précurseurs ou contemporains nationalistes. L'hostilité, par exemple, des gouvernements nationalistes arabes envers la gauche ne s'est jamais démentie, de Gamal Abdel Nasser à Saddam Hussein en passant par Bachir El Assad.

Dans ces sociétés, certains mouvements islamistes sont plus cohérents dans leur opposition à l'impérialisme que les Etats islamiques - par exemple le Hamas en Palestine et le Hezbollah au Liban. Dans d'autres cas les courants de gauche sont plus consistants que les gouvernements islamiques ou nationalistes. L'attitude de la gauche socialiste devrait être de dire que 'l'Islam politique' est né de la faillite du courant nationaliste, et qu'il remplit à tous égards le même espace politique que le nationalisme. Il a une relation similaire avec la gauche en ce sens qu'il peut parfois, et dans certaines conditions, être son allié, ou dans d'autres circonstances considérer la gauche et le mouvement ouvrier comme ses ennemis. De telle sorte que la gauche devrait traiter les mouvements islamistes essentiellement comme elle aurait dû, même si elle ne l'a pas souvent fait, traiter le mouvement nationaliste, y compris la gauche nationaliste influencée par les partis communistes. Certains courants islamistes s'opposent à l'impérialisme et sont partisans d'un changement démocratique révolutionnaire dans leur pays. Aussi longtemps qu'ils sont opposés à l'impérialisme et aux classes dirigeantes locales, la gauche devrait collaborer avec eux tout en conservant son indépendance politique et organisationnelle. Elle devrait chercher à renforcer l'indépendance de la résistance spécifique de la classe ouvrière à l'impérialisme et au capitalisme, se positionnant ainsi comme l'aile la plus à gauche du mouvement démocratique et anti-impérialiste. Mais elle doit aussi se préparer à lutter pour une transformation qui ne se limite pas au système politique, mais qui change aussi en profondeur le système économique.

Un seul empire?

Sommes-nous aujourd'hui confrontés à un empire global dans lequel le vieux schéma impérial de rivalité entre grandes puissances est désormais surmonté? Ceci n'est pas, de façon peut-être ironique, une théorie qui circule dans les milieux néoconservateurs mais dans la gauche politique. Ses représentants les plus connus sont Antonio Negri et Michael Hardt, dont le livre *Empire* développe une 'hypothèse de base selon laquelle la souveraineté a pris une forme nouvelle, composée d'une série d'organismes nationaux et supranationaux unis par une seule logique de pouvoir. La nouvelle forme globale de souveraineté est ce que nous appelons Empire.' Ceci est le résultat de 'la souveraineté déclinante des Etats-nations et (de) leur incapacité à réguler les échanges économiques et culturels.'¹⁶

Des notions similaires, peut-être moins abstraites, de l'empire d'après-Guerre Froide sont répandues. Leo Panitch et Sam Gindin, par exemple, proclament que les interpénétrations

économiques des Etats-nations par l'investissement étranger direct des multinationales a créé un système unique dirigé par les Etats-Unis, ce qui exclut tout retour aux rivalités impérialistes entre Etats.

... ce qui est en jeu dans la conjoncture présente, ce n'est pas les contradictions entre des bourgeoisies nationales, mais les contradictions de 'l'ensemble de l'impérialisme', impliquant toutes les bourgeoisies qui fonctionnent sous le parapluie impérial américain.⁷

L'argument est que 'le capital américain étant une force sociale à l'intérieur de chacun des pays européens, le capital local tendait à être "dés-articulé" et n'était plus représenté par une bourgeoisie nationale cohérente et indépendante'.⁸ Ainsi, 'nous ne pouvons aujourd'hui comprendre l'impérialisme en termes de ... compétition donnant à nouveau naissance à une rivalité inter-impériale'.⁹

Les analyses de Hardt-Negri et Panitch-Gindin partagent une autre similitude: les deux visions de cette structure impériale 'simplifiée' concluent, de façon apparemment radicale, que si les contradictions entre Etats impériaux ont été sublimées dans un empire 'global', dès lors la principale contradiction qui demeure oppose le système dans son ensemble, selon Hardt et Negri, à une 'multitude' déclassée, et, dans le cas de Panitch et Gindin, à la classe ouvrière. Dans la critique à laquelle Panitch et Gindin soumettent *Empire*, tout en étant en désaccord avec Hardt et Negri sur ce qui constitue l'agent du changement dans le nouvel empire, ils ne combattent pas l'idée que la rivalité inter-impérialiste a cédé la place à un empire, sinon articulé, du moins unique.¹⁰

Ainsi, que ce soit dans *Empire* ou dans l'analyse proposée par Panitch et Gindin, la rivalité inter-étatique a été supprimée mais la lutte entre les masses, quel que soit le contenu qu'on veut bien leur donner, et le système se poursuit. Ce n'est pas là une innovation théorique mineure, et ses conséquences vont beaucoup plus loin que leurs auteurs ne semblent s'en rendre compte.

Il pourrait peut-être y avoir deux raisons pour croire à l'atténuation de la rivalité inter-étatique. On pourrait prétendre que la mondialisation, la montée des multinationales et la gestion du marché mondial par le FMI et des corps semblables ont tellement diminué la compétition économique qu'on ne retrouve plus son reflet dans la compétition entre Etats. Mais si nous vivons véritablement dans 'l'économie dirigée' dont rêvaient les économistes libéraux dans les années 1960, alors l'absence de concurrence économique doit nécessairement affecter la lutte des classes et saper toute possibilité de résistance au système. Tant il est vrai que c'est la concurrence entre des unités de capital qui produit au sein de chacune d'elle la pression des employeurs à tirer les salaires vers le bas, à allonger la journée de labeur, intensifier le travail, discipliner les salariés et briser les syndicats. En d'autres termes, s'il n'y a pas de compétition entre unités de capital le moteur de la lutte des classes est supprimé. Même chose pour la tendance compétitive du système à l'auto-expansion. Un empire sans concurrence économique serait un empire stagnant. Or, comme Marx a résumé la question, 'le capital ne peut exister que sous la forme de capitaux multiples'. Nier cela consisterait à voir le système comme une horloge sans ressort.

En réalité, loin d'abolir d'une manière ou d'une autre la concurrence entre unités de capital, la mondialisation l'exacerbe à l'échelle globale. Mais peut-être n'est-il pas de l'intention de ces théoriciens de dénier la continuité de la compétition économique. C'est en tous cas ce qui semble être l'attitude de Panitch et Gindin, qui n'ont pas emprunté le chemin post-marxiste, post-moderniste de Hardt et Negri. Mais si la concurrence économique continue à faire rage sans désespérer, ce que l'on nous demande de croire c'est que cette compétition entre les géants du monde économique ne s'exprimera jamais sous la forme d'une rivalité entre Etats, ce qui revient à penser qu'il y a une dissociation profonde entre la politique et l'économie.

Dans le premier cas, nous sommes en présence d'un modèle orwellien de société dans lequel un empire mondial fait face à une masse atomisée de plébéiens; ou, dans le second cas, nous avons un modèle althussérien dans lequel l'Etat est radicalement divorcé de la concurrence économique qui fait rage à ses pieds. Si le premier cas est correct, nous devons souhaiter que les opprimés accomplissent des actions de résistance nouvelles et créatives, mais il n'y a pas de véritable raison pour que la société génère une telle opposition. Si le deuxième cas est vrai, une telle résistance est le fruit de raisons économiques, mais elle fait face à une classe dirigeante unique et monolithique qui ne comporte pas de contradictions entre ses éléments constitutifs. Dans les deux cas, le radicalisme apparent se transforme en rêve utopique de résistance.

L'incohérence théorique de ces vues dérive du fait qu'elles ne décrivent pas le monde avec exactitude. Elles sous-estiment radicalement l'importance de l'Etat-nation. Comme nous l'avons vu au second chapitre, le capital multinational demeure étroitement lié aux Etats-nations et il n'existe pas d'autre institution capable de remplir leurs fonctions sociales et de police intérieure, ou leur rôle militaire à l'étranger pour le compte du capital. La mondialisation a pu imposer moins de nationalisations, mais elle n'a pas exigé moins d'intervention de l'Etat dans un sens plus général. Comme le note Ellen Meiksins Wood,

Le point critique de 'l'internationalisation' de l'Etat est que l'Etat-nation est utile au capital global mais pas au point d'être incapable de 'réguler les échanges économiques et culturels'. Au contraire, il est utile précisément parce qu'il *peut* intervenir dans l'économie globale et qu'il reste, en réalité, le moyen d'intervention unique le plus efficace.¹¹

Et parce que les Etats ont cette capacité, et parce qu'ils sont des entités géographiquement limitées dans lesquelles agissent à la fois les capitalistes qui leur sont les plus proches aussi bien que les classes exploitées locales, ils l'exercent d'une manière qui contredit d'autres Etats. Le résultat est que 'la forme politique de la mondialisation... n'est pas un Etat global ou une souveraineté globale, mais un système global de multiples Etats et de souverainetés locales, structurés en une relation complexe de domination et de subordination'.¹²

Dans un tel système la rivalité impériale est centrale. Il n'est sans doute pas dénué d'intérêt de déterminer entre quels Etats la rivalité se manifeste, le degré de cette rivalité, l'échelle de temps dans laquelle elle se déroule, ou si des périodes de rivalité anciennes, comme celle qui a précédé la Première Guerre mondiale, peuvent fournir des analogies précieuses. Mais il n'est pas utile de déclarer qu'une telle rivalité n'est plus une caractéristique de la période en cours parce que ce n'est à l'évidence pas le cas. En réalité, le point que l'analyse présentée dans ce livre s'est efforcé de démontrer c'est que la rivalité inter-étatique est aujourd'hui plus virulente, et a pour résultat plus de guerres, que la période de relative stabilité de l'impérialisme de la Guerre Froide.¹³

Le fait que cette situation n'a pas encore abouti à un affrontement entre grandes puissances ne devrait pas nous surprendre. De tels conflits prennent de nombreuses années pour mûrir, et le nouvel impérialisme est encore en train d'émerger de la chrysalide de la Guerre Froide. Au moment présent, les Etats-Unis ont mené à bien l'opération consistant à discipliner d'autres grandes puissances par 'l'effet démonstratif' de l'humiliation de puissances mineures dans les Balkans, en Afghanistan et au Moyen Orient - que la Chine, la Russie, la France, l'Allemagne ou autres soient contentes ou pas. Il est incontestable que telle était l'intention des Etats-Unis, comme cela a été affirmé encore et encore dans des documents officiels et officieux, dans des déclarations et des discours. Croire que cela sera indéfiniment accepté sans broncher par les autres Etats impérialistes comme étant le 'meilleur intérêt' du système global ne pourrait être soutenu que si un 'comité global de direction des affaires communes de la classe capitaliste' remplaçait un système d'Etats-nations en compétition les uns avec les autres. Le capital n'existerait dès lors plus comme capitaux multiples. Ce ne serait plus, par conséquent, le capitalisme, mais une forme nouvelle de société d'oppression.

Ceci, malgré toute la rhétorique d'*Empire*, ne correspond pas à la réalité. Une projection bien plus réaliste a été faite par Larry Elliott, le rédacteur économique du *Guardian*. Se faisant l'écho d'une étude de *PricewaterhouseCoopers*, il suggère que la taille combinée des économies chinoise, russe, indienne, indonésienne, mexicaine et turque sera au moins 25% plus importante, et peut-être 75% plus grande, que celle des économies du G7 en 2050. Faisant usage de calculs de parité du pouvoir d'achat qui considèrent qu'un dollar achète plus en Chine qu'aux Etats-Unis, l'économie chinoise fait déjà 75% de la taille de celle des Etats-Unis et pourrait avoir une fois et demie sa taille au milieu du siècle. Même sans utiliser ces calculs, l'économie chinoise fait déjà 18% de la taille de celles des Etats-Unis et sera virtuellement la même en 2050, selon *PricewaterhouseCoopers*.

De tels changements dans la puissance économique se produisent rarement sans engager la capacité militaire des Etats. L'histoire suggère que des changements dans l'équilibre du pouvoir provoquent des mutations géopolitiques - comme on le voit dans la période qui va de 1890 à 1945 - quand les nouveaux gosses du quartier font jouer leurs muscles et que la vieille garde essaie de maintenir le statu quo. Les Etats-Unis sont déjà perplexes face à la puissance économique croissante de la Chine... Le décor est campé pour une période de tension entre le chien dominant et son rival asiatique.¹⁴

Il ne s'agit pas ici de nier 'l'internationalisation de l'Etat' ou le degré auquel l'Etat néolibéral se considère lui-même comme le serviteur des multinationales. Ces deux questions ont déjà été abordées dans ce travail. Ce qui est clair, c'est que si cette observation est portée trop loin, elle dissimule soit la continuité de l'existence indépendante de l'Etat, soit la continuité de la concurrence entre capitaux, et, ce faisant, elle nous empêche de comprendre que l'instabilité du système réside précisément dans le rapport dialectique entre la nature compétitive au niveau international du système économique et la nature indispensable, mais nécessairement limitée au plan national, de l'Etat capitaliste. Aussi bien Hardt et Negri que Panitch et Gindin ont perdu de vue le fait que c'est la férocité renouvelée de la compétition internationale entre multinationales qui propulse les extensions militaires des Etats-nations dans le vide créé par la fin de la Guerre Froide.

Qui résiste?

Depuis presque aussi longtemps qu'il y a une classe ouvrière, des théoriciens sociaux ont proclamé sa disparition ou son incapacité à changer la société. Jusqu'à présent ces prétentions se sont avérées non fondées, mais cela ne décourage pas de nouveaux auteurs désireux de s'ajouter à la liste. Hardt et Negri sont parmi les plus connus. Dans *Multitude*, le deuxième épisode d'*Empire*, ils affirment avec insistance que la classe ouvrière n'a pas une importance particulière comme agent du changement social et que la place a été prise par la 'multitude' de ceux qui sont exclus par l'empire.

Hardt et Negri proclament que la multitude doit être distinguée de la définition étroite de la classe ouvrière comme étant simplement le prolétariat industriel. Dans la mesure où c'est là une position que l'on trouve plus souvent dans les caricatures anti-marxistes sommaires de la gauche plutôt que dans le discours de la gauche elle-même, nous n'avons pas besoin de polémiquer avec Hardt et Negri sur cette question. Pour pratiquement tous les socialistes, marxistes ou autres, la classe ouvrière inclut les salariés des services, des arts, les travailleurs 'cérébraux', et ainsi de suite. En fait, pour les marxistes, la classe laborieuse comprend tous ceux qui doivent gagner un salaire parce qu'ils n'ont pas d'autre moyen de subsister que de vendre leur force de travail. Mais Hardt et Negri persistent à distinguer la multitude y compris de cette définition plus large de la classe ouvrière sous prétexte qu'elle n'intègre pas 'les travailleurs domestiques pauvres non payés, et tous ceux qui ne perçoivent pas un salaire. La multitude, par contraste, est un concept ouvert, inclusif'.¹⁵ Voilà une étrange affirmation lorsqu'on sait qu'il y a une grande quantité de littérature marxiste, à commencer par le livre d'Engels *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, qui

démontre que ceux qui dépendent des salaires des travailleurs, comme les travailleurs à domicile, appartiennent, même s'ils ne touchent pas un salaire eux-mêmes, à la classe ouvrière.

Il n'est pas facile de voir l'intérêt de remplacer une définition des classes concrète et spécifique par une généralité abstraite et ambiguë - sauf que cela donne à Hardt et Negri une justification sociologique pour introduire une notion entièrement subjective de l'agent du changement social. Pour eux, la multitude doit se définir elle-même dans la mesure où elle n'a pas de définition économique objective: 'la multitude doit découvrir *le commun* qui lui permet de communiquer et d'agir ensemble. Le commun que nous partageons, en fait, n'est pas tant découvert que produit.'¹⁶

Nous sommes là en présence d'une construction théorique remarquablement dénuée de nécessité. La classe ouvrière n'est pas, quelle qu'en soit la définition, plus petite à l'échelle mondiale qu'auparavant mais plus nombreuse. L'industrialisation de la Chine, et la montée des troubles sociaux qui l'accompagne, devrait à elle seule suffire à souligner ce point. Mais en tout état de cause les statistiques établissent cela sans qu'il y ait l'ombre d'un doute. Globalement, la classe ouvrière compte deux milliards d'individus, avec peut-être deux autres milliards de semi-prolétaires pauvres autour d'elle. L'urbanisation, un indice de la croissance de la classe ouvrière, a progressé dans toutes les parties du monde. Sur la planète terre, la proportion de ceux qui vivent dans des villes est passée de 37 à 45% entre 1970 et 1995. Dans les pays en développement elle est passée de 25 à 37%, et dans les pays les moins développés elle est passée, au cours de la même période de 13 à 23%.¹⁷

Aux Etats-Unis, il y a aujourd'hui quelque 31 millions d'ouvriers dans l'industrie, à comparer avec les 10 millions de 1900 et les 26 millions de 1971. Dans certaines économies avancées, comme la France, l'Italie et l'Allemagne, les politiques sociales néolibérales se heurtent à une opposition syndicale continue depuis les années 1990. Et même dans les pays, comme les Etats-Unis et la Grande Bretagne, où les défaites subies par les travailleurs dans les années 1980 n'ont pas été récupérées, il n'y a aucune réalité objective ou sociologique permettant de proclamer que la classe ouvrière n'est pas la classe exploitée centrale de la société contemporaine. En réalité, en termes de conscience, on trouve aujourd'hui plus de sujets, dans les enquêtes d'opinion, qui se définissent comme appartenant à la classe ouvrière que dans les années 1970.¹⁸

La redéfinition de la classe ouvrière, par les soins de Hardt et Negri, comme multitude ressemble plutôt à une généralisation superficielle, basée sur le fait que dans certains pays avancés le rejet populaire du néolibéralisme a pris une forme dans laquelle la composante spécifiquement ouvrière n'est pas pour l'instant aussi forte qu'elle l'était dans la dernière période d'essor des luttes des années 1970. Elle leur sert aussi de prétexte pour rejeter 'les formes centralisées de dictature et de commandement révolutionnaires' en faveur 'd'organisations en réseau qui déplacent l'autorité dans des relations collaboratives'.¹⁹

Le diagnostic général d'*Empire* et de *Multitude*, c'est qu'il n'y a plus lieu de considérer la polarité du monde moderne comme opposant une classe dirigeante capitaliste et impérialiste hautement centralisée à la classe ouvrière, mais comme se situant entre la puissance dispersée de l'empire et la démocratie auto-définie de la multitude. Si tant est qu'une telle attitude puisse produire une conclusion pratique en termes d'organisation, elle a tenté de le faire dans le mouvement autonome italien dont sont issus Hardt et Negri, et qui a connu une résurgence ces dernières années. Son moment de vérité le plus récent est venu en 2001 à Gênes lors des manifestations contre la réunion du G8. Comme l'a noté Alex Callinicos, ce jour-là, l'Etat italien, ne comprenant pas que son pouvoir était dispersé 'partout et nulle part', a paru possédé par l'idée qu'il se concentrait sous la forme des carabinieri.²⁰ Les réseaux informels des autonomistes ont été impuissants à empêcher le meurtre de Carlo Giuliani, ou le matraquage sanglant et l'emprisonnement de centaines d'autres manifestants. C'est la mobilisation de masse du jour suivant, qu'il y a lieu d'attribuer à un degré

important à la position prise par *Rifondazione Comunista*, qui a transformé les protestations, de la déroute où elles avaient sombré, en un superbe festival de résistance.

Il y a une importante leçon à tirer de cette expérience. Une résistance réussie dépend d'une appréciation exacte des forces et des faiblesses du système aussi bien que de ceux qui s'y opposent. Ni la 'gauche belliciste' qui avait pris l'argument de 'l'impérialisme démocratique' ou celui du 'choc des civilisations' pour argent comptant, ni ceux qui, à gauche, reflétaient le triomphalisme des dirigeants de la 'superpuissance unique', ne se sont montrés capables de proposer une évaluation à peu près viable du rapport des forces tel qu'il s'est manifesté ces dernières années.

Conclusion

Le système capitaliste contemporain demeure un système dans lequel la concurrence économique donne naissance à une compétition militaire entre Etats. Ni la mondialisation ni le nouvel ordre impérial n'ont suffisamment transformé sa nature pour que les oppositions entre grandes compagnies et entre Etats puissent être supprimées. Il ne s'est pas davantage transformé en un système qui peut régler les conflits sans recours à la violence. Il est peu probable, dans l'avenir, que cette violence reste confinée à la périphérie des centres métropolitains du système.

Les gens qui travaillent et les pauvres n'ont pas été, à l'échelle mondiale, remplacés par une 'multitude' au contenu social improbable, pas plus qu'ils n'ont perdu la capacité de résister au système. Les problèmes auxquels ils sont confrontés dans l'exercice de cette capacité n'ont rien à voir avec de prétendues mutations dans leur profil sociologique ou économique. Ils proviennent des contours de la lutte des classes dans les 25 dernières années, de la clarté théorique et de la vigueur organisationnelle de la gauche. C'est à certaines de ces questions que le chapitre final sera consacré.

7 Résister à l'impérialisme

La montée du nouvel impérialisme a suscité un anti-impérialisme nouveau. A partir des manifestations anticapitalistes de Seattle en 1999, le paysage politique tout entier a été transformé par l'apparition d'un mouvement mondial contre la globalisation et contre la guerre. Le 15 février 2003 a constitué son point culminant à ce jour. Ce jour-là, des manifestations simultanées contre la guerre en Irak imminente ont eu lieu dans 600 villes sur tous les continents. Il ne fait aucun doute que ces défilés constituaient la plus grande journée historique de protestation politique coordonnée à l'échelle mondiale. Beaucoup d'entre eux étaient, comme la manifestation de Londres, la plus importante démonstration politique de l'histoire du pays.¹ Dans les trois premiers mois de 2003, selon l'étude d'un sociologue français, 36 millions de personnes ont participé à des manifestations antiguerre sur la planète.²

Cela dit, le 15 février ne constitue pas un moment unique de protestation, mais fait partie d'un mouvement de radicalisation plus long et continu. Ses précurseurs étaient la longue lignée des énormes protestations contre la mondialisation qui ont suivi Seattle - Prague, Nice, Göteborg, Gênes et Florence. Et il a été suivi par les grandes manifestations antiguerre pendant et depuis l'invasion de l'Irak, y compris celles de Turquie, de Londres lors de la visite de George Bush en novembre 2003 et de New York en opposition à la convention du Parti Républicain à l'automne 2004, la plus grande de toutes les manifestations antiguerre aux Etats-Unis. Et au milieu de tout cela des dizaines de milliers d'activistes ont participé aux trois Forums Sociaux européens, à Florence en 2002, à Paris en 2003 et à Londres en 2004, pendant que plus de 100.000 personnes assistaient à chacun des cinq Forums Sociaux mondiaux à Porto Alegre au Brésil et à Mumbai en Inde.

Ce mouvement s'est développé sous l'impact de trois processus sociaux plus profonds. Le premier était l'offensive néolibérale commencée 25 ans auparavant et qui avait provoqué une aggravation des inégalités, des coupes dans les budgets sociaux, les privatisations, la dérégulation, une augmentation de la puissance des multinationales et une attaque contre les syndicats. La jonction des salariés organisés et des militants écologistes, la fameuse 'alliance des tortues et des routiers' (*teamster-turtle alliance*) des manifestations de Seattle, était le signe avant-coureur du degré auquel la nature généralisée des attaques des 25 années passées résultait finalement dans une mobilisation unitaire dans de nombreuses régions concernées.

C'était là, en fait, l'aspect unique le plus important du mouvement - sa nature hautement généralisée. Il y avait depuis longtemps un adage à gauche selon lequel la largeur d'un mouvement était inversement proportionnelle à sa profondeur politique. Posées simplement, des questions uniques mobilisent de larges masses, les analyses politiques complexes sont d'un attrait plus limité. Comme disait le vieux marxiste russe Georges Plekhanov, l'agitation est une seule idée exprimée devant un public important, la propagande est une série d'idées politiques présentées à une quantité restreinte d'auditeurs. Le mouvement antimondialisation retournait l'idée reçue comme une chaussette. Le mouvement représentait une critique large du capitalisme libéral, une aspiration à un ensemble de priorités à l'échelle du système résumée par le slogan 'un autre monde est possible'. Pourtant ce mouvement avait la capacité de mobiliser des masses plus importantes que beaucoup de campagnes à thème unique du passé, syndicales ou politiques.

Lorsque le mouvement anti-guerre s'est constitué il a hérité de cette approche. Même si en principe il comportait un thème unique, il représentait en fait une critique large des impératifs économiques et politiques du nouvel impérialisme. Le soutien du big business à la guerre, l'économie de l'industrie pétrolière, l'impact écologique de la guerre, le fonctionnement du complexe militaro-industriel, le sort de la Palestine, l'opposition à l'oppression des Musulmans, les thèmes traditionnels des campagnes antinucléaires, l'histoire du colonialisme occidental, tout cela s'intégrait tout naturellement dans le mouvement antiguerre, approfondissant plutôt que rétrécissant son attrait.

La nature généralisée du mouvement était en premier lieu le résultat de la nature prolongée et généralisée de l'offensive néolibérale et de l'échec des premières tentatives de résistance. Depuis la fin de la période de prospérité d'après-guerre au milieu des années 1970, la vague de privatisation, de dérégulation, de réduction des budgets sociaux et d'attaques contre les syndicats, connaissant un pic dans les années Thatcher-Reagan, avait produit une accumulation de colère à la base de la société. Les répliques syndicales avaient été battues en brèche dans les années 1980. Les réactions électorales qui avaient pris la forme d'une série de victoires social-démocrates dans les années 1990 avaient rapidement généré la déception, les nouveaux gouvernements poursuivant les projets néolibéraux sans grand changement.

Il existait à la fin des années 1990 un vide politique. La situation réclamait une réponse politique radicale mais les campagnes à thème unique traditionnelles, les syndicats et les partis politiques semblaient incapables ou peu désireux de mettre en œuvre le radicalisme que la tâche nécessitait. Un modèle alternatif, de type 'pouvoir au peuple', de protestation s'était développé à l'échelle internationale durant la décennie écoulée mais son usage semblait réservé à la lutte contre les régimes autoritaires comme ceux de l'Europe de l'Est, de l'Afrique du Sud et de l'Indonésie. Mais à partir de 1999, le 'pouvoir au peuple' se dirigeait vers l'ouest.

Le deuxième facteur qui facilitait la montée de ce mouvement était la fin de la Guerre Froide. La chute du Mur de Berlin avait eu sur la gauche un impact contradictoire. Beaucoup de militants, dans le mouvement communiste officiel aussi bien que dans les partis sociaux-démocrates traditionnels, les syndicats et les mouvements de libération nationale du tiers monde influencés par les vues socialistes-étatiques du changement social, ne pouvaient s'empêcher d'être démoralisés par la défaite du 'socialisme réel'. Mais la fin de la vision du socialisme dominée par Moscou apportait aussi une occasion de réunifier la gauche. L'opposition à l'ennemi commun néolibéral était désormais la question qui dominait toutes les autres, et les divergences relatives à la Russie, même si elles restaient importantes, n'étaient plus que d'ordre historique.

Au surplus, la disparition du bloc de l'Est privait la droite d'un argument-massue contre la gauche. Si un mouvement anticapitaliste s'était développé avant 1989, le premier cri de ses opposants aurait été: 'Vous préférez peut-être vivre en Russie?' Après 1989, ce genre d'argument était plutôt meilleur pour la gauche que pour la droite dans la mesure où l'intégration au marché mondial avait provoqué le déclin précipité de l'économie russe. Et avant 1989, un mouvement anticapitaliste aurait très certainement comporté une division en son sein sur la question de savoir si la planification centralisée à la russe était le seul *autre monde possible*. Après 1989, la ligne de partage, dans la société aussi bien qu'à gauche, se situait entre ceux qui étaient pour et ceux qui étaient contre le capitalisme global.

Le troisième et dernier développement social qui affectait la montée du nouveau mouvement radical était le remodelage de l'ordre impérial après la Guerre Froide. L'opposition à la première Guerre du Golfe était une campagne sérieuse et principielle, qui organisa des meetings impressionnants mais ne dépassa pas les limites des mouvements traditionnels pacifistes et de gauche. L'opposition à la Guerre des Balkans, elle, commença à gagner du terrain avec une série de réunions publiques bien remplies dans tout le pays. Mais l'opposition à la Guerre des Balkans était

encore plus importante en ce sens qu'elle rassemblait un noyau d'individus qui seraient central dans l'opposition aux guerres d'Afghanistan et d'Irak. A l'intérieur de ce mouvement, ils développèrent une série d'analyses du nouvel impérialisme et des réponses à lui apporter. De façon cruciale, ces analyses comportaient une appréciation des buts post-Guerre Froide de l'impérialisme américain, une critique des justifications 'impérialistes humanitaires' de la guerre et un examen de l'importance du pétrole et d'autres ressources énergétiques dans les plans de sécurité US.

Les principes fondateurs du mouvement antiguerre

Les attentats sur les tours jumelles et la réaction de l'administration Bush ont transformé la situation. La toute première réunion de la Coalition Stop the War à Londres, la plus grande de ce genre depuis une décennie, a été tenue dans la semaine qui a suivi le 11 septembre. Son succès a prouvé que très tôt les gens étaient tout aussi terrifiés par la réaction des Etats-Unis aux attentats sur les tours jumelles qu'ils avaient été horrifiés par les attentats eux-mêmes. En même temps que le projet impérial américain se développait dans toute son énormité, ce sentiment se transformait en un rejet, à l'échelle de la société, du nouvel impérialisme, approfondissant et élargissant le mouvement anti-mondialisation déjà en train de se développer. Il est important d'examiner les principes fondamentaux sur lesquels ce mouvement sans précédent s'est organisé.

1. *L'unité.* En dernière analyse, ceux qui s'opposent à des gouvernements ne peuvent le faire qu'avec deux forces fondamentales, leur nombre et leur capacité à organiser. Pour faire un usage efficace de ces deux forces, l'unité est essentielle. La clé de l'unité, c'est d'engager le mouvement vers les buts qui sont essentiels dans toute situation politique donnée et de maximiser les forces en lutte pour ces buts. La Coalition Stop the War s'est engagée dans la question centrale de l'opposition aux attaques de l'Afghanistan et de l'Irak et, par extension, à la 'guerre contre le terrorisme' dont elles faisaient partie. Il n'a adopté que deux autres revendications étroitement associées. La première était la défense des libertés civiles, dans la mesure où il était évident dès le départ que les libertés publiques seraient attaquées au nom de la 'guerre contre le terrorisme'. La seconde était l'opposition à l'hystérie raciste qui ne manquerait pas d'accompagner les préparatifs de guerre.

Autour de ces objectifs pacifistes traditionnels, des membres des partis travailliste, libéral et vert, des syndicalistes, des Musulmans, des socialistes révolutionnaires, des militants altermondialistes, et bien d'autres sans affiliation organisationnelle préalable, pouvaient tous être d'accord et s'organiser. Des tentatives de restreindre la campagne pour qu'elle adopte des objectifs spécifiquement anti-impérialistes, excluant ainsi potentiellement les pacifistes ou ceux simplement hostiles à la guerre pour des raisons personnelles, ou, plus important, ceux qui arrivaient au mouvement et qui n'avaient pas eu l'occasion de devenir anti-impérialistes de principe, furent rejetées.

2. *Le mouvement peut être radical et large en même temps.* Faire en sorte que le mouvement soit aussi large que possible n'excluait pas une approche radicale. Tout en ne se déclarant pas expressément anti-impérialiste, il comportait un fort courant d'opinion anti-impérialiste, souvent majoritaire. Ce n'était pas seulement une question d'argumentation intellectuelle de la part des anti-impérialistes à l'intérieur de la coalition, même si c'était également décisif. En fait, c'est l'agenda des puissances impériales elles-mêmes, et les réactions instinctives de dizaines de milliers d'activistes, qui a poussé le mouvement dans cette direction. La question palestinienne était importante. Il y avait toujours eu des militants pro-palestiniens dans la Coalition Stop the War, même si la liberté pour la Palestine n'était pas un slogan officiel.

Mais la liaison des questions irakienne et palestinienne par Bush et Blair exigeait du mouvement antiguerre qu'il fasse de même. Le massacre de Djénine alimenta la colère des activistes antiguerre et donna un caractère irréfutable aux arguments des militants pro-palestiniens.

On peut voir la même logique à l'œuvre dans l'attitude du mouvement antiguerre à l'égard de l'ONU dans la période préparatoire à l'attaque contre l'Irak. Pour beaucoup d'anti-impérialistes, il y avait lieu de s'opposer à l'invasion de l'Irak qu'il y ait ou non une deuxième résolution de l'ONU la justifiant. Pour beaucoup d'autres dans le mouvement antiguerre, l'ONU était considérée comme garante de la légitimité. Finalement, la manipulation évidente de l'ONU par les Etats-Unis et la Grande Bretagne, combinée avec l'argument anti-impérialiste selon lequel l'ONU n'est pas autre chose que l'instrument des puissances impérialistes, donna la majorité à ceux qui pensaient qu'il fallait s'opposer à la guerre avec ou sans résolution de l'ONU. Cette majorité a tenu pendant l'invasion de l'Irak et continue à s'opposer à l'occupation bien que celle-ci soit désormais sanctionnée par l'ONU.

3. *Les grandes puissances sont l'ennemi principal.* Une des principales justifications de la guerre avait consisté à dire que les gouvernements et les armées de petits Etats étaient une plus grande menace pour la paix que les armées des grandes puissances et de leurs alliés. Pour le mouvement antiguerre, il était clair dès le début qu'il ne soutenait pas le régime dictatorial irakien, mais il refusait d'accepter la proposition selon laquelle un régime semblable était la principale cause de la nouvelle instabilité du monde au début du 21^{ème} siècle, ou le plus grand danger.

Une grande partie de l'énergie et de l'argumentation du mouvement antiguerre fut consacrée à démontrer que des Etats 'voyous' et 'faillis' ne répandaient pas spontanément le mal dans le système mondial, mais qu'ils étaient largement le produit de la politique antérieure des grandes puissances. La sujétion économique des pays pauvres fut reliée aux politiques économiques néolibérales des 25 années passées, aux actes des grands pays et de leurs agences internationales comme la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC.

Le mouvement antiguerre n'était pas davantage prêt à oublier les alliances politiques et militaires conclues par les puissances occidentales avec les talibans aussi bien qu'avec Saddam Hussein. Les militants islamistes avaient été les alliés de choix des Américains dans leur lutte contre la présence russe en Afghanistan pendant la Guerre Froide, et Saddam Hussein avait été armé en tant que rempart à l'influence de la révolution islamique iranienne pendant les années 1980. Si les régimes afghan et irakien étaient les monstres que prétendait l'Occident, celui-ci ne devait s'en prendre qu'à lui-même.

4. *L'autodétermination est la clé de la libération.* Il n'a jamais été contesté que l'immense majorité du mouvement antiguerre était contre Saddam Hussein. Là où il était en désaccord avec le lobby belliciste, c'était dans son insistance sur le fait que c'était au peuple irakien de se débarrasser de Saddam.

A l'appui de cet argument, le mouvement antiguerre mettait en évidence le fait que les va-t-en-guerre n'étaient favorables à l'action militaire pour éliminer des régimes totalitaires que lorsque cela leur convenait, et non lorsque c'était le désir des peuples opprimés par ces régimes. Il n'avait jamais été question d'action militaire pour supprimer l'apartheid en Afrique du Sud, pas plus qu'il n'est aujourd'hui question d'éliminer les régimes dictatoriaux sévissant en Chine et en Arabie Saoudite. Les régimes afghan et irakien auraient bien pu être aussi dictatoriaux qu'ils le voulaient s'ils n'avaient été assez faibles pour être attaqués sans risques et insuffisamment pro-occidentaux.

L'argument favorable à la guerre qui est peut-être le plus hypocrite est celui qui consiste à dire que les Irakiens étaient trop faibles pour renverser Saddam eux-mêmes. Il est indéniable que la révolte populaire ne peut être convoquée. Elle peut prendre des années de développement social pour apparaître, et des années peuvent être encore nécessaires pour que la lutte aboutisse. Mais rien ne peut la remplacer comme agent du changement démocratique. Lorsque l'armée US envahit, elle prend le pouvoir. Si un soulèvement populaire, même long à se produire, prend le pouvoir, ce seul fait modèle la société qui émerge en conséquence. La chute de l'apartheid, le renversement de Suharto, le mouvement populaire en Serbie ne sont que les exemples les plus récents de cette loi immémoriale. Cela ne signifie pas nécessairement que tous ces mouvements populaires obtiennent tout ce pour quoi ils s'étaient battus. Il n'est pas davantage exact que ces soulèvements ne provoquent aucun intérêt de la part des Etats et des compagnies occidentaux. Mais il est vrai que les problèmes sont réglés de façon prédominante au sein de la population du pays par des forces politiques internes, et que les solutions ne sont pas imposées, à la mode coloniale, par les armées d'autres nations.

Voilà donc quelles étaient les propositions générales qui ont gagné l'assentiment de centaines de milliers d'activistes du mouvement antiguerre, et qui ont été répétées par des millions d'autres dans les discussions et les débats au cours des années qui ont suivi septembre 2001. Le fait qu'il y eût, dans le mouvement général qui en vint à accepter ces arguments, un noyau dur d'anti-impérialistes conséquents a assuré que les forces bellicistes ont éprouvé d'immenses difficultés dans leurs efforts pour le faire dévier de son cap. Les stratagèmes habituels consistant à utiliser le poids des médias, les appels au patriotisme et à la loyauté envers les *boys* au combat, les dénonciations des activistes comme alliés des 'dictateurs et des terroristes', furent déployés. Mais ils se sont avérés relativement inefficaces du fait de la présence d'un important noyau de militants qui étaient anti-impérialistes en même temps qu'opposés à la guerre.

Qu'est-ce que cela signifie d'être anti-impérialiste?

L'idée anti-impérialiste la plus importante est que la propension à la guerre est endémique dans le système. Les partisans aussi bien que les adversaires du capitalisme admettent que la concurrence est au cœur du système. Mais la compétition entre firmes et sociétés rivales a toujours comporté l'action de l'Etat. De plus, elle a nourri la rivalité et la compétition entre Etats. Une telle compétition implique fréquemment la menace ou l'usage de la force. Il y a ainsi une tendance inévitable à ce qu'un conflit armé se produise. Bien sûr, toute rivalité entre Etats n'implique pas la force, et toute menace ne résulte pas en usage de la force, de même que tous les recours à la force ne sont pas de la même échelle et ne font pas la même quantité de victimes. Cela dit, l'histoire des cent années écoulées à elle seule est trop marquée par les dévastations de la guerre industrielle, avec un nombre de morts jusque-là inimaginable, pour que cette proposition simple ait besoin de preuves à l'appui.

Cette notion élémentaire comporte certaines conséquences d'ordre politique. Elle immunise ceux qui en sont convaincus contre la vision naïve selon laquelle le simple déploiement de bonne volonté et de raison, par l'intermédiaire de dirigeants éclairés ou d'institutions multilatérales, est suffisant pour en finir avec les conflits armés. Les problèmes systémiques requièrent des solutions systémiques. Cette vision détourne ceux qui recherchent les causes de la guerre des facteurs simplement idéologiques, même si ceux-ci ont un rôle propre à considérer dans une explication complète de la guerre, pour les amener à se pencher sur les aspects structurels du système qui sous-tendent la propension au conflit militaire.

Une deuxième notion, également importante pour une vision anti-impérialiste du monde, est que le système s'est développé, et continue à se développer, de manière inégale, distribuant la puissance économique et militaire de façon différenciée entre les Etats en compétition qui constituent le système. Cela signifie qu'il y a au moins deux types de conflits impériaux. Il y a ceux qui impliquent la guerre entre grandes puissances industrielles développées, et ceux qui opposent les grandes puissances à des Etats plus faibles et moins développés. Les Première et Deuxième Guerres mondiales étaient à l'évidence des conflits dans lesquels de grands Etats industrialisés, armés du dernier cri des armements, combattaient des deux côtés. De façon tout aussi évidente, la Guerre du Vietnam, les attaques de l'Afghanistan et de l'Irak étaient des guerres livrées entre des grandes puissances et des Etats incomparablement plus faibles selon tous les indicateurs de la puissance économique et militaire.

Ces deux types de guerres imposent des obligations politiques différentes à ceux qui s'y opposent, en particulier si elles sont livrées dans les pays situés au cœur du système. Examinons d'abord le cas d'un conflit entre puissances impériales. Karl Liebknecht, le grand anti-impérialiste allemand de la Première Guerre mondiale, résumait cette obligation par le slogan: 'l'ennemi principal est à l'intérieur du pays'. A l'aide de ce mot d'ordre, il espérait que ceux qui étaient contre la guerre ne seraient pas emportés par la ferveur patriotique qui balayait alors les pays européens de tous les camps. Le but de Liebknecht était de tracer à nouveau la ligne principale de division dans la société de telle sorte qu'elle ne sépare plus des nations en guerre mais des classes sociales, non pas des nationalités mais les gouvernements et ceux qu'ils prétendaient représenter. Si les allégeances n'étaient pas redéfinies de cette manière, si les gens ne mettaient pas leur opposition à la guerre avant leur loyauté envers leurs gouvernements, il ne pouvait y avoir de résistance efficace à la guerre parce qu'elle serait toujours canalisée vers le patriotisme.

Ceux qui adoptèrent cette approche, Lénine en Russie et John McLean en Grande Bretagne, furent accusés de raisonner faux. Comment, demandaient leurs contradicteurs, est-ce que 'l'ennemi principal' peut-il être 'à l'intérieur' dans *tous* les pays? Mais c'était précisément là l'argument des radicaux antiguerre. Le gouvernement allemand, le gouvernement russe, les gouvernements anglais et français étaient tous au même titre responsables du conflit. Et si tous les travailleurs, dans chacun de ces Etats, faisaient leur priorité de la défaite du gouvernement de leur pays, alors un véritable internationalisme deviendrait possible. Lénine disait: 'Nous nous rendons compte que pour que la classe ouvrière puisse vaincre *tous* les voleurs, nous devons commencer la lutte là où nous sommes, dans notre propre pays, en faisant de nos dirigeants notre ennemi *principal*, sans considération pour les conséquences militaires.'

Le point de vue opposé fut formulé clairement par le fabien Bernard Shaw juste avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale: 'La guerre entre deux pays est une mauvaise chose, mais si une telle guerre se déclençait, toute tentative de grève générale pour empêcher les gens de défendre leur pays résulterait en une guerre civile qui serait dix fois pire que la guerre entre les deux nations'. Le dirigeant du Parti travailliste Arthur Henderson était 'essentiellement d'accord avec Mr Shaw.'

Les socialistes antiguerre répliquèrent que seuls ceux qui avaient renoncé à l'espoir de voir les travailleurs intervenir dans l'histoire de leur propre société pouvaient prétendre que l'unique résultat possible d'une guerre était la victoire de l'une ou l'autre des deux puissances opposées. Ils proclamaient avec insistance qu'un conflit qui commence entre deux nations ne doit pas nécessairement se terminer de cette façon. Il peut, dans son cours, donner naissance à des luttes entre les gouvernements de nations en guerre et le peuple de ces nations.

Dans la réalité ce fut, bien entendu, la révolution en Russie et en Allemagne qui mit fin à la Première Guerre mondiale. Les pertes en vies de ces deux révolutions ne furent pas, comme Shaw l'avait prédit, pires - et de loin - que celles de la guerre entre nations.

Dans le second type de guerre, entre grandes puissances et Etats subordonnés, l'approche des anti-impérialistes devrait être différente dans des aspects importants. Si les radicaux devaient se borner à reproduire l'attitude adoptée dans des conflits inter-impérialistes comme la Première Guerre mondiale, qui consiste à s'opposer également aux gouvernements des puissances belligérantes, ils traiteraient les Etats impériaux les plus puissants du monde à l'égal des pays les plus faibles et les plus subalternes du monde. Et une telle volonté d'équilibre aboutirait dans la réalité à soutenir les Etats impériaux les plus puissants. Il suffit d'imaginer ce qui se serait passé si pendant la Guerre du Vietnam les manifestants antiguerre avaient protesté de manière égale contre le Front National de Libération vietnamien et contre la machine de guerre américaine.

Si les mouvements ou les Etats anticolonialistes opposés aux grandes puissances remportent la victoire contre celles-ci, c'est tout le système impérial qui se trouve affaibli. C'est vrai y compris si ceux qui dirigent ces luttes ou sont à la tête de ces Etats n'ont pas nécessairement ce but de façon consciente. Lénine disait que la sensibilité politique des dirigeants des petites nations - qu'ils soient nationalistes, intégristes, dictateurs ou démocrates - n'influe pas sur la lutte que les socialistes des grands pays impérialistes mènent contre leurs propres gouvernements en temps de guerre. Il est suffisant que la défaite des grandes puissances impériales fasse avancer la cause des opprimés dans le monde entier pour que les révolutionnaires s'engagent en faveur du principe d'autodétermination pour les petites nations.

Il n'est pas nécessaire, pour adopter une attitude anti-impérialiste, que les socialistes prêtent aux luttes de libération nationale une 'coloration communiste', comme le disait Lénine. Dans les luttes entre les dirigeants despotiques des petites nations et leur propre classe ouvrière, les révolutionnaires savent choisir leur camp. Nous sommes partisans de l'organisation autonome des travailleurs, en particulier parce que nous pensons qu'une telle organisation rend plus efficace la lutte contre l'impérialisme. Prenons l'exemple de l'Irak: l'illégitimité de la dictature de Saddam Hussein a abouti au fait qu'en deux occasions il n'a pas réussi à mener un combat victorieux contre l'impérialisme américain. Pourtant, après la chute de Saddam, la résistance irakienne a mis en œuvre une des luttes de libération nationale les plus déterminées auxquelles les Etats-Unis aient eu à faire face depuis le Vietnam.

Le seul danger, lorsque le mouvement antiguerre adopte cette politique, c'est que la critique des dirigeants des petites nations en arrive au point où aucune distinction n'est faite entre ces derniers et les dirigeants des grandes puissances impériales. Dans chacune des guerres importantes de la décennie écoulée, une section de la gauche s'est mise du côté de l'impérialisme parce qu'elle a mis le signe 'égale' entre des régimes antidémocratiques et autoritaires qui étaient les victimes de l'impérialisme et l'impérialisme lui-même. Pour Fred Halliday, un opposant de toujours à l'impérialisme, l'Irak de Saddam était un régime tellement inacceptable qu'il justifiait l'intervention des plus grandes puissances militaires du monde. Pour Mark Seddon, rédacteur en chef de *Tribune*, et pour bien d'autres gens de gauche, le régime de Milosevič justifiait la campagne impérialiste de bombardement de la Serbie. Et, comme nous l'avons vu, beaucoup considèrent les talibans comme un régime si uniquement réactionnaire que l'intervention américaine et britannique en Afghanistan était à leurs yeux pleinement justifiée.

Les distinctions logiques les plus élémentaires, à tout le moins, semblent avoir été de peu d'importance dans ces occasions. Par exemple, on n'a pas besoin de soutenir un ou plusieurs de ces régimes - en fait on peut être politiquement opposé à tous - pour rester l'adversaire de l'intervention impérialiste. Le principe de base du droit des nations à disposer d'elles-mêmes nous demande de permettre aux exploités et aux opprimés de ces nations de régler *eux-mêmes* leurs comptes avec leurs propres tyrans. L'intervention impériale, comme la longue expérience de l'Afrique dans ce domaine nous l'enseigne, n'est d'aucun secours. A l'échelle internationale, la gauche a pu soutenir ces luttes, faisant litière de l'accusation selon laquelle respecter le droit des nations à

l'autodétermination ne signifie pas abandonner les populations locales à l'arbitraire de leurs dictateurs.

Ceux qui 'ne peuvent pas attendre' que ce processus d'autodétermination se mette en route démontrent une impatience paternaliste vis-à-vis de l'échelle de temps dans laquelle un peuple opprimé construit un mouvement pour changer la société, et une réticence à fournir une solidarité dans des termes que ce mouvement juge acceptables. Dans le pire des cas, c'est une excuse pour soutenir l'intervention impérialiste - et les gouvernements impériaux n'ont pas manqué de l'utiliser quand ils le pouvaient.

Le problème avec cette approche, ce n'est pas que ceux qui libèrent ont tendance à diriger ensuite, comme nous l'avons dit, mais que le renforcement de l'impérialisme dans une région du système a pour conséquence que ceux qui luttent pour leur libération partout ailleurs font face à un ennemi plus sûr de lui-même. Ainsi, même si nous acceptons l'argument selon lequel la 'libération' en Irak pouvait être l'œuvre des militaires américains, son impact négatif serait ressenti partout, du Venezuela à la Syrie.

Le progrès social est le résultat de l'autodétermination ou il n'est rien. C'était le même processus qui était à l'œuvre lorsque les grandes puissances sont devenues les Etats indépendants modernes. Aux Etats-Unis, c'est le long voyage du peuple américain à travers la Guerre d'Indépendance et la Guerre de Sécession. En Europe, ce sont des décennies d'un long processus de révolution et de développement politique interne qui ont produit les droits démocratiques dont nous jouissons aujourd'hui. A ces époques, les peuples américain et européen ont bénéficié de solidarités extérieures, de Tom Payne à Karl Marx, des ouvriers des filatures du Lancashire qui ont soutenu l'Union pendant la Guerre de Sécession aux ouvriers de Liverpool qui ont reçu Garibaldi comme un des leurs.

Cette solidarité devait être apportée d'une manière dont décidaient ceux qui luttèrent pour leur propre libération ou qui était acceptable pour eux. Ainsi, dans un exemple plus récent, le mouvement anti-apartheid international agissait de concert avec l'ANC. De la même manière, le mouvement de solidarité avec la Palestine agit dans un cadre commun avec les groupes de libération palestiniens.

La solidarité vient de la base. Elle prend essentiellement la forme d'une action unie entre organisations non-gouvernementales. Elle n'exclut pas l'action des Etats comme le boycott des marchandises ou le refus des ventes d'armes. Mais ces actions viennent du mouvement et non de l'initiative indépendante d'élites gouvernementales ou commerciales agissant pour leur propre compte.

La gauche, les 'Etats voyous' et l'impérialisme

L'opposition aux 'dictateurs' a peu de chances de devenir sans objet à la fois parce que l'idéologie impériale américaine est à l'heure actuelle extrêmement soucieuse de 'répandre la démocratie' et parce que de tels régimes ont de grandes chances de se multiplier en nombre. Le modèle capitaliste étatique de développement est bien moins répandu. Les luttes anticoloniales ont donné naissance à de nouvelles classes dirigeantes qui se taillent leur propre part du système mondial en passant des accords avec les grandes puissances. De tels arrangements ne constituent pas, bien sûr, une garantie que l'allié d'aujourd'hui d'une grande puissance ne sera pas sa victime demain - comme Saddam Hussein, Slobodan Milosevič et Mollah Omar pourraient en témoigner. Ce que cela illustre, c'est que nous ne pouvons subordonner notre opposition à l'impérialisme au comportement, présent ou passé, du régime qu'il attaque.

C'était plus clairement compris dans la période qui a précédé la montée du stalinisme, du moins dans la gauche révolutionnaire. Ecrivant au début des années 1920, Georg Lukács a

commenté le fait qu'au 19^{ème} siècle 'les mouvements pour l'unité de l'Allemagne et de l'Italie étaient les dernières luttes objectivement révolutionnaires' de libération nationale. La différence avec les luttes de libération nationale d'aujourd'hui, observait Lukács, est qu'elles ne sont

plus de simples luttes contre leur propre féodalisme et leur absolutisme féodal - c'est-à-dire progressives d'une façon seulement implicite - parce qu'elles subissent les contraintes du contexte de rivalité impériale entre les puissances du monde. Leur signification historique, leur évaluation, dépend par conséquent du rôle concret qu'elles jouent dans la totalité concrète.³

Il s'ensuit que

Les forces qui œuvrent aujourd'hui dans le sens de la révolution peuvent très bien opérer demain en sens inverse. Et il est vital de noter que ces changements... sont déterminés de façon décisive par les relations constamment changeantes entre la totalité de la situation historique et les forces sociales à l'œuvre. De telle sorte que ce n'est pas un grand paradoxe que d'affirmer, par exemple, que Kemal Pacha peut représenter une constellation révolutionnaire de forces dans certaines circonstances en même temps qu'un grand parti 'ouvrier' peut être contre-révolutionnaire.⁴

Lukács généralise à partir de positions développées par Lénine pendant la Première Guerre mondiale. Lénine, par exemple, était conscient des déficiences de la bourgeoisie nationale des pays opprimés:

Il n'est pas rare... que nous voyions la bourgeoisie des nations opprimées *parler* de révolte nationale, en même temps que dans la pratique elle entretient des contacts réactionnaires avec la bourgeoisie des pays oppresseurs derrière le dos, et contre les intérêts, de son propre peuple. Dans des cas pareils la critique des marxistes révolutionnaires devrait être dirigée non pas contre le mouvement national, mais contre sa dégradation, sa déchéance, contre la tendance à le réduire à une dispute sordide.⁵

Par conséquent, Lénine était fermement opposé à ceux qui, à gauche, refusaient ou conditionnaient leur opposition à l'impérialisme au prétexte que ceux qui faisaient face à l'impérialisme n'avaient pas des idées progressives:

Croire que la révolution sociale soit *concevable*... sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie *avec tous ses préjugés*, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes... *c'est répudier la révolution sociale*... (qui) *ne peut être* autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et des mécontents de toute espèce... Inévitablement... ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais *objectivement* ils s'attaqueront au *capital*...

La dialectique de l'histoire fait que les petites nations, impuissantes en tant que facteur *indépendant* dans la lutte contre l'impérialisme, jouent le rôle d'un des ferments, d'un des bacilles, qui favorisent l'entrée en scène de la force *véritablement* capable de lutter contre l'impérialisme, à savoir : le prolétariat socialiste.⁶

Nous ne vivons pas à l'époque de la Révolution Russe, mais il est toujours vrai que le fait que nous nous opposions ou non à l'impérialisme est déterminé par la totalité des relations dans le système à chaque moment donné, et non pas seulement par le caractère interne des régimes qui se retrouvent, même de façon contingente et inefficacement, opposés à l'impérialisme.

Impérialisme, anti-impérialisme et socialisme

L'impérialisme est un système qui évolue. Depuis l'aurore du capitalisme, l'expansion internationale était inscrite dans sa structure. L'union avec l'Ecosse et la colonisation de l'Irlande ont formé l'un des premiers Etats capitalistes, la Grande Bretagne. Les deux événements ont été modelés de façon décisive par la révolution du 17^{ème} siècle. Et l'une des premières guerres post-révolutionnaires de la Grande Bretagne l'a opposée au deuxième plus important Etat capitaliste de l'époque, la République Hollandaise. Les Etats capitalistes naissants et les empires pré-capitalistes déclinants luttèrent pour dominer l'Amérique, l'Afrique, l'Asie et l'Extrême Orient. Pendant deux siècles, les Anglais, les Hollandais, les Français, les Allemands, les Italiens et d'autres puissances se sont battus pour conquérir le globe et soumettre les populations indigènes et les puissances secondaires.

L'apogée fut atteinte au 20^{ème} siècle, qui vit des puissances totalement capitalistes s'affronter dans deux guerres mondiales, et de façon répétée dans d'innombrables conflits coloniaux. Depuis la Deuxième Guerre mondiale la plupart des colonies ont obtenu leur indépendance formelle. Des oppresseurs sont venus et repartis, ont livré leur bataille, et se sont intégrés au système international de subordination relative des Etats. Ce processus a commencé avec les colonies américaines dans les années 1770 et s'est poursuivi par la libération de l'Irlande et de l'Inde, entre autres, au cours du 20^{ème} siècle. Cela ne signifie pas pour autant que la question nationale a disparu – mais qu'elle a, comme l'impérialisme lui-même, évolué vers de nouvelles formes. Les classes dirigeantes indigènes qui ont pris la place de leurs seigneurs coloniaux ont souvent combattu pour se débarrasser de nouvelles forces nationalistes à l'intérieur de leurs frontières souvent artificielles. C'est ainsi, par exemple, que la classe dirigeante post-coloniale indonésienne s'est employée à soumettre les Est-Timorais. En même temps, ces nouveaux dirigeants ont lutté contre la force économique et militaire omniprésente des grandes puissances. Ce qui nous ramène à la nécessité, soulignée par Lukács, d'évaluer chaque lutte anti-impérialiste du point de vue de l'alignement total des forces dans le système impérialiste.

Il existe cependant une position sociale consistante à partir de laquelle cette évaluation peut être opérée. En même temps que leurs dirigeants ou prétendus tels se contorsionnent entre le colonialisme et l'indépendance, la soumission et la guerre, le protectionnisme et le libre-échange, le pouvoir incontournable de l'économie mondiale et le poids des grands Etats pèsent sur les travailleurs et les paysans de ces sociétés. C'est là que nous trouvons la grande force constante opposée au système impérial tout au long de son évolution. Quelle que soit la variabilité de ses formes – de l'accumulation primitive par le commerce des esclaves, en passant par les premières colonies, aux grandes guerres impérialistes du 20^{ème} siècle – ces classes ont été en opposition constante au système. Il est certain que leur lutte n'a pas toujours été victorieuse. Elle est souvent restée latente pendant de longues périodes, mais elle s'est, malgré tout, manifestée encore et encore en affrontant à la fois les puissances impériales et le système capitaliste qui leur avait donné naissance.

Karl Marx a démontré une donnée essentielle : quel que soit le point auquel la propagation des rapports capitalistes peut transformer la structure économique de ce que nous appelons aujourd'hui le tiers monde, quel que soit le nombre des nations qui accèdent à l'indépendance, la tâche fondamentale de la libération humaine repose toujours sur les travailleurs. Il écrivait à propos de la domination anglaise en Inde :

Tout ce que la bourgeoisie anglaise peut être contrainte de faire n'émancipera pas plus qu'elle n'améliorera la condition sociale de la masse du peuple, ce qui dépend non seulement du développement des forces productives, mais de leur appropriation par le peuple. Mais ce qu'elle ne manquera pas de faire est d'en poser les bases matérielles. La bourgeoisie a-t-elle jamais fait davantage? A-t-elle jamais réalisé un progrès sans traîner les individus et les peuples dans le sang et dans la boue, dans la misère et la déchéance?

Les Indiens ne récolteront les fruits des nouveaux éléments de société répandus parmi eux par la bourgeoisie britannique tant qu'en Grande Bretagne même les classes aujourd'hui dominantes n'auront pas été remplacées par le prolétariat industriel, ou tant que les Hindous eux-mêmes ne seront pas devenus suffisamment forts pour secouer le joug anglais.⁷

Les Britanniques ont finalement été chassés des Indes, mais la tâche fondamentale dont parlait Marx demeure inachevée. Depuis l'époque de Marx, la classe ouvrière, aussi bien en Inde qu'ailleurs dans le tiers monde, s'est développée au point de se rendre capable de jouer un rôle beaucoup plus important face aux héritiers de la domination impériale, que ce soit la bourgeoisie indigène ou des puissances étrangères nouvelles. La croissance de la classe ouvrière internationale a été cependant un processus lent. C'est seulement aujourd'hui que les travailleurs salariés sont peut-être la majorité des opprimés et des exploités du monde. Diverses formes de coercition 'extra-économique' sur les travailleurs ont été employées par le système jusqu'au 20^{ème} siècle. Dans les économies les moins industrialisées, la classe ouvrière est davantage différenciée qu'ailleurs en couches agricoles et semi-prolétariennes. Et les paysans constituent toujours aujourd'hui une vaste proportion des exploités et des opprimés du monde. Malgré tout cela, comme le montre une importante étude, 'en même temps que l'ère coloniale a laissé la place au post-colonialisme après la Deuxième Guerre mondiale, la division traditionnelle du travail a commencé à changer. Un développement industriel substantiel, même s'il est inégal, a commencé dans de nombreuses régions du tiers monde, ce qui a modifié de façon significative les conditions sociales et économiques des travailleurs'.⁸ C'est une nouvelle division internationale du travail qui a

...restructuré fondamentalement les rapports de production dans le tiers monde, avec l'émergence d'un secteur manufacturier orienté vers le marché mondial. Les 'usines du marché mondial' ont mis en place une surexploitation de leurs salariés essentiellement féminins, mais ont créé les conditions de l'apparition d'une confrontation 'classique' entre le capital et le travail.⁹

Nous avons vu ce processus économique à long terme de formation des classes commencer à s'exprimer, même si c'est de façon inégale, sous forme de conscience et d'organisation de classe. Si nous pensons aux syndicats dans des pays aussi distants que l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, le Brésil et l'Indonésie, nous voyons qu'il existe des possibilités. Et en tant que partie intégrante de ce processus d'organisation de classe, une conscience politique et des organisations politiques, parfois ouvertement socialistes, ont commencé à se construire.

Conclusion

La résistance à l'impérialisme et au capitalisme n'est d'aucune manière homogène. Même parmi les socialistes, il existe les alternatives réformiste et révolutionnaire. Et le socialisme, quelle que soit la façon dont on le définit, n'est aucunement le seul, ni même le plus important ensemble d'idées rivalisant pour exprimer la résistance au système. Les idées nationalistes et islamistes, pour ne mentionner que deux des tendances les plus connues, commandent le soutien de millions de travailleurs, de paysans et de pauvres dans le monde entier.

Malgré tout, les socialistes ont la meilleure occasion depuis des générations de construire un soutien à leurs opinions. La mondialisation a créé une classe ouvrière internationale plus importante qu'à aucune époque de l'histoire du capitalisme. Mais elle n'a pas réussi à créer un système capable d'offrir à tous des moyens d'existence acceptables, ni même, dans de nombreuses régions du monde, la simple survie de millions de travailleurs. Une des conséquences de cet état de chose est une tendance renouvelée à la guerre, caractéristique de la structure impériale contemporaine. La chute du stalinisme signifie qu'il n'y a plus d'ennemi 'extérieur' à blâmer. Cette situation a donc créé une

crise de confiance dans le système. L'expression physique de cette crise réside dans le mouvement international anticapitaliste et antiguerre.

C'est dans ce mouvement anticapitaliste que les socialistes révolutionnaires peuvent commencer à recueillir une audience plus large pour l'idée que les travailleurs ont le pouvoir de transformer leur monde. En plus, ils peuvent commencer à avancer avec succès l'idée que le système peut être remplacé par un système international de travail coopératif, organisé de telle sorte qu'il satisfasse les besoins de ceux qui produisent la richesse sociale. La seule autre alternative, et elle est inacceptable, revient à permettre à nos dirigeants de poursuivre le travail de routine de l'impérialisme – l'organisation de la misère humaine.

Notes

1. Les armes et l'Amérique

- 1 Voir *The Economist*, American Survey, 7 avril 1990, et *Business Week*, 'At Ease, disarming Europe', 19 février 1990. Pour un commentaire voir J Rees, 'The New Imperialism', in A Callinicos, J Rees, M Haynes et C Harman, *Marxism and the New Imperialism* (Londres, 1994) pp.78-79.
- 2 *World Military Expenditure and Arms Transfers 1996* (juillet 1997) pp.49-99. World Military Expenditure and Arms Transfers, ou WMEAT, est une revue annuelle publiée au départ par la US Arms Control and Disarmament Agency. Elle est désormais publiée par le Bureau of Verification and Compliance of the US State Department.
- 3 Graphe de *World Military Expenditure and Arms Transfers* (WMEAT), voir la note 2 ci-dessus. Alors que les statistiques de dépenses américaines dans les trois éditions de WMEAT sont essentiellement identiques (là où elles se recoupent), les estimations des dépenses militaires mondiales diffèrent. C'est la raison pour laquelle les trois courbes sont distinctes.
- 4 Références de WMEAT (voir la note 2 ci-dessus). Les chiffres de dépenses sont en milliards de dollars US. Ils ne sont pas corrigés de l'inflation.
- 5 Chiffres de WMEAT (voir la note 2 ci-dessus). Les chiffres de dépenses nationales militaires sont en milliards de dollars US. Ils ne sont pas corrigés de l'inflation.
- 6 Voir 'Project on Defense Alternatives, Post Cold War US Military Expenditure in the Context of World Spending Trends', www.comw.org/pda/bmemo10.htm#2 Les 'Etats menaces' pour 1986 comportent les Etats membres du Pacte de Varsovie, la Chine, Cuba, l'Iran, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord, la Syrie et le Vietnam. Pour 1994 elles incluent la Russie, la Biélorussie (Belarus), la Chine, Cuba, l'Iran, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord, la Syrie et le Vietnam.
- 7 S Pelletiere, *America's Oil Wars* (Wesport, 2004), p.110.
- 8 Ibid., p.112 et p.115.
- 9 H Kissinger, *Diplomacy* (New York, 1994), p.813. Voir A Callinicos, *The New Mandarins of American Power* (Cambridge, 2003), pp.57-59 pour un commentaire plus approfondi.
- 10 S Pelletiere, op. cit., p.119.

- 11 Voir G Achcar, 'Rasputin plays at chess, how the West blundered into a new cold war' in T Ali (ed), *Masters of the Universe, NATO's Balkan Crusade* (Verso, 2000), pp.66-72.
- 12 Ibid., p.72.
- 13 Cité in A Rashid, *Taliban, Oil, Islam and the New Great Game in Central Asia* (I B Tauris, 2000), p.130.
- 14 D Johnstone, 'Humanitarian War: making the crime fit the punishment', in T Ali (ed), op.cit., p.154.
- 15 G Achcar, op. cit., p.74.
- 16 Voir G Monbiot, 'A Discreet Deal in the Pipeline', *The Guardian*, 15 février 2001.
- 17 Voir 'Bulgaria: AMBO trans-Balkan pipeline agreement finally signed', disponible sur www.balkananalysis.com/modules.php?name = News&file = article&id = 478
- 18 Lettre au président Clinton à propos de l'Irak, 26 janvier 1998, réimprimée in M I Sifry et C Cerf, *The Iraq War Reader* (New York, 2003), pp.199-201.
- 19 S Pelletiere, op. cit., pp.122-124.
- 20 Ibid., pp.125-127.
- 21 Voir M Renner, 'Post-Saddam Iraq: Linchpin of a New Oil Order?', in M I Sifry et al, op.cit., p.582.
- 22 J Risen, *State of War, the Secret History of the CIA and the Bush Administration* (New York, 2006), p.166.
- 23 'The National Security Strategy of the United States', disponible sur le site gouvernemental américain.
- 24 M Klare, 'The New Geopolitics', in *Monthly Review*, juillet/août 2003, p.55.

2. La puissance économique américaine à l'heure de la mondialisation

- 1 M Beaud, *A History of Capitalism 1500-1980* (Londres, 1984), p.186 et, pour la Russie et la Grande Bretagne, B R Mitchell, *European Historical Statistics 1750-1970* (Londres, 1978), pp.224-225.
- 2 M Beaud, op. cit., p.186.
- 3 P Kennedy, *The Rise and Fall of Great Powers* (Londres, 1989), pp.454-459.
- 4 Ibid., pp.140-161.
- 5 P Armstrong, A Glyn et J Harrison, *Capitalism since World War II* (Londres, 1984), pp.213-214.
- 6 M Beaud, op. cit., p.186.
- 7 Voir M Kidron, *Western Capitalism since the War* (Londres, 1970), p.38.
- 8 P Armstrong et al., op. cit., p.214.
- 9 Cité in D Smith, *Pressure - How America Runs NATO* (Londres, 1989), p.55.
- 10 Cité in P Sedgwick, 'NATO, the Bomb and Socialism', *Universities and Left Review* N°7, automne 1959, p.8.
- 11 Ibid., p.8.
- 12 Cité in P Kennedy, op. cit., p.503.
- 13 Ibid., p.558.
- 14 P Armstrong et al., op. cit., p.219.
- 15 *World Bank, World Development Report 1989* (Oxford University Press, 1989), p.167.
- 16 P Armstrong et al., op. cit., p.225-226.
- 17 P Kennedy, op. cit., p.558.
- 18 A Bergsen et R Fernandez, 'Who Has the Most Fortune 500 Firms? A Network Analysis of Global Economic Competition, 1956-89', in V Bornschier et C Chase-Dunn, *The Future of Global Conflict* (Londres, 1999), p.151.
- 19 P Kennedy, op. cit., p.679.
- 20 Ibid., pp.554-555.
- 21 I Wallerstein, 'US Weakness and the Struggle for Hegemony', in *Monthly Review*, juillet-août 2003, p.24.
- 22 Ibid., p.25.
- 23 R Brenner, *The Boom and the Bubble, the US in the World Economy* (Londres, 2002), p.94.
- 24 P Gowan, 'US Hegemony Today', in *Monthly Review*, juillet-août 2003, p.42.
- 25 R Brenner, op. cit., p.300-301.
- 26 Ibid., pp.119-120.
- 27 Ibid., pp.124-125.
- 28 Ibid., p.102.
- 29 Pour plus de détails voir J Rees, 'The New Imperialism', in A Callinicos, C Harman, M Haynes et J Rees, *Marxism and the New Imperialism* (Londres, 1994), p.73.
- 30 Voir M Haynes, *Russia, Class and Power 1917-2000* (Londres, 2002), p.205.
- 31 Ibid., p.208.
- 32 B Kagarlitsky, 'The Russian State in the Age of the American Empire', in I Panitch et C Leys (eds), *The Empire Reloaded* (The Socialist Register, 2005), p.281.

- 33 Ibid.
- 34 Ibid., pp.282-283.
- 35 V Mallet et G Dinmore, 'The Rivals: Washington's Sway in Asia is Challenged by China', *Financial Times*, 18 mars 2005, p.19.
- 36 Ibid.
- 37 Voir W Bello, *Dilemmas of Domination, the Unmaking of the American Empire* (New York, 2005), pp.94-96.
- 38 V Mallet et G Dinmore, op. cit., p.19.
- 39 Voir le rapport de *Bloomberg*, 'China's thirst for oil undercuts US effort to rein in Iran', (20 décembre 2004) sur www.bloomberg.com/apps/news?pid=10000103&sid=aGcFtg1NJEMA&refer=US
- 40 R McGregor et E Alden, 'US Running out of Patience over China's Ballooning Trade Surplus', *Financial Times*, 15 mars 2006.
- 41 P Gowan, op. cit., p.46.
- 42 C Katz, 'Latin America's New "Left" Governments', in *International Socialism* 107 (Londres, été 2005), p.146.
- 43 Ibid.
- 44 Ibid., p.152.
- 45 R Brenner, op. cit., p.127.
- 46 Ibid., p.285.
- 47 Voir W Bello, op. cit., p.79

3. Le pétrole et l'empire

- 1 S Shah, *Crude, the Story of Oil* (New York, 2004), p.180.
- 2 *The Economist*, 27 août 2007, p.66.
- 3 S Shah, op. cit., p.133.
- 4 *The Economist*, op. cit., p.11.
- 5 S Shah, op. cit., p.177-178.
- 6 Voir G Monbiot, *The Guardian*, 27 septembre 2005, p.27.
- 7 Ibid.
- 8 M Klare, *Blood and Oil* (Londres, 2004), p.23.
- 9 M Yeomans, *Oil, Anatomy of an Industry* (The New Press, 2004), p.6.
- 10 S Shah, op. cit., p.12.
- 11 M Klare, op. cit., p.xxi, et pp.10-13.
- 12 Ibid., pp.32-37.
- 13 M Yeomans, op. cit., p.12.
- 14 P Marshall, *Intifada, Zionism, Imperialism and the Palestinian Resistance* (Bookmarks, 1989), p.49.
- 15 J Rose, *Israel: the Hijack State. America's Watchdog in the Middle East* (Bookmarks, 2002), pp.23-24.
- 16 D Yergin, *The Prize, the Epic Quest for Oil, Money and Power* (Free Press, 2003), p.451.
- 17 Ibid., p.458.
- 18 Ibid., p.468.
- 19 Ibid., p.485.
- 20 Ibid., p.492.
- 21 Voir T Cliff, 'The Struggle in the Middle East' in T Cliff, *International Struggle in the Middle East, Selected Writings*, Volume 1, 2001, p.49.
- 22 M Yeomans, op. cit., p.25.
- 23 Cité in D Yergin, op.cit., p.683.
- 24 Voir *ibid.*, p.702.
- 25 Cité in M Klare, op. cit., p.50.
- 26 Ibid., p.87.
- 27 Ibid., p.114.
- 28 Ibid.
- 29 Voir *ibid.*, p.136.
- 30 Ibid., p.155.
- 31 Ibid., p.157.
- 32 Voir <http://www.gravmag.com/oil.html#worldfields>
- 33 Cité in M Klare, op. cit., p.78.
- 34 P Marshall, *Revolution and Counter-Revolution in Iran* (Londres, 1988), p.80.

4. Mondialisation et inégalité

- 1 M Parvizi Amineh, *Towards the Control of Oil Resources in the Caspian Region* (New York, 1999), pp.5-6.
- 2 Ibid., pp.7-8.
- 3 Ibid., pp.6-7.
- 4 Ibid., p.11.
- 5 Voir C Leys, *Market-Driven Politics* (Londres, 2001), p.15.
- 6 Ibid., p.41.
- 7 Ibid.
- 8 Ibid., pp.38-39.
- 9 N Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme* (Anthropos, Paris, 1971), pp.127-129.
- 10 Pour d'autres remarques sur les forces et les faiblesses de l'analyse de Boukharine, voir J Rees, 'Nicolai Bukharin and Modern Imperialism', préface à l'édition anglaise de *ibid.*: *Imperialism and the World Economy* (Bookmarks, 2003), p.5-6.
- 11 B Groom, 'As Accusations Fly between BBC and Government, is There a Deepening Crisis of Trust in British Public Life?', *Financial Times*, 26-27 juillet 2003, p.11.
- 12 Conférences d'Onora O'Neill Reith, paraphrasées par B Groom, *ibid.*
- 13 Voir D Harvey, *A Brief History of Neoliberalism* (Oxford, 2005), p.16.
- 14 Cité in *ibid.*, pp.17-19.
- 15 Office of National Statistics, 'Household Income', disponible sur National Statistics Online, www.statistics.gov.uk
- 16 D Piling, 'Engels and the Condition of the Working Class Today' in J Lea et G Piling (eds), *The Condition of Britain, Essays on Frederick Engels* (Pluto Press, 1996), p.19.
- 17 Office of National Statistics, 'Income Inequality, gap widens slightly from mid-1990', disponible sur National Statistics Online, www.statistics.gov.uk
- 18 H Thompson, 'New Survey show widespread deprivation in Britain' (27 septembre 2000), disponible sur www.wsws.org/articles/2000/sep2000/pov-s27_prn.shtml
- 19 Ibid.
- 20 R Wachman, 'Top Bosses Pay Double in a Decade', *The Observer*, 27 juillet 2003.
- 21 S Wheelan, 'New data reveal rising poverty under Britain's Labour government', sur www.wsws.org/articles/2000/jul2000/pov-j27_prn.shtml
- 22 Ibid.
- 23 Voir C Leys, *Market Driven Politics, neo-liberal democracy and the public interest* (Verso, 2001), pp.48-49.
- 24 'Stimulating the Century', *The Economist*, 6 janvier 2000.
- 25 Voir www.econ.brown.edu/fac/louis_patterman/courses/ec151/chapter_01.doc
- 26 H P Martin et H Schumann, *The Global Trap* (Londres, 1997), p.29.
- 27 B Sutcliffe, *100 Ways of Seeing an Unequal World* (Londres, 2001), p.14.
- 28 Voir www.econ.brown.edu/fac/louis_patterman/courses/ec151/chapter_01.doc
- 29 Voir 'Undernourishment around the world' et 'Counting the hungry: recent trends in developing countries and countries in transition', www.fao.org/docrep/006/j008e03.htm
- 30 D Harvey, *op. cit.*, p.17.
- 31 D Sherman et B Garret, 'Why Non-Globalized States Pose a Threat'. Cet article est paru à l'origine dans *Yale Global*. Copyright 2005 University of Wisconsin-Madison School of Business. Disponible sur <http://www.bus.wisc.edu/update/winter03/globalization.asp>
- 32 Voir N Chomsky, *Rogue States* (Londres, 2000), p.102.
- 33 Ibid.
- 34 Cité in H P Martin et al., *op.cit.*, p.24.
- 35 D Montgomery, 'For Many Protesters, Bush Isn't the Main Issue', *The Washington Post*, 20 janvier 2001, p.A14.
- 36 'Butskellism', d'après le politicien tory Rab Butler et le dirigeant travailliste Hugh Gaitskell, censé illustrer le consensus d'Etat-providence transversal de la période de prospérité d'après guerre.
- 37 Ofsted est l'acronyme de l'*Office for Standards in Education*, l'organisation chien de garde qui surveille et sanctionne l'application de la politique gouvernementale en matière d'éducation.
- 38 G Evans, 'The Working Class and New Labour: a Parting of the Ways?', in *British Social Attitudes, 17th Report, 2000-2001* (National Centre for Social Research, 2000), pp.52-56.
- 39 Ibid., p.52.

- 40 'Elections turnout to slump, poll says', sondage ICM/Guardian, 23 janvier 2001. Voir <http://uk.news.yahoo.com/010123/11/axk43.html>
- 41 *State of the Nation October 2000*, sondage ICM réalisé pour le Joseph Rowntree Trust, cité dans le *Sunday Times* du 21 novembre 2000, p.10.
- 42 Ibid.
- 43 M Macleod, *Scotland on Sunday*, 5 mars 2006.
- 44 'New Economy: Myths and Reality', *Financial Times*, 13/14 janvier 2001.
- 45 'Persisting inequalities underline the poverty challenge for Government', Joseph Rowntree Trust, 8 décembre 1999. Voir www.jrf.org.uk/pressroom/releases/081299.htm
- 46 Cité in ibid.
- 47 'New Economy: Myths and Reality', *Financial Times*, 13/14 janvier 2001.
- 48 Ibid.

5. Leur démocratie et la nôtre

- 1 G Rudé, *The French Revolution* (Londres 1996), p.14.
- 2 K Marx, 'Discours au procès du Comité de District des Démocrates Rhénans', 8 février 1849, publié d'abord dans la *Neue Rheinische Zeitung*, N° 231 et 232 (25 et 27 février 1849). Il est inclus dans K Marx, *The Revolutions of 1848* (Penguin, 1973), p.262, mais j'ai utilisé la traduction disponible sur le site Archive Marx-Engels: www.marx.org
- 3 Thomas Jefferson était en fait à Paris lorsque la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen a été rédigée. Tom Payne et Lafayette, 'les héros de deux continents', rejoignirent la révolution, même s'ils faisaient partie tous les deux de l'aile modérée.
- 4 B R Mitchell, *European Historical Statistics 1750-1970* (Londres, 1975), pp.799-800. Les chiffres pour l'Angleterre et le Pays de Galles sont de 1788.
- 5 Cité in A Soboul, *Short History of the French Revolution, 1789-1799* (Berkeley, 1977), p.10. Ce n'était pas une exagération: seuls les nobles pouvaient être évêques ou officiers. Les nobles étaient exempts des impôts qui frappaient lourdement des paysans traités à peine mieux que des bêtes de somme. Certains historiens se sont refusés à décrire la société française d'avant la révolution comme féodale parce que certains traits du haut féodalisme du Moyen-âge avaient déjà disparu. Mais cela revient à ne pas comprendre ce que Tocqueville disait à l'époque: 'Le féodalisme est resté la plus importante de nos institutions civiles même après avoir cessé d'être une institution politique. Sous cette forme elle a soulevé une haine encore plus grande, et nous devrions observer que la disparition d'une partie des institutions du Moyen-âge n'a fait que rendre cent fois plus odieuses celles d'entre elles qui survivaient'. Voir A Soboul, op. cit., p.23.
- 6 La version définitive de ce processus est l'ouvrage de Brian Manning *The English People and the English Revolution* (Bookmarks, 1991).
- 7 Voir l'excellent synopsis de Rudé sur la conscience de classe dans la révolution bourgeoise in *Ideology and Popular Protest* (Chapel Hill, 1980), p.75. 'La révolution est fondamentalement un conflit entre la bourgeoisie 'montante' et la classe établie, féodale ou aristocratique, qu'elle cherche à déloger des leviers de contrôle social et politique'. Comme l'explique George Rudé, 'il y a plus que cela: dans chacune de ces révolutions... il y avait aussi un élément populaire additionnel qui luttait aussi pour sa place au soleil... Dans la Révolution Anglaise du dix-septième siècle, il n'y avait pas seulement les dirigeants du Parlement et la Nouvelle Armée Modèle, les Presbytériens et les Indépendants (tous en gros représentants du défi 'bourgeois'), mais aussi les Niveleurs, les Diggers et les sectaires des basses classes, qui représentaient une espèce de défi au nom d'autres groupes sociaux, dits 'inférieurs'.
- 8 B Levin et al., *Who Built America?* (New York, 1989), p.132.
- 9 Pour une courte mais excellente introduction à la Révolution Française, voir P McGarr, 'The Great French Revolution' in P McGarr et A Callinicos, *Marxism and the Great French Revolution* (International Socialism, 1993).
- 10 Voir G Rudé, op.cit., p.38.
- 11 Cité in L Trotsky, *Writings on Britain*, Vol.2 (Londres, 1974), p.90.
- 12 Cité in A Soboul, op. cit., p.103.
- 13 Ibid., pp.86-87.
- 14 G Rudé, op. cit., p.103.
- 15 Voir S R Gardiner, *Oliver Cromwell* (E P Publishing, 1976), pp.167-168.
- 16 B Levine et al., op. cit., p.163.
- 17 Cité in H Zinn, *A People's History of the United States* (Longman, 1980), p.94.

- 18 A Soboul, *Understanding the French Revolution* (Londres, 1998), p.23.
- 19 Voir I Birchall, 'The Babeuf Bicentenary: Conspiracy or Revolutionary Party?' in *International Socialism* 72, automne 1996, pp.77-93. Egalement I Birchall, *The Spectre of Babeuf* (Londres, 1997).
- 20 Marx et Engels, *The Manifesto of the Communist Party* in Marx, *The Revolutions of 1848* (Penguin, 1973), p.98. Le *Manifeste* a été bien évidemment écrit avant le déclenchement de la révolution.
- 21 Ibid., p.97.
- 22 D Fernbach, introduction to Marx, *Revolutions of 1848*, ibid., p.38.
- 23 Marx, *The Bourgeoisie and the Counter-Revolution*, in ibid., pp.193-194.
- 24 Marx, *Address to the Central Committee*, in ibid., pp.329-330.
- 25 Engels, cité in H Draper, *Karl Marx's Theory of Revolution*, Vol.II (Londres, 1978), p.257.
- 26 Marx, *Address to the Central Committee*, op. cit., p.330.
- 27 Pour une bonne exposition des révolutions bourgeoises par en haut, voir A Callinicos, 'Bourgeois Revolutions and Historical Materialism' in P McGarr et A Callinicos, op. cit.
- 28 V I Lénine, *Two Tactics of Social Democracy in the Democratic Revolution*, in *Selected Works* (Moscou, 1975), p.60.
- 29 La théorie de Trotsky est exposée de façon complète dans l'ouvrage *La révolution permanente* in *De la révolution* (Minuit, 1963). Mais peut-être la meilleure version de la théorie du développement inégal et combiné telle qu'elle s'applique à la Russie peut-elle être trouvée dans le chapitre intitulé 'Particularités du développement de la Russie' in L Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, I. Février (Seuil, 1950).
- 30 L Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#), tome I chapitre 9.
- 31 Cité in E H Carr, *The Bolshevik Revolution 1917-1923*, Vol.III (Londres, 1966), p.53.
- 32 Cité in ibid., pp.17-18.
- 33 Ibid., p.59.
- 34 T Cliff, *Deflected Permanent Revolution* (Londres, 1986). Publié originellement dans les premières séries de *International Socialism* (N°12), printemps 1963. Voir aussi T Cliff, *Le trotskysme après Trotsky* (Publications L'étincelle), chapitre IV.
- 35 Ibid., p.53.
- 36 Ibid.
- 37 Ibid., p.54.
- 38 Ibid.
- 39 J Beinin et Z Lockman, *Workers on the Nile, Nationalism, Communism, Islam and the Egyptian Working Class 1882-1954* (Le Caire, 1998), p.11.
- 40 T Cliff, 'The Struggle in the Middle East', in T Cliff, *International Struggle and the Marxist Tradition, Selected Writings*, Volume I, pp.46-47.
- 41 Ibid., p.47.
- 42 Cité in A Hoogvelt, *Globalisation and the Postcolonial World* (Londres, 1997), pp.197-198.
- 43 Ibid., p.198.
- 44 Calculé à partir des chiffres de B R Mitchell, op. cit., p.358.
- 45 T Garton Ash, *The Polish Revolution: Solidarity* (Londres, 1985), p.17.
- 46 Ibid., p.25.
- 47 Voir l'excellente exposition in C Barker et K Weber, *Solidarnosc, from Gdansk to Military Repression* (International Socialism, 1982).
- 48 Cité in ibid., p.29.
- 49 La dernière édition en langue anglaise est J Kuron et K Modzelewsky, *Solidarnosc: the Missing Link? The Classic Open Letter to the Party* (Bookmarks, 1982), voir pp.72-82 et p.86.
- 50 Ibid., p.56.
- 51 Voir C Harman, *Class Struggles in Eastern Europe 1945-83* (Londres, 1983), pp.279-280.
- 52 Voir l'interview d'Orzechowski in D Pryce-Jones, *The War That Never Was, The Fall of the Soviet Empire 1985-1991* (Londres, 1995), p.213. Le livre de Pryce-Jones combine un commentaire d'extrême droite non reconstruit de la Guerre Froide avec des interviews, d'un intérêt incontestable, de certaines personnalités dirigeantes des révolutions d'Europe de l'Est.
- 53 Voir l'interview de Jaruzelski in ibid., p.215.
- 54 Voir l'interview d'Orzechowski in ibid., p.212.
- 55 J Kuron, 'Overcoming Totalitarianism' reproduit in V Tismaneanu, *The Revolutions of 1989* (Londres, 1999), pp.200-201.
- 56 Ibid., p.199.
- 57 C Harman, op. cit., p.297.

- 58 E Hankiss, 'What the Hungarians Saw First' in G Prins (ed), *Spring in Winter, the 1989 Revolutions* (Manchester, 1990), p.15.
- 59 Ibid., pp.25-26.
- 60 Ibid., p.26.
- 61 Ibid, p.27. 'Il y a diverses manières de se convertir au nouveau pouvoir si vous êtes un oligarque kadariste... La famille oligarchique caractéristique du milieu des années 1980 était ainsi constituée: le père ou le grand-père, un *apparatchik* du parti, fonctionnaire de haut niveau du parti ou de l'Etat; son fils, directeur d'une *joint venture* hungaro-britannique, son gendre, commerçant dans la rue Vaci; sa fille, productrice à la télévision hongroise; son neveu, étudiant à Cambridge ou à Oxford; sa belle-mère, tenancière d'un petit hôtel ou d'une pension de famille au bord du lac Balaton... Ces affaires de famille sont absolument top secret. Malgré tout, on a découvert plus de 250 entreprises privées appartenant à ce genre de famille oligarchique diversifiée, et il doit y en avoir plusieurs centaines d'autres.'
- 62 Ibid.
- 63 Ibid., pp.30-31.
- 64 Voir l'interview de Kulcsar in D Pryce-Jones, op. cit., pp.224-225.
- 65 Ibid., p.225.
- 66 Interview d'Istvan Horvath, à l'époque ministre de l'intérieur hongrois, in ibid., p.232.
- 67 Honecker cité in ibid., p.274 par l'ambassadeur de Russie en Allemagne de l'Est.
- 68 Cité in ibid., p.236.
- 69 Voir J Riech, 'Reflections on Becoming an East German Dissident', in G Prins (ed), *Spring in Winter*, op. cit., p.81.
- 70 Ibid., p.88.
- 71 Ibid., pp.71-72
- 72 Ibid., pp.72-73.
- 73 J Urban, *Czechoslovakia: the Power and Politics of Humiliation*, in G Prins (ed), op. cit., p.116.
- 74 Ibid., p.108.
- 75 Les événements entourant la manifestation du 17 novembre et le degré auquel elles ont été manipulées par un complot pour remplacer Husak ont été le sujet de deux commissions d'enquête gouvernementales tchécoslovaques. Ce qui est dit dans ce paragraphe se base sur des preuves citées in G Prins (ed), op. cit., pp.116-117 et in D Pryce-Jones, op. cit., p.322.
- 76 G Prins (ed), op. cit., p.121-122.
- 77 Cité in D Pryce-Jones, op. cit., p.321.
- 78 Cité in G Prins (ed), op. cit., p.124.
- 79 D'après la transcription de la réunion du Comité Exécutif Politique, cité in D Pryce-Jones, op. cit., p.341.
- 80 Voir ibid., p.358.
- 81 Ibid., p.353.
- 82 Ibid., p.350.
- 83 A Michnik, 'The Velvet Restoration' in V Tismameanu, op. cit., p.248.
- 84 Ibid., p.249.
- 85 J Riech, op. cit., p.97.
- 86 J Urban, op. cit., p.136.
- 87 M Haynes et R Husan, 'The State and Market in the Transition Economies: Critical Remarks in the Light of Past History and Current Experience', *The Journal of European Economic History*, Volume 27, N°3 (Banca Di Roma, hiver 1998), pp.367-368.
- 88 P Stephens, 'Dark Continent', *Financial Times*, 23 avril 1999.
- 89 J Rees, 'The Socialist Revolution and the Democratic Revolution', in *International Socialism* 83 (Londres, hiver 1999).
- 90 Ibid., p.263. Voir aussi D T McKinley, *The ANC and the Liberation Struggle* (Londres, 1997), p.6.
- 91 Cité in D T McKinley, op. cit., p.22.
- 92 Ibid., p.34.
- 93 Cité in ibid., p.89. Souligné dans l'original.
- 94 K Marx, *The Bourgeoisie and the Counter-Revolution*, op. cit., p.194.
- 95 A Hoogvelt, op. cit., p.229.
- 96 Duncan Green, cité in ibid.
- 97 Ibid., p. 231.
- 98 'Lula's Leap', *The Economist*, 4 mars 2006, pp.57-59
- 99 D Plavsic, 'Manufactured Revolution?', *International Socialism* 107 (Londres, été 2005), pp.21-30.
- 100 Ibid., p.22.

- 101 Cité in *ibid.*, p.26.
102 *Ibid.*, p.27.

6. Guerre et idéologie

- 1 *Financial Times*, 'The US is Going Cold on Arab Democracy', 15 février 2006.
2 S Huntington, *The Clash of Civilisations and the Remaking of the World Order* (Londres, 1997), pp.255-258.
3 Samir Amin, par exemple, dans un discours à la conférence des Journées Socialistes du Caire, le 15 février 2005, a prétendu que la Fraternité Musulmane d'Egypte fait partie de la classe dirigeante.
4 S Huntington, *op. cit.*, p.258.
5 A Beattie, 'Global Pain Hits Poor, Distant and the Islamic', *Financial Times*, 15 mars 2006, p.15.
6 A Negri et M Hardt, *Empire*, cité in E Meiksins Wood, 'A Manifesto for Global Capital' in G Balakrishnan (ed) *Debating Empire* (Londres, 2003), p.64.
7 L Panitch et S Gindin, 'Global Capitalism and American Empire' in *Socialist Register 2004* (Londres, 2003), p.32.
8 *Ibid.*, p.19.
9 *Ibid.*, p.23.
10 L Panitch et S Gindin, 'Gems and Baubles in Empire', in G Balakrishnan (ed), *op. cit.*, p.52-60.
11 E Meiksins Wood, 'A Manifesto for Global Capital' in G Balakrishnan (ed), *op. cit.*, p.65.
12 *Ibid.*, p.69.
13 Pour une excellente critique de Panitch et Gindin sur ces points voir A Callinicos, 'Imperialism and Global Political Economy' in *International Socialism* 108, automne 2005, pp.109-127.
14 L Elliott, 'World Gears up for Tension as Emerging Nations Threaten to Put G7 Countries in the Back Seat', *The Guardian*, 6 mars 2006, P.30.
15 M Hardt et A Negri, *Multitude* (Londres, 2004), p.xiv.
16 *Ibid.*, p.xv.
17 Voir C Harman, 'The Workers of the World' in *International Socialism* 96, automne 2002, pp.6-9.
18 Voir par exemple B Deer, 'Still Struggling After All These Years', *New Stateman*, 24 août 1996, pp.12-14. Cela montre, entre autres choses, que dans les sondages Gallup réalisés depuis 1961 le pourcentage de ceux qui pensent qu'il y a une lutte des classes en Grande Bretagne est passé de 56% à 76% en 1996;
19 M Hardt et A Negri, *op. cit.*, p.xvi.
20 A Callinicos, 'Toni Negri in Perspective', in G Balakrishnan (ed), *op. cit.*, p.121-143.

7. Résister à l'impérialisme

- 1 Pour la meilleure version de la montée du mouvement antiguerre en Grande Bretagne voir A Murray et L German, *Stop the War, the Story of Britain's Biggest Mass Movement* (Londres, 2005).
2 Voir l'article d'Alex Callinicos dans *Socialist Worker* du 19 mars 2005.
3 G Lukacs, *Lenin, a Study in the Unity of his Thought* (Londres, 1977), p.46.
4 G Lukacs, *History and Class Consciousness* (Londres, 1971), p.311.
5 V I Lénine, *Collected Works*, Vol.23 (Moscou 1964), p.61.
6 *Ibid.*, Vol.22, pp.355-357.
7 K Marx cité in A Brewer, *Marxist Theories of Imperialism, a Critical Survey* (Londres, 1980), p.58.
8 R Munck, *The New International Labour Studies* (Londres, 1988), p.33.
9 *Ibid.*